



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LII^e Année

Tome II N^o 3 - Septembre 1977

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Nouvelles dispositions relatives au financement de l'Etat belge et de l'Etat luxembourgeois par la Banque Nationale de Belgique.**
- 21 **Réforme du système des plafonds de réescompte.**
- 27 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats des mois de juillet et août 1977.**
- 1 **Statistiques.**
- 151 **Législation économique.**
- 157 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

NOUVELLES DISPOSITIONS
RELATIVES AU FINANCEMENT DE L'ETAT BELGE
ET DE L'ETAT LUXEMBOURGEOIS
PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Le 15 juillet 1977, l'Etat belge et la Banque Nationale ont passé une nouvelle convention relative à la marge de financement du premier auprès de la seconde. Cette convention majore le plafond des avances directes de la Banque au Trésor et de plus, complétée par un protocole conclu entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque, elle précise les modalités des concours temporaires que la Banque peut consentir, par l'intermédiaire du Fonds des Rentes, au Trésor; elle organise notamment la publicité de ces interventions.

Parallèlement, une nouvelle convention, majorant le montant maximum des avances de la Banque Nationale à l'Etat luxembourgeois, a été passée le 20 juillet 1977 entre ce dernier et la Banque.

I. AVANCES DIRECTES DE LA BANQUE NATIONALE A L'ETAT.

Conformément à l'article 13 de la loi organique de la Banque, le montant du portefeuille que la Banque détient ensuite d'opérations faites conformément à l'article 11, 3° et 9°, ne peut dépasser une limite qui est fixée par convention entre le Ministre des Finances et la Banque, après avis conforme du Conseil de Régence, convention qui est approuvée par le Conseil des Ministres et publiée au *Moniteur*. En exécution de cette disposition, différentes conventions ont été conclues entre l'Etat et la Banque. L'avant-dernière, en date du 23 juillet 1974, fixait le montant maximum des avances de la Banque à l'Etat belge à 20.616 millions de francs. Elle stipulait aussi que ce montant pouvait être majoré — pour la première fois en 1977 — d'un pourcentage qui ne pourrait pas dépasser le tiers de celui de l'augmentation des recettes ordinaires de l'Etat entre 1973 et 1976.

La nouvelle convention, du 15 juillet 1977, organise cette majoration selon des modalités légèrement différentes :

— ce ne sont plus les recettes ordinaires mais bien les « recettes courantes » qui sont prises comme point de départ pour le calcul de l'adaptation;

— contrairement à l'adaptation de la marge de crédit intervenue le 23 juillet 1974, il a été tenu compte des recettes courantes qui, hors du budget proprement dit, sont affectées directement à différents fonds et institutions autonomes qui ressortissent au pouvoir central;

— le point d'arrivée des calculs n'est plus les recettes courantes de la dernière année de la période triennale écoulée, mais les prévisions de recettes courantes pour l'année en cours. Le rapport de un à trois entre le pourcentage d'accroissement de la marge et celui de l'accroissement des recettes est maintenu, mais il est calculé de manière différente.

a) En 1975, le gouvernement a supprimé la subdivision administrative en « budget ordinaire » et « budget extraordinaire », qui avait été introduite en 1884, et admis le concept de « budget unique » dans lequel les recettes et les dépenses sont réparties, selon des critères préétablis et justifiés économiquement, en « opérations courantes » d'une part, et en « opérations en capital », de l'autre. Par conséquent, le calcul de la nouvelle marge de crédit direct de l'Etat auprès de la Banque devait s'opérer non plus sur la base de l'évolution des recettes ordinaires, mais bien sur celle de l'évolution des recettes courantes, la conversion, pour les années antérieures à 1975, des recettes ordinaires en recettes courantes pouvant s'effectuer simplement en soustrayant des recettes ordinaires les impôts uniques sur la fortune, en l'occurrence les droits de succession.

b) La seconde différence, par rapport à la procédure d'adaptation fixée dans la convention du 23 juillet 1974, a trait aux recettes courantes débudgétisées qui sont affectées directement à différents fonds ou institutions autonomes, dépourvus de caractère commercial et chargés de l'accomplissement de tâches qui incombent au pouvoir central (Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, Fonds des Routes, Fonds Spécial des Communes, etc.). Les recettes budgétaires courantes proprement dites ont été, tant pour l'année de référence que pour le point d'arrivée du calcul, augmentées de ces recettes débudgétisées. La situation du Trésor est, en effet, influencée non seulement par l'évolution inégale des recettes et des dépenses du budget de l'Etat proprement dit, mais aussi par celle des dépenses et des recettes des fonds et institutions susmentionnés, de par l'unité de caisse qui existe entre toutes ces opérations, qu'elles relèvent ou non du budget. L'année 1967 a été choisie comme nouvelle année de référence parce que les recettes hors budget étaient encore cette année-là pratiquement inexistantes.

c) A ces modifications, qui procèdent d'une certaine logique comptable, s'en sont ajoutées deux autres, aussi de caractère technique, qui, sans changer en rien

les principes formulés dans la convention du 23 juillet 1974, en permettent une application plus équitable pour le Trésor.

Le premier de ces aménagements techniques concerne le point d'arrivée choisi pour le calcul de l'accroissement des recettes courantes et le second, le mode de calcul lui-même de cet accroissement et de l'adaptation des avances directes à laquelle il donne lieu.

Comme point d'arrivée du calcul, on a pris non plus les recettes courantes de la dernière année de la période triennale écoulée, mais bien les recettes courantes prévues pour l'année en cours. On a ainsi essayé de rendre aussi réaliste que possible la ligne de crédit nécessaire au Trésor pour équilibrer l'évolution inégale de ses recettes et de ses dépenses en cours d'année.

Dans cet ordre d'idées, on s'est basé, pour 1977, non sur les prévisions originales des recettes courantes, mais sur une prévision ajustée de 817,5 milliards ⁽¹⁾.

Le taux d'accroissement des recettes courantes a été calculé pour l'ensemble de la période 1967-1977 et la marge qui existait en 1968, soit 16 milliards, a été majorée d'un pourcentage égal au tiers de ce taux. Ce mode de calcul, qui sera aussi retenu à l'avenir, donne une majoration de la marge de crédit légèrement plus élevée que celle qui aurait résulté de l'application pure et simple de la formule prévue par la convention du 23 juillet 1974, qui consistait à accroître la marge de 1974 — soit 20,6 milliards — d'un pourcentage égal au tiers de celui de l'expansion des recettes de 1973 à 1976. La différence de résultats que produisent ces deux modes de calcul est explicitée par un exemple en annexe.

Compte tenu de tous ces éléments, la nouvelle ligne de crédit de la Banque à l'Etat belge a été obtenue comme suit :

- de 1967 à 1977, les recettes courantes, y compris celles affectées hors budget, sont passées de 216,6 à 817,5 milliards, soit une augmentation de 277,4 p.c.;
- le montant maximum du portefeuille de la Banque, fixé à 16 milliards par la convention du 30 mars 1968, est ainsi majoré de un tiers de 277,4 p.c., soit 92,47 p.c. ou 14,8 milliards;
- le nouveau montant maximum atteint donc 16 milliards + 14,8 milliards = 30,8 milliards, arrondis à 31 milliards.

La ligne de crédit de la Banque à l'Etat luxembourgeois, qui a été majorée parallèlement, en fonction du rapport des populations du Grand-Duché de Luxembourg et de la Belgique, est passée quant à elle de 687 à 1.250 millions.

La convention du 15 juillet fixe aussi la procédure d'adaptation des avances directes à l'avenir. Le montant maximum de celles-ci sera réexaminé de trois en trois ans, et pour la première fois en 1980. En cas d'adaptation, il sera déterminé en majorant la limite de 16 milliards fixée en 1968, d'un pourcentage qui ne

(1) D'après le plan dit d' « Egmont ».

pourra pas dépasser le tiers de celui de l'augmentation des recettes courantes de l'Etat, y compris les recettes affectées hors budget, prévues pour l'année durant laquelle l'adaptation aura lieu, par rapport aux recettes réalisées en 1967.

*
**

La majoration de la marge a fourni l'occasion d'annuler les 6 milliards de certificats de trésorerie dits de la tranche *B*, encore existants et dont le statut datait des réformes du marché monétaire de novembre 1957 et de janvier 1962.

La réforme de novembre 1957 avait mis fin à la relation proportionnelle entre l'évolution des dépôts bancaires et l'acquisition de certificats de trésorerie par les banques, imposée par le système des coefficients de couverture introduit immédiatement après la deuxième guerre mondiale.

L'encours des certificats à 4 et 12 mois, que les banques avaient jusqu'alors l'obligation de souscrire en vertu des coefficients de couverture imposés par la Commission bancaire, fut converti en un emprunt spécial de l'Etat, comportant deux tranches. La première, la tranche *A*, d'un montant de 20 milliards (ramené à 19.826 millions le 8 avril 1960), était constituée de certificats à un an portant un intérêt de 1 15/16 p.c. payable par anticipation. La seconde, la tranche *B*, d'un montant de 8.920 millions (porté à 9.094 millions le 8 avril 1960), était formée de certificats à 4 mois, dont le taux, payable aussi par anticipation, était lié au taux d'escompte de la Banque Nationale pour les traites acceptées, domiciliées en banque.

Dans les cas où, à la suite d'un accroissement de leurs dépôts, les banques auraient antérieurement souscrit ces anciens certificats, elles devaient désormais souscrire des certificats du Fonds des Rentes dont le taux était le même que celui des certificats de la tranche *B*. Inversement, une diminution des dépôts bancaires ne pouvait réduire les ressources procurées au Trésor par l'emprunt spécial, car le Fonds des Rentes s'engageait à prendre en portefeuille des certificats de la tranche *B* à concurrence de la partie non souscrite par les banques.

Le pas final dans la voie de la suppression des prescriptions financières d'exception introduites après la libération fut franchi le 1^{er} janvier 1962. A partir de cette date, les coefficients de couverture imposés aux banques furent supprimés, sous réserve toutefois que les banques continuent à détenir un minimum d'effets publics (1). Cette abrogation permettait de donner plus de souplesse à la formation du taux des certificats *B* et des certificats du Fonds des Rentes, qui, au lieu d'être comme antérieurement lié étroitement au taux d'escompte de la Banque Nationale, fut, depuis lors, déterminé par des adjudications hebdomadaires.

(1) Ce minimum a été supprimé un an plus tard.

Le Fonds des Rentes devait continuer à souscrire des certificats *B* à concurrence des montants que les banques présenteraient à l'encaissement. Lors des adjudications hebdomadaires de certificats à quatre mois, il décidait librement dans quelle mesure les quantités adjugées seraient constituées de ses propres certificats ou de certificats de trésorerie de la tranche *B*, qui revêtaient à présent les mêmes caractéristiques techniques que les certificats du Fonds des Rentes ⁽¹⁾.

Jusqu'en octobre 1971, l'encours total des certificats *B* — 9.094 millions de francs — s'est ainsi trouvé soit dans le portefeuille du Fonds des Rentes, soit dans celui des banques. Les fluctuations du montant de ces certificats détenu par le Fonds des Rentes, étaient d'ordre technique. Il était, en effet, de l'intérêt du Fonds de maintenir en portefeuille un certain montant de certificats *B* parce que ceux-ci lui permettaient d'obtenir des avances de la Banque Nationale à des conditions favorables ⁽²⁾.

De 1971 à 1976, lorsque le Trésor a enregistré, de façon sporadique, des excédents de caisse, par exemple à l'occasion de l'encaissement d'un emprunt consolidé ou de paiements anticipés d'impôts, il a placé ces excédents soit en compte créditeur auprès de la Banque Nationale, soit — afin d'éviter les tensions sur le marché monétaire qu'aurait fait apparaître la stérilisation de ces excédents — en effets de commerce, par l'intermédiaire de l'Institut de Réescompte et de Garantie, ou en certificats de la tranche *B* qu'il rachetait au Fonds des Rentes, qui était ainsi à même d'élargir le marché du call money.

Plutôt exceptionnelles en 1971, les reprises de certificats *B* par le Trésor sont devenues plus fréquentes en 1972 et surtout en 1973. Aussi, le Fonds des Rentes a-t-il décidé, au deuxième trimestre de 1973, de ne plus céder ces certificats aux banques, mais d'en conserver la totalité en portefeuille, afin de pouvoir, le cas échéant, donner le maximum d'ampleur à la technique décrite ci-dessus.

Le 28 mai 1975, le Trésor, qui, en avril, avait encaissé le produit d'un emprunt consolidé de 50 milliards, a remboursé définitivement un montant de 3.094 millions de certificats de la tranche *B* et ramené ainsi l'encours de ce type d'effets à 6 milliards.

Ce sont ces 6 milliards, entièrement en possession du Fonds des Rentes, qui ont été annulés par la convention du 15 juillet. La perte de moyens de financement qui en résultait pour le Trésor a été compensée par un relèvement correspondant du montant maximum des avances directes de la Banque à l'Etat, ce qui porte la nouvelle marge à 37 milliards. Lors des adaptations futures de

⁽¹⁾ Le mode de paiement des intérêts sur certificats de la tranche *B* a en effet été aligné le 1^{er} janvier 1962 sur celui des intérêts des certificats du Fonds des Rentes. A partir de cette date, les intérêts des certificats de la tranche *B* devenaient payables à l'échéance.

⁽²⁾ Jusqu'au 1^{er} mars 1972, le tarif des avances sur nantissement des certificats *B* était inférieur à celui des obligations du secteur public; en outre, le pourcentage maximum de prêts est toujours plus élevé sur certificats de trésorerie que sur obligations du secteur public.

la marge, le nouveau maximum, obtenu par application de la règle de un tiers précitée, sera chaque fois majoré d'un montant fixe de 6 milliards.

II. MODALITES ET PUBLICITE DU CONCOURS DE LA BANQUE AU TRESOR PAR L'INTERMEDIAIRE DU FONDS DES RENTES.

Depuis plusieurs années, le financement à court terme de déficits temporaires de la trésorerie de l'Etat a été assuré, en partie, par la prise en portefeuille par le Fonds des Rentes de certificats de trésorerie — autres que ceux de la tranche *B* — pour le financement desquels le Fonds a souvent recouru aux avances sur nantissement auprès de la Banque Nationale.

Ces interventions du Fonds des Rentes appuyées par la Banque confèrent à l'action de celle-ci sur les marchés de fonds une flexibilité utile. Elles permettent notamment de résorber ou d'atténuer les tensions que les opérations de trésorerie font naître, particulièrement au début de l'été, sur le marché monétaire et d'éviter ainsi une hausse saisonnière des taux d'intérêt. Elles permettent aussi d'alimenter le Trésor lorsque, en raison de facteurs exceptionnels, celui-ci ne peut plus s'approvisionner normalement sur le marché monétaire. C'est ainsi qu'en 1976 des perturbations sur le marché des changes ont raréfié les apports sur les marchés de fonds à court terme et obligé le Trésor à recourir, parfois dans une mesure importante, au Fonds des Rentes, appuyé par la Banque Nationale ⁽¹⁾.

Le concours de la Banque au Trésor, via le Fonds des Rentes, constitue en somme la source nécessaire de financement du Trésor lorsque celui-ci, vu la politique de taux d'intérêt que les autorités monétaires jugent opportun d'appliquer, ne peut couvrir dans le marché ses besoins de financement. Mais ce choix de politique doit être clairement connu du public. En outre, les modes de concours de la Banque au Fonds des Rentes doivent être ceux qui sont le plus appropriés à la poursuite de la politique choisie. C'est pourquoi la convention du 15 juillet 1977 et le protocole y annexé, apportent certains aménagements aux modalités de financement de l'Etat par la Banque via le Fonds des Rentes et organisent la publicité qu'il convient à présent de donner à ce financement.

a) Modalités de financement.

Au cas où l'Etat belge se voit amené à trouver des ressources complémentaires, au-delà de la limite des avances directes de la Banque visée au point 1 ci-dessus, le Fonds des Rentes souscrira des certificats de trésorerie, soit à l'émission s'il s'agit de certificats du Trésor à très court terme, émis au robinet, soit à l'adjudication mensuelle, s'il s'agit de certificats à 6, 9 et 12 mois, soit directement auprès du Trésor.

⁽¹⁾ Voir à ce sujet le Rapport annuel 1976 du Fonds des Rentes, pages 30 et 31.

Si ses ressources ordinaires — affectées par priorité au financement de son activité de régulateur du marché des fonds publics à long terme et du marché de l'argent au jour le jour — sont insuffisantes, le Fonds pourra recourir, pour financer ses souscriptions de certificats de trésorerie, à une ligne spéciale d'avances auprès de la Banque Nationale. Le plafond de ces avances — présentement fixé à 15 milliards — est à convenir entre le Fonds des Rentes et la Banque, avec l'accord du Conseil de Régence de celle-ci; il sera communiqué au Ministre des Finances qui le notifiera au Conseil des Ministres.

Aussi longtemps que le Fonds des Rentes n'aura pas entièrement remboursé ces avances spéciales, la Banque pourra jusqu'à concurrence d'un montant qui ne pourra pas dépasser celles-ci, remettre une offre aux adjudications de certificats du Fonds des Rentes, au même titre et selon les mêmes modalités que les autres participants au marché. Le produit des certificats adjudés à la Banque sera affecté par priorité au remboursement des avances spéciales.

Pourquoi, pourrait-on se demander, la Banque remettrait-elle une offre et le Fonds des Rentes adjudgerait-il des certificats à la Banque dans le seul but de rembourser partiellement ou totalement des avances spéciales alors qu'il aurait suffi de prolonger ces avances ?

Dans des circonstances normales, le choix du canal de financement du Fonds des Rentes est indifférent car le niveau des taux d'intérêt des effets publics est déterminé par la politique suivie par le Fonds des Rentes lors de ses adjudications hebdomadaires et non par le mode de financement de celui-ci. Il peut toutefois advenir que les offres remises par les participants — autres que la Banque Nationale — au marché de ces adjudications soient faites à un niveau trop bas, plus bas que celui que les autorités cherchent à atteindre. Dans ces circonstances, la mise de la Banque permettrait de hausser le taux des certificats du Fonds des Rentes et par ricochet d'autres taux du marché monétaire au niveau souhaité.

L'activité de régulateur du marché de l'argent au jour le jour qu'exerce le Fonds des Rentes ne pouvait être entravée par ses interventions en faveur du Trésor. C'est ce qui aurait pu se produire dans certaines circonstances si le Fonds des Rentes n'avait plus joui d'aucune possibilité de recours à la Banque une fois sa ligne d'avances spéciales épuisée. Aussi le protocole prévoit-il que la Banque Nationale pourra ouvrir au Fonds des Rentes une ligne d'avances en vue de lui permettre de prêter des fonds sur le marché du call money. Les interventions sur ce marché se feront en accord avec la Banque Nationale tant en ce qui concerne les montants que les taux d'intérêt.

b) **Publicité.**

Dans le passé, la limite des avances que la Banque pouvait consentir au Fonds des Rentes a souvent été modifiée, et le financement du Trésor via le Fonds des Rentes a parfois atteint des montants considérables. Mais ce finance-

ment indirect du Trésor par la Banque n'apparaissait pas comme tel dans les situations hebdomadaires de celle-ci. Un tel système comporte le danger de donner l'illusion qu'il existe une limite précise au montant total des avances de la Banque à l'Etat, alors que cette limite est modifiable et doit d'ailleurs le rester dans l'intérêt même de l'exercice de la politique monétaire.

S'il existe néanmoins un danger que des interventions du Fonds des Rentes appuyé par la Banque Nationale, soient utilisées comme un financement permanent des dépenses de l'Etat, ce danger est beaucoup mieux écarté par la publicité qui entoure le financement de l'Etat par la Banque que par la fixation de limites. En d'autres termes, une opinion publique bien renseignée est davantage que la fixation de limites conventionnelles, une garantie que des aides temporaires ne se transformeront pas en aides définitives.

C'est pourquoi, la convention du 15 juillet précise que le montant cumulé des avances spéciales effectivement prélevées et des certificats du Fonds des Rentes détenus par la Banque, figurera explicitement dans une rubrique distincte de la situation hebdomadaire de la Banque qui est publiée au *Moniteur belge*. Les montants maxima convenus pour ces avances spéciales seront publiés en même temps au *Moniteur*.

*
* *

**DIFFERENCE ENTRE L'AUGMENTATION DE LA MARGE DE CREDIT,
CALCULEE POUR L'ENSEMBLE D'UNE PERIODE,
ET CELLE, CALCULEE PAR ADDITION DE SOUS-PERIODES**

A l'aide d'un exemple simplifié, on peut montrer que cette différence doit être attribuée à la manière dont la formule de l'intérêt composé est appliquée.

Hypothèses :

Les recettes courantes augmentent annuellement d'environ 12 p.c.

La marge est adaptée à concurrence de un tiers du pourcentage d'accroissement des recettes.

Les recettes courantes de l'année t_0 s'élèvent à 50 milliards et la marge de crédit du Trésor, à 10 milliards.

1^{er} cas : Des adaptations annuelles donnent, après l'écoulement d'une période de 10 ans, le résultat suivant :

$$M^n = M_0 \times (1 + i)^n$$

où :

M^n = montant de la marge, l'année n

M_0 = montant initial de la marge

n = 10 ans

i = 1/3 de 12 p.c. = 4 p.c.

$$M^{10} = 10 \times (1 + 0,04)^{10} = 10 \times 1,4802 = 14,8 \text{ milliards.}$$

Après 10 ans, la marge s'élève donc à 14,8 milliards.

2^e cas : *Pas d'adaptations intermédiaires.* Après 10 ans, la marge est augmentée de un tiers du pourcentage d'accroissement des recettes sur l'ensemble de la période de 10 ans.

a) Augmentation en pour cent des recettes courantes après 10 ans :

$$RC^n = RC_0 \times (1 + i)^n$$

où

RC^n = montant des recettes courantes, l'année n

RC_0 = montant initial des recettes courantes = 50 milliards

n = 10 ans

i = 12 p.c.

$$RC^{10} = 50 \times (1 + 0,12)^{10} = 155,29 \text{ milliards.}$$

L'augmentation en p.c. des recettes courantes au cours des 10 ans est de :

$$\frac{155,29 \times 100}{50} - 100 = 210,58.$$

b) Appliqué à une marge de 10 milliards, ce pourcentage d'augmentation donne une nouvelle marge de $10 + (0,1 \times \frac{210,58}{3}) = 17,02$ milliards.

3^e cas : D'une manière analogue, on pourrait montrer qu'en *appliquant une adaptation en trois étapes*, par exemple après 3 ans, 6 ans et 10 ans, on obtient finalement une marge de 15,34 milliards.

Convention du 15 juillet 1977
entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique,
approuvée par le Conseil des Ministres

Publication effectuée en vertu de l'article 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique, modifiée par la loi du 28 juillet 1948.

Vu la loi du 28 juillet 1948, modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique et spécialement l'article 1^{er}, § 3, lit. *a*, de cette loi, précisant que « jusqu'à disposition ultérieure, le montant du portefeuille détenu par la Banque ensuite d'opérations faites conformément à l'article 11, 3^o et 9^o, ne pourra dépasser une limite qui sera fixée par conventions entre le Ministre des Finances et la Banque Nationale après avis conforme du conseil de régence » et que « ces conventions seront approuvées par le Conseil des Ministres et publiées dans la huitaine au *Moniteur belge* »;

Vu le protocole spécial entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en date du 29 janvier 1963, relatif au régime d'association monétaire;

Vu la convention du 14 septembre 1948, modifiée par celles des 15 avril 1952, 1^{er} février 1963, 1^{er} décembre 1964, 30 mars 1968, 7 novembre 1969 et 23 juillet 1974;

Considérant que ladite convention prévoit un réexamen périodique du montant maximum du portefeuille de la Banque dont question ci-dessus, et admet le principe que le pourcentage d'augmentation de ce montant ne peut pas dépasser le tiers du pourcentage d'accroissement des recettes ordinaires que l'Etat belge réalise par année civile depuis la dernière revision;

Considérant toutefois qu'il importe de calculer à l'avenir l'adaptation de ce montant non pas sur base des recettes ordinaires mais plutôt sur base des recettes courantes, y compris celles affectées hors budget, telles qu'elles sont définies depuis l'instauration, en 1975, du budget dit « unique »; qu'il convient, dès lors, de prendre comme année de référence 1967, année où les recettes hors budget étaient pratiquement inexistantes; qu'il importe, en outre, de tenir compte, dans le calcul de l'adaptation du montant, des prévisions des recettes courantes pour l'année en cours;

Considérant que les recettes courantes de 1967, y compris celles affectées hors budget, s'élevaient à 216,6 milliards F et que les prévisions pour l'année 1977 font état de 817,5 milliards F de recettes courantes, soit une augmentation de 277,4 p.c.; que, sur cette base, le montant maximum du portefeuille de la Banque, qui a été fixé par la convention du 30 mars 1968, peut être majoré dans le rapport de 277,4 p.c. : 3, c'est-à-dire de 92,47 p.c.;

Considérant que le montant maximum de 16 milliards F fixé en 1968 pour les opérations sur effets belges, peut être ainsi porté à 30,8 milliards F, arrondis à 31 milliards F;

Considérant, en outre, que le Gouvernement a décidé d'apurer totalement et définitivement l'encours des certificats de trésorerie de la tranche « B », émis à concurrence de 9,094 milliards F en exécution de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957; que cet encours s'élève actuellement à 6 milliards F; qu'il importe de compenser la perte de moyens de financement du Trésor résultant de cette décision, en augmentant le montant maximum du portefeuille de la Banque dont question ci-dessus, à due concurrence; que ce montant peut être ainsi porté à 37 milliards;

Considérant que ce montant de 37 milliards F doit être majoré de la marge de crédit ouverte à l'Etat luxembourgeois, fixée sur base du rapport des populations de la Belgique et du Luxembourg, soit 1.250 millions F;

Considérant que le montant maximum global peut être ainsi porté à 38,250 milliards F;

Considérant enfin que le Fonds des Rentes est amené à détenir des certificats du Trésor afin d'assurer temporairement la couverture des déficits saisonniers et imprévus de l'Etat belge et que, pour pouvoir souscrire à ces certificats, il recourt notamment aux avances de la Banque; que pour respecter l'esprit de l'article 13 de la loi organique de la Banque, il convient de donner une publicité adéquate à ce concours indirect de la Banque au Trésor;

Sur avis conforme du Conseil de Régence donné en sa séance du 13 juillet 1977,

Entre

l'Etat belge, représenté par le Ministre des Finances, d'une part,

et

la Banque Nationale de Belgique, représentée par son Gouverneur, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de la convention du 14 septembre 1948, modifiée en dernier lieu par la convention du 23 juillet 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« Le portefeuille détenu par la Banque ensuite d'opérations faites conformément à l'article 11, 3^o et 9^o, de sa loi organique, ne pourra pas dépasser trente-huit milliards deux cent cinquante millions de francs, dont trente-sept milliards de francs pour les effets belges.

» L'Etat belge entend donner à l'utilisation de sa faculté de recours à la Banque Nationale dont il est question au premier alinéa, la mobilité normale

d'une facilité de caisse affectée à la couverture de déficits de trésorerie en cours d'année. Cette utilisation ne dépassera pas, en moyenne, sur une période de trois ans, les deux tiers du montant susmentionné de trente-sept milliards.

» Le montant de trente-huit milliards deux cent cinquante millions de francs sera réexaminé de trois en trois ans, et pour la première fois en 1980, il sera éventuellement adapté par conventions additionnelles.

» En cas d'adaptation, le nouveau montant maximum sera déterminé en majorant le montant de seize milliards cinq cent trente-trois millions de francs fixé en 1968, à raison d'un pourcentage qui ne pourra pas dépasser le tiers du pourcentage d'augmentation des recettes courantes de l'Etat belge, y compris celles affectées hors budget, prévues pour l'année durant laquelle l'adaptation aura lieu, par rapport à celles réalisées en 1967, le résultat ainsi obtenu étant majoré d'un montant fixe de six milliards de francs ».

Art. 2. — A la même convention du 14 septembre 1948, un article 4 est ajouté, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'article 1^{er}, la Banque pourra détenir des certificats du Fonds des Rentes au-delà du montant maximum prévu à cet article pour les effets belges, sans toutefois que cet excédent puisse dépasser la différence entre le montant maximum des avances spéciales que la Banque peut octroyer, avec l'accord de son Conseil de Régence, au Fonds des Rentes afin que celui-ci puisse assurer la couverture des déficits saisonniers et imprévus de l'Etat, et le montant prélevé par ce Fonds sur cette ligne spéciale d'avances.

» La fixation du montant maximum des avances spéciales accordées par la Banque au Fonds des Rentes ainsi que toute modification de ce montant sera immédiatement communiquée au Ministre des Finances qui la notifiera au Conseil des Ministres lors de sa plus prochaine réunion.

» Le montant cumulé des avances spéciales prélevées et des certificats du Fonds des Rentes détenus par la Banque en vertu du premier alinéa, figurera explicitement dans une rubrique ou sous-rubrique distincte de la situation hebdomadaire de la Banque qui est publiée au *Moniteur belge*. Seront publiés en même temps les montants maxima des marges accordées à l'Etat belge en vertu de l'article 1^{er} et, éventuellement, de l'article 2, ainsi que celui des avances spéciales qui peuvent être accordées au Fonds des Rentes ».

Art. 3. — La présente convention entrera en application le 18 juillet 1977.

Fait en double à Bruxelles, le 15 juillet 1977.

Pour l'Etat belge,
Le Ministre des Finances,
G. GEENS.

Pour la Banque Nationale
de Belgique,
Le Gouverneur,
C. de STRYCKER.

Convention entre l'Etat luxembourgeois et la Banque Nationale de Belgique

Vu les engagements pris par la Belgique envers le Grand-Duché de Luxembourg en vertu du protocole spécial d'association monétaire du 29 janvier 1963, conformément auquel il convient de faciliter à l'Etat et à l'économie luxembourgeois l'accès aux crédits susceptibles d'être accordés par la Banque Nationale de Belgique;

Vu la convention du 15 juillet 1977, intervenue entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, relevant de vingt et un milliards trois cent trois millions de francs à trente-huit milliards deux cent cinquante millions de francs, la limite du portefeuille susceptible d'être détenu par la Banque par suite d'opérations faites conformément à l'article 11, 3° et 9°, de sa loi organique;

Vu la convention du 15 avril 1952 entre l'Etat luxembourgeois et la Banque Nationale de Belgique, modifiée par les conventions du 12 avril 1968 et du 20 août 1974, et décidant à l'article 1^{er} :

« La Banque Nationale de Belgique met à la disposition de l'Etat luxembourgeois une marge de six cent quatre-vingt-sept millions de francs belges pour les opérations sur effets luxembourgeois dont il est question à l'article 11, 3° de sa loi organique.

» En cas d'augmentation de la limite de vingt et un milliards trois cent trois millions de francs fixée par la convention intervenue le 23 juillet 1974 entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, la marge prévue à l'alinéa précédent pourra, par conventions additionnelles, être majorée parallèlement dans le rapport des populations respectives des deux pays »;

Considérant que sur base du rapport des populations respectives des deux pays, la marge de six cent quatre-vingt-sept millions de francs belges peut être portée à un milliard deux cent cinquante millions de francs belges;

Entre
l'Etat luxembourgeois, représenté par le Ministre des Finances, d'une part,
et
la Banque Nationale de Belgique, représentée par son Gouverneur, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de la convention du 15 avril 1952, modifiée par les conventions du 12 avril 1968 et du 20 août 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« La Banque Nationale de Belgique met à la disposition de l'Etat luxembourgeois une marge d'un milliard deux cent cinquante millions de francs belges

pour les opérations sur effets luxembourgeois dont il est question à l'article 11, 3° de sa loi organique.

» En cas d'augmentation de la limite de trente-huit milliards deux cent cinquante millions de francs fixée par la convention intervenue le 15 juillet 1977 entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, la marge prévue à l'alinéa précédent pourra, par conventions additionnelles, être majorée parallèlement dans le rapport des populations respectives des deux pays ».

Art. 2. — La présente convention entrera en application le 25 juillet 1977.

Fait en double à Luxembourg, le 20 juillet 1977.

Pour l'Etat luxembourgeois,
Le Ministre des Finances,

J. POOS.

Pour la Banque Nationale de Belgique,
Le Gouverneur,

C. de STRYCKER.

**Protocole entre le Ministre des Finances, la Banque Nationale de Belgique
et le Fonds des Rentes concernant le mode de financement par le Fonds
des déficits saisonniers et imprévus du Trésor et l'appui apporté en cette
matière par la Banque**

Vu l'article 2 des statuts du Fonds des Rentes disposant, entre autres, que le Fonds peut acheter et vendre des titres à court, à moyen et à long terme émis par l'Etat belge;

Vu la convention du 14 septembre 1948 conclue entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique et modifiée en dernier lieu le 15 juillet 1977, notamment l'article 4 dont il ressort que la Banque ouvrira une ligne spéciale d'avances au Fonds destinée à lui permettre de couvrir temporairement les déficits saisonniers et imprévus de l'Etat et dont il ressort également que la Banque peut, en certaines circonstances et dans des conditions bien précises, souscrire à des certificats du Fonds des Rentes au-delà du montant que ne peut pas dépasser en vertu de l'article 1^{er} de ladite convention le portefeuille détenu par la Banque ensuite d'opérations sur effets belges faites conformément à l'article 11, 3^o et 9^o de sa loi organique;

Considérant qu'il importe de fixer une ligne de conduite à suivre par le Fonds et par la Banque en ce qui concerne le mode de financement des déficits saisonniers et imprévus du Trésor;

Entre

Le Ministre des Finances, de première part,

La Banque Nationale de Belgique, représentée par son Gouverneur, de seconde part,

et le Fonds des Rentes, représenté par son Président, de troisième part,

Il est convenu ce qui suit :

1. Au cas où l'Etat belge se voit contraint de rechercher des ressources complémentaires pour assurer la couverture de ses déficits saisonniers et imprévus au-delà de la marge de crédit lui accordée par la Banque Nationale en vertu de l'article 1^{er} de la convention du 14 septembre 1948 conclue entre eux et modifiée en dernier lieu le 15 juillet 1977, le Fonds des Rentes souscrira à des certificats de trésorerie. Cette souscription se fera, soit à l'émission s'il s'agit de certificats du Trésor à très court terme émis au robinet, soit à l'adjudication mensuelle s'il s'agit de certificats à 6, 9 et 12 mois, soit directement auprès du Trésor.

2. Cependant le Fonds des Rentes affectera par priorité ses ressources ordinaires au financement de son activité de régulateur du marché des effets publics à long terme et du marché de l'argent au jour le jour.

3. Si ses ressources ordinaires ne lui permettent pas de financer en outre et complètement les certificats du Trésor souscrits en vertu de l'alinéa premier, le Fonds des Rentes pourra recourir momentanément à une ligne spéciale d'avances que lui ouvrira la Banque Nationale de Belgique et qui sera destinée uniquement à financer l'excédent de certificats du Trésor.

4. Le plafond et les conditions d'utilisation de cette ligne spéciale seront convenus entre le Fonds des Rentes et la Banque, avec l'accord de son Conseil de Régence. Le plafond des avances spéciales sera régulièrement revu en fonction des nécessités de couverture de déficits saisonniers et imprévus de l'Etat; toute modification de ce plafond sera immédiatement communiquée au Ministre des Finances qui la notifiera au Conseil des Ministres lors de sa plus prochaine réunion.

5. Aussi longtemps que les avances spéciales accordées par la Banque Nationale au Fonds des Rentes ne seront pas complètement apurées, la Banque pourra remettre une offre aux adjudications de certificats du Fonds des Rentes, au même titre et selon les mêmes modalités que les autres participants au marché, jusqu'à concurrence d'un montant qui ne pourra pas dépasser l'encours des avances spéciales accordées par la Banque au Fonds au moment de l'adjudication.

6. Le Fonds des Rentes affectera, immédiatement et par priorité, le produit des certificats souscrits par la Banque au remboursement des avances spéciales de celle-ci, jusqu'à apurement complet.

7. Tout remboursement par le Trésor de ses certificats détenus par le Fonds des Rentes servira par priorité à rembourser les avances spéciales octroyées par la Banque et ensuite à rembourser, éventuellement par anticipation, les certificats du Fonds des Rentes en portefeuille de la Banque.

8. La Banque Nationale de Belgique pourra en outre ouvrir au Fonds des Rentes une ligne d'avances réservée à ses interventions dans le marché du call money. Les interventions se feront en accord avec la Banque Nationale tant en ce qui concerne les montants que les taux d'intérêt.

Fait en trois exemplaires à Bruxelles, le 15 juillet 1977.

Le Ministre des Finances,
C. GEENS.

Pour la Banque Nationale,
Le Gouverneur,
C. de STRYCKER.

Pour le Fonds des Rentes,
Le Président,
E. KESTENS.

REFORME DU SYSTEME DES PLAFONDS DE REESCOMPTE

La Banque a introduit, en 1969, le système des plafonds de réescompte dans l'intention de créer un mécanisme permanent pour influencer la liquidité des intermédiaires financiers. Après huit ans de fonctionnement, ce système présente des lacunes évidentes, non pas quant à la possibilité pour la Banque d'exercer une telle influence en faisant varier le montant global des plafonds, mais en ce qui concerne le mode de répartition de ce montant global entre les divers intermédiaires financiers.

La déspecialisation des intermédiaires financiers et les modifications institutionnelles qui ont eu lieu depuis 1969, notamment la suppression du visa et le développement d'un important marché interbancaire, réduisent la portée des arguments qui justifiaient à l'origine l'application de formules de calcul des plafonds de réescompte qui différaient selon le type d'intermédiaire financier.

Rappelons qu'à l'heure actuelle les plafonds de réescompte sont fondés sur l'importance de certaines catégories de crédit pour les principaux intermédiaires financiers non bancaires et que pour les seules banques deux formules sont encore d'application courante. En effet, contrairement à ce qui avait été envisagé à l'origine, la formule générale basée sur l'ampleur des engagements n'a pas pu être étendue à toutes les banques. Certaines banques disposent encore d'un plafond forfaitaire, qui avait été fixé au départ, en raison de leur structure particulière et de l'importance de leurs avoirs en effets visés constituant, compte tenu de la réglementation en vigueur, un engagement inconditionnel de réescompte pour la Banque; en fonction de certains crédits et de la partie mobilisée de certains crédits. En 1969, ce type de plafonds, appelés plafonds transitoires, était considéré comme une sorte de dérogation qui devait disparaître avec le temps.

Cette diversité des formules a conduit à une rigidité qui, dans certains cas, donne lieu à des situations relatives qui ne sont plus appropriées. Pour tenir compte de l'évolution structurelle des besoins de refinancement de chaque inter-

médiaire financier auprès de la Banque, les plafonds de réescompte sont normalement adaptés trimestriellement à l'évolution de l'importance des éléments pris en considération pour leur calcul. Dans le cas des plafonds forfaitaires des banques, l'adaptation trimestrielle s'effectue toutefois suivant une autre règle ; ces plafonds sont tous modifiés suivant un même pourcentage, à savoir le pourcentage de variation des plafonds de l'ensemble des banques auxquelles la formule générale est appliquée. Or, il est peu vraisemblable qu'il n'y ait pas eu depuis six ans de modification dans l'importance et la structure respectives de l'ensemble des banques du régime général, d'une part, et de l'ensemble des banques à plafonds forfaitaires, d'autre part. En outre, il est bien certain que l'importance et la structure respectives des diverses banques à plafonds forfaitaires n'ont pu rester immuables.

Il est apparu que des adaptations mineures ne suffiraient pas à remédier aux inconvénients précités. Dans ces conditions, la Banque a élaboré, en consultation avec les organismes intéressés, un nouveau système de plafonds de réescompte plus cohérent, en vertu duquel la répartition du montant global de ces plafonds entre les intermédiaires financiers se fera à l'avenir selon une formule de calcul d'application unique qu'il s'agisse de banques, de caisses d'épargne privées ou d'institutions publiques de crédit. Le nouveau dispositif est présenté dans les lignes qui suivent.

1. Description générale du nouveau système des plafonds de réescompte.

La répartition du montant global des plafonds de réescompte entre les intermédiaires financiers doit normalement être fondée sur les éléments qui en conditionnent l'utilisation. En principe, les plafonds de réescompte sont accordés aux intermédiaires financiers pour faire face à des besoins de trésorerie saisonniers ou accidentels mais, traditionnellement, ils servent aussi à financer une fraction des encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers.

1.1 Au premier motif d'utilisation des plafonds que constituent les besoins de trésorerie est lié le risque d'illiquidité auquel les intermédiaires financiers sont exposés du chef soit de retraits sur les ressources à court terme qui leur sont confiées par la clientèle, soit de prélèvements sur les crédits qu'ils ont ouverts précédemment et que les bénéficiaires n'ont pas encore utilisés.

1.1.1 Les ressources des intermédiaires financiers prises en considération pour calculer les plafonds de réescompte sont les *ressources à court terme libellées en francs belges et détenues par la clientèle*.

Par clientèle on entend tous les agents économiques (belges et étrangers) autres que les intermédiaires financiers (banques, institutions publiques de crédit, caisses d'épargne privées).

La fixation du terme au delà duquel les ressources des intermédiaires financiers peuvent être considérées comme assez stables pour ne pas poser de problèmes de trésorerie imprévus, est arbitraire. Il a été admis que les ressources à des termes d'un an et plus présentaient cette stabilité suffisante. Elles sont donc éliminées des éléments pris en considération pour le calcul des plafonds, de sorte que la notion à court terme signifie « à moins d'un an ».

Les ressources prises en considération revêtent pour ainsi dire uniquement la forme de dépôts. Ces dépôts ne sont pas tous traités de la même manière : la stabilité plus grande des dépôts en carnets ordinaires justifie, en effet, que leur soit appliqué un coefficient deux fois plus faible qu'aux autres dépôts.

1.1.2 La masse des crédits ouverts et encore disponibles peut être prélevée par les bénéficiaires avec plus de rapidité et occasionner des besoins de trésorerie pour les intermédiaires financiers. Pour tenir compte de cet élément, les plafonds sont en partie basés sur les *marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers*.

La formule ne prévoit pas de coefficient applicable aux crédits à long terme ouverts et non utilisés : le risque que représentent les prélèvements inattendus sur ces crédits est forfaitairement pris en considération dans le coefficient appliqué aux encours utilisés des crédits à long terme (Cf. ci-après, page 24, note 1).

1.2 L'adoption du second critère, c'est-à-dire les *encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers*, se justifie par les traditions du marché belge et s'impose aussi d'un point de vue global, car l'utilisation des plafonds pour financer des crédits peut être une nécessité au cours de certaines périodes. En effet, sauf pendant de courtes périodes, l'accroissement des billets mis en circulation doit être nettement supérieur à celui — limité — des avances de la Banque à l'Etat. Au cours de la plupart des années récentes, la contrepartie des billets a été essentiellement fournie par le développement des réserves de change résultant du boni de la balance des transactions courantes. Mais lorsque cette balance n'est pas en excédent, la contrepartie de l'augmentation des billets est finalement constituée, au moins en partie, par le réescompte.

Le calcul de la partie des plafonds de réescompte fondée sur les crédits s'effectue en appliquant un coefficient plus faible aux encours utilisés des crédits à long terme et un coefficient plus élevé aux crédits à court terme. Cette distinction a été opérée en raison de l'objectif que la Banque poursuit en faisant varier le coût et le volume du réescompte, lequel est d'amener les intermédiaires financiers, et notamment les banques, à modifier les conditions de leurs nouvelles opérations; pour les crédits à court terme, on peut admettre que les nouvelles conditions peuvent être appliquées à l'ensemble des encours utilisés dans des délais assez rapprochés; par contre, dans le cas des crédits à long terme, les effets éventuels d'une modification des conditions de réescompte ne peuvent affecter à brève échéance qu'une fraction seulement des encours utilisés.

Les « crédits aux entreprises et particuliers » pris en considération pour le calcul des plafonds sont les crédits d'escompte, d'acceptation, d'avances et de promesse (y compris les crédits d'investissement et les crédits hypothécaires), en francs belges et en monnaies étrangères, qu'un intermédiaire financier a accordés à l'origine soit aux entreprises et particuliers, soit à l'étranger, à l'exclusion cependant des crédits d'avances en monnaies étrangères à l'étranger.

2. Calcul des nouveaux plafonds individuels.

Dans les conditions actuelles, les nouveaux plafonds de réescompte seront calculés en appliquant les pourcentages suivants :

	(En p.c.)
— moyenne mensuelle des dépôts en carnets ordinaires	1,3
— moyenne mensuelle des autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	2,5
— moyenne trimestrielle des marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	3,3
— moyenne trimestrielle des encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers :	
— à court terme	5,3
— à long terme	0,6 ¹

Lors de la mise en œuvre du nouveau dispositif, cette formule de calcul sera appliquée à tous les intermédiaires financiers qui disposent actuellement d'un plafond de réescompte.

L'introduction de ce dispositif ne modifiera pas le montant global des plafonds de réescompte des banques. Néanmoins, les plafonds individuels seront légèrement modifiés. Pour les banques et autres intermédiaires financiers dont le plafond se trouvera réduit, la diminution ne s'effectuera pas immédiatement; elle sera étalée sur un an, de façon à faciliter le réaménagement de la trésorerie.

La formule de calcul décrite ci-dessus sera aussi utilisée dans le cas où un intermédiaire financier qui ne possède pas de plafond, introduit une demande à la Banque.

Il va de soi que l'utilisation des plafonds reste, comme actuellement, subordonnée à la présentation de papier éligible selon les conditions arrêtées par la Banque.

(¹) Le coefficient applicable aux crédits à long terme, qui devrait normalement être de 0,4 p.c., a été relevé à 0,6 p.c. pour tenir compte des risques de prélèvements sur les crédits à long terme ouverts et non utilisés.

3. Fonctionnement du dispositif après la réforme.

Comme dans le système actuel, les plafonds individuels seront, en principe, recalculés quatre fois par an (à la fin des mois de février, mai, août et novembre), sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil précédent.

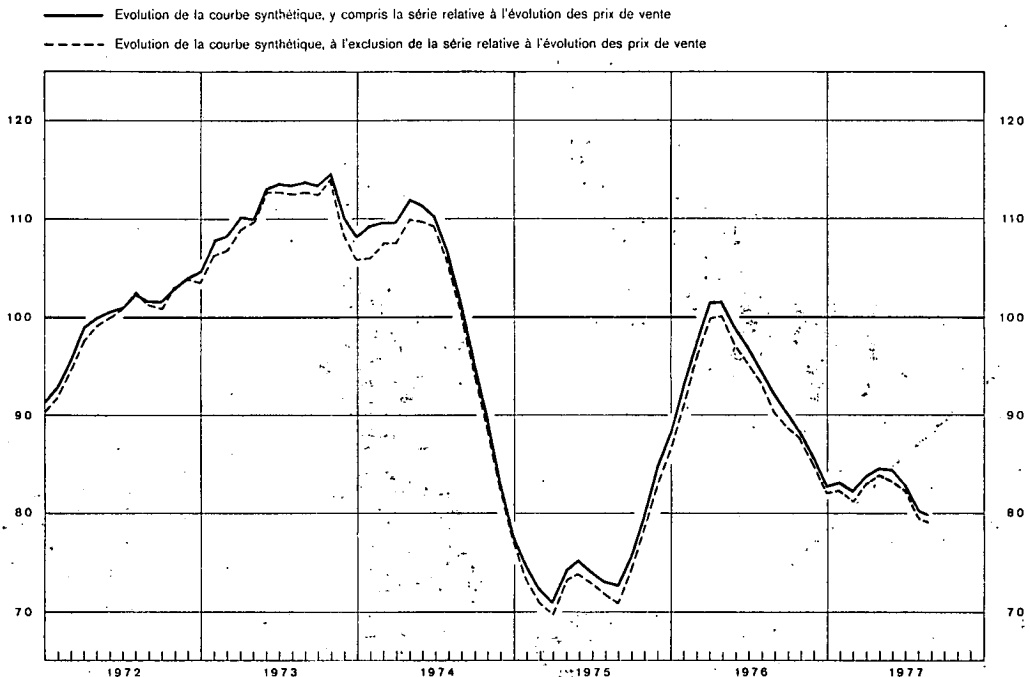
Si la Banque juge excessif ou insuffisant le montant global des plafonds résultant de ces adaptations, elle pourra ramener ou porter ce montant au niveau qu'elle jugera adéquat. Mais alors que dans le système actuel elle ne dispose, pour ce faire, que d'un seul moyen, à savoir modifier le pourcentage appliqué soit aux moyens d'action des banques, soit au portefeuille réescomptable des intermédiaires financiers non bancaires, elle aura, dans le nouveau système, toute une gamme de possibilités à sa disposition : elle pourra réduire ou majorer proportionnellement tous les pourcentages, en modifier certains, par exemple ceux appliqués aux crédits utilisés, tout en laissant les autres inchangés ou modifier les pourcentages de façon diversifiée, voire en sens opposés, pour favoriser tel type d'opérations et décourager tel autre suivant les objectifs de politique monétaire.

La Banque se réserve le droit de modifier les pourcentages des manières décrites ci-dessus, non seulement aux époques où les plafonds individuels seront adaptés à l'évolution des encours mais, en outre, à n'importe quel autre moment où les exigences de la politique monétaire rendraient souhaitables des modifications. Par ailleurs, pour éviter des incohérences entre différentes mesures de politique monétaire qu'elle serait amenée à prendre, elle pourra, pendant certaines périodes, lors des adaptations trimestrielles soit ne plus tenir compte de l'évolution effective de certains éléments pris en considération, par exemple de l'évolution des encours utilisés de crédits, soit fonder les plafonds, non sur les encours utilisés effectifs, mais sur les normes fixées.

Enfin, comme dans le passé, il sera loisible à la Banque d'attribuer temporairement et à titre tout à fait exceptionnel, à des intermédiaires financiers pris individuellement, un plafond supérieur à celui résultant de l'application de la formule normale.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DES MOIS DE JUILLET ET D'AOUT 1977



Commentaire de l'évolution du mois de juillet 1977 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix est revenue de 82,80 points en juin à 80,53 points en juillet.

Ce recul résulte d'une détérioration aussi bien de certains indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière que de ceux de l'industrie de la construction et du commerce de gros.

La courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur sur l'évolution des prix (trait interrompu) a baissé un peu plus (de 82,28 à 79,71 points).

Commentaire de l'évolution du mois d'août 1977 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix est passée de 80,53 points en juillet 1977 à 79,90 points en août.

Ce recul résulte de la détérioration des indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie de la construction et le commerce de gros; les indicateurs concernant l'industrie manufacturière, par contre, sont restés pratiquement inchangés.

La valeur chiffrée de la courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur sur l'évolution des prix (trait interrompu) a reculé un peu plus (de 79,71 à 79 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	5. Exportations et importations	IX - 5
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		2. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 2
1. Production agricole	III - 1	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
2. Pêche maritime	III - 2	4. Cours de change effectifs	X - 4
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur	IV - 2	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
3. Energie	IV - 3	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
4. Métallurgie	IV - 4	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
5. Construction	IV - 5		
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
V. — Services.		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973	XII - 1a
1. Transports :		b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1974	XII - 1b
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	2. Mouvements des créances et des dettes en 1974	XII - 2
b) Navigation maritime	V - 1b	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973 (totaux sectoriels)	XII - 3a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1974 (totaux sectoriels)	XII - 3b
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	4. Mouvements des créances et des dettes en 1974 (totaux sectoriels)	XII - 4
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
		4. Stock monétaire :	
		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
		b) Total	XIII - 4b
		5. Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2		
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3		
VII. — Indices des prix.			
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1		
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :			
a) Base 1971 = 100	VII - 4a		
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100	VII-4b et c		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :	
a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations)	XV - 3a
b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours)	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2

3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b-c
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, X -4, XIII-3, 4a et b, 5 et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

•

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813	9.823
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.088	6.081 ³	6.116	6.151	6.183	6.234		
dont : Hommes	3.032	3.028 ³	3.049	3.069	3.088	3.119		
Femmes	3.056	3.053 ³	3.067	3.082	3.095	3.115		
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.761	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	3.913	
dont : Agriculture	191	173	162	151	144	139	136	
Industries extractives et manufacturières	1.296	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	1.165	
Bâtiments et construction	307	298	299	287	285	292	293	
Transports	272	237	245	252	260	266	268	
Commerce, banques, assurances et services	1.554	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	1.839	
Chômeurs complets ²	88	69	67	84	87	94	168	
Ouvriers frontaliers	53	55	53	52	51	49	44	

¹ Non compris les forces armées. Nouvelle série depuis 1970.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,4	757,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,6	31,7	35,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	156,7	183,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	214,1	255,9	316,4
5. Corrections et compléments	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,7	42,0
Ajustement statistique	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,4	1,4	- 0,4	- 10,1	- 37,0
<i>Total ...</i>	512,0	567,5	635,6	722,2	831,7	955,0	1.138,3	1.297,7
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	30,2	34,6	29,6	32,2	43,2	46,6	38,4	45,6
2. Professions libérales ¹	26,3	28,7	32,3	34,9	40,1	46,6	53,1	61,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	159,6	169,1	181,8
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,9	10,1	10,8	10,7	11,6	13,1	14,0	11,9
Ajustement statistique	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 2,0	0,4	- 0,1	- 2,4	- 8,4
<i>Total ...</i>	186,7	203,3	210,7	217,4	243,8	265,8	272,2	292,8
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	43,1	51,4	60,9	67,5	73,6	87,6	117,2	131,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	40,8	43,1	44,1	45,2	47,2	47,7	52,9	63,0
3. Dividendes, tantièmes, dons	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,9	82,0	78,0
<i>Total ...</i>	106,0	121,7	141,6	153,8	163,9	194,2	252,1	272,8
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,5	37,7	17,2
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	21,0	25,9	30,9	36,3	41,6	54,6	65,1	71,9
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,7	- 8,1
<i>Total ...</i>	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,5	5,9	5,2
G. Intérêts de la dette publique	- 31,7	- 37,6	- 43,1	- 46,4	- 51,8	- 59,2	- 73,2	- 82,6
Revenu national net au coût des facteurs	824,1	916,5	1.019,0	1.117,1	1.263,6	1.449,4	1.698,1	1.875,0
H. Amortissements	98,9	108,9	124,6	137,8	149,4	161,9	191,2	211,1
Revenu national brut au coût des facteurs	923,0	1.025,4	1.143,6	1.254,9	1.413,0	1.611,3	1.889,3	2.086,1
I. Impôts indirects	138,9	153,1	165,2	177,2	185,5	206,4	240,5	260,5
J. Subventions	- 16,0	- 18,8	- 17,0	- 17,5	- 20,4	- 25,4	- 25,0	- 26,6
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE,
PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

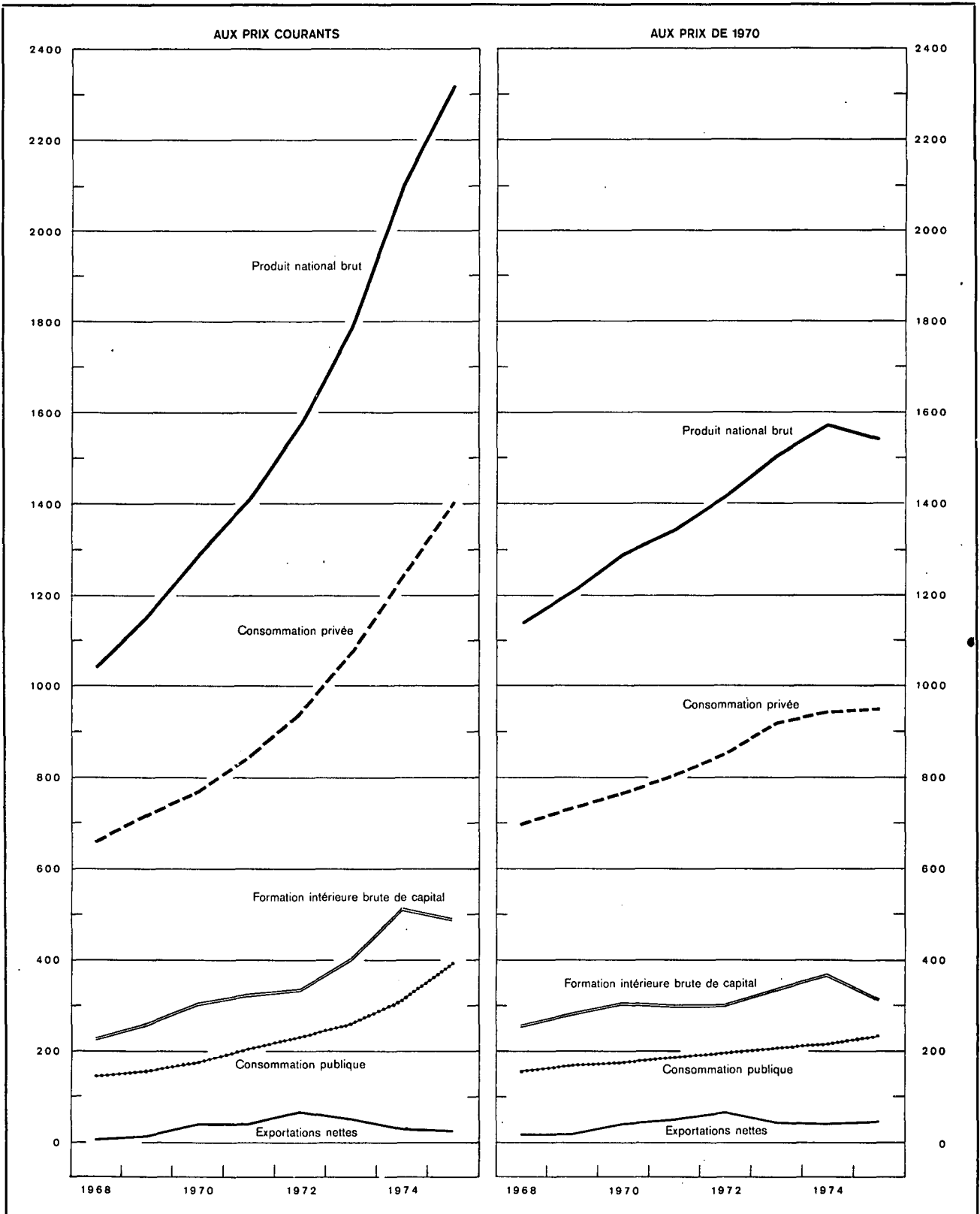
Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	46,7	51,2	46,0	49,0	61,1	66,3	58,4	66,0
2. Industries extractives	11,2	11,0	12,0	13,5	13,1	11,7	15,4	16,4
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	64,2	69,8	75,7	79,4	88,5	95,6	109,8	121,3
b) Textiles	23,8	26,0	27,6	29,2	32,2	34,5	37,5	30,6
c) Vêtements et chaussures	14,0	15,4	16,5	17,9	20,8	20,5	23,4	24,5
d) Bois et meubles	15,1	17,2	18,1	19,8	23,2	26,6	29,0	28,7
e) Papier, impression, édition	17,1	19,0	20,6	22,3	23,8	27,5	34,1	35,6
f) Industrie chimique et activités connexes	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	54,8	64,6	61,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,6	18,9	21,2	22,0	24,1	27,4	31,3	31,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux	26,8	38,6	43,4	35,4	38,8	56,3	79,4	56,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	81,5	93,6	110,7	116,3	129,4	143,3	168,7	173,9
j) Industries non dénommées ailleurs	31,4	36,3	38,9	39,8	46,6	55,0	66,8	73,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>424,7</i>	<i>475,7</i>	<i>541,5</i>	<i>644,6</i>	<i>637,6</i>
4. Construction	67,0	71,8	88,6	95,1	102,2	118,6	147,0	164,7
5. Electricité, gaz et eau	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	49,9	52,2	64,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	181,7	201,5	222,9	265,1	287,5	325,8	379,3	411,1
b) Services financiers et assurances	33,2	37,6	41,1	44,5	51,4	63,1	75,2	83,8
c) Immeubles d'habitation	54,6	58,0	61,3	64,3	68,8	73,9	85,8	101,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,9</i>	<i>407,7</i>	<i>462,8</i>	<i>540,3</i>	<i>596,2</i>
7. Transports et communications	76,1	83,3	92,6	104,8	119,1	137,1	173,6	186,0
8. Services	234,9	256,6	285,0	321,5	368,1	423,0	489,8	579,3
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,3	4,3
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,7	-15,5	-19,0	-23,4	-25,5
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	-10,2	-14,1	-20,7	-25,9	-25,0
Ajustement statistique	- 3,2	- 7,7	- 0,7	3,6	0,1	- 0,5	4,0	24,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,3	1.560,7	1.774,0	2.080,3	2.289,4
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5	30,6
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	161,5	173,4	185,4	193,9	210,1	231,0	263,0	289,2
2. Boissons	34,0	36,8	40,9	45,2	50,9	59,4	62,1	69,4
3. Tabac	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3
4. Vêtements et effets personnels ...	59,0	63,0	65,8	74,4	82,7	92,3	107,2	116,1
5. Loyers, taxes, eau	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4
6. Chauffage et éclairage	33,7	35,4	39,5	41,3	46,5	52,5	64,6	78,0
7. Articles ménagers durables	58,7	65,6	72,1	87,4	97,8	119,7	145,0	149,2
8. Entretien de la maison	30,6	33,3	35,5	38,7	41,7	49,0	55,4	61,7
9. Soins personnels et hygiène	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,4	105,7	124,6
10. Transports	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	124,8	149,5
11. Communications : P.T.T.	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3
12. Loisirs	54,9	59,6	66,0	74,6	84,5	95,5	105,9	117,4
13. Enseignement et recherches	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,5	3,0
14. Services financiers	16,4	18,8	20,0	21,5	25,3	32,0	37,9	40,9
15. Services divers	4,5	4,9	5,2	5,9	7,0	8,2	9,0	10,0
16. Dépenses personnelles à l'étranger	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8	42,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0
Ajustement statistique	5,2	7,3	2,0	3,4	- 1,4	0,8	6,0	15,1
Total ...	662,8	718,4	769,0	846,8	940,3	1.075,0	1.244,5	1.406,0
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	231,8	285,2
2. Achats courants de biens et services	34,9	39,1	40,3	48,1	51,9	55,8	63,8	85,3
3. Intérêt imputé des bâtiments ad- ministratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3
4. Loyer payé	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,6
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8	3,5
6. Amortissement mobilier et matériel	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2
Total ...	144,0	159,8	175,3	201,8	232,3	263,4	312,9	392,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	6,3	6,9	7,5	6,2	8,3	10,8	12,9	12,8
2. Industries extractives	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1
3. Industries manufacturières	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	110,1	107,4
4. Construction	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	8,3	6,0
5. Electricité, gaz et eau	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,5	23,4	31,5
6. Commerce, banques, assurances ...	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7	48,9
7. Immeubles d'habitation	58,1	62,4	71,8	61,8	68,9	94,4	129,6	140,0
8. Transports et communications ...	23,8	25,0	27,4	32,3	35,9	43,4	47,2	57,5
9. Pouvoirs publics et enseignement .	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,5	66,1	77,6
10. Autres services	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8
11. Variations de stocks	8,9	20,1	19,6	18,5	9,5	25,5	45,3	- 17,5
Ajustement statistique	1,8	2,7	0,8	1,3	- 0,5	0,3	2,5	5,3
Total ...	229,5	264,0	307,5	325,7	337,8	400,4	515,7	490,4
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0	173,4
2. Exportations de biens et services .	401,6	482,7	561,9	608,8	683,0	846,4	1.116,4	1.061,8
Exportations totales ...	430,1	520,9	616,0	670,1	750,6	942,7	1.286,4	1.235,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5	142,8
4. Importations de biens et services .	400,4	473,6	532,8	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.060,9
Importations totales ...	420,5	503,4	576,0	629,8	682,9	889,2	1.254,7	1.203,7
Exportations nettes ...	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 40,3	+ 67,7	+ 53,5	+ 31,7	+ 31,5
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	94	96	100	102	103	106	110	108
2. Boissons	85	92	100	106	113	124	122	127
3. Tabac	95	98	100	104	108	112	111	105
4. Vêtements et effets personnels ...	96	99	100	108	115	120	125	127
5. Loyers, taxes, eau	95	98	100	103	106	109	111	114
6. Chauffage et éclairage	90	94	100	100	115	127	126	132
7. Articles ménagers durables	85	94	100	113	121	142	158	153
8. Entretien de la maison	95	98	100	103	106	110	114	112
9. Soins personnels et hygiène	89	94	100	106	114	125	131	137
10. Transports	90	98	100	101	112	118	122	131
11. Communications : P.T.T.	90	96	100	105	108	111	115	113
12. Loisirs	88	94	100	104	110	118	121	122
13. Enseignement et recherches	95	97	100	103	105	108	111	113
14. Services financiers	93	98	100	104	117	138	142	136
15. Services divers	94	98	100	109	123	136	134	133
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	96	100	105	109	134	136	143
17. Moins : dépenses des non-résidents								
en Belgique			100	96	95	113	116	124
<i>Total ...</i>	<i>91</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>111</i>	<i>120</i>	<i>123</i>	<i>124</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	100	104	112	119	124	127
2. Achats courants de biens et services	95	103	100	109	112	112	110	132
3. Intérêt imputé et amortissement des								
bâtiments administratifs et des								
établissements d'enseignement des								
pouvoirs publics; loyer payé; am-								
ortissement sur mobilier et matériel								
du pouvoir central	87	92	100	110	116	121	139	162
<i>Total ...</i>	<i>91</i>	<i>97</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>117</i>	<i>121</i>	<i>130</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	96	99	100	74	95	114	121	111
2. Industries extractives	96	105	100	110	117	93	88	71
3. Industries manufacturières	77	87	100	98	91	97	116	104
4. Construction	86	83	100	68	70	89	79	52
5. Electricité, gaz et eau	98	96	100	116	136	106	108	130
6. Commerce, banques, assurances ...	84	92	100	118	124	138	139	125
7. Immeubles d'habitation	89	92	100	79	83	105	121	113
8. Transports et communications ...	102	101	100	110	119	138	133	153
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de								
l'enseignement)	87	91	100	114	119	99	90	93
10. Enseignement	97	97	100	101	104	102	108	124
11. Autres services	72	88	100	114	116	126	154	135
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>93</i>	<i>100</i>	<i>98</i>	<i>98</i>	<i>110</i>	<i>121</i>	<i>102</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste								
du monde	57	74	100	108	113	150	235	213
2. Exportations de biens et services .	79	91	100	106	117	134	142	129
Exportations totales ...	77	89	100	107	117	135	151	136
3. Revenus des facteurs versés au								
reste du monde	51	72	100	108	105	152	252	220
4. Importations de biens et services .	81	93	100	105	114	136	146	131
Importations totales ...	79	92	100	105	113	137	154	138
Produit national brut aux prix du marché								
(prix de 1970)	88,2	93,9	100,0	104,0	110,0	116,9	121,7	119,5

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1976 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service de Conjoncture (IRES). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹									Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1969	11,0	28,0	46,3	85,3	6,5	3,8	0,9	3,1	2,8	16,0 ³	11,6 ³
1970	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	4,0	1,5	2,7	2,4	17,8	23,9
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	5,3	2,7	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1975 2 ^e trimestre	47,5	58,5	55,2	161,2	10,5	4,5	4,4	3,3	3,2	11,9	4,2
3 ^e trimestre	54,5	67,5	55,6	177,6	12,1	43,8	4,6	6,2	4,1	8,4	3,7
4 ^e trimestre	80,2	81,0	57,2	218,4	12,4	14,9	4,9	6,5	4,8	11,0	3,3
1976 1 ^{er} trimestre	78,8	89,7	57,1	225,6	13,0	6,4	5,0	5,4	4,7	13,3	3,9
2 ^e trimestre	68,2	92,4	56,8	217,4	16,0	6,2	5,1	4,6	4,5	12,9	4,3
3 ^e trimestre	67,9	98,9	56,8	223,6	17,3	49,7	5,4	7,1	5,3	9,6	4,5
4 ^e trimestre	83,1	107,0	57,5	247,6	17,3	22,9	6,0	7,7	6,0	10,2	3,6
1977 1 ^{er} trimestre	86,5	115,4	58,4	260,3	17,8	7,4	6,2	6,5	5,5	13,3	3,6
2 ^e trimestre	76,7	116,3	57,2	250,2	21,1	7,0	6,4	5,6	5,3	13,2	3,9
1976 Août	68,1	98,4	56,7	223,2	17,2	52,2	5,2	7,2	5,3	9,7	4,8
Septembre	66,8	99,6	56,6	223,0	17,5	48,4	5,8	8,4	5,8	11,9	4,7
Octobre	71,6	102,3	56,9	230,8	17,6	38,2	6,0	8,2	6,1	11,3	3,9
Novembre	86,6	107,2	57,5	251,3	17,4	20,2	6,0	7,8	6,3	9,0	3,5
Décembre	91,1	111,4	58,1	260,6	16,9	10,4	5,9	7,1	5,7	10,2	3,4
1977 Janvier	90,5	115,8	58,9	265,2	16,9	8,5	6,1	7,0	5,7	11,0	3,6
Février	86,4	115,2	58,3	259,9	17,6	7,2	6,2	6,4	5,5	14,1	3,9
Mars	82,5	115,3	57,9	255,7	18,8	6,5	6,3	6,0	5,5	14,7	3,4
Avril	79,4	115,8	57,4	252,6	20,2	6,0	6,4	5,8	5,5	12,8	3,6
Mai	77,0	117,0	57,3	251,3	21,1	5,8	6,4	5,5	5,5	13,0	4,0
Juin	73,6	116,1	56,9	246,6	22,0	9,3	6,5	5,5	5,0	13,9	4,0
Juillet	84,3	117,3	57,7	259,3	22,4	46,8	6,8	7,0	5,4	6,8	3,5
Août	83,8	117,7	57,1	258,6	22,9	55,8	6,8	8,1	6,0	9,1	3,5

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

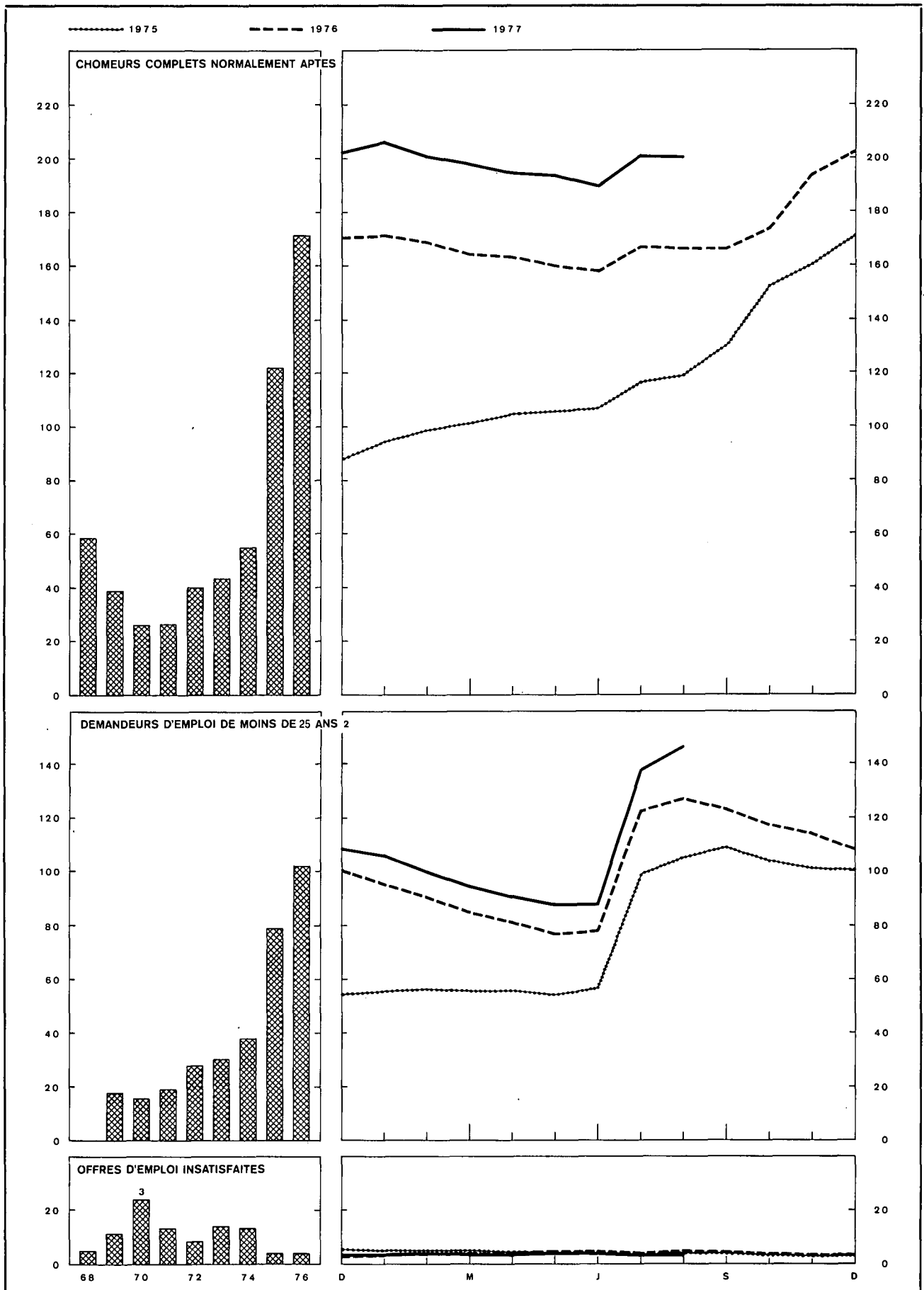
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Ancienne série antérieure à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service de Conjon-

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

ture (IRES). — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	197	181	193	204	193	190	176	195
Autres céréales panifiables	27	26	32	30	25	22	15	24
Céréales non panifiables	249	255	229	228	230	224	210	202
Betteraves sucrières	90	90	93	101	104	105	120	96
Autres plantes industrielles	19	11	16	11	11	12	13	13
Pommes de terre	43	46	42	37	43	40	36	38
Autres plantes et racines tuberculifères ..	34	34	31	28	27	27	27	25
Prés et prairies	788	795	782	768	762	753	742	735
Cultures maraîchères	23	25	25	24	27	29	30	27
Cultures fruitières	26	20	19	18	17	16	16	15
Divers	57	57	64	72	73	79	95	100
Total ...	1.553	1.540	1.529	1.521	1.512	1.497	1.480	1.470
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	754	708	878	916	976	1.004	677	891
Avoine	281	194	278	244	246	222	228	129
Orge	555	525	588	637	716	699	426	610
Autres céréales	132	123	168	149	156	142	113	128
Betteraves sucrières	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	4.600
Pommes de terre	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	714
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	} 2.839	995	967	964	1.000	1.005	994	985
Autres bovidés		1.892	1.873	1.861	1.963	2.043	2.005	1.989
Porcs	2.780	3.728	3.912	4.283	4.634	5.034	4.647	4.882
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.580	2.579	2.611
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	599	695	729	753	798	884	848	837

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	24,0	
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3	1,5
Poissons ronds	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8	15,7
Poissons plats	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2	} 13,6
Autres	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3	
Crustacés et mollusques	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4	3,6

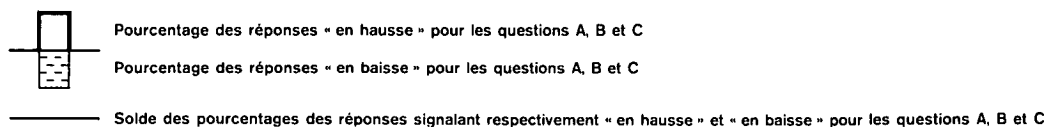
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

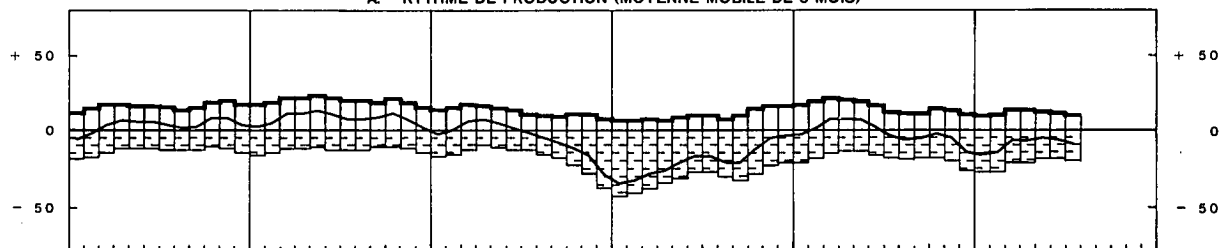
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

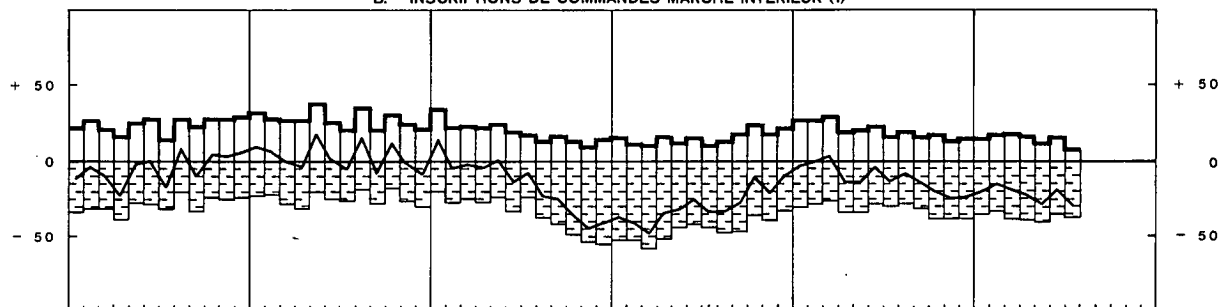
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



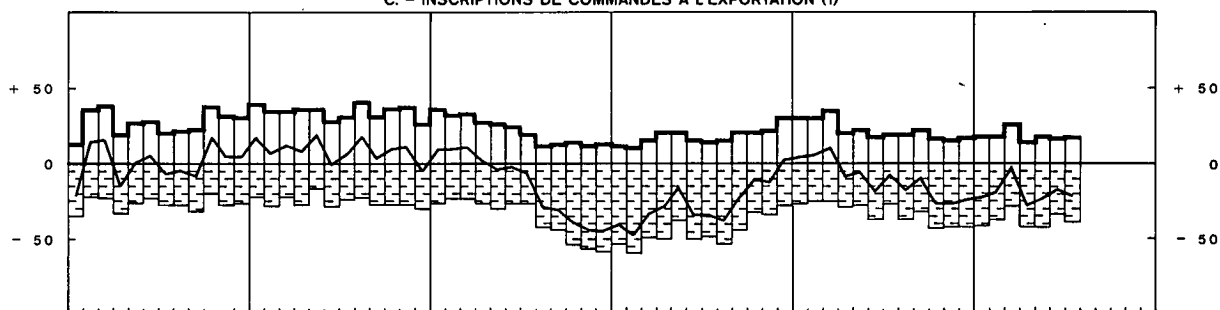
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



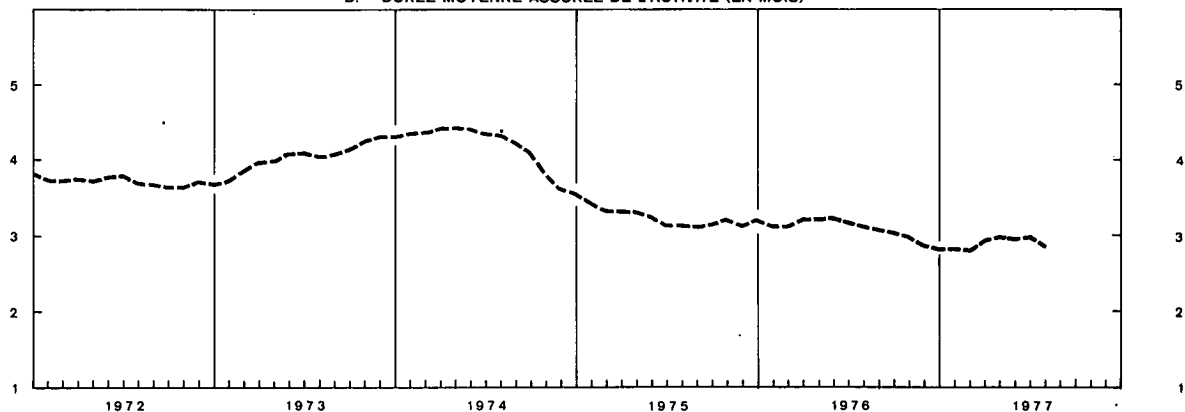
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

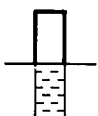


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

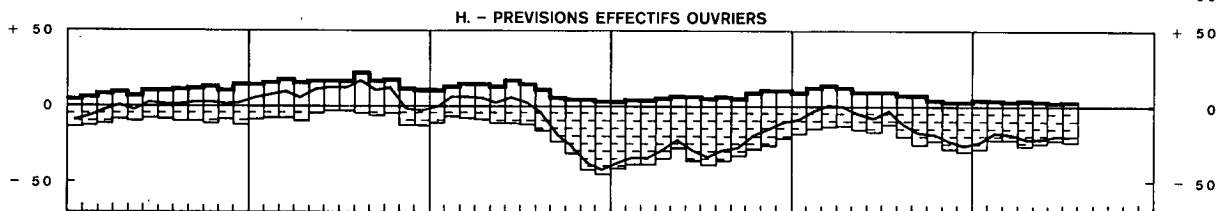
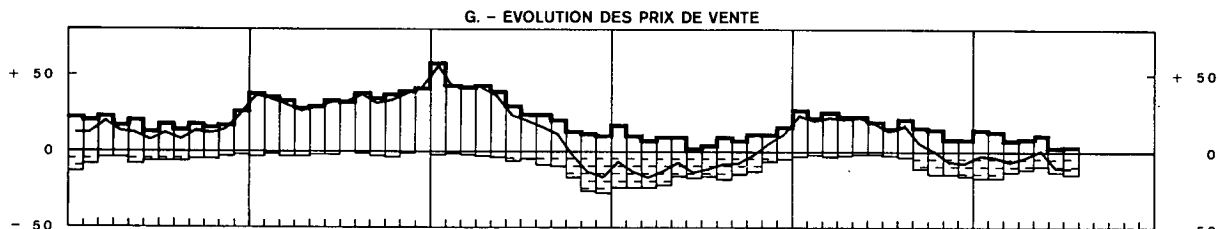
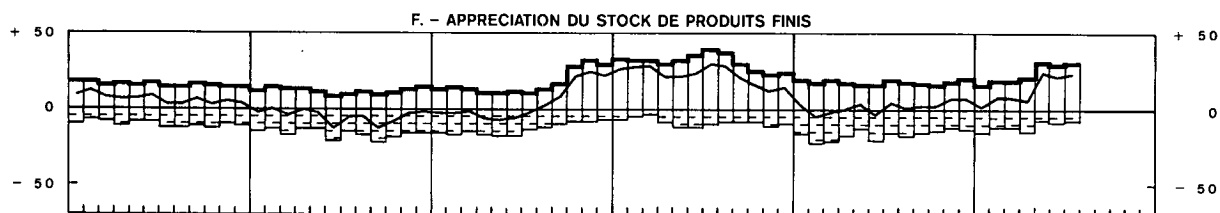
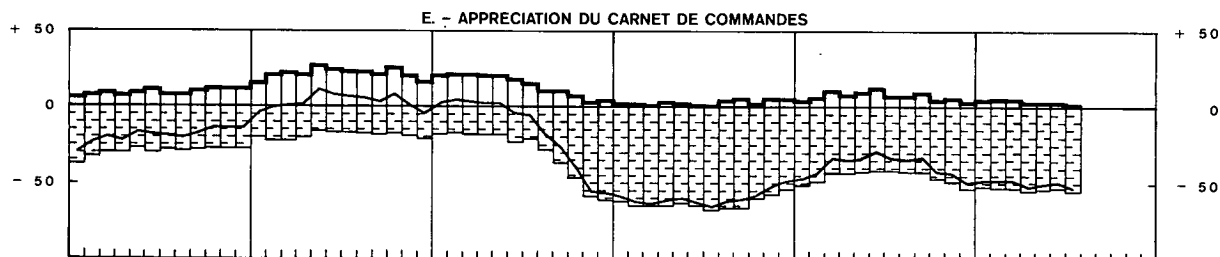


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

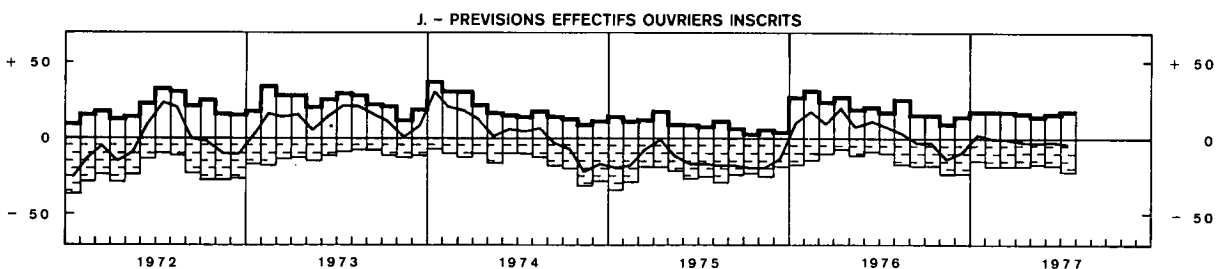
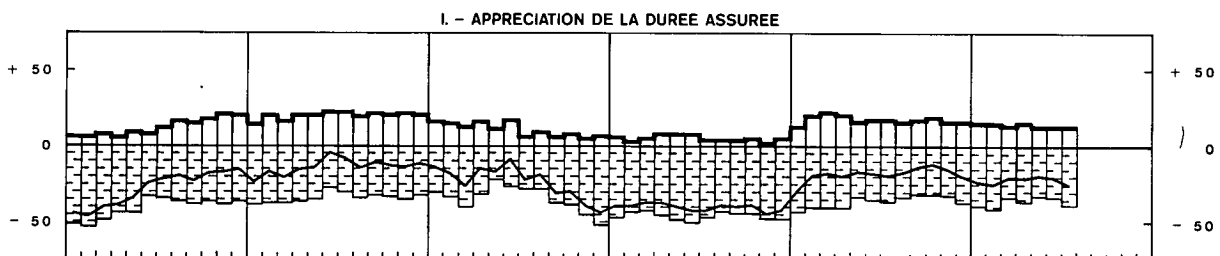
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION Travaux de gros œuvre de bâtiments



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rgurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1976		1977			1976		1977			1976		1977		
	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
Ensemble des industries	- 28	- 45	- 47	- 50	- 49	- 36	- 50	- 55	- 60	- 61	- 3	+ 6	+ 7	+ 18	+ 22
I. Biens de consommation	- 23	- 33	- 37	- 41	- 41	- 34	- 25	- 32	- 46	- 52	- 8	- 14	+ 15	+ 19	+ 23
II. Biens d'investissement	- 33	- 42	- 47	- 47	- 44	- 32	- 45	- 49	- 52	- 48	- 6	- 3	+ 5	+ 8	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 28	- 57	- 56	- 61	- 61	- 33	- 59	- 65	- 70	- 74	+ 1	+ 9	+ 7	+ 23	+ 29
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 48	- 58	- 53	- 71	- 71	- 47	- 52	- 60	- 68	- 69	+ 23	+ 36	+ 29	+ 40	+ 43
dont : Laine	- 36	- 56	- 42	- 66	- 67	- 44	- 53	- 60	- 65	- 71	+ 1	+ 17	+ 17	+ 30	+ 33
Coton	- 61	- 64	- 69	- 88	- 92	- 49	- 55	- 60	- 80	- 77	+ 46	+ 43	+ 39	+ 54	+ 57
Habillement et bonneterie	- 30	- 54	- 57	- 62	- 63	- 40	- 52	- 60	- 66	- 74	+ 5	+ 25	+ 17	+ 19	+ 24
dont : Bonneterie	- 10	- 44	- 60	- 58	- 56	- 32	- 46	- 62	- 67	- 63	0	+ 19	+ 10	+ 17	+ 12
Habillement	- 37	- 57	- 55	- 63	- 66	- 46	- 56	- 58	- 85	- 82	+ 7	+ 27	+ 21	+ 21	+ 29
Cuir et chaussures	- 68	- 60	- 70	- 64	- 81	- 63	- 51	- 56	- 47	- 72	- 38	+ 5	- 5	+ 18	+ 17
dont : Production de cuir	- 43	- 42	- 41	- 48	- 50	- 37	- 11	- 37	- 43	- 43	- 6	+ 9	+ 15	+ 21	+ 30
Chaussures	- 75	- 65	- 80	- 70	- 92	- 86	- 66	- 74	- 50	- 98	- 48	+ 4	- 11	+ 18	+ 13
Transformation du bois	- 16	- 26	- 55	- 64	- 59	- 26	- 39	- 40	- 70	- 80	- 9	- 11	+ 16	+ 37	+ 40
Meubles	- 52	- 43	- 59	- 57	- 39	- 70	- 54	- 56	- 72	- 57	+ 25	+ 36	+ 39	+ 52	+ 66
Papiers et cartons	- 42	- 72	- 58	- 60	- 51	- 41	- 76	- 76	- 69	- 70	+ 13	+ 18	+ 14	+ 27	+ 28
dont : Production de papier et carton	- 28	- 87	- 82	- 83	- 80	- 25	- 91	- 93	- 84	- 91	+ 1	+ 29	+ 38	+ 40	+ 38
Transformation de papier et carton	- 51	- 62	- 45	- 46	- 33	- 72	- 48	- 42	- 45	- 32	+ 21	+ 12	+ 1	+ 21	+ 22
Transformation de matières plastiques	- 30	- 11	- 22	- 27	- 24	- 18	+ 7	- 46	- 55	- 19	- 13	+ 26	+ 21	+ 6	
Industrie chimique	+ 4	- 5	+ 2	+ 1	0	+ 5	- 2	+ 1	+ 2	+ 3	+ 4	+ 7	0	+ 2	+ 2
Raffinerie de pétrole	- 32	- 20	- 14	- 11	+ 16	- 31	- 31	- 32	- 21	- 17	+ 11	- 5	- 11	- 3	- 40
Matériaux de construction, céramique, verre ..	+ 21	- 4	- 12	- 25	- 10	+ 29	- 9	- 13	- 26	- 21	- 29	- 11	+ 6	+ 11	+ 3
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat ..	+ 27	0	- 8	- 22	- 6	+ 42	- 5	- 9	- 25	- 20	- 32	- 13	+ 6	+ 11	0
Verre creux	- 40	- 33	- 39	- 40	- 40	- 41	- 33	- 39	- 34	- 22	- 2	+ 1	+ 2	+ 7	+ 18
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 37	- 85	- 86	- 82	- 84	- 51	- 89	- 91	- 90	- 96	- 15	- 6	- 27	+ 23	+ 49
Articles métalliques de consommation	- 14	- 15	- 17	- 23	- 38	- 7	- 3	- 9	- 44	- 71	- 3	+ 10	+ 23	+ 35	+ 45
dont : Cycles et motocycles	+ 73	+ 4	- 11	- 56	- 69	+ 12	+ 17	- 45	- 100	- 60	- 36	+ 8	+ 64	+ 94	
Matériel d'équipement général	- 71	- 56	- 58	- 57	- 48	- 71	- 64	- 71	- 55	- 45	+ 15	- 4	+ 13	+ 25	+ 25
Machines non électriques d'équipement	- 58	- 60	- 65	- 59	- 57	- 56	- 54	- 66	- 59	- 61	+ 17	+ 36	+ 30	+ 29	+ 38
dont : Machines agricoles	- 29	- 44	- 46	+ 9	- 1	- 33	- 38	- 44	+ 13	+ 5	- 19	+ 22	+ 39	+ 35	+ 42
Machines-outils	- 87	- 81	- 83	- 83	- 83	- 87	- 81	- 77	- 77	- 77	+ 78	+ 67	+ 47	+ 20	+ 35
Moteurs, compresseurs, pompes ..	- 37	- 37	- 51	- 53	- 49	- 40	- 31	- 27	- 47	- 45	+ 9	+ 28	+ 19	+ 37	+ 42
Machines textiles	- 22	- 40	- 91	- 91	- 91	- 18	- 42	- 91	- 91	- 91	-	-	-	-	-
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	- 60	- 15	- 42	- 51	- 51	- 70	- 2	- 34	- 60	- 60	- 84	+ 66	+ 56	+ 68	+ 62
Construction électrique d'équipement	- 32	- 57	- 59	- 48	- 66	- 31	- 47	- 40	- 54	- 47	+ 25	+ 5	+ 3	- 22	- 27
Assemblage d'automobiles	+ 17	- 16	- 16	- 26	- 14	+ 16	- 2	+ 5	- 17	- 13	- 56	- 31	- 20	+ 7	0
dont : Voitures de tourisme	+ 21	- 20	- 3	- 14	- 14	+ 19	+ 4	+ 11	- 13	- 13	- 45	- 14	0	0	0
Construction navale, matériel ferroviaire	- 60	- 59	- 55	- 47	- 64	- 91	- 92	- 94	- 82	- 74	-	-	-	-	-
dont : Construction navale	- 62	- 65	- 64	- 75	- 99	- 100	- 100	- 100	- 100	- 100	-	-	-	-	-

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	D. Entraves à la production ¹																E. Appréciation de la capacité de production installée ²			
	Aucune entrave				Production entravée par insuffisance de															
					demande				main-d'œuvre				équipement							
	1976		1977		1976		1977		1976		1977		1976		1977		1976		1977	
	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai
Ensemble des industries	6	4	5	2	79	82	83	88	4	4	3	3	4	4	5	3	+ 45	+ 53	+ 53	+ 60
I. Biens de consommation	9	7	9	3	77	76	79	84	6	3	3	2	2	3	5	3	+ 35	+ 35	+ 33	+ 46
II. Biens d'investissement	7	6	7	5	73	73	76	82	4	7	4	4	8	8	8	5	+ 44	+ 46	+ 45	+ 48
III. Biens intermédiaires	2	3	2	0	84	89	90	94	3	3	2	2	3	3	4	2	+ 46	+ 65	+ 68	+ 73
Industrie textile (bonneterie exclue)	1	0	1	0	75	76	80	87	11	0	6	6	12	0	8	5	+ 35	+ 15	+ 49	+ 73
dont : Laine	0	0	0	0	81	84	82	87	12	5	9	9	10	6	7	4	+ 39	+ 46	+ 64	+ 68
Coton	1	9	1	0	60	67	81	96	16	17	6	2	15	4	5	2	+ 34	+ 57	+ 40	+ 86
Habillement et bonneterie	2	1	10	2	81	81	80	93	7	3	3	2	5	4	4	1	+ 41	+ 32	+ 45	+ 59
dont : Bonneterie	1	6	4	6	88	82	86	91	6	5	4	3	5	7	6	0	+ 46	+ 31	+ 54	+ 63
Habillement	3	0	11	1	78	80	78	93	8	2	3	2	5	3	3	1	+ 38	+ 33	+ 41	+ 57
Cuir et chaussures	14	11	6	0	79	73	94	99	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 4	+ 41	+ 42	+ 43
dont : Production de cuir	39	41	0	0	60	50	100	100	0	0	0	0	1	2	0	0	+ 5	+ 21	+ 21	- 4
Chaussures	6	1	7	0	85	81	92	99	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 3	+ 48	+ 48	+ 57
Transformation du bois	27	18	28	0	61	58	62	54	0	2	3	0	2	20	2	3	+ 46	+ 42	+ 46	+ 37
Meubles	24	11	3	5	44	63	66	74	11	3	5	4	2	4	7	4	+ 15	+ 33	+ 1	+ 40
Papiers et cartons	11	2	2	2	85	90	92	93	3	0	1	1	1	1	2	2	+ 50	+ 55	+ 60	+ 60
dont : Production de papier et carton	23	6	0	0	67	83	91	90	7	0	0	0	3	4	6	6	+ 44	+ 37	+ 78	+ 62
Transformation de papier et carton	5	0	3	3	95	94	93	95	0	0	1	2	0	0	0	0	+ 53	+ 66	+ 50	+ 59
Transformation de matières plastiques	0	10	0	0	98	76	74	95	2	0	2	0	2	9	26	5	+ 51	+ 29	+ 9	+ 37
Industrie chimique	0	0	0	0	95	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+100	+100	+100	+100
Raffinerie de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matériaux de construction, céramique, verre ..	9	8	17	19	69	65	66	70	0	5	2	2	8	10	10	7	+ 39	+ 19	+ 24	+ 17
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat ..	8	7	18	21	67	63	63	66	0	5	2	3	9	11	12	8	+ 44	+ 24	+ 27	+ 18
Verre creux	18	16	19	0	82	82	81	100	0	2	0	0	0	0	0	0	+ 2	- 16	- 2	+ 2
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	0	1	0	0	87	98	99	99	0	1	1	1	2	0	0	0	+ 31	+ 76	+ 88	+ 78
Articles métalliques de consommation	0	0	0	1	95	78	82	96	1	17	12	2	0	5	1	1	+ 50	+ 66	+ 59	+ 66
dont : Cycles et motocycles	0	0	0	0	100	71	71	80	0	0	0	14	0	29	6	6	+ 20	- 17	+ 22	+ 12
Matériel d'équipement général	5	7	4	0	78	80	83	96	3	2	2	0	2	1	2	1	+ 63	+ 71	+ 73	+ 67
Machines non électriques d'équipement	6	6	3	0	84	78	89	89	4	2	2	3	6	7	6	3	+ 53	+ 47	+ 45	+ 43
dont : Machines agricoles	30	28	0	0	31	26	60	83	0	0	0	0	39	46	40	0	- 21	- 22	+ 8	+ 7
Machines-outils	0	0	6	0	87	86	85	91	6	0	3	3	8	8	6	9	+ 79	+ 42	+ 76	+ 84
Moteurs, compresseurs, pompes ..	14	15	0	1	86	82	99	99	0	3	0	0	0	0	1	0	+ 61	+ 37	+ 45	+ 21
Machines textiles	0	0	0	1	100	59	91	60	0	0	9	9	0	0	0	0	+ 47	+ 91	+ 30	+ 91
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	0	17	47	17	71	53	53	53	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 62	+ 2	+ 29	+ 45
Construction électrique d'équipement	7	6	13	3	74	63	60	85	2	14	2	3	9	8	5	0	+ 20	+ 36	+ 49	+ 59
Assemblage d'automobiles	5	6	0	0	86	85	90	79	9	0	0	0	0	0	10	10	+ 6	+ 36	+ 1	+ 22
dont : Voitures de tourisme	7	8	0	0	82	81	88	74	0	0	0	0	0	0	12	12	+ 15	+ 20	+ 2	+ 2
Construction navale, matériel ferroviaire	0	0	0	0	54	70	75	54	27	30	23	23	26	23	23	23	+ 43	+ 22	+ 43	+ 43
dont : Construction navale	0	0	0	1	53	53	61	56	43	47	35	35	40	35	35	35	+ 21	+ 18	+ 53	+ 53

¹ En pourcentage du total des entreprises.

² Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » et « insuffisante ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	F. Durée moyenne de production assurée (en mois)					G. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹				
	1976		1977			1976		1977		
	Juin	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	Juin	Juin	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	Juin
Ensemble des industries	3,20	2,90	2,88	2,99	3,00	- 13	- 30	+ 21	- 25	- 25
I. Biens de consommation	2,73	2,61	2,45	2,45	2,39	- 15	- 21	- 6	- 13	- 10
II. Biens d'investissement	5,11	4,73	4,77	5,06	5,17	- 12	- 25	- 24	- 28	- 22
III. Biens intermédiaires	2,08	1,72	1,72	1,80	1,78	- 14	- 40	- 30	- 32	- 35
Industrie textile (bonneterie exclue)	2,39	2,27	2,24	2,04	1,93	- 22	- 44	- 43	- 57	- 57
dont : Laine	1,99	1,84	1,85	1,72	1,59	- 15	- 43	- 41	- 59	- 68
Coton	2,60	2,44	2,42	2,15	2,06	- 36	- 53	- 49	- 71	- 62
Habillement et bonneterie	2,17	1,86	1,94	1,88	1,78	- 24	- 39	- 23	- 35	- 30
dont : Bonneterie	2,09	1,96	1,77	1,65	1,58	- 13	- 33	- 29	- 40	- 38
Habillement	2,19	1,81	2,00	1,96	1,85	- 30	- 42	- 21	- 32	- 27
Cuir et chaussures	1,70	1,61	1,08	1,64	1,45	- 22	- 60	- 7	- 27	- 9
dont : Production de cuir	2,04	1,97	1,89	1,94	1,88	- 1	- 15	+ 21	- 29	- 40
Chaussures	1,58	1,51	0,81	1,54	1,31	- 29	- 43	- 16	- 28	+ 1
Transformation du bois	1,62	1,60	1,45	1,39	1,39	- 31	- 51	- 27	- 36	- 47
Meubles	1,71	1,89	1,66	1,45	1,36	- 20	- 15	- 4	- 13	- 5
Papiers et cartons	1,54	1,17	1,40	1,41	1,38	- 13	- 41	- 38	- 32	- 31
dont : Production de papier et carton	1,42	0,94	1,20	1,22	1,19	- 21	- 70	- 72	- 45	- 53
Transformation de papier et carton	1,61	1,30	1,51	1,52	1,49	- 10	- 25	- 17	- 25	- 17
Transformation de matières plastiques	2,67	2,51	2,23	2,20	2,10	+ 12	+ 8	- 7	+ 14	- 1
Industrie chimique	-	-	-	-	-	+ 11	- 5	+ 2	+ 1	+ 2
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	+ 12	+ 7	+ 3	- 42	- 12
Matériaux de construction, céramique, verre	2,72	2,20	2,46	2,45	2,49	- 3	- 11	+ 8	- 6	- 4
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	2,66	2,22	2,36	2,33	2,36	- 9	- 7	+ 11	- 5	- 4
Verre creux	3,19	2,82	3,19	3,32	3,53	+ 43	- 41	- 14	- 14	- 2
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	1,86	1,32	1,40	1,75	1,82	- 24	- 62	- 43	- 33	- 44
Articles métalliques de consommation	2,42	2,05	2,05	2,23	2,11	- 33	- 9	- 10	- 7	- 9
dont : Cycles et motocycles	2,60	2,29	2,15	2,07	2,13	+ 37	+ 23	- 6	- 72	- 94
Matériel d'équipement général	2,92	2,77	2,96	3,07	3,27	- 25	- 37	- 33	- 23	- 19
Machines non électriques d'équipement	4,48	4,42	4,25	4,25	4,19	- 7	- 30	- 18	- 23	- 17
dont : Machines agricoles	6,55	6,32	6,24	6,47	6,24	+ 4	+ 7	- 1	+ 9	- 1
Machines-outils	2,75	2,78	2,50	2,40	2,40	- 35	- 33	- 24	- 11	+ 3
Moteurs, compresseurs, pompes	6,64	6,26	5,93	6,04	5,92	+ 10	- 18	- 18	- 38	- 30
Machines textiles	5,45	5,24	4,09	3,53	3,47	+ 53	- 79	- 79	- 72	- 58
Appareils électroménagers, radio, télévision	7,39	7,63	6,18	6,04	5,98	- 29	+ 2	- 12	- 13	- 6
Construction électrique d'équipement	7,43	6,72	6,73	6,63	6,58	- 10	- 18	- 43	- 57	- 52
Assemblage d'automobiles	2,30	2,18	2,25	2,38	2,45	+ 17	- 7	+ 5	+ 2	- 2
dont : Voitures de tourisme	2,39	2,36	2,45	2,45	2,45	- 4	- 9	+ 24	+ 10	- 2
Construction navale, matériel ferroviaire	15,28	14,42	14,43	16,93	17,35	- 68	- 75	- 65	- 54	- 31
dont : Construction navale	17,36	15,47	14,12	13,53	13,87	- 81	- 80	- 80	- 83	- 80

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	II. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ¹				
	1976		1977			1976		1977		
	Juin	1 ^{er} trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	Juin	Juin	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	Juin
Ensemble des industries	- 7	- 23	- 20	- 21	- 20	+ 39	+ 12	+ 10	+ 7	+ 6
I. Biens de consommation	- 7	- 11	- 18	- 19	- 24	+ 40	+ 34	+ 30	+ 19	+ 21
II. Biens d'investissement	- 6	- 21	- 19	- 18	- 13	+ 47	+ 35	+ 22	+ 13	+ 16
III. Biens intermédiaires	- 6	- 29	- 21	- 21	- 20	+ 33	+ 14	- 9	- 2	- 8
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 14	- 29	- 32	- 36	- 37	+ 51	+ 22	- 1	- 24	- 28
dont : Laine	- 8	- 27	- 33	- 23	- 23	+ 42	+ 25	- 7	- 33	- 42
Coton	- 23	- 33	- 31	- 51	- 52	+ 68	+ 15	- 8	- 36	- 38
Habillement et bonneterie	- 3	- 17	- 20	- 33	- 27	+ 42	+ 42	+ 31	+ 20	+ 24
dont : Bonneterie	- 1	- 12	- 22	- 26	- 26	+ 35	+ 35	+ 20	+ 16	+ 25
Habillement	- 5	- 19	- 20	- 36	- 28	+ 45	+ 44	+ 36	+ 23	+ 24
Cuir et chaussures	- 26	- 40	- 35	+ 3	- 17	+ 23	+ 23	+ 33	+ 8	+ 15
dont : Production de cuir	- 6	- 11	0	- 2	0	+ 38	+ 11	+ 33	0	+ 17
Chaussures	- 33	- 50	- 47	+ 5	- 23	+ 19	+ 28	+ 33	+ 10	+ 14
Transformation du bois	- 24	- 24	- 14	- 26	- 39	+ 45	+ 25	+ 3	- 11	- 18
Meubles	- 18	- 14	- 24	- 40	- 39	+ 65	+ 40	+ 28	+ 17	+ 19
Papiers et cartons	- 6	- 39	- 26	- 17	- 12	+ 44	- 4	- 1	- 8	0
dont : Production de papier et carton	- 12	- 57	- 49	- 25	- 28	+ 63	- 36	- 17	- 13	- 2
Transformation de papier et carton	- 2	- 29	- 13	- 12	- 2	+ 33	+ 16	+ 9	- 5	+ 2
Transformation de matières plastiques	0	+ 6	- 14	- 1	+ 4	+ 57	+ 35	+ 13	+ 3	+ 5
Industrie chimique	+ 4	- 3	- 2	0	0	+ 5	- 7	- 2	+ 1	+ 2
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction, céramique, verre	- 1	- 9	+ 2	- 7	- 8	+ 47	+ 45	+ 37	+ 16	+ 12
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	- 1	- 10	0	- 7	- 5	+ 50	+ 41	+ 38	+ 17	+ 13
Verre creux	+ 2	- 5	+ 25	- 1	- 40	+ 19	+ 79	+ 26	0	0
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 16	- 52	- 30	- 27	- 21	+ 27	- 53	- 29	+ 19	+ 3
Articles métalliques de consommation	+ 13	- 16	- 18	- 10	- 24	+ 33	+ 48	+ 46	+ 21	+ 12
dont : Cycles et motocycles	+ 50	+ 2	0	- 35	- 64	+ 73	+ 98	+ 47	+ 21	0
Matériel d'équipement général	- 16	- 29	- 23	- 13	- 13	+ 32	+ 12	+ 5	+ 13	+ 17
Machines non électriques d'équipement	- 4	- 28	- 18	- 25	- 27	+ 31	+ 26	+ 18	+ 7	+ 9
dont : Machines agricoles	+ 11	+ 6	- 38	+ 9	- 1	+ 41	+ 50	+ 6	+ 14	+ 41
Machines-outils	- 25	- 41	- 37	- 38	- 38	+ 51	+ 32	+ 35	+ 27	+ 13
Moteurs, compresseurs, pompes	- 13	- 8	- 3	- 23	- 20	+ 19	+ 41	+ 44	+ 11	+ 14
Machines textiles	+ 39	- 79	- 76	- 84	- 91	0	- 35	- 71	- 77	- 76
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 43	- 2	- 39	- 50	- 48	+ 26	+ 4	+ 7	+ 7	+ 6
Construction électrique d'équipement	- 12	- 22	- 33	- 21	- 13	+ 74	+ 68	+ 26	+ 5	+ 17
Assemblage d'automobiles	- 3	- 9	- 22	- 6	- 2	+ 61	+ 21	+ 41	+ 32	+ 48
dont : Voitures de tourisme	- 4	- 2	- 10	+ 10	- 2	+ 51	+ 26	+ 52	+ 36	+ 48
Construction navale, matériel ferroviaire	+ 2	- 9	- 14	- 17	+ 2	+ 44	+ 50	+ 40	+ 38	+ 31
dont : Construction navale	+ 3	- 3	- 14	- 22	+ 3	+ 43	+ 53	+ 53	+ 49	+ 48

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1977	100,0	96,3	3,7	57,3	16,1	15,3	11,3	
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	124	123	108
1975	108	111	69	103	112	116	118	95
1976	<i>p</i> 119	<i>p</i> 122	68	<i>p</i> 116	<i>p</i> 118	<i>p</i> 125	<i>p</i> 128	100
1975 2 ^e trimestre	109	111	73	105	114	116	117	97
3 ^e trimestre	98	101	60	91	109	106	112	89
4 ^e trimestre	114	116	72	109	114	122	123	99
1976 1 ^{er} trimestre	118	121	70	114	114	132	127	92
2 ^e trimestre	<i>p</i> 121	<i>p</i> 125	72	<i>p</i> 119	120	129	<i>p</i> 126	103
3 ^e trimestre	<i>p</i> 111	<i>p</i> 114	56	<i>p</i> 107	115	<i>p</i> 113	<i>p</i> 121	103
4 ^e trimestre	<i>p</i> 125	<i>p</i> 128	71	<i>p</i> 122	<i>p</i> 123	<i>p</i> 126	<i>p</i> 138	102
1977 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 124	<i>p</i> 127	69	<i>p</i> 120	<i>p</i> 121	<i>p</i> 136	<i>p</i> 135	104
2 ^e trimestre	<i>p</i> 123	<i>p</i> 126	<i>p</i> 76	<i>p</i> 119	<i>p</i> 129	<i>p</i> 124	<i>p</i> 131	<i>p</i> 103
1976 Juillet	<i>p</i> 89	<i>p</i> 92	39	<i>p</i> 86	106	77	<i>p</i> 91	99
Août	<i>p</i> 112	<i>p</i> 115	61	<i>p</i> 109	115	116	<i>p</i> 127	104
Septembre	<i>p</i> 131	<i>p</i> 135	69	<i>p</i> 127	126	<i>p</i> 147	<i>p</i> 144	107
Octobre	<i>p</i> 129	<i>p</i> 133	69	<i>p</i> 125	125	<i>p</i> 138	<i>p</i> 144	104
Novembre	<i>p</i> 123	<i>p</i> 126	72	<i>p</i> 121	<i>p</i> 123	<i>p</i> 120	<i>p</i> 136	101
Décembre	<i>p</i> 122	<i>p</i> 126	72	<i>p</i> 121	<i>p</i> 122	<i>p</i> 120	<i>p</i> 134	102
1977 Janvier	<i>p</i> 119	<i>p</i> 123	66	<i>p</i> 116	<i>p</i> 115	<i>p</i> 126	<i>p</i> 135	102
Février	<i>p</i> 118	<i>p</i> 121	64	<i>p</i> 113	<i>p</i> 113	<i>p</i> 130	<i>p</i> 131	100
Mars	<i>p</i> 135	<i>p</i> 138	77	<i>p</i> 130	<i>p</i> 135	<i>p</i> 152	<i>p</i> 140	109
Avril	<i>p</i> 121	<i>p</i> 124	<i>p</i> 70	<i>p</i> 117	<i>p</i> 123	<i>p</i> 124	<i>p</i> 131	102
Mai	<i>p</i> 120	<i>p</i> 122	<i>p</i> 75	<i>p</i> 117	<i>p</i> 124	<i>p</i> 119	<i>p</i> 124	<i>p</i> 104
Juin	<i>p</i> 128	<i>p</i> 131	<i>p</i> 82	<i>p</i> 123	<i>p</i> 140	<i>p</i> 130	<i>p</i> 137	<i>p</i> 102
Juillet								<i>p</i> 98

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

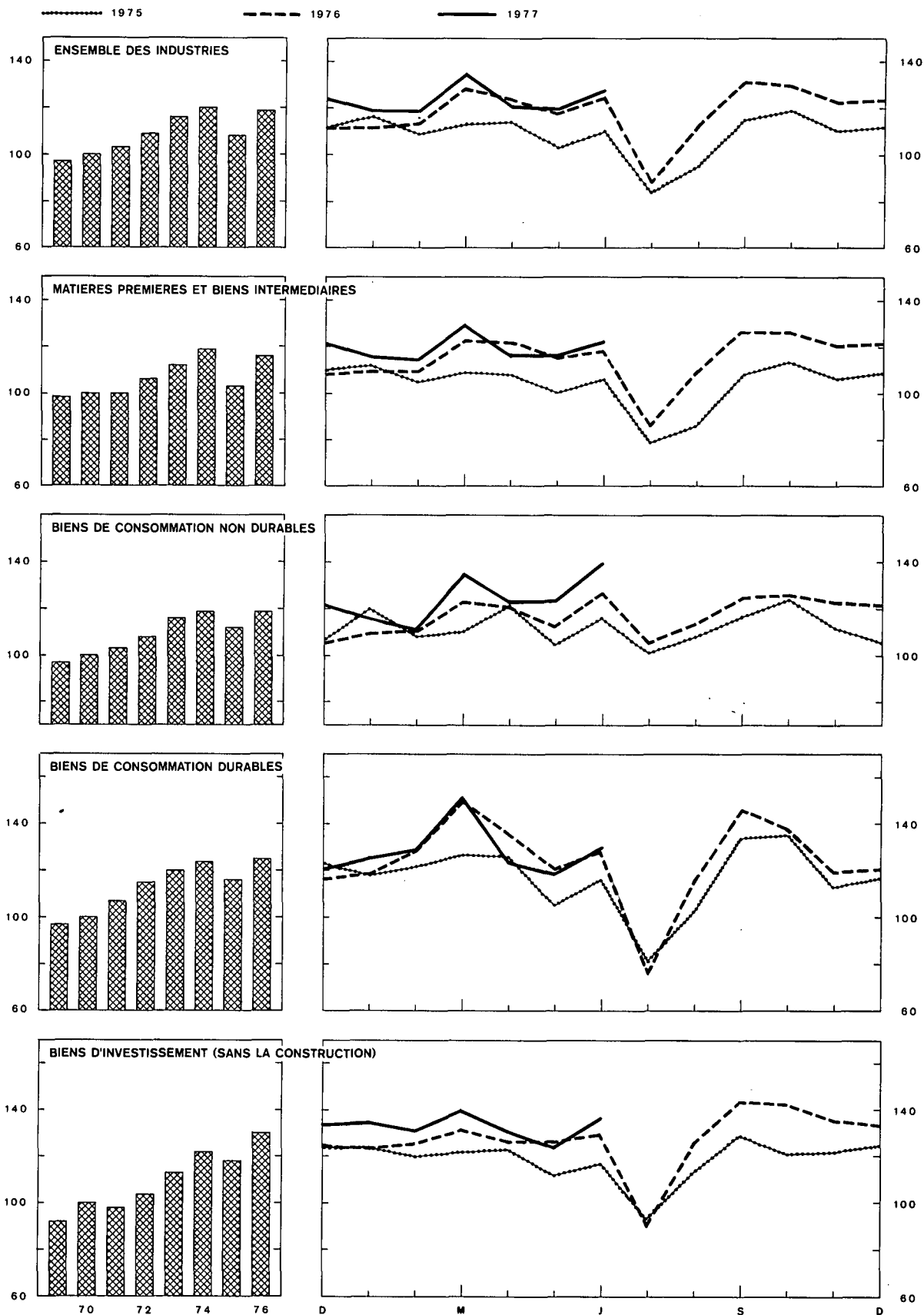
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabri- cations métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étrilage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1977 ¹	27,9	8,1	2,8	1,9	13,5	9,5	7,6	5,9	6,3	5,5	5,1	2,5	0,6	1,2
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976	<i>p</i> 124	96	<i>p</i> 91	130	138	122	97	<i>p</i> 105	156	<i>p</i> 175	106	114	95	129
1975 2 ^e trimestre	112	95	81	114	123	118	85	100	126	159	108	106	92	121
3 ^e trimestre	107	63	73	94	111	120	74	88	114	131	104	93	94	123
4 ^e trimestre	118	88	82	107	124	129	94	96	158	169	108	107	111	121
1976 1 ^{er} trimestre	125	96	93	114	136	112	105	91	164	174	121	117	54	125
2 ^e trimestre	<i>p</i> 123	102	90	130	141	123	105	116	150	185	109	120	105	135
3 ^e trimestre	<i>p</i> 116	93	82	119	131	119	81	103	148	151	99	105	113	131
4 ^e trimestre	<i>p</i> 134	93	<i>p</i> 97	155	145	133	96	108	160	<i>p</i> 190	97	114	110	125
1977 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 132	91			153	116	97	105	162	188	123	116	113	130
2 ^e trimestre	<i>p</i> 131				160	123	87	108	152	183	104	118	92	137
1976 Juin	<i>p</i> 125	98	86	134	147	131	109	112	146	192	107	125	120	141
Juillet	<i>p</i> 88	82	64	109	111	116	59	86	139	95	56	73	108	131
Août	<i>p</i> 119	92	83	107	130	118	79	112	141	151	102	111	114	137
Septembre	<i>p</i> 140	104	99	141	152	124	106	111	165	209	137	132	116	126
Octobre	<i>p</i> 139	98	<i>p</i> 102	153	150	134	100	118	154	194	121	122	100	128
Novembre	<i>p</i> 131	96	<i>p</i> 96	152	146	134	91	105	160	176	94	112	104	125
Décembre	<i>p</i> 132	84	<i>p</i> 92	160	139	130	96	101	165	<i>p</i> 201	77	110	125	121
1977 Janvier	<i>p</i> 130	86	<i>p</i> 95	153	<i>p</i> 147	107	<i>p</i> 93	98	166	<i>p</i> 168	<i>p</i> 108	111	127	135
Février	<i>p</i> 127	85	<i>p</i> 94	148	<i>p</i> 145	109	<i>p</i> 94	95	148	<i>p</i> 180	<i>p</i> 120	109	<i>p</i> 107	121
Mars	<i>p</i> 139	103		164	169	132		122	170	216	141	129	104	133
Avril	<i>p</i> 131	89		163	154	118		86	103	158	106	116	93	145
Mai	<i>p</i> 125	98		166	159	118		78	106	153	102	112	97	135
Juin	<i>p</i> 137				168	134		96	114	147	103	125	86	132

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,6 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importations de gaz naturel	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)		(millions kWh)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.104	3.752
1975 2 ^e trimestre	2.294	1.559	242	651	459	956	521	534	639	1.042	3.035
3 ^e trimestre	2.346	1.286	231	493	405	751	374	365	525	710	2.740
4 ^e trimestre	2.746	1.835	237	781	650	912	430	503	642	965	3.821
1976 1 ^{er} trimestre	1.348	1.960	230	963	627	1.167	490	510	680	1.123	3.955
2 ^e trimestre	2.614	1.547	240	586	553	902	552	580	639	1.145	3.624
3 ^e trimestre	2.796	1.428	237	507	526	810	542	526	470	1.044	3.575
4 ^e trimestre	2.722	2.091	252	892	778	1.132	487	515	622	1.106	3.854
1977 1 ^{er} trimestre	3.092	2.031	247	919	732	1.199	473	p 465	669	p 1.018	3.897
2 ^e trimestre						923	485	p 468	625	p 1.150	3.664
1976 Juillet	2.691	1.214	257	395	455	691	550	521	392	1.007	3.359
Août	2.818	1.439	203	532	528	801	528	508	469	1.068	3.398
Septembre	2.880	1.632	252	593	594	940	549	554	550	1.057	3.969
Octobre	2.488	1.690	244	570	704	1.006	513	556	574	1.131	3.721
Novembre	2.587	2.065	245	925	730	1.163	487	518	633	1.125	3.850
Décembre	3.092	2.518	267	1.180	899	1.227	461	470	660	1.062	3.992
1977 Janvier	3.159	2.213	219	1.038	831	1.240	465	462	652	770	4.013
Février	3.062	1.815	237	796	666	1.240	452	457	636	1.055	3.575
Mars	3.055	2.065	284	922	700	1.117	501	p 476	719	p 1.228	4.103
Avril						1.067	483	p 477	647	p 1.259	3.808
Mai						875	503	p 479	582	p 1.078	3.684
Juin						826	470	p 448	645	p 1.114	3.501
Juillet									582		2.972

¹ Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburantacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburantacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits

lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimetal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1975 2 ^e trimestre	1.058	708	13,2	25,0	38,2	38,5
3 ^e trimestre	671	481	12,6	21,1	33,7	32,6
4 ^e trimestre	923	692	14,5	26,4	40,9	41,6
1976 1 ^{er} trimestre	988	747	14,5	31,2	45,7	43,3
2 ^e trimestre	1.074	738	14,1	30,7	44,8	45,8
3 ^e trimestre	1.021	636	12,6	27,1	39,7	37,3
4 ^e trimestre	967	703	16,8	33,2	50,0	48,2
1977 1 ^{er} trimestre	996	671				
2 ^e trimestre	p 972					
1976 Août	1.016	622	13,9	29,4	43,3	35,6
Septembre	1.103	764	14,7	30,5	45,2	47,7
Octobre	1.042	698	16,2	30,9	47,1	47,1
Novembre	979	749	13,7	30,3	44,0	44,1
Décembre	879	661	20,4	38,6	59,0	53,3
1977 Janvier	956	613	p 14,1	p 28,7	p 42,8	p 41,6
Février	949	586	p 14,7	p 31,8	p 46,5	p 43,7
Mars	1.083	814				
Avril	904	945				
Mai	1.061	775				
Juin	p 950					
Juillet	p 880					
Août	p 864					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ³
	Avis favorables ¹	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables ²	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1969	3,3	6,1	3.068	4,7	2.374	1,6	0,9	2.402	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.505	3,7	1.915	1,3	0,7	2.849	0,5	1.865	100
1971	2,0	4,0	2.020	3,5	1.838	0,9	0,5	2.302	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,1	3.173	4,3	2.309	1,0	0,6	2.742	0,5	2.282	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,2	2.702	1,1	0,7	3.031	0,5	2.282	93
1974	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.486	98
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	94
1975 2 ^e trimestre	5,7	6,5	3.508	8,0	4.331	0,5	0,5	2.241	0,7	2.916	—
3 ^e trimestre	5,6	6,1	3.171	5,6	3.026	0,5	0,5	2.067	0,5	1.867	—
4 ^e trimestre	6,0	6,6	3.413	5,3	2.880	0,5	0,4	2.195	0,4	2.104	—
1976 1 ^{er} trimestre	7,7	8,2	4.197	5,8	3.079	0,4	0,4	2.127	0,4	2.191	—
2 ^e trimestre	7,7	8,4	4.469	8,0	4.231	0,6	0,7	2.605	0,6	3.028	—
3 ^e trimestre	7,0	7,3	3.609	5,8	3.132	0,6	0,6	1.903	0,4	1.621	—
4 ^e trimestre	6,7	7,7	3.809	5,8	2.897	0,6	0,5	1.701	0,4	1.500	—
1977 1 ^{er} trimestre	6,6	5,8	3.034	5,3	2.590	0,5	0,4	1.775	0,3	1.392	—
2 ^e trimestre	6,2					0,6					—
1976 Juin	8,5	8,4	4.410	6,9	3.559	0,6	0,6	2.742	0,5	2.282	94
Juillet	8,1	6,4	3.238	4,7	2.493	0,6	0,5	1.307	0,4	1.276	94
Août	6,5	7,9	3.859	5,5	3.215	0,6	0,6	2.440	0,4	1.759	94
Septembre	6,5	7,7	3.730	7,2	3.688	0,6	0,6	1.961	0,5	1.828	94
Octobre	6,3	7,6	3.720	7,0	3.565	0,6	0,5	1.446	0,4	1.675	94
Novembre	5,9	6,6	3.352	6,7	3.227	0,6	0,5	1.630	0,4	1.432	94
Décembre	7,8	8,8	4.355	3,7	1.898	0,5	0,6	2.028	0,3	1.392	94
1977 Janvier	7,5	4,7	2.514	4,1	1.886	0,5	0,4	1.699	0,4	1.850	94
Février	5,3	5,8	2.924	6,3	2.919	0,5	0,4	1.522	0,3	914	95
Mars	7,0	6,9	3.665	5,6	2.964	0,6	0,5	2.103	0,3	1.413	95
Avril	6,7	8,3	4.483	6,0	3.127	0,6	0,6	4.349	0,3	949	95
Mai	5,6					0,5					95
Juin	6,2					0,6					95

¹ Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.
² Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.

³ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé,

corrige pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1975	1976	% variat. *	1975	1976	% variat. *	1975	1976	% variat. *
1 ^{er} trimestre	109	113	+ 3,7	111	114	+ 2,7	105	111	+ 5,4
2 ^e trimestre	106	115	+ 8,5	107	120	+ 12,1	103	112	+ 8,8
3 ^e trimestre	106	116	+ 9,4	105	118	+ 12,4	103	112	+ 9,0
4 ^e trimestre	110	117	+ 6,4	110	121	+ 10,0	108	114	+ 5,6
	1976	1977		1976	1977		1976	1977	
1 ^{er} trimestre	113	119	+ 5,3	114	122	+ 7,0	111	117	+ 5,5
2 ^e trimestre	115			120			112		
3 ^e trimestre	116			118			112		
4 ^e trimestre	117			121			114		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1975	1976	% variat. *	1975	1976	% variat. *	1975	1976	% variat. *
1 ^{er} trimestre	113	123	+ 8,8	108	104	- 3,7	110	117	+ 5,8
2 ^e trimestre	113	123	+ 8,8	102	105	+ 2,9	107	121	+ 12,8
3 ^e trimestre	112	125	+ 11,6	101	104	+ 3,0	106	123	+ 15,9
4 ^e trimestre	117	124	+ 6,0	102	106	+ 3,9	111	128	+ 15,4
	1976	1977		1976	1977		1976	1977	
1 ^{er} trimestre	123	129	+ 4,9	104	107	+ 2,9	117	131	+ 12,0
2 ^e trimestre	123			105			121		
3 ^e trimestre	125			104			123		
4 ^e trimestre	124			106			128		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1975	1976	% variat. *	1975	1976	% variat. *	1975	1976	% variat. *
1 ^{er} trimestre	118	121	+ 2,5	115	123	+ 7,0	101	98	- 3,8
2 ^e trimestre	115	123	+ 7,0	114	125	+ 9,6	93	104	+ 12,5
3 ^e trimestre	113	126	+ 11,5	115	129	+ 12,2	83	96	+ 16,1
4 ^e trimestre	121	127	+ 5,0	117	131	+ 12,0	94	98	+ 3,9
	1976	1977		1976	1977		1976	1977	
1 ^{er} trimestre	121	126	+ 4,1	123	133	+ 8,1	98	100	+ 2,7
2 ^e trimestre	123			125			104		
3 ^e trimestre	126			129			96		
4 ^e trimestre	127			131			98		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Agence économique et*

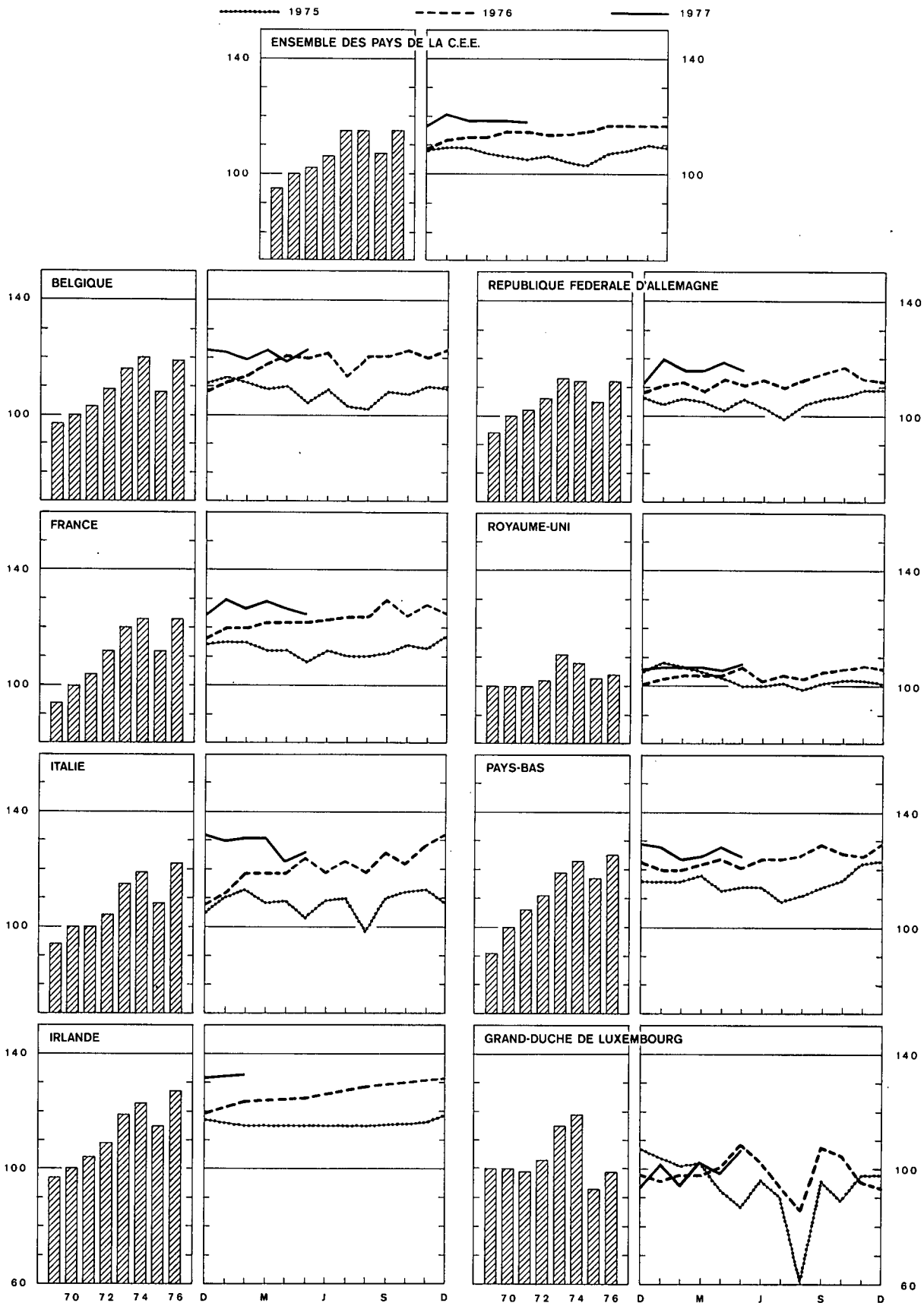
financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production Industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs-km (millions)	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont			
				combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1975	689	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,4
1975 2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
3 ^e trimestre	671	451	3.817	1.024	796	404,1	58,8
4 ^e trimestre	678	551	4.921	1.333	1.060	284,2	52,1
1976 1 ^{er} trimestre	693	508	4.638	1.236	1.073	254,1	48,3
2 ^e trimestre	708	593	5.342	1.315	1.462	316,2	55,1
3 ^e trimestre	657	556	4.946	1.283	1.315	426,4	65,1
4 ^e trimestre	677	559	4.817	1.442	1.027	300,9	57,1
1977 1 ^{er} trimestre	684	529	4.749	1.343	1.035	280,9	53,4
2 ^e trimestre	698	550	4.993	1.355	1.032		
1976 Juin	704	615	5.542	1.307	1.506	347,4	56,4
Juillet	633	534	4.569	1.188	1.260	455,2	67,9
Août	659	521	4.725	1.235	1.272	438,0	65,1
Septembre	679	614	5.545	1.427	1.414	386,1	62,2
Octobre	685	585	5.303	1.522	1.156	324,2	58,5
Novembre	689	555	5.029	1.351	1.090	282,8	54,8
Décembre	656	536	4.901	1.453	835	295,6	57,9
1977 Janvier	700	510	4.521	1.306	930	290,8	52,6
Février	659	512	4.558	1.350	986	244,8	49,2
Mars	694	564	5.168	1.373	1.190	307,1	58,4
Avril	682	573	5.108	1.427	1.004	326,0	56,4
Mai	706	544	4.961	1.463	1.029	305,7	54,5
Juin	707	532	4.909	1.174	1.063		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
Intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaart-
inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1975 1 ^{er} trimestre ..	5.168	3.093	2.634	759	874	498	1.788	451	118	8.107	516
2 ^e trimestre ..	5.185	2.746	2.264	572	672	253	1.857	397	118	8.145	529
3 ^e trimestre ..	4.834	2.325	1.761	615	686	379	2.204	905	125	5.034	288
4 ^e trimestre ..	5.141	2.583	2.535	681	686	577	2.001	562	112	6.624	376
1976 1 ^{er} trimestre ..	5.101	2.791	2.014	695	672	361	1.790	662	124	7.490	478
2 ^e trimestre ..	5.847	3.404	2.027	724	760	304	1.938	434	105	9.013	560
3 ^e trimestre ..	5.751	3.195	2.344	881	816	454	2.112	795	136	8.216	479
4 ^e trimestre ..	5.416	3.510	2.502	792	981	374	1.934	652	151	8.705	508
1977 1 ^{er} trimestre ..	5.574	3.051	2.559	803	915	329	2.070	624	106	8.199	469
1976 Avril	5.530	3.515	1.865	701	770	141	1.556	344	119	9.033	571
Mai	6.164	2.787	1.613	755	720	172	2.142	655	75	8.689	549
Juin	5.847	3.911	2.603	716	789	600	2.117	304	121	9.317	559
Juillet	6.026	3.339	2.199	908	496	377	2.077	355	136	7.129	433
Août	5.986	2.983	2.383	853	806	399	2.233	1.201	154	8.274	469
Septembre ...	5.240	3.262	2.449	881	1.145	585	2.026	828	118	9.246	536
Octobre	5.802	3.538	2.709	829	966	578	1.923	572	201	8.798	512
Novembre	5.130	3.213	1.945	717	915	210	1.730	395	101	8.574	504
Décembre	5.315	3.779	2.852	830	1.063	335	2.148	988	152	8.744	507
1977 Janvier	5.230	3.046	2.057	651	929	247	1.928	580	96	7.523	432
Février	5.285	2.939	2.749	756	741	419	2.119	517	84	7.677	441
Mars	6.207	3.168	2.871	1.003	1.075	320	2.162	774	138	9.398	534
Avril										8.781	510

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1969	2.167	1.619	89	134	99	76	39
1970	2.236	1.662	92	132	109	87	43
1971	2.288	1.682	100	147	100	99	44
1972	2.263	1.782	90	145	95	95	42
1973	2.306	1.787	92	145	102	107	43
1974	2.314	1.691	88	151	91	111	48
1975	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
2 ^e trimestre	2.230	1.589	83	137	121	122	46
3 ^e trimestre	6.022	4.711	175	456	157	266	59
4 ^e trimestre	666	362	46	45	36	43	34
1976 1 ^{er} trimestre	471	223	42	29	33	34	26
2 ^e trimestre	2.228	1.577	80	149	120	118	50
3 ^e trimestre	5.909	4.674	128	453	164	242	61
4 ^e trimestre	679	376	42	43	41	42	33
1977 1 ^{er} trimestre	480	232	36	34	29	33	27
1976 Avril	1.688	1.214	63	52	115	89	38
Mai	2.006	1.399	90	125	113	90	51
Juin	2.990	2.119	86	269	133	175	60
Juillet	8.912	7.157	117	948	176	240	64
Août	7.018	5.673	190	308	198	377	58
Septembre	1.798	1.193	77	102	119	108	60
Octobre	790	386	52	59	64	61	48
Novembre	605	329	42	32	32	37	30
Décembre	641	413	33	37	26	27	22
1977 Janvier	423	205	32	27	24	28	25
Février	450	217	36	35	28	29	24
Mars	567	274	41	39	35	42	32
Avril	1.675	1.212	69	59	97	83	37

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habillo- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	152	156	97	191	184	141	155	205	175	162	127
1975	167	169	98	225	217	166	169	213	204	183	129
1976	p 186	189	98	264	235	p 189	p 179	p 230	p 233	p 205	p 133
1975 1 ^{er} trimestre	161	147	93	201	197	149	143	188	190	164	120
2 ^e trimestre	170	164	100	222	213	165	178	211	206	184	132
3 ^e trimestre	160	165	96	218	220	166	150	206	192	176	123
4 ^e trimestre	189	203	103	259	238	182	206	246	228	207	141
1976 1 ^{er} trimestre	p 170	165	96	235	212	p 171	p 153	p 205	p 220	p 186	p 124
2 ^e trimestre	p 191	183	99	260	233	p 190	p 195	p 224	p 238	p 208	p 136
3 ^e trimestre	p 178	184	95	262	239	p 191	p 159	p 225	p 220	p 199	p 129
4 ^e trimestre	p 203	223	101	298	257	p 203	p 210	p 265	p 253	p 226	p 143
1977 1 ^{er} trimestre	p 184	179	91	275	229	p 190	p 164	p 223	p 245	p 205	p 128
1976 Mai	p 188	184	97	256	228	p 186	p 197	p 223	p 232	p 205	p 134
Juin	p 196	182	101	257	236	p 195	p 183	p 230	p 244	p 211	p 138
Juillet	p 171	195	100	276	259	p 196	p 159	p 214	p 209	p 197	p 128
Août	p 169	170	93	249	230	p 184	p 130	p 219	p 214	p 189	p 123
Septembre	p 195	188	94	260	228	p 194	p 186	p 243	p 236	p 211	p 135
Octobre	p 193	196	96	288	246	p 191	p 212	p 244	p 238	p 215	p 137
Novembre	p 182	202	91	262	233	p 184	p 181	p 229	p 231	p 202	p 128
Décembre	p 233	270	116	345	293	p 233	p 238	p 322	p 290	p 261	p 165
1977 Janvier	p 177	182	92	276	228	p 187	p 164	p 216	p 232	p 199	p 125
Février	p 171	170	86	257	221	p 182	p 138	p 213	p 231	p 192	p 119
Mars	p 204	186	96	292	238	p 202	p 190	p 241	p 274	p 223	p 140
Avril	p 199	198	96	315	260	p 204	p 214	p 237	p 261	p 225	p 141
Mai	p 202	198	92	296	243	p 202	p 210	p 243	p 257	p 223	p 138

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliards)				Crédites en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédites accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3
1975 1 ^{er} semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2
2 ^e semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6
1976 1 ^{er} semestre ...	1.448	803	210	435	51,2	12,3	18,6	20,3	21,8	6,5	6,6	8,7
2 ^e semestre ...	1.485	808	208	469	55,7	13,6	20,3	21,8	20,4	5,8	6,4	8,2

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1973 2 ^e semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176
2 ^e semestre	54	38	2	14	343	94	67	182
1975 1 ^{er} semestre	54	38	2	14	373	95	114	164
2 ^e semestre	56	40	2	14	383	120	78	185
1976 1 ^{er} semestre	60	43	1	16	436	128	63	245

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 ^e semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
1976 1 ^{er} semestre ...	898	5	1	1	101	18	9	155	84	7	495	22
2 ^e semestre ...	892	4	1	1	84	15	8	186	77	6	490	20
Crédits accordés (milliards de francs)												
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
1975 1 ^{er} semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 ^e semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
1976 1 ^{er} semestre ...	21,8	1,7	0,2	0,3	11,2	1,1	0,2	0,3	0,3	1,7	3,7	1,1
2 ^e semestre ...	20,4	1,5	0,2	0,3	10,0	0,9	0,2	0,3	0,3	1,9	3,8	1,0
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0
1975 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	2,1	44,9	4,4	0,8	1,7	2,2	8,7	21,7	5,1
1976 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,9	0,9	1,3	51,4	4,9	1,0	1,3	1,3	7,8	17,2	5,0
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	1,5	49,0	4,6	1,0	1,3	1,3	9,4	18,4	5,1

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

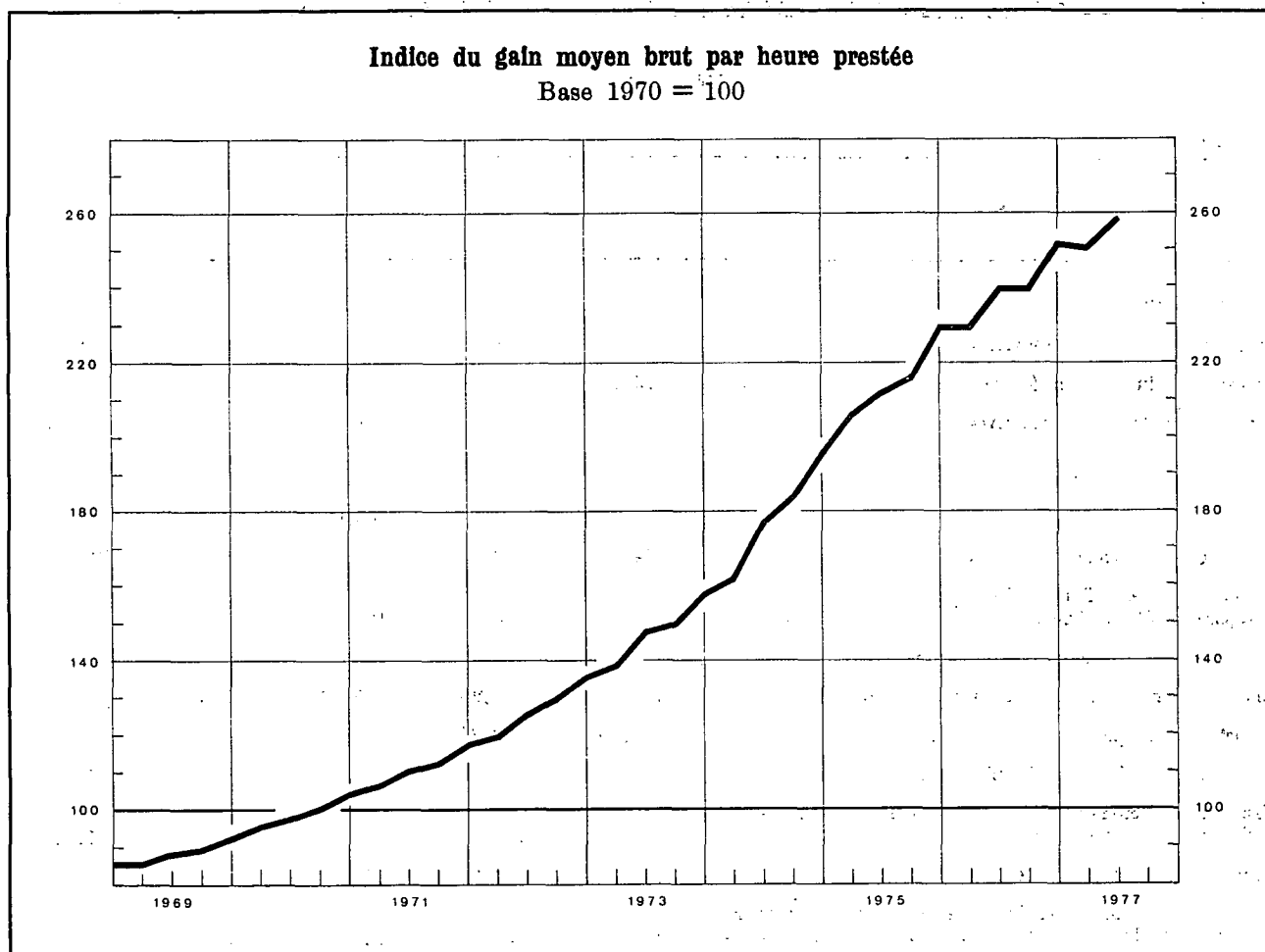
Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 ²	32	1	e 254	10.405	2.933	10.406	e 3.187	2.896	398	13.302	e 3.585
1975 2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
3 ^e trimestre	35	4	576	8.541	1.823	8.545	2.399	3.015	344	11.560	2.743
4 ^e trimestre	33	4	693	9.935	2.215	9.939	2.908	3.402	380	13.341	3.288
1976 1 ^{er} trimestre	33	3	497	9.824	2.667	9.827	3.164	3.126	372	12.953	3.536
2 ^e trimestre	32	3	512	10.291	2.654	10.294	3.166	3.013	395	13.307	3.561
3 ^e trimestre	32	3	447	10.066	2.909	10.069	3.356	2.637	400	12.706	3.756
4 ^e trimestre ²	32	2	289	11.439	3.500	11.441	3.789	2.807	427	14.248	4.216
1977 1 ^{er} trimestre	32	2	301	11.562	3.689	11.564	3.990	2.722	428	14.286	4.418
2 ^e trimestre	31	2	283	12.058	3.721	12.060	4.004	2.691	435	14.751	4.439
1976 Août	32	3	351	9.516	2.673	9.519	3.024	2.507	388	12.026	3.412
Septembre	32	2	577	10.693	3.390	10.695	3.967	2.608	426	13.303	4.393
Octobre ²	32	1	240	10.308	3.271	10.309	3.511	2.662	401	12.971	3.912
Novembre	32	1	229	10.942	3.188	10.943	3.417	2.634	414	13.577	3.831
Décembre	32	2	396	13.069	4.042	13.071	4.438	3.125	467	16.196	4.905
1977 Janvier	32	2	279	11.816	3.777	11.818	4.056	2.730	421	14.548	4.477
Février	32	2	262	10.462	3.626	10.464	3.888	2.463	396	12.927	4.284
Mars	32	2	363	12.407	3.665	12.409	4.028	2.973	466	15.382	4.494
Avril	32	2	222	11.199	3.402	11.201	3.624	2.613	421	13.814	4.045
Mai	32	2	273	11.409	3.621	11.411	3.894	2.551	409	13.962	4.303
Juin	31	2	355	13.565	4.138	13.567	4.493	2.910	477	16.477	4.970
Juillet	31	1	253	10.996	3.869	10.997	4.122	2.360	385	13.357	4.507
Août	30	1	231	11.861	3.743	11.862	3.974	2.415	399	14.277	4.373

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.
² Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)* — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ¹		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
	B.N.B.		I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail				
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	195,9	187,6
1976	240	227	239	246	236,4	235,1	217,3	206,2
1975 Juin	212	202	211	219	207,6	207,4	192,0	184,6
Septembre	216	206	217	223	213,2	212,6	198,8	188,8
Décembre	230	216	226	237	222,1	221,1	205,9	195,9
1976 Mars	230	220	232	235	227,9	227,6	210,2	200,1
Juin	240	225	237	246	233,3	232,4	215,0	204,2
Septembre	240	230	242	246	239,5	237,4	219,9	208,3
Décembre	252	235	247	258	244,9	243,3	223,9	212,4
1977 Mars	p 251	p 241	p 254	p 259	252,4	251,6	229,4	217,4
Juin	p 259	p 248	p 261	p 266	258,5	255,4	232,3	221,3

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,818; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre	1976 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	156,12	169,25	188,47	204,33	211,79
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	115,10	126,29	146,43	160,09	167,81
Total des industries extractives	137,36	149,87	168,74	183,57	192,17
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	137,07	149,34	168,04	177,29	187,43
Raffinage de pétrole	174,09	190,20	214,66	224,19	241,42
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	168,15	175,63	192,41	201,36	213,28
Production et première transformation des métaux	146,79	162,63	170,09	177,88	189,34
Industrie des produits minéraux non métalliques	116,79	129,20	142,72	150,56	160,83
Industrie chimique	129,29	139,94	156,82	162,95	173,28
Production de fibres artificielles et synthétiques	130,07	141,15	155,88	166,86	178,66
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	112,58	128,28	137,83	147,13	154,23
Construction de machines et de matériel mécanique	118,19	133,94	144,31	153,05	161,97
Construction de machines de bureau et installations pour le traitement de l'information	100,12	116,92	128,67	129,75	—
Construction électrique et électronique	112,12	126,83	136,69	145,37	156,16
Construction d'automobiles et pièces détachées	131,71	146,54	159,92	172,60	185,30
Construction d'autre matériel de transport	128,62	144,76	161,70	170,50	174,60
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	101,77	117,18	124,85	135,98	143,41
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	100,78	114,63	126,19	135,71	146,90
Industrie textile	93,87	107,06	116,67	123,07	131,64
Industrie du cuir	89,51	98,11	109,63	114,78	123,06
Industrie des chaussures et de l'habillement	77,97	85,44	97,29	102,88	110,50
Industrie du bois et du meuble en bois	99,16	115,35	126,93	133,64	143,56
Industrie du papier, imprimerie et édition	112,90	129,86	144,55	152,29	161,48
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	110,87	122,94	132,60	140,95	148,62
Total des industries manufacturières	111,45	125,28	136,52	144,32	154,10
dont : hommes	121,00	136,00	147,46	155,79	166,24
femmes	83,76	94,20	104,83	111,06	118,92
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	114,64	130,07	144,35	150,55	163,16
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	112,97	127,01	139,05	146,85	157,05

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE ¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre	1976 avril
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	34.166	38.503	42.401	46.997	48.122
Total des industries extractives	33.024	37.082	40.773	44.888	46.312
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	34.602	38.817	42.088	44.204	46.922
Raffinage de pétrole	39.894	42.787	49.318	51.512	56.214
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	40.091	44.027	48.461	51.016	54.539
Production et première transformation des métaux	34.226	39.533	42.028	44.915	47.122
Industrie des produits minéraux non métalliques	29.367	32.415	35.268	37.416	39.820
Industrie chimique	32.963	35.982	39.634	41.215	43.564
Production de fibres artificielles et synthétiques	39.970	42.932	46.486	49.025	53.287
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	28.777	32.639	34.713	37.187	38.815
Construction de machines et de matériel mécanique	30.013	33.846	36.025	38.612	40.019
Construction de machines de bureau et installations pour le traite- ment de l'information	24.658	29.143	—	32.397	—
Construction électrique et électronique	28.736	33.627	35.730	38.675	40.779
Construction d'automobiles et pièces détachées	31.700	35.001	37.992	41.589	43.469
Construction d'autre matériel de transport	31.212	35.205	38.024	40.935	42.990
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	28.284	31.603	33.996	35.499	36.873
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	26.661	29.750	32.233	34.694	36.608
Industrie textile	26.481	28.878	31.424	33.318	35.161
Industrie du cuir	27.046	30.286	32.270	33.889	36.597
Industrie des chaussures et de l'habillement	21.867	23.940	26.240	27.383	28.677
Industrie du bois et du meuble en bois	25.102	27.635	30.366	31.700	33.165
Industrie du papier, imprimerie et édition	27.901	31.626	34.353	36.583	38.384
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	29.206	31.900	34.350	36.763	38.407
Total des industries manufacturières	29.458	33.097	35.741	38.161	40.058
dont : hommes	32.706	36.761	39.583	42.270	44.326
femmes	18.839	21.112	23.173	24.722	26.098
<i>Bâtiment et génie civil</i>	27.766	31.041	33.933	35.935	37.696
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	29.302	32.903	35.573	37.957	39.886

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Rapport annuel de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Statistiques*

économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	l'alimentation	Matières premières destinées à			
					l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1975 2 ^e trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
3 ^e trimestre	204,2	192,8	252,7	212,2	270,6	435,7	188,9	164,4
4 ^e trimestre	204,8	184,6	250,3	204,5	270,5	444,2	197,7	152,8
1976 1 ^{er} trimestre	219,8	188,8	261,2	206,7	285,3	462,3	208,7	166,1
2 ^e trimestre	257,6	201,7	274,1	225,1	295,8	461,8	224,4	184,0
3 ^e trimestre	267,1	204,7	279,1	225,4	302,8	462,5	248,1	188,1
4 ^e trimestre	275,5	201,0	281,7	231,7	303,7	468,4	253,8	182,5
1977 1 ^{er} trimestre	295,1	223,0	303,2	276,3	315,1	493,8	246,9	190,2
2 ^e trimestre	298,3	225,2	312,7	301,6	317,6	509,8	240,3	185,4
1976 Août	262,5	199,7	278,7	223,9	302,8	462,3	247,8	188,5
Septembre	263,8	202,1	277,0	221,7	301,4	463,8	244,5	185,4
Octobre	273,2	197,0	279,7	223,4	304,4	467,4	254,8	184,5
Novembre	277,3	199,2	281,0	230,5	303,2	467,2	256,1	181,1
Décembre	276,0	206,8	284,4	241,1	303,5	470,6	250,5	181,7
1977 Janvier	285,2	214,0	293,3	255,9	309,8	486,1	242,7	186,7
Février	291,0	221,2	299,8	269,3	313,3	488,9	245,7	190,9
Mars	309,0	233,7	316,3	303,5	322,2	506,5	252,3	193,1
Avril	309,6	230,5	318,6	316,0	319,9	510,5	249,7	185,6
Mai	299,7	228,0	313,7	302,1	318,8	510,1	242,6	186,9
Juin	285,6	217,2	305,7	286,9	314,1	508,8	228,5	183,8
Juillet	274,5	212,7	302,6	278,4	313,4	506,5	224,0	186,2
Août	265,7	203,2	295,1	252,7	313,8	513,4	213,3	186,5

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHE WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidé-rurgie	Métaux non-ferreux
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1976	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9
1975 2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
3 ^e trimestre	215,4	232,6	170,4	184,6	191,3	222,9	517,6	179,6	167,8	234,0	230,5	154,5	177,7	125,5
4 ^e trimestre	217,4	214,9	153,2	191,5	200,2	221,7	529,6	191,4	173,6	234,0	212,2	148,9	161,6	118,7
1976 1 ^{er} trimestre	208,4	222,8	148,3	208,9	201,1	213,2	558,3	207,7	168,2	234,0	233,6	173,6	177,3	124,1
2 ^e trimestre	203,6	269,4	148,3	191,9	205,8	213,7	557,4	226,0	208,1	234,0	258,4	195,8	184,9	144,5
3 ^e trimestre	192,8	269,2	172,9	192,0	206,5	214,4	558,0	259,1	212,8	234,0	268,4	192,8	183,7	150,5
4 ^e trimestre	169,3	288,9	179,3	197,8	224,5	212,1	567,1	262,5	262,7	234,0	279,2	203,4	172,9	136,6
1977 1 ^{er} trimestre	174,4	377,1	209,8	203,3	228,4	220,0	599,4	252,6	263,3	234,0	278,1	198,5	166,6	160,5
2 ^e trimestre	168,7	428,5	240,9	202,0	232,6	247,8	610,7	239,0	307,1	234,0	275,0	189,8	165,1	153,4
1976 Août	191,5	267,7	170,3	192,0	204,9	214,6	557,8	258,8	211,3	234,0	269,0	193,7	185,9	149,5
Septembre	179,1	265,7	174,0	194,3	213,8	215,5	559,4	254,2	210,7	234,0	272,6	190,4	179,8	145,0
Octobre	172,5	273,1	167,0	197,1	219,6	217,4	563,5	267,9	220,7	234,0	278,9	204,8	181,1	136,0
Novembre	168,0	287,9	179,2	194,5	223,8	209,1	566,6	263,8	281,7	234,0	277,9	213,0	168,3	135,1
Décembre	167,4	305,8	191,8	202,0	230,1	209,9	571,0	255,6	285,7	234,0	280,8	192,1	169,4	138,7
1977 Janvier	173,1	334,0	197,0	208,5	228,5	209,8	592,5	245,8	272,5	234,0	273,3	198,5	169,9	152,5
Février	175,2	363,7	201,7	202,4	227,3	209,3	596,7	253,0	241,5	234,0	279,5	198,5	165,9	161,7
Mars	174,9	433,5	230,7	199,0	229,2	240,8	608,9	259,0	276,1	234,0	281,5	198,7	164,0	167,3
Avril	172,7	458,3	251,0	197,7	227,7	248,0	611,6	252,3	307,9	234,0	273,2	194,3	160,0	157,1
Mai	170,4	427,2	246,4	199,8	234,1	248,5	610,8	242,2	307,8	234,0	277,1	190,2	165,6	155,5
Juin	163,0	400,2	225,3	208,6	236,1	247,0	609,7	222,6	305,7	234,0	274,7	185,0	169,9	147,6
Juillet	157,4	390,3	197,3	208,7	242,2	240,7	608,8	217,8	287,2	234,0	278,9	185,5	171,5	150,3
Août	154,2	338,4	178,7	209,8	243,1	239,6	618,8	203,9	275,2	234,0	272,7	196,5	173,0	150,7

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1969 ²	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1976	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5	152,2	150,1	140,8
1975 2 ^e trimestre ..	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
3 ^e trimestre ..	137,9	135,0	143,7	127,4	138,8	142,8	136,8	169,0	127,7	137,4	132,1	137,8	142,5	140,5	135,4
4 ^e trimestre ..	140,2	142,4	150,8	135,1	139,9	143,7	137,6	169,1	126,9	139,1	134,8	140,9	143,6	140,5	137,2
1976 1 ^{er} trimestre ..	143,9	147,9	157,5	139,5	143,1	145,6	143,0	169,4	130,1	142,2	138,7	144,7	148,0	144,9	139,0
2 ^e trimestre ..	146,4	147,6	152,1	143,7	146,3	148,4	147,2	172,3	133,6	146,3	137,2	151,0	152,5	150,4	140,0
3 ^e trimestre ..	148,3	148,0	150,2	146,0	148,6	151,3	148,4	174,5	134,4	154,2	136,5	151,5	155,1	153,2	141,7
4 ^e trimestre ..	149,6	156,5	153,6	159,3	148,1	152,1	144,0	173,7	130,8	153,4	138,3	154,7	153,2	151,8	142,5
1977 1 ^{er} trimestre ..	152,5	160,4	154,5	166,4	150,7	153,5	149,0	176,0	133,9	155,7	139,6	159,2	156,6	154,2	144,9
2 ^e trimestre ..	152,3	163,3	156,8	169,5	149,9	153,8	145,7	174,2	133,2	154,4	137,9	159,9	154,8	152,6	145,1
1976 Juillet	147,9	146,2	143,9	148,4	148,5	150,9	149,5	173,8	134,9	154,0	136,3	151,0	155,4	153,7	141,0
Août	148,1	148,3	152,7	144,2	148,3	150,9	147,9	174,0	134,6	153,3	136,7	151,0	154,2	152,9	141,7
Septembre ...	149,0	149,5	154,1	145,3	149,0	152,1	147,9	175,7	133,7	155,2	136,5	152,6	155,8	153,0	142,5
Octobre	149,7	156,9	153,1	160,4	148,2	151,9	144,8	174,7	131,2	152,6	137,4	154,7	153,7	151,6	142,6
Novembre	149,6	156,9	154,1	159,4	148,1	152,2	144,2	172,7	130,5	153,7	138,7	154,7	153,7	151,7	142,4
Décembre	149,4	155,9	153,4	158,2	148,0	152,3	143,1	173,7	130,6	153,9	138,6	154,7	152,3	152,0	142,7
1977 Janvier	152,1	160,5	153,8	167,0	150,2	153,4	147,9	175,4	133,0	155,0	139,5	159,2	155,7	153,7	144,7
Février	152,6	159,3	154,7	164,8	151,0	153,5	149,9	176,7	134,7	155,5	139,6	159,2	157,1	154,7	145,0
Mars	152,8	161,3	155,1	167,4	150,9	153,8	149,2	175,8	134,1	156,5	139,6	159,2	157,0	154,4	145,0
Avril	152,7	163,2	156,3	169,9	150,4	154,0	147,2	175,3	133,1	155,3	139,6	159,5	155,9	153,3	145,2
Mai	152,3	163,0	156,0	169,7	149,9	153,9	145,3	174,4	133,7	154,2	136,8	160,1	154,8	153,0	144,9
Juin	151,9	163,6	158,1	168,9	149,2	153,6	144,4	173,0	133,0	153,7	137,1	160,1	153,6	151,5	145,1
Juillet	150,6	158,5	157,5	159,4	148,9	154,0	142,3	172,8	132,6	155,3	137,0	160,1	152,9	150,7	145,2

¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

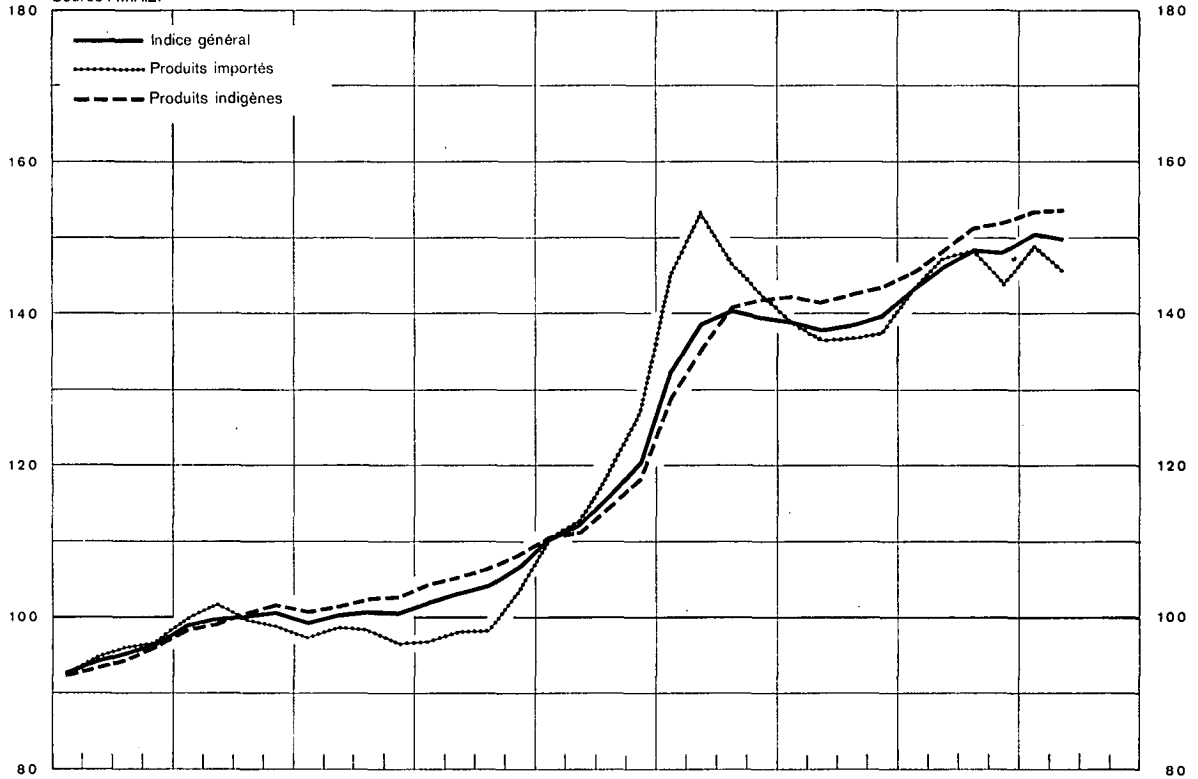
² Ancienne série calculée en partant de prix comprenant certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

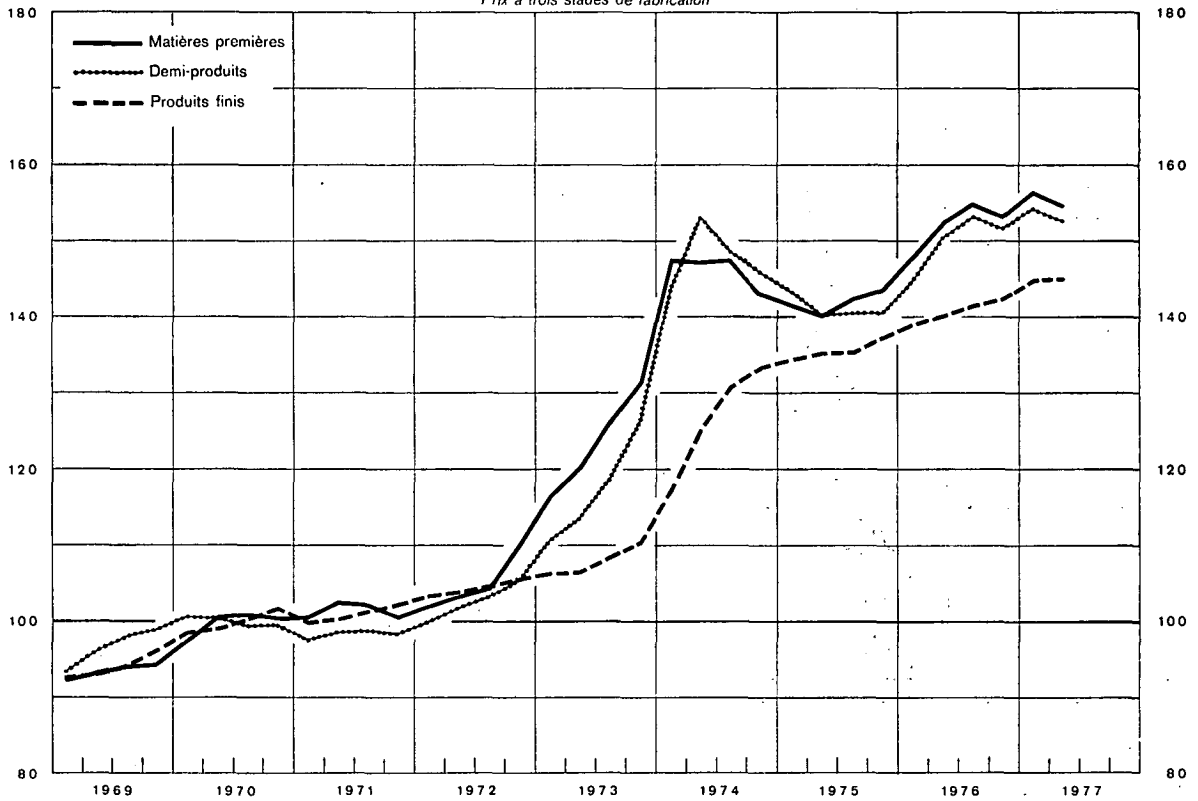
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

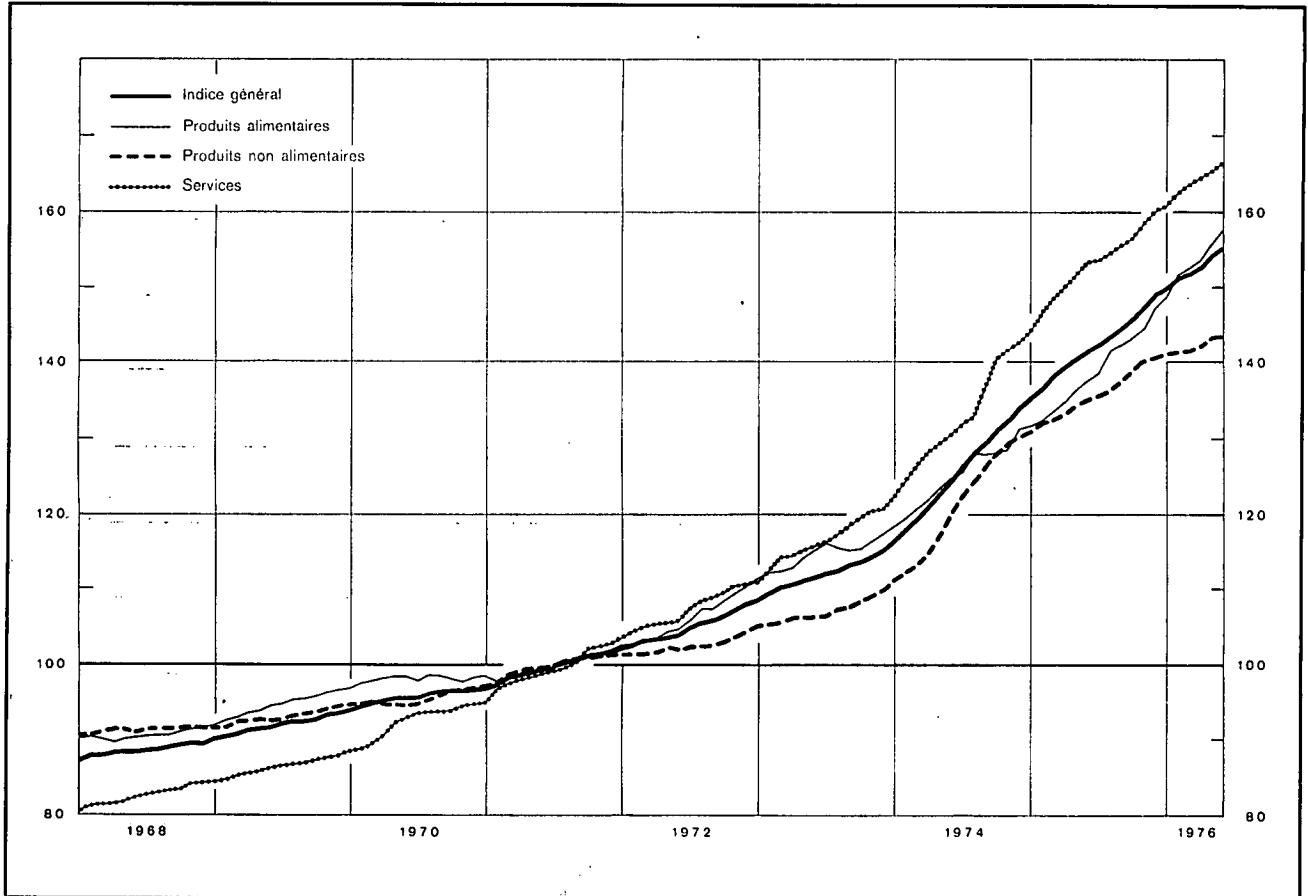
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100

Source : M.A.E.



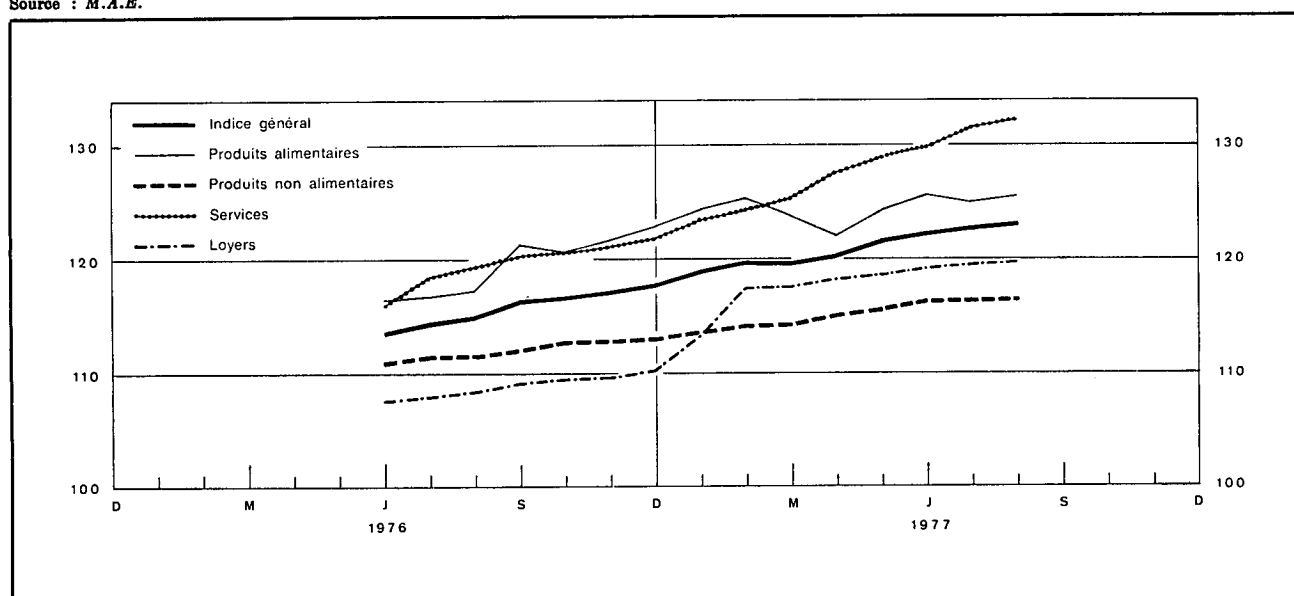
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
Coefficients de pondération en p.c. de l'indice général jusque février 1972	100,00		41,56		37,01		21,43	
de mars 1972 à mai 1976	100,00		30,00		40,00		30,00	
1968	88,89		90,64		91,41		82,78	
1969	92,23		94,83		93,18		86,62	
1970	95,84		98,13		95,67		92,69	
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1975	143,31		140,08		136,55		154,07	
		1975		1976		1975		1976
1 ^{er} trimestre	137,92	152,05	133,65	152,59	132,82	141,70	148,49	163,41
2 ^e trimestre	141,55		137,35		135,11		152,76	
3 ^e trimestre	144,79		142,36		137,53		155,26	
4 ^e trimestre	148,97		148,95		140,76		159,76	
Janvier	136,59	151,38	132,31	151,75	132,13	141,38	146,75	162,33
Février	138,13	151,90	133,74	152,37	132,89	141,54	148,72	163,55
Mars	139,04	152,87	134,89	153,65	133,43	142,18	149,99	164,36
Avril	140,59	154,27	136,18	155,87	134,50	143,26	151,63	165,27
Mai	141,77	155,40	137,62	157,59	135,08	143,93	153,27	166,54
Juin	142,28		138,26		135,74		153,38	
Juillet	143,65		141,82		136,12		154,31	
Août	144,74		142,14		137,46		155,27	
Septembre	145,98		143,13		139,00		156,21	
Octobre	147,64		144,63		140,34		158,28	
Novembre	149,23		147,33		140,86		160,03	
Décembre	150,03		148,95		141,09		160,97	

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1976 3 ^e trimestre	115,32	118,43	111,73	119,37	108,53
4 ^e trimestre	117,23	121,74	112,92	121,23	109,68
1977 1 ^{er} trimestre	119,57	124,55	114,05	124,32	116,13
2 ^e trimestre	121,51	123,95	115,78	128,84	118,68
1976 Août	114,97 ¹	117,25 ¹	111,63	119,33	108,44
Septembre	116,46	121,31	112,07	120,24	109,16
Octobre	116,72	120,65	112,79	120,65	109,34
Novembre	117,16	121,71	112,86	121,12	109,60
Décembre	117,80	122,87	113,12	121,91	110,10
1977 Janvier	119,01	124,51	113,66	123,38	113,48
Février	119,91	125,38	114,22	124,28	117,42
Mars	119,80	123,77	114,27	125,29	117,49
Avril	120,45	121,98	115,25	127,68	118,17
Mai	121,66	124,35	115,79	129,01	118,69
Juin	122,42	125,51	116,30	129,82	119,19
Juillet	122,79	124,93	116,36	131,55	119,56
Août	123,18	125,38	116,54	132,22	119,94

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,87. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

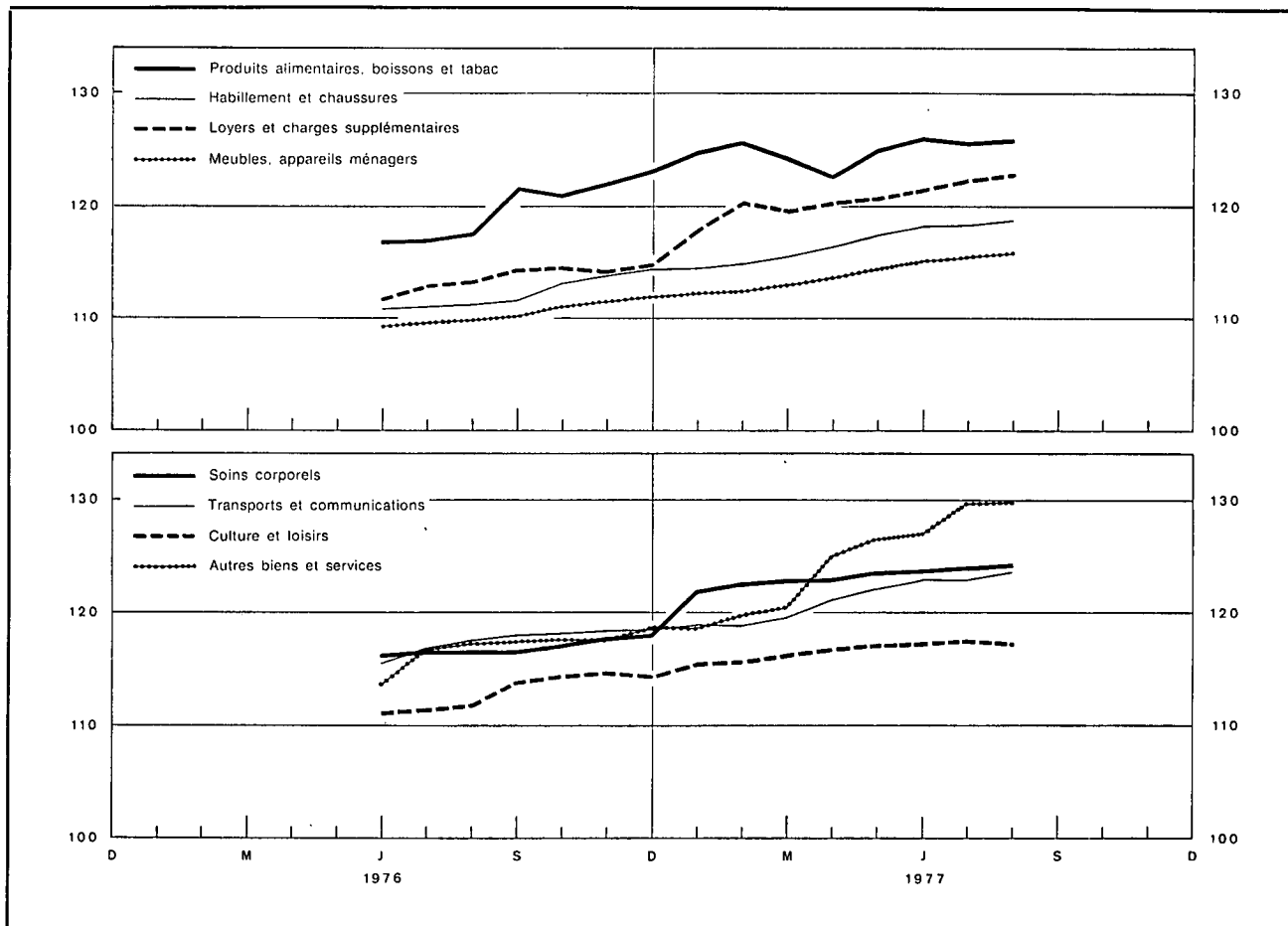
à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.
¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

VII - 4c. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1976 3 ^e trimestre	115,32	118,69	111,26	113,56	109,79	116,63	117,41	112,30	117,12
4 ^e trimestre	117,23	122,06	113,82	114,57	111,57	117,66	118,30	114,49	117,88
1977 1 ^{er} trimestre	119,57	125,00	114,97	119,33	112,62	122,50	119,07	115,81	119,70
2 ^e trimestre	121,51	124,58	117,39	120,82	114,51	123,48	122,10	117,13	126,25
1976 Août	114,97 ¹	117,57 ¹	111,20	113,32	109,81	116,63	117,43	111,81	117,26
Septembre	116,46	121,45	111,56	114,38	110,08	116,60	118,02	113,80	117,35
Octobre	116,72	120,95	113,23	114,64	111,11	117,14	118,09	114,36	117,41
Novembre	117,16	122,05	113,86	114,21	111,56	117,87	118,37	114,71	117,49
Décembre	117,80	123,17	114,36	114,87	112,05	117,96	118,44	114,41	118,73
1977 Janvier	119,01	124,76	114,48	117,99	112,21	121,99	118,88	115,39	118,69
Février	119,91	125,84	114,89	120,27	112,57	122,66	118,80	115,72	119,86
Mars	119,80	124,39	115,54	119,72	113,09	122,85	119,53	116,33	120,54
Avril	120,45	122,70	116,50	120,20	113,78	123,02	121,24	116,81	125,10
Mai	121,66	124,96	117,44	120,72	114,49	123,56	122,14	117,18	126,65
Juin	122,42	126,07	118,23	121,53	115,26	123,87	122,93	117,39	127,00
Juillet	122,79	125,52	118,27	122,37	115,34	124,03	122,88	117,51	129,88
Août	123,18	125,95	118,75	122,80	115,87	124,31	123,60	117,38	129,94

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

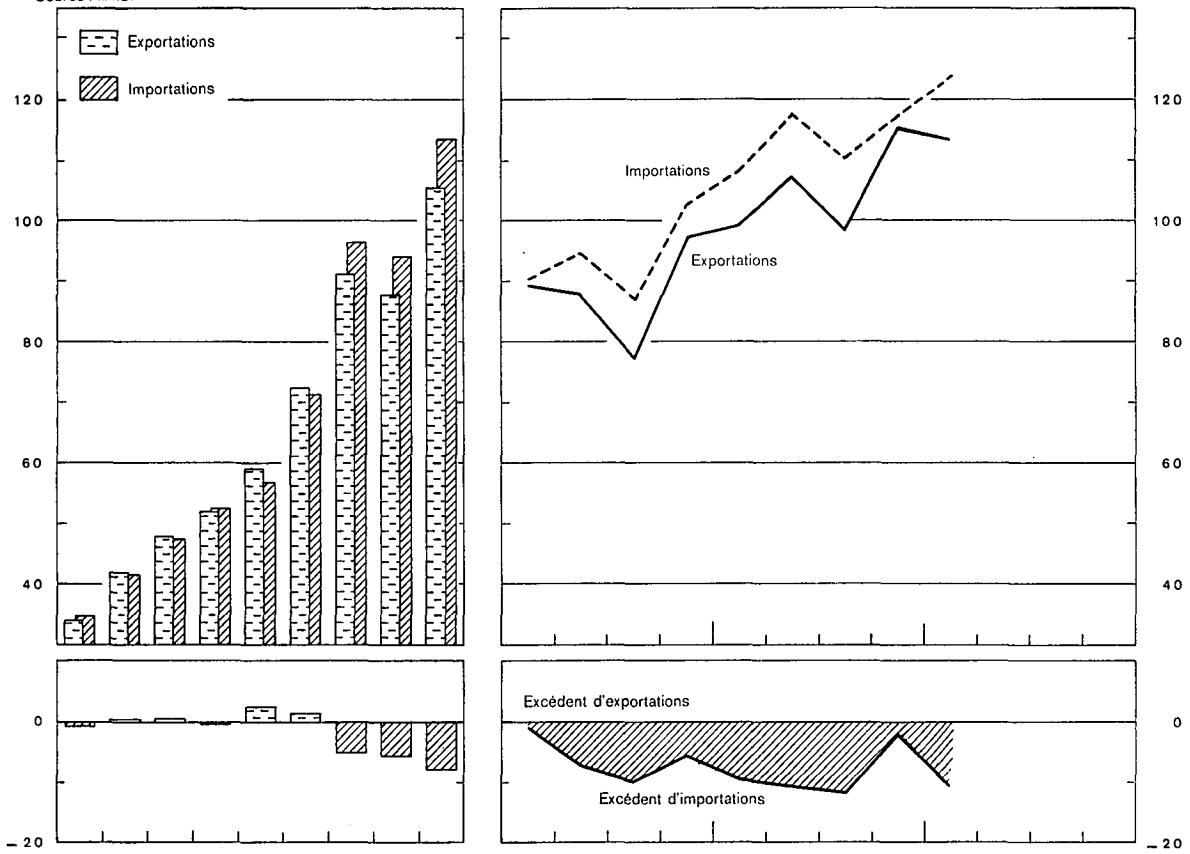
¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

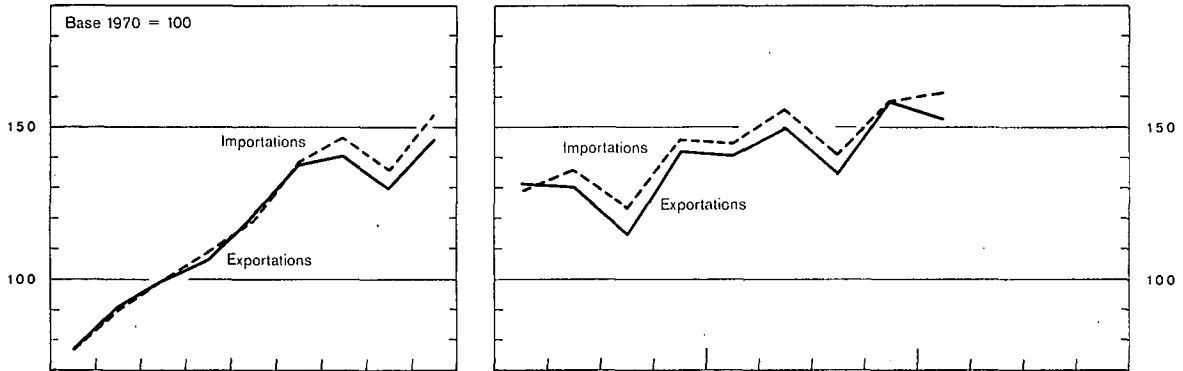
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

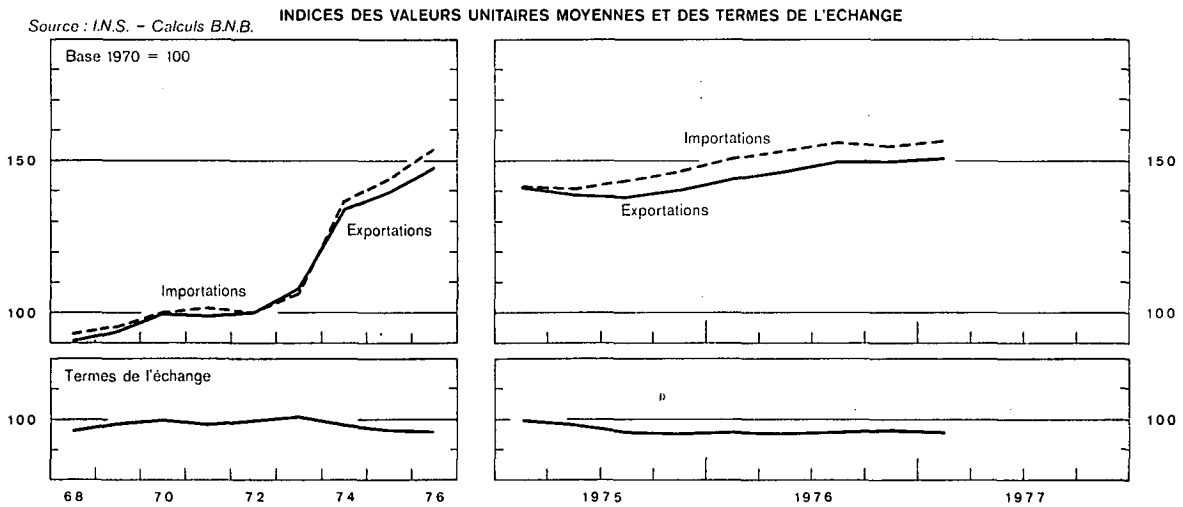
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976	113,6	105,4	- 8,2	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1975 2 ^e trimestre	94,8	87,9	- 6,9	93	136,1	130,4	141,4	139,5	98,7
3 ^e trimestre	87,6	77,6	- 10,0	89	123,8	115,2	144,0	138,6	96,3
4 ^e trimestre	103,1	97,5	- 5,6	95	145,8	142,5	147,0	140,5	95,6
1976 1 ^{er} trimestre	108,6	99,5	- 9,1	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
2 ^e trimestre	118,1	107,5	- 10,6	91	156,4	149,9	153,5	146,8	95,6
3 ^e trimestre	110,4	98,8	- 11,6	89	141,3	134,8	156,1	150,1	96,2
4 ^e trimestre	117,5	115,8	- 1,7	99	159,4	159,0	155,2	150,1	96,7
1977 1 ^{er} trimestre	124,1	113,5	- 10,6	91	162,2	152,8	157,1	150,9	96,1
2 ^e trimestre	122,7	115,9	- 6,8	94					
1976 6 premiers mois	113,3	103,5	- 9,8	91	150,7	145,4	152,2	145,7	95,7
7 premiers mois	111,7	101,9	- 9,8	91					
8 premiers mois	111,2	99,9	- 11,3	90					
9 premiers mois	112,3	101,9	- 10,4	91	147,5	141,9	153,5	147,2	95,9
10 premiers mois	113,3	104,0	- 9,3	92					
11 premiers mois	113,7	104,0	- 9,7	91					
12 mois	113,6	105,4	- 8,2	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977 1 ^{er} mois	116,6	100,5	- 16,1	86					
2 premiers mois	117,5	103,2	- 14,3	88					
3 premiers mois	124,2	113,6	- 10,6	91	162,2	152,8	157,1	150,9	96,1
4 premiers mois	124,1	113,4	- 10,7	92					
5 premiers mois	123,1	112,6	- 10,5	92					
6 premiers mois	123,5	114,7	- 8,8	93					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100.$

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	9,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
2 ^e trimestre	26,29	10,82	8,42	11,82	3,88	4,56	2,70	3,65	3,51	1,95	1,94	1,00	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,57	87,26
3 ^e trimestre	23,00	7,82	8,54	10,85	3,27	4,62	2,80	3,96	3,12	1,88	1,58	0,89	0,48	0,34	0,29	0,28	0,28	0,12	0,21	0,11	3,17	77,12
4 ^e trimestre	28,78	9,36	9,63	13,14	4,49	6,34	3,90	5,54	3,34	2,26	2,23	1,13	0,57	1,00	0,42	0,35	0,39	0,14	0,23	0,11	4,09	97,45
1976 1 ^{er} trimestre	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
2 ^e trimestre	33,75	11,33	10,18	14,87	5,13	5,54	4,39	3,46	4,19	2,52	2,16	1,34	0,66	0,97	0,47	0,42	0,31	0,13	0,30	0,16	4,70	106,98
3 ^e trimestre	27,34	10,49	8,67	14,27	5,01	5,38	3,96	6,65	3,91	2,26	1,76	1,19	0,64	0,79	0,39	0,37	0,30	0,15	0,25	0,17	4,30	98,25
4 ^e trimestre	35,44	10,97	11,12	15,50	6,09	6,78	5,03	5,69	4,05	2,60	2,54	1,48	0,70	1,00	0,46	0,40	0,38	0,18	0,28	0,17	4,09	116,45
1977 1 ^{er} trimestre	33,67	10,21	11,06	15,82	5,67	6,42	5,63	5,12	4,07	2,51	2,23	1,38	0,65	1,31	0,42	0,39	0,35	0,12	0,29	0,19	5,93	112,94
1976 5 premiers mois	32,05	10,59	10,18	14,07	4,27	5,67	3,94	2,85	3,73	2,42	2,07	1,22	0,63	0,99	0,40	0,37	0,33	0,13	0,26	0,11	4,61	100,88
6 premiers mois	32,55	10,83	10,13	14,46	4,50	5,70	4,10	3,48	3,87	2,46	2,05	1,25	0,63	0,98	0,42	0,38	0,32	0,13	0,27	0,12	4,63	103,30
7 premiers mois	31,53	10,66	9,85	14,35	4,52	5,63	4,29	3,64	3,80	2,43	2,02	1,23	0,63	0,95	0,41	0,37	0,32	0,13	0,27	0,12	4,57	101,71
8 premiers mois	30,56	10,41	9,47	14,23	4,53	5,56	3,95	3,98	3,89	2,38	1,94	1,20	0,62	0,91	0,40	0,37	0,31	0,13	0,26	0,12	4,43	97,42
9 premiers mois	30,89	10,66	9,63	14,41	4,68	5,63	4,06	4,54	3,90	2,40	1,97	1,23	0,64	0,92	0,41	0,38	0,32	0,14	0,26	0,13	4,54	101,72
10 premiers mois	31,32	10,84	9,85	14,60	4,87	5,76	4,21	4,79	3,93	2,43	2,05	1,26	0,65	0,93	0,42	0,39	0,32	0,15	0,27	0,14	4,68	103,85
11 premiers mois	31,34	10,74	9,90	14,54	4,91	5,82	4,22	4,67	3,90	2,43	2,07	1,27	0,64	0,94	0,41	0,38	0,32	0,15	0,27	0,14	4,72	103,78
12 mois	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 1 ^{er} mois	29,58	9,63	10,02	14,40	5,48	6,24	4,35	3,38	3,31	2,26	1,97	1,27	0,58	1,16	0,37	0,36	0,27	0,15	0,25	0,17	4,49	99,69
2 premiers mois	30,59	9,60	10,03	14,63	5,22	6,05	4,86	3,72	3,78	2,30	1,98	1,27	0,58	1,21	0,38	0,34	0,31	0,12	0,25	0,17	4,92	102,31
3 premiers mois	33,67	10,21	11,06	15,82	5,67	6,42	5,63	5,12	4,07	2,51	2,23	1,38	0,65	1,31	0,42	0,39	0,35	0,12	0,29	0,19	5,93	112,94
4 premiers mois	33,80	10,10	10,82	15,87	5,67	6,50	5,50	5,25	4,18	2,52	2,19	1,39	0,67	1,31	0,43	0,40	0,37	0,12	0,30	0,20	5,47	113,08
5 premiers mois	33,71	10,08	10,65	15,81	5,74	6,48	5,55	5,19	4,12	2,50	2,15	1,37	0,68	1,32	0,42	0,40	0,33	0,12	0,32	0,20	5,43	112,55

W. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48
3 ^e trimestre ..	52,24	14,77	2,10	5,17	2,58	0,79	0,28	0,76	0,24	1,90	0,44	7,59	1,90	2,60	4,39	1,67	4,62	20,27	2,49	3,50	1,86	12,41	10,85	1,47	84,83
4 ^e trimestre ..	65,41	18,95	2,69	6,84	3,80	1,07	0,35	0,93	0,29	2,18	0,52	8,05	2,89	3,64	6,70	1,90	4,61	22,94	3,16	4,25	2,10	13,43	13,92	0,82	103,09
1976 1 ^{er} trimestre ..	65,82	20,51	3,25	5,91	4,27	1,19	0,48	1,09	0,33	2,08	0,61	5,90	2,34	4,06	7,11	1,89	4,80	25,35	3,26	4,05	2,32	15,72	12,14	1,19	104,50
2 ^e trimestre ..	75,27	23,99	3,54	5,96	4,83	1,28	0,50	1,21	0,30	2,31	0,53	7,92	4,27	4,01	7,76	2,01	4,85	25,68	3,30	4,60	2,15	15,63	12,65	1,26	114,86
3 ^e trimestre ..	67,51	20,53	2,89	6,36	4,10	1,11	0,40	1,03	0,31	2,00	0,48	10,29	1,56	3,56	6,66	1,79	4,44	24,44	3,10	4,68	1,92	14,74	11,43	1,44	104,82
4 ^e trimestre ..	74,67	23,36	3,08	7,28	4,49	1,43	0,45	1,18	0,35	2,38	0,59	8,88	2,63	4,31	7,26	2,23	4,78	27,91	3,66	5,24	2,33	16,67	13,52	1,34	117,45
1977 1 ^{er} trimestre ..	76,54	22,82	3,38	7,05	5,31	1,36	0,56	1,14	0,33	2,41	0,62	10,51	1,88	4,07	7,77	2,31	5,02	29,54	3,11	5,58	2,27	18,58	13,85	1,25	121,18

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1975				1976				1977
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	162,7	150,9	149,0	152,1	155,1	159,0	163,1	165,2	163,4	164,5
Biens de consommation ...	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	140,4	127,8	127,9	131,8	134,9	137,8	137,8	142,1	143,4	147,8
Biens d'équipement	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	136,1	125,8	128,6	132,2	133,3	136,8	136,9	136,1	135,1	135,3
Ensemble ...	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	153,9	142,0	141,4	144,0	147,0	150,8	153,5	156,1	155,2	157,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	147,1	158,3	144,1	137,4	133,2	138,6	147,8	153,6	149,0	142,1
Fabrications métalliques ...	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	148,4	137,2	136,9	139,0	143,1	145,7	148,5	144,6	150,2	151,7
Métaux non ferreux	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	103,6	97,6	92,8	95,4	93,8	94,2	102,1	110,7	105,9	103,9
Textiles	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	130,8	129,6	125,4	126,7	125,6	128,3	128,5	132,9	133,4	135,1
Produits chimiques	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	151,3	149,8	147,8	140,9	142,0	151,9	152,7	152,4	151,3	151,6
Industrie houillère	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	171,1	163,2	116,3	153,0	153,1	162,4	176,4	137,8	150,2	186,7
Industrie pétrolière	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	307,5	225,1	254,9	268,2	282,9	298,4	302,0	313,5	311,9	306,0
Verres et glaces	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	118,8	116,8	119,6	119,0	120,2	120,0	120,6	120,9	120,7	120,0
Produits agricoles	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	145,4	130,4	132,8	135,3	141,1	147,3	143,8	147,2	146,9	150,9
Ciments	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	164,2	158,3	160,0	163,4	160,5	166,4	166,5	165,0	167,6	172,9
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	147,0	129,6	134,2	135,2	137,2	142,9	143,8	149,7	151,3	159,6
Carrières	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	141,8	131,5	133,9	138,5	146,8	144,2	142,5	145,0	143,2	146,9
Céramiques	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	190,5	171,9	173,4	176,7	175,0	186,2	184,3	193,7	198,3	200,8
Bois et meubles	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	141,3	134,4	134,6	136,4	139,0	137,8	141,0	143,9	144,3	150,8
Peaux, cuirs et chaussures .	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	137,9	118,1	113,3	119,6	120,4	128,3	139,9	146,9	144,1	150,2
Papier et livres	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	148,6	152,3	150,8	147,8	148,0	148,8	146,5	150,1	149,0	150,1
Tabacs manufacturés	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	140,1	145,1	151,4	140,6	147,4	145,2	129,2	140,5	144,3	150,0
Caoutchouc	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	147,4	144,3	143,4	144,2	143,9	145,2	147,3	147,4	149,1	149,0
Industries alimentaires	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	143,4	150,9	146,5	142,3	143,1	141,7	140,5	144,0	148,5	148,0
Divers	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	175,8	197,6	197,3	202,7	168,6	179,4	196,7	193,0	187,9	211,5	230,0
Ensemble ...	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	147,8	141,7	139,5	138,6	140,5	144,6	146,8	150,1	150,1	150,9
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	96,0	99,8	98,7	96,3	95,6	95,9	95,6	96,2	96,7	96,1

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1975				1976				1977
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	141,4	114,7	121,8	110,2	133,3	130,0	145,0	129,4	144,2	145,8
Biens de consommation ...	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	200,8	168,8	172,0	165,3	181,8	196,5	199,6	183,2	208,4	216,3
Biens d'équipement	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	147,3	141,1	151,2	129,5	150,9	142,1	146,1	133,6	160,9	162,3
Ensemble ...	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	154,5	128,9	136,1	123,8	145,8	144,9	156,4	141,3	159,4	162,2
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	102,2	119,0	105,1	80,2	98,6	103,2	108,1	96,1	103,0	100,6
Fabrications métalliques ...	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	163,9	136,5	147,8	126,8	154,1	161,6	173,4	140,3	180,4	172,1
Métaux non ferreux	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	119,9	102,3	103,7	86,8	119,5	100,9	125,0	112,3	142,6	136,1
Textiles	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	137,4	123,2	119,8	106,4	136,9	140,1	141,8	117,3	149,9	147,0
Produits chimiques	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	195,2	164,4	161,0	156,3	186,7	183,6	196,7	189,4	206,5	211,0
Industrie houillère	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	56,0	90,4	111,9	55,8	59,4	54,5	49,3	70,1	74,8	44,4
Industrie pétrolière	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	140,3	121,3	124,9	129,5	170,3	105,2	102,9	190,8	162,7	149,7
Verres et glaces	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	112,7	95,7	86,7	77,4	98,0	100,9	114,1	101,5	127,1	119,2
Produits agricoles	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	158,5	161,5	139,1	136,7	180,4	163,4	152,9	147,4	181,7	170,1
Ciments	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	103,6	61,3	66,4	72,9	71,0	56,5	110,8	120,8	121,9	130,5
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,6	122,5	124,1	106,5	124,8	118,3	141,6	122,4	126,7	118,9
Carrières	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	124,9	118,2	126,7	103,9	120,6	107,2	138,5	111,4	135,0	117,3
Céramiques	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	125,4	98,3	120,4	114,9	109,8	115,8	143,7	112,5	126,9	124,0
Bois et meubles	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	180,3	152,8	159,0	127,7	175,7	173,8	184,3	146,7	207,9	177,6
Peaux, cuirs et chaussures .	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	112,6	110,9	114,8	99,8	113,9	112,6	113,6	105,7	112,4	104,8
Papier et livres	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	148,2	120,2	114,2	113,2	134,7	146,2	155,0	135,8	157,2	151,0
Tabacs manufacturés	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	185,4	205,4	196,5	157,2	208,1	181,9	186,3	166,0	207,1	180,4
Caoutchouc	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	215,5	208,1	226,7	196,7	235,8	230,8	220,9	179,1	230,8	231,7
Industries alimentaires	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	186,1	160,9	163,5	149,3	160,1	169,0	202,8	185,3	185,6	184,8
Divers	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	133,1	115,2	111,6	107,9	129,5	127,2	135,5	123,8	148,0	131,5
Ensemble ...	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	146,1	131,7	130,4	115,2	142,5	140,9	149,9	134,8	159,0	152,8

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.
(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1976	25,62	24,50	- 1,12	18,51	22,15	+ 3,64	19,61	17,87	- 1,74
1975 2 ^e trimestre	21,00	19,92	- 1,08	17,23	17,04	- 0,19	15,79	15,43	- 0,36
3 ^e trimestre	18,97	18,00	- 0,97	14,47	14,51	+ 0,04	14,75	13,42	- 1,33
4 ^e trimestre	22,68	21,52	- 1,16	17,75	19,79	+ 2,04	16,85	16,47	- 0,38
1976 1 ^{er} trimestre	24,62	23,46	- 1,16	19,12	21,91	+ 2,79	19,80	16,23	- 3,57
2 ^e trimestre	26,55	25,45	- 1,10	19,85	23,60	+ 3,75	20,56	18,23	- 2,33
3 ^e trimestre	24,23	23,72	- 0,51	16,29	19,67	+ 3,38	18,02	16,62	- 1,40
4 ^e trimestre	27,08	25,39	- 1,69	18,79	23,43	+ 4,64	20,07	20,40	+ 0,33
1977 1 ^{er} trimestre	27,27	25,31	- 1,96	20,46	22,97	+ 2,51	20,24	19,32	- 0,92
2 ^e trimestre	26,72	26,05	- 0,67	19,57	22,60	+ 3,03	21,65	19,71	- 1,94
1976 6 premiers mois	25,59	24,45	- 1,14	19,48	22,75	+ 3,27	20,18	17,23	- 2,95
7 premiers mois	24,97	24,08	- 0,89	19,16	22,38	+ 3,22	19,25	16,70	- 2,55
8 premiers mois	24,68	23,76	- 0,92	18,42	21,44	+ 3,02	19,34	16,42	- 2,92
9 premiers mois	25,13	24,21	- 0,92	18,42	21,73	+ 3,31	19,46	17,03	- 2,43
10 premiers mois	25,41	24,51	- 0,90	18,51	22,05	+ 3,54	19,63	17,43	- 2,20
11 premiers mois	25,53	24,36	- 1,17	18,45	22,10	+ 3,65	19,88	17,57	- 2,31
12 mois	25,62	24,50	- 1,12	18,51	22,15	+ 3,64	19,61	17,87	- 1,74
1977 1 ^{er} mois	24,16	21,47	- 2,69	17,72	21,13	+ 3,41	21,65	16,46	- 5,19
2 premiers mois	25,29	22,49	- 2,80	18,58	20,85	+ 2,27	19,88	17,15	- 2,73
3 premiers mois	27,27	25,31	- 1,96	20,46	22,97	+ 2,51	20,24	19,32	- 0,92
4 premiers mois	27,12	25,22	- 1,90	20,22	22,93	+ 2,71	19,52	19,20	- 0,32
5 premiers mois	26,86	25,15	- 1,71	19,77	22,61	+ 2,84	20,80	19,09	- 1,71
6 premiers mois	27,00	25,68	- 1,32	20,02	22,78	+ 2,76	20,95	19,51	- 1,44
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976	4,34	4,99	+ 0,65	7,67	6,36	- 1,31	76,73	77,68	+ 0,95
1975 2 ^e trimestre	3,55	3,18	- 0,37	5,97	5,51	- 0,46	64,19	62,30	- 1,89
3 ^e trimestre	3,83	3,02	- 0,81	5,12	5,14	+ 0,02	57,86	55,17	- 2,69
4 ^e trimestre	3,87	4,78	+ 0,91	6,87	6,33	- 0,54	68,88	70,63	+ 1,75
1976 1 ^{er} trimestre	4,13	4,66	+ 0,53	7,60	5,52	- 2,08	76,16	73,47	- 2,69
2 ^e trimestre	4,28	5,06	+ 0,78	8,26	6,11	- 2,15	80,58	79,95	- 0,63
3 ^e trimestre	4,51	4,50	- 0,01	6,86	6,03	- 0,83	70,81	72,54	+ 1,73
4 ^e trimestre	4,44	5,76	+ 1,32	7,97	7,78	- 0,19	79,35	84,77	+ 5,42
1977 1 ^{er} trimestre	4,90	5,89	+ 0,99	8,64	7,22	- 1,42	82,41	82,53	+ 0,12
2 ^e trimestre	4,95	4,82	- 0,13	10,26	7,87	- 2,39	84,19	82,92	- 1,27
1976 6 premiers mois	4,20	4,86	+ 0,66	7,93	5,82	- 2,11	78,37	76,71	- 1,66
7 premiers mois	4,23	4,80	+ 0,57	7,75	5,84	- 1,91	76,33	75,42	- 0,91
8 premiers mois	4,26	4,65	+ 0,39	7,65	5,76	- 1,89	75,30	73,65	- 1,65
9 premiers mois	4,31	4,74	+ 0,43	7,57	5,89	- 1,68	75,85	75,32	- 0,53
10 premiers mois	4,36	4,85	+ 0,49	7,69	6,19	- 1,50	76,56	76,83	+ 0,27
11 premiers mois	4,34	4,88	+ 0,54	7,75	6,18	- 1,57	76,93	76,89	- 0,04
12 mois	4,34	4,99	+ 0,65	7,67	6,36	- 1,31	76,73	77,68	+ 0,95
1977 1 ^{er} mois	4,09	5,75	+ 1,66	8,09	5,78	- 2,31	76,48	72,08	- 4,40
2 premiers mois	4,56	5,57	+ 1,01	8,29	6,11	- 2,18	77,44	73,88	- 3,56
3 premiers mois	4,90	5,89	+ 0,99	8,64	7,22	- 1,42	82,41	82,53	+ 0,12
4 premiers mois	4,84	5,57	+ 0,73	8,93	7,24	- 1,69	81,54	81,96	+ 0,42
5 premiers mois	4,79	5,43	+ 0,64	9,47	7,41	- 2,06	82,60	81,50	- 1,10
6 premiers mois	4,93	5,35	+ 0,42	9,45	7,54	- 1,91	83,30	82,72	- 0,58

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E.			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1969	29,35 ¹	33,79 ¹	+ 4,44 ¹	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,74	71,96	+ 2,22	6,29	5,13	- 1,16	4,31	3,03	- 1,28
1975	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1976	83,15	86,09	+ 2,94	6,97	3,74	- 3,23	4,96	3,90	- 1,06
1975 2 ^e trimestre	70,58	69,70	- 0,88	5,49	3,52	- 1,97	4,15	3,14	- 1,01
3 ^e trimestre	63,67	61,54	- 2,13	4,99	2,89	- 2,10	3,50	2,78	- 0,72
4 ^e trimestre	75,43	78,38	+ 2,95	7,32	4,38	- 2,94	4,38	2,98	- 1,40
1976 1 ^{er} trimestre	82,78	81,60	- 1,18	6,40	3,51	- 2,89	4,94	3,76	- 1,18
2 ^e trimestre	86,90	87,99	+ 1,09	7,25	3,66	- 3,59	5,09	4,00	- 1,09
3 ^e trimestre	77,07	80,39	+ 3,32	6,71	3,47	- 3,24	4,80	3,72	- 1,08
4 ^e trimestre	85,84	94,41	+ 8,57	7,51	4,32	- 3,19	5,00	4,18	- 0,87
1977 1 ^{er} trimestre	88,65	92,24	+ 3,59	7,29	4,35	- 2,94	5,98	4,40	- 1,58
2 ^e trimestre	90,22	92,52	+ 2,30	8,32	4,82	- 3,50	6,05	4,19	- 1,86
1976 6 premiers mois	84,84	84,79	- 0,05	6,83	3,59	- 3,24	5,01	3,88	- 1,13
7 premiers mois	82,78	83,33	+ 0,55	6,80	3,57	- 3,23	4,98	3,86	- 1,12
8 premiers mois	87,67	81,50	- 0,17	6,73	3,44	- 3,29	4,90	3,81	- 1,09
9 premiers mois	82,25	83,32	+ 1,07	6,79	3,55	- 3,24	4,94	3,82	- 1,12
10 premiers mois	82,95	85,01	+ 2,06	6,89	3,67	- 3,22	4,98	3,87	- 1,11
11 premiers mois	83,33	85,11	+ 1,78	6,92	3,68	- 3,24	4,94	3,84	- 1,10
12 mois	83,15	86,09	+ 2,94	6,97	3,74	- 3,23	4,96	3,90	- 1,06
1977 1 ^{er} mois	82,30	80,91	- 1,39	6,93	3,65	- 3,28	6,52	3,91	- 2,61
2 premiers mois	83,16	82,64	- 0,52	6,85	3,95	- 2,90	6,13	4,18	- 1,95
3 premiers mois	88,65	92,24	+ 3,59	7,29	4,35	- 2,94	5,98	4,40	- 1,58
4 premiers mois	87,73	91,64	+ 3,91	7,48	4,27	- 3,21	6,20	4,30	- 1,90
5 premiers mois	88,66	91,01	+ 2,35	7,62	4,39	- 3,23	6,06	4,26	- 1,80
6 premiers mois	89,44	92,38	+ 2,94	7,80	4,59	- 3,21	6,02	4,29	- 1,73
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,47	0,65	- 1,82	1,85	2,69	+ 0,84
1975	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1976	2,45	1,64	- 0,81	2,01	0,50	- 1,51	1,89	2,54	+ 0,65
1975 2 ^e trimestre	1,63	1,78	+ 0,15	1,51	0,54	- 0,97	1,92	2,65	+ 0,73
3 ^e trimestre	1,81	1,82	+ 0,01	1,54	0,34	- 1,20	1,78	2,09	+ 0,31
4 ^e trimestre	1,94	2,14	+ 0,20	1,44	0,53	- 0,91	1,88	2,42	+ 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	1,96	1,62	- 0,34	1,21	0,41	- 0,80	2,02	2,30	+ 0,28
2 ^e trimestre	2,57	1,72	- 0,85	1,99	0,53	- 1,46	2,03	2,45	+ 0,42
3 ^e trimestre	2,90	1,59	- 1,31	2,45	0,50	- 1,95	1,77	2,64	+ 0,87
4 ^e trimestre	2,37	1,63	- 0,74	2,40	0,54	- 1,86	1,75	2,77	+ 1,02
1977 1 ^{er} trimestre	2,29	1,37	- 0,92	2,00	0,62	- 1,38	1,88	2,51	+ 0,63
2 ^e trimestre	2,39	1,87	- 0,52	2,21	0,53	- 1,68	2,37	2,52	+ 0,15
1976 6 premiers mois	2,26	1,67	- 0,59	1,60	0,47	- 1,13	2,02	2,38	+ 0,36
7 premiers mois	2,33	1,63	- 0,70	1,79	0,47	- 1,32	1,96	2,38	+ 0,42
8 premiers mois	2,40	1,62	- 0,78	1,89	0,47	- 1,42	1,90	2,43	+ 0,53
9 premiers mois	2,47	1,64	- 0,83	1,88	0,48	- 1,40	1,94	2,46	+ 0,52
10 premiers mois	2,47	1,66	- 0,81	1,99	0,49	- 1,50	1,90	2,53	+ 0,63
11 premiers mois	2,48	1,62	- 0,86	2,07	0,48	- 1,59	1,88	2,46	+ 0,58
12 mois	2,45	1,64	- 0,81	2,01	0,50	- 1,51	1,89	2,54	+ 0,65
1977 1 ^{er} mois	2,08	1,20	- 0,88	2,17	0,53	- 1,64	1,71	2,50	+ 0,79
2 premiers mois	2,13	1,39	- 0,74	1,91	0,57	- 1,34	1,75	2,53	+ 0,78
3 premiers mois	2,29	1,37	- 0,92	2,00	0,62	- 1,38	1,88	2,51	+ 0,63
4 premiers mois	2,26	1,48	- 0,78	2,04	0,64	- 1,40	1,98	2,51	+ 0,53
5 premiers mois	2,31	1,42	- 0,89	2,18	0,61	- 1,57	1,99	2,46	+ 0,47
6 premiers mois	2,34	1,62	- 0,72	2,10	0,57	- 1,53	2,12	2,51	+ 0,39

¹ Non compris la Finlande.

² Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge de*

Commerce extérieur. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.).* *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.).* *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	+ 11,3	- 15,3	992,7	1.068,8	- 76,1
1.12 Travail à façon	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	31,7	10,3	+ 21,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	21,5	—	+ 21,5
1.14 Or non monétaire .....	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	+ 1,0	10,0	13,2	- 3,2
1.2 Frets ²	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	53,4	45,5	+ 7,9
1.3 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,5	1,3	1,7	- 0,4
1.4 Autres frais de transport	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	20,2	20,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	- 20,1	33,0	55,7	- 22,7
1.6 Revenus d'investissements	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	155,4	132,1	+ 23,3
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	27,5	10,5	+ 17,0
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	15,3	9,4	+ 5,9
1.82 Autres	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	91,4	79,4	+ 12,0
Total 1 ...	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	+ 50,4	+ 46,4	1.453,4	1.446,7	+ 6,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,6	+ 2,1	+ 1,5	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	13,5	19,9	- 6,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 9,4	- 10,1	- 10,3	- 14,5	- 15,2	- 18,5	21,8	34,4	- 12,6
Total 2 ...	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 14,6	- 21,5	35,3	54,3	- 19,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	—	1,2	- 1,2
3.112 Autres opérations	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	1,8	1,6	+ 0,2
3.12 Avoirs	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	...	2,1	- 2,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	1,8	4,9	- 3,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	1,6	1,4	+ 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	9,5	0,6	+ 8,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	- 36,1	—	12,9	- 12,9
4.312 Investissements directs	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	- 5,5	14,1	25,4	- 11,3
4.313 Immeubles	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	2,4	4,6	- 2,2
4.314 Autres (chiffres nets)	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	- 3,2	—	17,8	- 17,8
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	0,6	—	+ 0,6
4.322 Investissements directs	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	35,7	5,1	+ 30,6
4.323 Immeubles .....	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	3,5	1,0	+ 2,5
4.324 Autres (chiffres nets)	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	+ 4,3	9,6	—	+ 9,6
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	- 5,1	- 6,8	77,0	68,8	+ 8,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+ 11,2	4,4	—	+ 4,4
Total 1 à 5 ...	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	+ 25,1	1.571,9	1.574,7	- 2,8
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	—	—	+ 2,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	—	—	+ 3,6
6.212 Monnaies étrangères ⁶	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	—	—	+ 14,2
6.22 Organismes divers	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	—	—	- 0,5
6.23 B.N.B. ⁶	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	—	—	- 22,7
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1975			1976				1977 p	
	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 5,4	- 8,7	-10,4	-23,7	-14,2	-24,8	-13,4	-18,9	-21,4
1.12 Travail à façon	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,1	+ 3,7	+ 6,1	+ 6,0	+ 5,6	+ 7,0	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 6,7	+ 2,2	+ 5,3	+ 3,1	+ 5,7	+ 3,3	+ 9,4	+ 0,8	+ 2,9
1.14 Or non monétaire	+ 0,4	+ 1,2	- 0,8	- 1,0	- 1,2	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 1,7
1.2 Frets ²	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,5	+ 1,5	+ 2,1	+ 1,9	+ 2,4	+ 3,4	+ 2,6
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,3	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,2
1.4 Autres frais de transport	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,2	- 0,2	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,9
1.5 Déplacements à l'étranger	- 5,1	- 9,7	- 1,5	- 4,3	- 5,8	- 9,1	- 3,5	- 4,8	- 6,2
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 6,1	+ 5,2	+ 4,9	+ 5,8	+ 5,3	+ 7,3	+ 4,9	+ 3,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 3,8	+ 3,6	+ 4,3	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,7	+ 3,3	+ 4,8	+ 4,8
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,7	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,5	+ 1,5
1.82 Autres	+ 1,0	- 0,4	+ 2,9	+ 0,5	+ 2,6	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,2	+ 4,1
Total 1 ...	+10,0	+ 0,9	+11,5	- 9,2	+ 6,6	- 7,5	+16,8	+ 2,6	- 1,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 1,8	- 1,8	- 1,3	- 1,5	- 1,3	- 1,6
2.2 Transferts de l'Etat	- 6,1	- 4,1	- 4,2	- 3,4	- 3,6	- 2,6	- 3,0	- 1,5	- 4,0
Total 2 ...	- 7,2	- 4,5	- 5,1	- 5,2	- 5,4	- 3,9	- 4,5	- 2,8	- 5,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2
3.112 Autres opérations	+ 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,2	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,4
3.12 Avoirs	- 1,3	- 0,1	- 1,9	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 1,2	- 0,5	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,9	- 0,6	- 1,6	- 0,6	- 0,3	- 1,0	- 1,2	...	+ 0,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	...	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,4	- 0,3	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 1,7	- 0,6	- 0,4	+ 1,1	+ 3,9	+ 0,1	+ 3,8	+ 3,0	...
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	-11,1	- 6,2	-10,0	-10,5	+ 3,4	- 1,8	- 4,0	- 2,0	- 5,6
4.312 Investissements directs	- 2,9	...	- 0,6	- 3,9	- 3,0	- 0,9	- 3,5	- 0,8	- 7,1
4.313 Immeubles	- 0,9	- 0,5	- 0,9	- 0,6	- 0,6	- 0,8	- 0,2	- 0,4	- 0,7
4.314 Autres .....	...	- 0,5	- 1,1	- 2,3	- 3,6	- 8,7	- 3,2	- 1,2	- 4,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	- 0,1	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	- 0,2	+ 0,3	...	+ 2,2
4.322 Investissements directs	+ 7,5	+ 7,0	+11,9	+ 5,9	+ 3,7	+ 5,7	+15,3	+ 8,4	+12,8
4.323 Immeubles	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,4
4.324 Autres	+ 0,2	+ 0,2	+ 1,7	+ 3,7	+ 3,4	- 1,6	+ 4,1	+ 5,8	- 3,6
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 8,7	+ 0,3	+ 2,3	- 5,4	+ 7,6	- 6,9	+12,9	+14,0	- 4,8
5. Erreurs et omissions	+ 6,4	+ 0,9	+ 0,7	- 4,2	...	+ 7,0	+ 1,6	- 1,3	+ 7,4
Total 1 à 5 ...	- 0,4	- 3,0	+ 7,8	-24,6	+ 8,5	-12,3	+25,6	+12,5	- 4,2
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monét. de créances commerc. sur l'étranger	+ 1,0	...	- 3,1	+ 1,7	- 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,5
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	+ 0,8	- 4,4	- 6,7	+ 5,7	- 9,0	+20,0	-13,1	- 0,3	-17,0
6.212 Monnaies étrangères ⁵	- 1,5	+ 1,4	+ 9,5	+14,6	- 9,7	+ 2,5	+ 6,8	+ 8,3	- 1,1
6.22 Organismes divers	- 1,4	+ 1,7	- 1,0	- 1,2	+ 0,4	- 0,5	+ 0,8	+ 1,2	- 1,6
6.23 B.N.B. ⁵	+ 0,7	- 1,7	+ 9,1	-45,4	+27,5	-35,1	+30,3	+ 2,4	+13,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1977			1977			1976	1977 p
	1er trimestre p			2e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	6 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	258,6	277,5	-18,9	271,9	293,3	-21,4	-37,9 ^e	-40,3 ⁷
1.12 Travail à façon	9,9	2,9	+ 7,0	10,5	2,7	+ 7,8	+ 9,8	+14,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	0,8	—	+ 0,8	2,9	—	+ 2,9	+ 8,8	+ 3,7
1.14 Or non monétaire	3,2	3,7	- 0,5	1,8	3,5	- 1,7	- 2,2	- 2,2
1.2 Frets ²	14,6	11,2	+ 3,4	15,7	13,1	+ 2,6	+ 3,6	+ 6,0
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,4	0,5	- 0,1	0,3	0,5	- 0,2	- 0,1	- 0,3
1.4 Autres frais de transport	5,7	5,4	+ 0,3	6,6	5,7	+ 0,9	...	+ 1,2
1.5 Déplacements à l'étranger	7,6	12,4	- 4,8	9,1	15,3	- 6,2	-10,1	-11,0
1.6 Revenus d'investissements	38,9	34,0	+ 4,9	42,6	39,0	+ 3,6	+10,7	+ 8,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,1	2,3	+ 4,8	7,1	2,3	+ 4,8	+ 9,0	+ 9,6
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	3,7	2,2	+ 1,5	3,9	2,4	+ 1,5	+ 2,7	+ 3,0
1.82 Autres	26,8	22,6	+ 4,2	26,5	22,4	+ 4,1	+ 3,1	+ 8,3
Total 1 ...	377,3	374,7	+ 2,6	398,9	400,2	- 1,3	- 2,6	+ 1,3
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	3,7	5,0	- 1,3	4,0	5,6	- 1,6	- 3,6	- 2,9
2.2 Transferts de l'Etat	8,2	9,7	- 1,5	5,6	9,6	- 4,0	- 7,0	- 5,5
Total 2 ...	11,9	14,7	- 2,8	9,6	15,2	- 5,6	-10,6	- 8,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,1	- 0,1	—	0,2	- 0,2	- 0,8	- 0,3
3.112 Autres opérations	1,1	0,5	+ 0,6	0,9	0,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,0
3.12 Avoirs .....	...	0,5	- 0,5	...	0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,6
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	1,1	1,1	...	0,9	0,8	+ 0,1	- 0,9	+ 0,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	1,2	1,0	+ 0,2	0,1	0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	3,3	0,3	+ 3,0	0,4	0,4	...	+ 5,0	+ 3,0
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	2,0	- 2,0	—	5,6	- 5,6	- 7,1	- 7,6
4.312 Investissements directs	1,5	2,3	- 0,8	0,5	7,6	- 7,1	- 6,9	- 7,9
4.313 Immeubles	0,8	1,2	- 0,4	0,5	1,2	- 0,7	- 1,2	- 1,1
4.314 Autres (chiffres nets)	—	1,2	- 1,2	—	4,1	- 4,1	- 5,9	- 5,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	...	...	2,2	—	+ 2,2	+ 0,5	+ 2,2
4.322 Investissements directs	9,1	0,7	+ 8,4	13,5	0,7	+12,8	+ 9,6	+21,2
4.323 Immeubles	1,3	0,3	+ 1,0	1,7	0,3	+ 1,4	+ 1,0	+ 2,4
4.324 Autres (chiffres nets)	5,8	—	+ 5,8	—	3,6	- 3,6	+ 7,1	+ 2,2
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	23,0	9,0	+14,0	18,9	23,7	- 4,8	+ 2,2	+ 9,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	1,3	- 1,3	7,4	—	+ 7,4	- 4,2	+ 6,1
Total 1 à 5 ...	413,3	400,8	+12,5	435,7	439,9	- 4,2	-16,1	+ 8,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger	—	—	+ 0,9	—	—	+ 2,5	+ 1,0	+ 3,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 0,3	—	—	-17,0	- 3,3	-17,3
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	+ 8,3	—	—	- 1,1	+ 4,9	+ 7,2
6.22 Organismes divers	—	—	+ 1,2	—	—	- 1,6	- 0,8	- 0,4
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	+ 2,4	—	—	+13,0	-17,9	+15,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1)

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 489,3; importations = 521,2.

⁷ Exportations = 580,5; importations = 570,8.

**IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ***

(milliards de francs)

	1978	1974	1975	1976	1976			1977 p	
					2e tri- mestre	3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tri- mestre	2e tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+ 57,1	+50,4	+46,4	+ 6,7	+ 6,6	- 7,5	+16,8	+ 2,6	- 1,3
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 12,1	-14,6	-21,5	-19,0	- 5,4	- 3,9	- 4,5	- 2,8	- 5,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	...	+ 0,1
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 0,1	- 0,3
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	...	...	- 0,5	...	+ 0,5	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 13,1	- 5,1	- 6,8	+ 8,2	+ 7,6	- 6,9	+12,9	+14,0	- 4,8
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 10,8	-21,7	-57,0	-23,0	- 6,7	- 4,2	- 8,5	-13,4	+ 7,9
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 53,2	-13,9	- 3,2	-15,8	+14,6	- 6,8	+ 4,8	- 6,5	+ 1,9
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 11,8	+14,1	+52,5	+14,6	+12,2	+ 2,9	+ 9,6	+ 6,2	+ 5,3
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 46,7	+12,5	- 5,0	+24,0	- 8,7	+ 4,2	-10,7	+ 9,9	+ 6,4
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 5,7	-10,7	- 4,8	-11,7	+ 1,3	- 6,1	- 2,4	+ 1,3	- 5,8
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 18,3	+ 6,5	+10,1	+ 4,1	+11,0	-14,3	+15,1	+ 4,7	+15,8
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 0,3	-10,0	+ 9,8	- 9,6	+ 1,6	- 0,2	+ 5,4	- 3,7	- 7,4
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position au comptant ³	- 9,1	- 7,9	- 6,9	- 8,0	+ 3,4	- 0,1	- 7,1	- 1,3	- 6,7
6.2 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position à terme	+ 5,4	+12,4	- 1,2	+ 1,4	- 7,5	+ 2,8	+ 0,5	+ 0,3	- 0,9
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 6,8	+ 3,7	+11,2	+ 4,4	...	+ 7,0	+ 1,6	- 1,3	+ 7,4
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 2,7	+ 1,5	- 0,9	+ 1,2	+ 0,7	- 1,2	- 1,1	+ 0,3	- 5,1
Total 1 à 7 ...	+ 34,4	+13,4	+18,8	-24,6	+30,0	-35,2	+32,0	+10,2	+ 6,9
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 1,6	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+ 3,9	- 1,3	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,2	- 5,9	- 0,1	+ 0,3	+ 1,4
8.3 Avoirs nets sur le FECOM	+ 3,5	- 3,5	...	...	+33,1	-19,0	+19,0	...	...
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+ 30,8	+17,7	+13,9	-26,2	- 7,7	-10,5	+12,6	+ 9,4	+ 5,1
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 8,3	+15,3	+ 1,2	+12,0	+ 2,9	+ 4,0	+ 1,6	...	...
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 0,6	- 0,5	- 0,6	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,4
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	+ 6,7	-14,3	- 0,8	-12,0	- 3,4	- 4,0	- 1,1	...	...

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes principalement monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 6.1.

IX - 5. — EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L.

Paiements, transactions et variations des créances ou des dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger

(milliards de francs)

	Paiements d'exportations et d'importations (y compris certaines opérations à crédit) recensés dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. 1			Paiements d'exportations et d'importations, à l'exclusion des opérations à crédit			Estimation des transactions d'exportations et d'importations			Variations 2 des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	A l'exportation	A l'importation	Total
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) - (4)	(11) = (5) - (8)	(12) = (9) - (6) = (10) + (11)
1968	318,6	330,7	- 12,1	312,5	330,7	- 18,2	321,1	331,8	- 10,7	+ 8,6	- 1,1	+ 7,5
1969	388,1	392,7	- 4,6	385,5	392,3	- 6,8	398,3	394,4	+ 3,9	+ 12,8	- 2,1	+ 10,7
1970	466,6	442,7	+ 23,9	458,7	442,7	+ 16,0	464,6	439,6	+ 25,0	+ 5,9	+ 3,1	+ 9,0
1971	502,0	481,2	+ 20,8	498,7	481,9	+ 16,8	492,9	479,0	+ 13,9	- 5,8	+ 2,9	- 2,9
1972	561,8	532,5	+ 29,3	555,0	532,7	+ 22,3	571,6	532,7	+ 38,9	+ 16,6	...	+ 16,6
1973	700,6	673,2	+ 27,4	696,3	672,0	+ 24,3	717,0	686,2	+ 30,8	+ 20,7	- 14,2	+ 6,5
1974	933,0	921,7	+ 11,3	920,7	921,5	- 0,8	939,8	939,1	+ 0,7	+ 19,1	- 17,6	+ 1,5
1975	872,5	887,8	- 15,3	868,9	888,2	- 19,3	858,7	889,7	- 31,0	- 10,2	- 1,5	- 11,7
1974 3 ^e trimestre	238,7	238,0	+ 0,7	243,3	237,1	+ 6,2	230,1	227,4	+ 2,7	- 13,2	+ 9,7	- 3,5
4 ^e trimestre	249,9	238,0	+ 11,9	242,2	238,9	+ 3,3	233,8	233,8	...	- 8,4	+ 5,1	- 3,3
1975 1 ^{er} trimestre	227,3	218,1	+ 9,2	226,1	218,1	+ 8,0	219,9	220,1	- 0,2	- 6,2	- 2,0	- 8,2
2 ^e trimestre	218,2	223,6	- 5,4	221,5	223,9	- 2,4	214,4	220,2	- 5,8	- 7,1	+ 3,7	- 3,4
3 ^e trimestre	200,2	208,9	- 8,7	200,8	209,2	- 8,4	194,8	212,6	- 17,8	- 6,0	- 3,4	- 9,4
4 ^e trimestre	226,8	237,2	- 10,4	220,5	237,0	- 16,5	229,6	236,8	- 7,2	+ 9,1	+ 0,2	+ 9,3
1976 1 ^{er} trimestre	237,0	260,7	- 23,7	232,8	260,2	- 27,4	243,0	257,5	- 14,5	+ 10,2	+ 2,7	+ 12,9
2 ^e trimestre	246,3	260,5	- 14,2	247,3	261,3	- 14,0	254,9	276,2	- 21,3	+ 7,6	- 14,9	- 7,3
3 ^e trimestre	244,1	268,9	- 24,8	239,8	269,1	- 29,3	234,4	263,4	- 29,0	- 5,4	+ 5,7	+ 0,3

1 Cf. tableaux IX-1 à 3, rubrique 1.11.

2 Signe + : augmentation de créances nettes ou diminution de dettes nettes.
Signe - : diminution de créances nettes ou augmentation de dettes nettes.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, n° 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie « Statistiques » :

Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, n° 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome II n° 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1976 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 août 1977

	100 francs belges		1 mark allemand		1 florin des Pays-Bas		1 couronne danoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	15,07125	15,7650	14,18	14,8325	5,5535	5,8090	6,31625	6,6070
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,343	6,635	—	—	0,91995	0,96225	0,36030	0,37685	0,40975	0,42865
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7420	7,0520	1,03925	1,0870	—	—	0,382925	0,40055	0,435525	0,455575
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	17,2145	18,0065	2,65345	2,77555	2,49655	2,6114	—	—	1,11205	1,16320
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	15,1356	15,8322	2,33303	2,44040	2,19506	2,29608	0,859686	0,899253	—	—

X · 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (en p.o. par an des cours du marché au comptant 1)		
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1975 2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
3 ^e trimestre	38,09	39,57	39,65	- 0,27	- 1,16
4 ^e trimestre	39,16	40,25	40,34	- 0,66	- 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	39,22	40,45	40,58	+ 3,64	+ 2,00
2 ^e trimestre	39,27	40,17	40,30	+ 4,75	+ 4,41
3 ^e trimestre	39,03	40,05	40,17	+ 8,75	+ 6,46
4 ^e trimestre	36,89	37,28	37,37	+ 8,58	+ 7,63
1977 1 ^{er} trimestre	36,75	36,82	36,90	+ 2,93	+ 2,82
2 ^e trimestre	36,16	36,19	36,26	+ 1,46	+ 1,47
1976 Août	39,01	40,34	40,44	+11,14	+ 6,54
Septembre	38,41	39,47	39,64	+11,01	+ 9,08
Octobre	37,31	38,32	38,39	+11,99	+ 9,55
Novembre	36,97	37,14	37,23	+ 7,64	+ 7,43
Décembre	36,42	36,38	36,50	+ 6,11	+ 5,92
1977 Janvier	36,70	36,83	36,90	+ 3,93	+ 3,60
Février	36,89	36,90	37,00	+ 2,72	+ 2,71
Mars	36,68	36,72	36,79	+ 2,14	+ 2,15
Avril	36,34	36,42	36,50	+ 2,00	+ 2,03
Mai	36,10	36,12	36,18	+ 1,33	+ 1,33
Juin	36,07	36,06	36,12	+ 1,04	+ 1,04
Juillet	35,53	35,68	35,76	+ 1,10	+ 1,09
Août	35,57	35,66	35,71	- 0,02	- 0,01

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 18 août 1971.

4 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

5 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

X - 4. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités mai 1970 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

	Franc belge		Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	
	Indice B.N.B. pondéré par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.												
1971	99,57	99,69	100,3	96,8	103,6	102,4	98,4	100,0	98,8	101,0	99,7	104,4	99,2	99,3
1972	103,48	103,96	103,3	89,8	107,1	114,5	101,7	96,7	98,5	102,4	101,8	106,1	99,9	100,0
1973	105,04	106,28	104,4	82,3	119,3	123,2	106,3	87,5	89,7	105,7	103,6	118,3	106,4	104,8
1974	106,39	107,17	105,5	84,2	125,5	115,4	99,3	84,8	81,0	111,7	103,5	128,6	107,2	111,0
1975	108,13	108,93	106,6	83,5	127,6	111,7	109,3	78,3	77,8	113,5	108,8	145,0	111,1	114,5
1976	110,47	110,68	107,1	87,7	132,3	115,7	103,7	66,3	63,7	115,8	109,2	157,0	113,5	115,9
1975 2 ^e trimestre	108,90	110,54	108,1	81,4	129,4	111,6	111,5	80,1	78,4	114,6	111,5	144,8	112,7	117,1
3 ^e trimestre	106,60	107,69	105,2	85,2	124,9	112,6	109,8	76,2	77,8	111,9	106,9	142,5	110,3	112,6
4 ^e trimestre	105,45	106,24	103,8	86,2	124,5	111,2	109,8	74,0	77,1	112,1	106,0	145,7	109,9	112,2
1976 1 ^{er} trimestre	106,65	107,20	104,6	86,9	127,2	112,4	108,7	73,0	68,7	113,1	107,1	150,7	109,4	112,8
2 ^e trimestre	109,39	109,96	106,0	88,1	130,6	114,9	106,4	66,7	61,7	113,7	108,0	157,9	113,6	115,4
3 ^e trimestre	110,60	110,89	106,7	87,7	132,4	118,4	101,1	65,0	63,4	115,7	108,4	158,7	113,7	115,5
4 ^e trimestre	115,42	116,08	111,0	88,0	139,1	116,9	98,4	60,4	61,1	120,8	113,4	160,5	117,3	119,9
1977 1 ^{er} trimestre	115,07	116,13	111,1	88,0	140,0	120,3	98,5	62,7	59,4	121,2	112,8	155,4	116,6	119,1
2 ^e trimestre	<i>p</i> 116,31	<i>p</i> 117,37	111,9	87,4	141,4	124,9	98,5	62,5	58,8	122,0	108,8	154,9	114,2	118,5
1976 Août	110,71	111,06	107,0	87,8	132,7	118,5	99,9	65,7	63,6	115,6	108,3	158,9	113,6	115,5
Septembre	111,56	111,88	107,6	87,2	134,3	119,7	100,3	63,3	62,7	117,8	109,6	158,4	115,1	116,7
Octobre	114,67	115,03	110,1	87,5	137,8	118,1	98,6	60,0	61,7	119,7	112,1	160,2	117,2	119,0
Novembre	115,31	115,85	110,9	88,0	139,0	116,5	98,5	59,9	61,0	121,0	113,2	160,9	117,0	120,0
Décembre	116,07	116,97	111,9	88,4	140,4	116,2	98,1	61,3	60,6	121,6	114,8	160,3	117,7	120,7
1977 Janvier	115,15	116,06	111,3	88,0	140,0	117,7	98,5	62,7	59,7	121,1	113,2	157,4	116,6	119,1
Février	114,90	115,86	110,9	88,1	139,8	120,5	98,6	62,6	59,5	121,0	112,3	155,5	116,2	119,0
Mars	115,29	116,36	111,2	87,9	140,1	122,6	98,3	62,7	59,1	121,4	113,0	153,2	116,9	119,3
Avril	<i>p</i> 115,95	<i>p</i> 117,00	111,6	87,5	140,8	125,0	98,4	62,5	58,8	122,1	109,6	154,1	114,8	118,5
Mai	<i>p</i> 116,38	<i>p</i> 117,48	112,0	87,5	141,6	123,8	98,5	62,5	58,8	122,6	109,3	154,5	114,2	118,7
Juin	<i>p</i> 116,57	<i>p</i> 117,67	112,0	87,3	141,7	125,9	98,5	62,4	58,8	121,2	107,6	156,1	113,6	118,3
Juillet	<i>p</i> 116,74	<i>p</i> 117,95	112,1	86,2	144,8	129,2	99,3	61,9	58,2	121,2	108,5	159,6	113,9	117,4
Août	<i>p</i> 117,23	118,40												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, no 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge ».*

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	⁽⁸⁾ = (1) - (2)	(4)	(5)	⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	⁽⁸⁾ = (1) - (2)	(4)	(5)	⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1974	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975 6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	-106,7
9 premiers mois	399,3	464,9	- 65,6	5,4	57,4	- 52,0	-117,6
12 mois	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	-113,8
1976 3 premiers mois	133,6	195,7	- 62,1	2,1	19,6	- 17,5	- 79,6
6 premiers mois	287,3	387,5	-100,2	4,1	39,3	- 35,2	-135,4
7 premiers mois	364,0	453,8	- 89,8	4,7	47,3	- 42,6	-132,4
8 premiers mois	412,9	496,0	- 83,1	5,3	54,2	- 48,9	-132,0
9 premiers mois	454,9	552,9	- 98,0	6,0	63,9	- 57,9	-155,9
10 premiers mois	527,0	606,8	- 79,8	6,6	70,4	- 63,8	-143,6
11 premiers mois	574,1	649,2	- 75,1	7,2	77,0	- 69,8	-144,9
12 mois	657,1	711,4	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	-131,6
1977 1 ^{er} mois	57,2	79,6	- 22,4	0,7	8,6	- 7,9	- 30,3
2 premiers mois	104,8	159,5	- 54,7	1,3	17,3	- 16,0	- 70,7
3 premiers mois	146,4	237,6	- 91,2	2,2	25,4	- 23,2	-114,4
4 premiers mois	221,6	316,2	- 94,6	2,8	30,4	- 27,6	-122,2
5 premiers mois	266,8	374,5	-107,7	3,4	38,0	- 34,6	-142,3
6 premiers mois	327,0	452,5	-125,5	4,3	47,8	- 43,5	-169,0
7 premiers mois	419,8	521,5	-101,7	5,0	55,7	- 50,7	-152,4

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis 1973 les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse (4) = (1) + (2) + (8)	Placements spéciaux 3	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total (13) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(8)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
1974	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975 6 premiers mois	-106,7	+ 7,9	- 16,3	-115,1	...	-115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9
9 premiers mois	-117,6	+ 5,9	- 25,1	-136,8	...	-136,8	+ 83,2	+ 6,3	+ 46,9	+ 2,9	...	- 2,5	+ 53,6
12 mois	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976 3 premiers mois	- 79,6	- 1,9	- 9,2	- 90,7	...	- 90,7	+ 62,5	+ 16,4	+ 8,7	+ 3,2	...	- 0,1	+ 28,2
6 premiers mois	-135,4	+ 5,3	- 22,0	-152,1	...	-152,1	+ 99,7	+ 16,4	+ 28,1	+ 8,2	...	- 0,3	+ 52,4
7 premiers mois	-132,4	+ 2,1	- 25,8	-156,1	...	-156,1	+ 98,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 15,3	...	- 0,3	+ 57,5
8 premiers mois	-132,0	+ 2,4	- 29,7	-159,3	...	-159,3	+ 98,6	+ 16,4	+ 36,9	+ 7,5	...	- 0,1	+ 60,7
9 premiers mois	-155,9	+ 6,2	- 34,9	-184,6	...	-184,6	+115,1	+ 16,4	+ 47,2	+ 6,0	...	- 0,1	+ 69,5
10 premiers mois	-143,6	+ 2,6	- 38,5	-179,5	...	-179,5	+126,9	+ 16,4	+ 26,9	+ 9,4	...	- 0,1	+ 52,6
11 premiers mois	-144,9	+ 2,8	- 42,6	-184,7	...	-184,7	+126,9	+ 16,4	+ 34,8	+ 5,8	...	+ 0,8	+ 57,8
12 mois	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9
1977 1 ^{er} mois	- 30,3	+ 0,2	- 3,7	- 33,8	...	- 33,8	- 10,4	...	+ 33,1	+ 11,1	...	...	+ 44,2
2 premiers mois	- 70,7	+ 2,9	- 6,8	- 74,6	...	- 74,6	+ 41,9	...	+ 26,3	+ 6,3	...	+ 0,1	+ 32,7
3 premiers mois	-114,4	+ 8,8	- 10,3	-115,9	...	-115,9	+ 42,0	...	+ 69,7	+ 4,2	...	...	+ 73,9
4 premiers mois	-122,2	+ 3,9	- 13,3	-131,6	...	-131,6	+ 42,1	...	+ 62,9	+ 17,1	...	+ 9,5	+ 89,5
5 premiers mois	-142,3	+ 6,3	- 17,2	-153,2	...	-153,2	+ 42,3	...	+ 96,1	+ 5,9	...	+ 8,9	+110,9
6 premiers mois	-169,0	+ 10,9	- 22,4	-180,5	...	-180,5	+ 90,4	...	+ 75,5	+ 6,8	...	+ 7,8	+ 90,1

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I., qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(8) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975 6 premiers mois	-106,7	+ 5,6	-101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 58,8	+101,6	- 0,5
9 premiers mois	-117,6	+ 2,8	-114,8	+ 62,4	- 2,1	+ 55,4	+115,7	- 0,9
12 mois	-113,8	+ 4,5	-109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+109,9	- 0,6
1976 3 premiers mois	- 79,6	- 3,3	- 82,9	+ 54,9	- 0,9	+ 28,5	+ 82,5	+ 0,4
6 premiers mois	-135,4	+ 4,5	-130,9	+ 79,1	- 1,9	+ 53,7	+130,9	...
7 premiers mois	-132,4	+ 0,9	-131,5	+ 74,8	- 2,3	+ 59,4	+131,9	- 0,4
8 premiers mois	-132,0	+ 1,4	-130,6	+ 70,8	- 2,3	+ 62,3	+130,8	- 0,2
9 premiers mois	-155,9	+ 4,7	-151,2	+ 82,6	- 2,6	+ 71,0	+151,0	+ 0,2
10 premiers mois	-143,6	+ 0,8	-142,8	+ 91,1	- 2,9	+ 54,8	+143,0	- 0,2
11 premiers mois	-144,9	+ 1,0	-143,9	+ 87,1	- 3,3	+ 59,5	+143,3	+ 0,6
12 mois	-131,6	- 1,5	-133,1	+ 82,3	- 4,3	+ 55,1	+133,1	...
1977 1 ^{er} mois	- 30,3	+ 0,3	- 30,0	- 14,2	...	+ 44,1	+ 29,9	+ 0,1
2 premiers mois	- 70,7	+ 1,7	- 69,0	+ 36,3	- 0,5	+ 32,9	+ 68,7	+ 0,3
3 premiers mois	-114,4	+ 7,6	-106,8	+ 32,9	- 1,0	+ 74,5	+106,4	+ 0,4
4 premiers mois	-122,2	+ 2,1	-120,1	+ 30,8	- 1,6	+ 90,2	+119,4	+ 0,7
5 premiers mois	-142,3	+ 4,8	-137,5	+ 26,7	- 2,3	+112,0	+136,4	+ 1,1
6 premiers mois	-169,0	+ 7,8	-161,2	+ 71,3	- 0,4	+ 89,9	+160,8	+ 0,4
7 premiers mois	-152,4	+ 7,4	-145,2	+ 67,8	- 6,6	+ 83,8	+145,0	+ 0,2

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

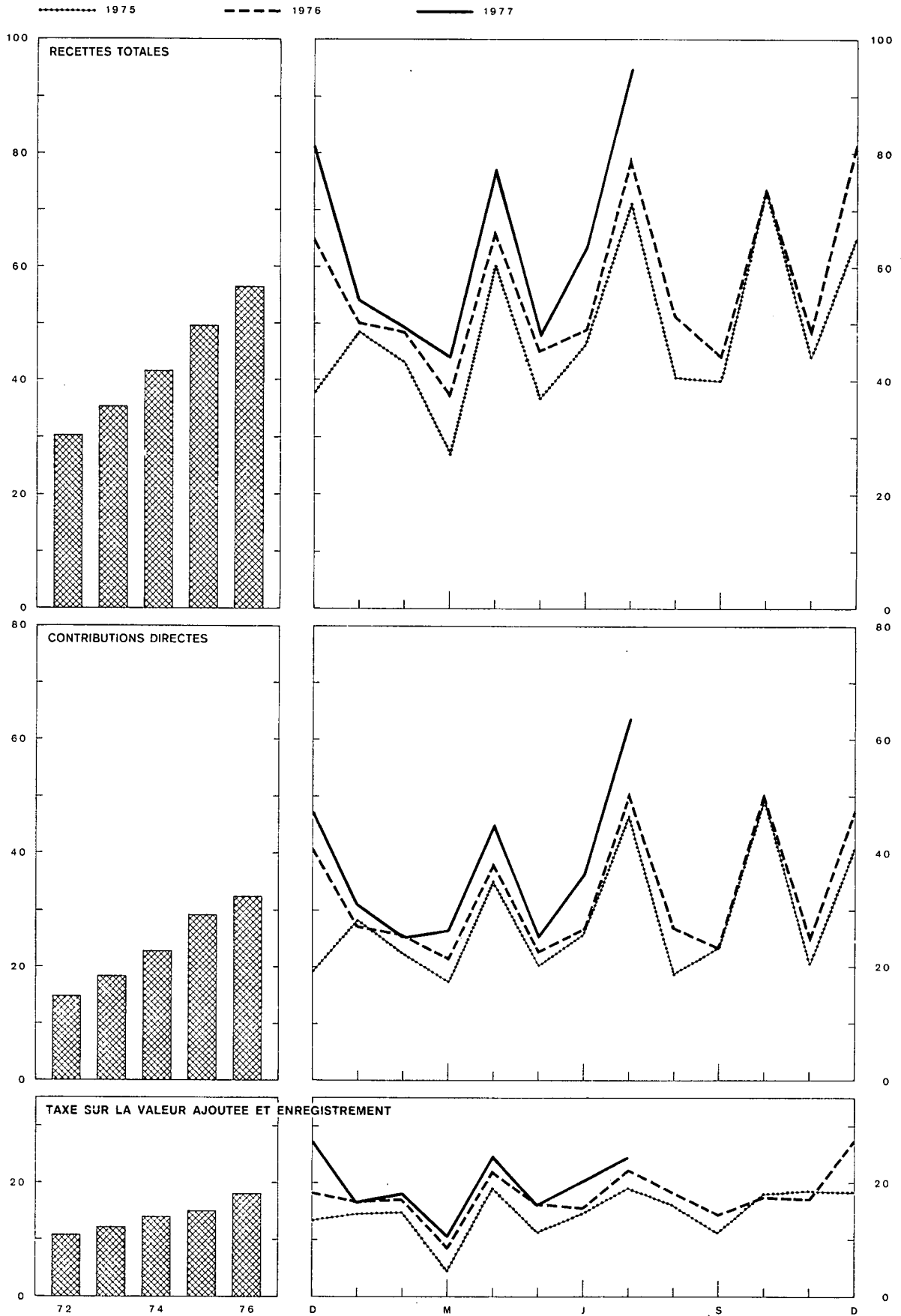
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1976	388,0	68,7	215,2	671,9	91,7	7,2	679,1
1975 2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
3 ^e trimestre	88,6	15,0	46,1	149,7	21,3	1,7	151,4
4 ^e trimestre	111,3	16,2	54,7	182,2	34,5	1,8	184,0
1976 1 ^{er} trimestre	74,8	17,4	42,9	135,1	1,5	1,9	137,0
2 ^e trimestre	88,1	16,6	54,5	159,2	18,7	1,6	160,8
3 ^e trimestre	101,6	17,1	55,6	174,3	27,9	1,8	176,1
4 ^e trimestre	123,5	17,6	62,2	203,3	43,6	1,9	205,2
1977 1 ^{er} trimestre	82,7	17,5	45,9	146,1	2,5	2,0	148,1
2 ^e trimestre	107,2	18,6	61,7	187,5	23,9	1,9	189,4
1976 Juillet	50,9	5,4	22,5	78,8	23,5	0,6	79,4
Août	27,0	5,8	18,4	51,2	3,1	0,6	51,8
Septembre	23,7	5,8	14,7	44,2	1,3	0,6	44,8
Octobre	50,4	5,1	17,7	73,2	24,0	0,6	73,8
Novembre	25,6	5,9	17,2	48,7	0,5	0,5	49,2
Décembre	47,5	6,6	27,3	81,4	19,1	0,7	82,1
1977 Janvier	31,0	5,9	16,6	53,5	1,2	0,7	54,2
Février	25,2	5,3	18,4	48,9	0,1	0,6	49,5
Mars	26,5	6,3	10,9	43,7	1,2	0,7	44,4
Avril	45,1	6,7	24,9	76,7	21,9	0,6	77,3
Mai	25,6	6,0	16,2	47,8	0,4	0,6	48,4
Juin	36,5	5,9	20,6	63,0	1,6	0,7	63,7
Juillet	63,9	5,6	24,8	94,3	28,0	0,7	95,0

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droite de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1976				1976 : juillet				1977 : juillet			
	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	388,0	13,8	374,2	398,5	50,9	1,7	49,2	50,5	63,9	2,0	61,9	71,0
précompte immobilier	1,3	...	1,3	1,4	0,1	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1
précompte mobilier	28,8	...	28,8	29,0	3,6	...	3,6	3,5	4,3	...	4,3	4,2
versements anticipés	91,7	3,3	88,4	101,2	23,5	0,9	22,6	22,7	28,0	0,9	27,1	34,2
impôts de sociétés (rôles) ...	6,2	...	6,2	6,5	-0,9	...	-0,9	-0,9	-0,1	...	-0,1	...
impôts des personnes physiques (rôles)	36,9	1,5	35,4	37,1	1,9	0,1	1,8	1,7	2,0	0,2	1,8	2,1
précompte professionnel	212,3	1,5	210,8	220,6	22,0	0,1	21,9	23,2	28,8	0,2	28,6	30,2
divers	10,8	7,5	3,3	2,7	0,7	0,6	0,1	0,2	0,8	0,7	0,1	0,2
II. Douanes et accises	68,7	6,7	62,0	60,1	5,4	0,6	4,8	4,5	5,6	0,6	5,0	5,7
III. T.V.A. et enregistrement	215,2	18,7	196,5	185,8	22,5	1,5	21,0	19,6	24,8	0,9	23,9	22,2
B. Recettes en capital	7,2	...	7,2	6,7	0,6	...	0,6	0,6	0,7	...	0,7	0,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e an-

née, vol. II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, vol. I, n° 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, n° 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,3	—	.....	.....	0,3	144,2	—	6,0	.....	7,3	0,6	158,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances	14,5	.....	.....	.....	.....	.....	218,4	—	0,3	.....	3,0	.....	236,2
	Obligations	44,3	...	...	...	0,1	...	6,5	—	13,7	26,9	...	...	91,5
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	0,2	.....	...	1,0	.....	.....	—	263,1	66,0	255,7	...	586,0
	Divers .....	...	6,0	9,4	.....	49,5	.....	.....	—	1,0	23,6	0,1	.....	89,6
	(Actions et parts)	(394,0)	(3,4)	(0,5)	(0,2)	(3,0)	(—)	(1,1)	(7,0)	(...)	(...)	(...)	(409,2)
	Total ...	58,8	6,5	9,4	...	50,6	0,3	369,1	—	284,2	116,5	266,1	0,6	1.162,1	
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...	.....	—	...	...	0,3	0,7	—	0,6	.....	1,6	...	3,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	.....	...	.....	...	0,1	0,5	—	...	...	6,0	...	7,0
	Certificats à un an au plus .....	.....	...	—	...	...	...	0,1	—	...	...	1,7	—	1,8
	Obligations accessibles à tout placeur	23,0	2,3	...	...	0,3	1,0	13,0	1,9	13,8	7,7	1,7	...	64,7
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	...	0,2	0,1	0,6	6,2	...	7,8	6,7	3,3	2,9	27,9	
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	0,1	.....	1,7	...	—	1,4	0,2	33,0	...	36,3
Divers	14,4	0,2	7,2	0,7	.....	4,6	...	—	...	...	...	3,8	30,9	
(Actions et parts)	(1,0)	.....	(20,3)	(11,6)	(...)	.....	(0,2)	(—)	(0,6)	(...)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(35,7)
	Total ...	37,7	2,6	7,2	1,0	0,4	8,3	20,5	1,9	23,6	14,6	47,3	6,7	171,7	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,6	...	—	4,6	...	6,1	64,0	...	...	...	0,6	17,9	98,8
	Certificats à un an au plus .....	...	1,1	—	0,2	...	8,2	10,5	9,1	13,0	...	11,7	...	53,7
	Obligations accessibles à tout placeur	189,9	3,6	—	2,5	6,8	3,7	184,1	8,5	70,2	65,3	29,7	...	564,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	...	...	3,3	65,1	...	7,1	1,6	1,9	— 0,1	79,1
	Divers .....	.....	1,4	—	.....	2,1	1,2	6,2	...	7,7	1,9	0,5	...	21,0
	Total ...	195,4	6,3	—	7,3	8,9	22,5	329,9	17,6	98,0	68,8	44,4	17,9	817,0	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,4	—	.....	.....	.....	.....	0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	22,4	—	...	...	1,2	...	23,6
	Obligations accessibles à tout placeur	53,0	0,3	...	0,1	0,2	0,3	25,8	4,1	18,7	14,3	4,4	...	121,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	4,8	...	16,3	0,5	3,4	0,2	25,1
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	7,3	.....	.....	.....	.....	.....	—	12,6	...	131,4	...	151,3
Divers	3,3	1,2	5,5	...	...	.....	.....	—	...	...	0,4	10,2	20,7	
	Total ...	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	0,3	53,4	4,1	47,7	14,7	140,8	10,5	342,3	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	...	—	.....	.....	.....	.....	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	.....	.....	.....	.....	0,4
	Certificats à un an au plus .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,6	...	...	0,1	...	...	1,7
	Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	0,1	...	0,2	...	0,2	1,1	...	...	1,6
	Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	9,7	—	—	—	—	—	—	42,7	
Divers	38,5	...	2,7	...	...	0,3	1,0	—	0,9	3,3	0,5	9,9	57,2	
	Total ...	71,5	...	2,7	...	0,1	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	9,9	103,5	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	—	...	...	...	—	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	0,4	47,2	—	4,2	.....	6,1	0,4	58,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	76,7	—	...	.....	...	...	76,7
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	508,8	—	—	—	—	—	508,8	
	Obligations	13,0	...	...	...	0,2	—	48,1	...	1,4	5,2	...	...	67,9
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	16,3	—	—	—	24,0	—	—	—	—	—	40,3	
Divers .....	.....	3,4	10,4	.....	1,4	—	3,7	—	0,6	...	...	...	19,5	
(Actions et parts) .....	.....	(0,2)	(0,5)	.....	.....	.....	(—)	(5,4)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	(7,5)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

	Intermédiaires financiers													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	471,4	4,3	6,1	26,2	2,5	0,4	3,9	...	7,9	1,2	0,8	...	520,4
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	—	—	—	0,3	—	—	—	4,6
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	556,2	—	—	—	—	—	—	556,2
	Autres dépôts en devises à un an au plus	11,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,7
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	156,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	156,6
	Autres dépôts à un an au plus	149,5	...	—	...	...	—	—	—	6,0	0,3	3,9	...	159,7
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	99,7	...	—	—	...	...	99,7
	Dépôts à plus d'un an	27,1	—	—	—	...	—	—	—	0,1	...	—	—	27,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	41,4	—	—	...	—	—	—	—	0,1	0,3	—	...	41,8
	Divers	0,3	—	0,3	...	...	—	21,3	...	8,0	0,5	3,7	62,4	96,5
	(Actions et parts)	(22,4)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	—	(0,3)	(0,6)	—	—	(25,8)
	Total ...	858,0	4,3	6,4	26,2	2,5	556,6	124,9	...	22,4	2,3	8,5	62,4	1.674,5
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	3,5	1,2	—	2,4	—	0,8	0,1	8,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	—	...	—	...	—	...
	Certificats à un an au plus	—	—	2,8	0,1	—	...	8,4	—	4,3	—	...	—	12,8
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,2	3,0
	Total ...	—	—	2,8	0,1	—	3,5	9,6	—	6,6	—	0,8	0,3	23,8
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	14,2	0,2	...	0,5	1,9	...	...	—	...	1,8	1,2	0,1	19,9
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	—	—	1,0
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	302,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	302,8
	Autres dépôts à un an au plus	26,2	1,9	0,4	1,1	7,4	2,7	—	—	...	10,5	0,6	...	50,8
	Dépôts à plus d'un an	48,6	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,6
	Bons de caisse à un an au plus	17,0	...	—	...	...	—	...	—	...	...	...	...	17,0
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	65,7	...	—	...	...	—	0,8	—	0,1	0,8	...	...	67,4
	Réserves mathématiques	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3
	Divers	8,2	...	0,1	3,6	...	0,1	0,1	...	...	...	0,2	13,3	25,6
	(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,3)	—	—	(4,9)
Total ...	484,0	2,1	0,5	5,2	9,3	2,8	2,0	...	0,1	13,0	2,0	13,4	534,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	55,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55,2
	Réserves mathématiques	241,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	241,6
	Divers	24,5	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,0	27,1
	(Actions et parts)	(2,8)	—	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(2,8)
Total ...	321,3	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,0	323,9	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	4,4	...	—	0,7	...	—	0,1	—	...	0,3	...	...	5,5
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	0,4	—	7,6	...	0,4	...	8,4
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	31,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31,3
	Autres dépôts à un an au plus	8,4	3,6	—	13,4	8,7	0,6	2,4	—	—	1,5	0,3	0,6	39,5
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	36,1	...	...	...	...	—	0,3	—	...	...	0,4	...	36,8
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	192,1	0,4	...	0,3	7,3	—	30,9	1,2	27,1	26,2	6,0	...	291,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	...	...	3,1	7,4	9,4	—	19,9	22,8	3,3	4,6	70,5
	Divers	9,1	...	18,8	...	...	...	...	...	0,2	...	0,2	17,3	45,5
	(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,7)
	Total ...	281,4	4,0	18,8	14,4	19,1	8,0	43,6	1,2	54,8	50,8	10,6	22,5	529,2
Secteurs indûment ajustements (12)		—	8,5	...	...	4,3	—	44,0	1,2	15,0	6,9	6,7	—	86,6
	(13) = (1) à (12)	2.377,5	46,5	80,4	54,4	97,0	612,8	1.708,7	26,0	559,7	297,3	533,7	146,6	6.540,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
													Secteurs nationaux non financiers			Intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,5	—	—	—	6,3	146,3	—	7,0	—	9,8	1,6	171,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	16,8	—	—	—	—	—	252,2	—	0,7	—	3,4	—	273,1	
	Obligations	46,4	—	—	—	0,1	—	8,3	—	14,4	29,0	—	—	98,1	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	1,0	—	—	—	303,7	75,2	286,7	—	666,9	
	Divers	—	5,2	8,3	—	67,3	—	—	—	—	1,0	26,7	0,1	108,6	
(Actions et parts)	(415,9)	(3,8)	(0,5)	—	(0,2)	(...)	(2,9)	(—)	(2,6)	(7,4)	(...)	(...)	(...)	(433,2)	
Total ...	63,2	5,9	8,3	—	68,4	6,3	406,8	—	326,9	130,9	300,0	1,6	1.318,2		
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,3	0,7	—	1,0	—	1,5	—	3,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	—	—	—	—	0,4	0,6	—	—	—	6,8	—	8,2	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	4,1	—	—	—	0,6	—	4,7	
	Obligations accessibles à tout placeur	26,6	2,3	—	0,2	0,3	0,7	15,6	1,4	14,9	8,6	1,4	—	72,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,2	—	0,6	7,0	—	8,2	6,4	6,1	2,8	31,4	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	0,1	—	2,7	—	—	1,3	0,2	38,4	—	42,7	
	Divers	17,4	—	7,4	0,5	—	4,7	—	—	—	—	—	—	33,9	
(Actions et parts)	(1,0)	—	(21,8)	(11,9)	(...)	(...)	(0,3)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(37,7)		
Total ...	44,3	2,4	7,4	0,9	0,3	9,5	27,9	1,4	25,4	15,2	54,9	6,7	196,3		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	4,9	—	—	2,1	—	6,7	65,0	—	—	—	0,2	13,4	92,4	
	Certificats à un an au plus	—	0,8	—	—	0,1	6,8	13,5	9,1	11,7	—	14,8	—	56,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	204,4	3,6	—	2,5	7,9	3,1	201,1	5,2	80,9	74,7	30,9	—	614,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	2,6	66,6	—	9,7	1,6	1,8	—	82,4	
	Divers	—	0,6	—	—	4,9	1,2	8,5	—	9,5	1,3	0,4	—	26,4	
Total ...	209,4	5,2	—	4,7	12,9	20,3	354,7	14,3	111,8	77,6	48,1	13,5	872,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	0,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	24,9	—	—	—	12,8	—	37,7	
	Obligations accessibles à tout placeur	50,1	0,2	—	0,5	0,2	0,3	30,2	3,9	20,0	14,4	4,9	—	124,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	7,0	—	16,4	1,5	4,1	0,4	29,4	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	7,5	—	—	—	—	—	—	15,3	—	146,5	—	169,3	
Divers	3,6	1,1	6,5	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	11,6		
Total ...	53,7	8,9	6,5	0,5	0,2	0,3	62,7	3,9	51,7	16,0	168,6	0,4	373,4		
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	—	—	0,1	2,1	—	—	3,2	
	Réserves de sécurité sociale	37,3	—	—	—	—	—	10,2	—	—	—	—	—	47,5	
Divers	52,4	—	2,6	—	—	0,3	6,0	—	0,1	4,2	0,4	13,8	79,7		
Total ...	89,7	—	2,6	—	0,4	10,5	6,7	—	0,2	6,3	0,4	13,8	130,6		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	1,3	53,0	—	5,4	—	10,1	0,2	70,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	101,4	—	—	—	—	—	101,4	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	593,4	—	—	—	—	—	593,4	
	Obligations	14,8	—	—	0,1	0,1	—	53,7	—	1,7	5,4	—	—	75,9	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	14,8	—	—	—	24,9	—	—	—	—	—	39,7	
	Divers	—	4,3	11,8	—	1,6	—	4,8	—	0,5	—	—	—	23,0	
	(Actions et parts)	—	(0,3)	(0,5)	—	—	(—)	(6,4)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	(8,6)	
Total ...	14,8	4,3	26,6	0,1	1,7	1,2	691,5	—	7,6	5,4	10,1	0,2	692,2		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	504,2	5,0	1,1	30,4	1,9	—	...	7,4	1,8	1,0	...	552,9	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	3,9	5,6	0,7	2,5	—	0,6	...	13,3
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	695,0	—	—	—	—	—	—	695,0
	Autres dépôts en devises à un an au plus	17,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,4
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	169,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	169,5
	Autres dépôts à un an au plus	181,9	0,8	—	...	0,1	—	—	—	5,4	...	1,6	...	189,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	114,3	...	—	—	...	...	114,3
	Dépôts à plus d'un an	23,3	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	...	23,4
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	48,4	—	—	...	—	—	—	—	0,1	0,2	—	—	48,7
	Divers	0,3	...	0,3	...	...	—	—	—	14,7	3,9	0,3	1,9	74,9
(Actions et parts)	(23,8)	—	(0,2)	—	—	—	(2,6)	(—)	(0,4)	(0,6)	—	—	(27,6)	
Total ...	945,0	5,8	1,5	30,4	2,0	699,0	134,6	0,7	19,3	2,3	5,0	74,9	1.920,6	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	—	...	—	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,3	—	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	—	18,1
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	3,2
Total ...	—	—	2,8	0,3	—	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	0,4	21,3	
Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	18,0	0,4	...	0,3	3,7	...	...	—	...	3,7	0,8	0,2	27,0
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	...	...	—	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	334,1	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	334,1
	Autres dépôts à un an au plus	32,5	2,0	0,4	0,7	4,2	1,8	—	—	0,1	8,7	1,2	...	51,5
	Dépôts à plus d'un an	51,2	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	51,2
	Bons de caisse à un an au plus	20,8	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	20,8
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	84,5	...	—	...	...	...	1,3	—	0,2	0,9	...	...	87,0
	Réserves mathématiques	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3
	Divers	11,0	...	0,2	6,0	...	0,1	0,1	...	...	...	0,2	17,1	34,7
(Actions et parts)	(3,6)	—	—	—	—	—	—	—	(1,4)	(0,3)	—	—	(5,3)	
Total ...	553,5	2,4	0,7	6,9	7,9	1,9	1,4	...	0,3	13,3	2,2	17,3	607,7	
Organ d'assurance-vie et accéd. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	64,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	64,1
	Réserves mathématiques	259,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	259,3
	Divers	29,9	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	2,2	32,6
	(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(2,9)
Total ...	353,3	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	2,2	356,0	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	5,2	...	—	0,3	...	...	—	...	0,3	...	...	5,7	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	2,1	...	0,5	—	0,1	0,1	2,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	—	0,4	—	8,8	0,1	1,4	10,6	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	38,3	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	38,3	
	Autres dépôts à un an au plus	11,7	4,0	—	16,1	11,5	0,9	3,5	—	0,1	2,6	0,3	0,6	51,3
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	38,7	...	...	...	...	—	—	—	—	—	0,1	...	38,8
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	—	—	—	—	—	0,6	...	0,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	223,0	0,5	...	0,6	7,0	—	37,0	1,6	31,1	25,9	6,8	...	333,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	3,4	6,4	10,9	—	22,7	21,3	3,3	5,5	73,5
	Divers	8,2	...	19,2	...	...	1,2	...	—	0,2	...	0,4	21,9	51,1
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,4)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,7)	
Total ...	325,0	4,6	19,2	17,1	22,0	10,6	51,9	1,6	63,4	50,1	13,0	28,0	606,5	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	.....	.....	9,8	...	...	5,7	.....	66,7	1,4	19,0	10,5	6,5	—	119,6
	Total des créances	2.651,9	49,2	75,9	60,8	121,6	759,7	1.955,7	23,4	630,8	327,6	610,6	159,0	7.426,2

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1974

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)				
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)					
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,2	—	—	—	+ 6,0	+ 2,1	—	+ 1,0	—	+ 2,5	+ 0,9	+ 12,7	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 2,3	—	—	—	—	—	+ 32,8	—	+ 0,4	—	—	+ 0,4	—	+ 35,9
			Obligations	+ 1,9	—	—	—	—	—	+ 0,1 ¹	+ 1,8	—	+ 0,7	+ 2,0	—	—	+ 6,6
			Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,6	+ 9,2	+ 31,0	—	+ 80,9
			Divers	—	- 0,8	- 1,0	—	+ 17,8	—	—	—	—	—	+ 3,0	—	—	+ 57,9
	(Actions et parts)	(+ 22,0)	(+ 0,3)	(...)	—	(...)	(- 3,0) ¹	(- 0,1)	(-)	(+ 1,5)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 21,2)	
			Total ...	+ 4,2	- 0,6	- 1,0	—	+ 17,8	+ 45,0	+ 36,8	—	+ 42,7	+ 14,3	+ 33,9	+ 0,9	+ 194,0	
		Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,4	—	- 0,1	—	+ 0,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances		—	—	—	—	—	—	+ 0,3	+ 0,1	—	—	—	+ 0,8	—	+ 1,2	
	Certificats à un an au plus		—	—	—	—	—	—	—	+ 4,0	—	—	—	- 1,1	—	+ 2,9	
	Obligations accessibles à tout placeur		+ 3,5	—	—	+ 0,1	—	- 0,2	+ 2,6	- 0,5	+ 1,1	+ 0,9	- 0,3	- 0,3	—	+ 7,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,8	—	+ 0,4	- 0,3	- 2,8	- 0,1	- 0,1	+ 3,5	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	+ 1,0	—	—	- 0,1	—	+ 5,4	—	—	+ 6,4		
	Divers	+ 3,0	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 3,1		
	(Actions et parts)	(...)	(+ 1,5)	(+ 0,3)	(+ 0,3)	(...)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 2,0)		
			Total ...	+ 6,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	—	+ 1,2	+ 7,5	- 0,5	+ 1,8	+ 0,6	+ 7,5	—	+ 24,6	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	- 0,6	—	—	- 2,4	—	+ 0,6	+ 1,0	—	—	—	- 0,4	- 4,5	- 6,4	
	Certificats à un an au plus		—	- 0,3	—	- 0,2	+ 0,1	- 0,7	+ 3,0	—	- 1,3	—	+ 3,1	—	+ 3,8		
	Obligations accessibles à tout placeur		+ 14,6	—	—	- 0,1	+ 1,2	- 0,7	+ 17,0	- 3,3	+ 10,6	+ 9,4	+ 1,2	—	+ 49,9		
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	- 0,7	+ 1,5	—	+ 2,6	—	- 0,1	—	+ 3,3		
Divers	—	- 0,7	—	—	+ 2,7	- 0,1	+ 2,3	—	+ 1,8	- 0,6	- 0,1	—	—	+ 5,4			
		Total ...	+ 14,0	- 1,1	—	- 2,7	+ 4,0	- 1,5	+ 24,8	- 3,3	+ 13,8	+ 8,9	+ 3,7	- 4,5	+ 56,0		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Acceptations, effets commerciaux et promesses		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2		
Engagements en comptes courants ou d'avances		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 11,7	—	+ 14,2		
Obligations accessibles à tout placeur		- 2,9	—	—	+ 0,4	—	—	+ 4,4	- 0,2	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,4	—	—	+ 3,5		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	+ 2,2	—	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,2	+ 4,3		
Autres emprunts à plus d'un an	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 2,7	—	+ 15,1	—	—	+ 18,0			
Divers	+ 0,3	- 0,2	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	- 10,2	—	- 9,1			
		Total ...	- 2,6	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	—	—	+ 9,3	- 0,2	+ 4,1	+ 1,3	+ 27,9	- 10,1	+ 31,1		
	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances		—	—	—	—	—	—	- 0,3	—	—	—	—	—	—	- 0,3		
Certificats à un an au plus		—	—	—	—	—	—	- 1,6	—	—	- 0,1	—	—	—	- 1,7		
Obligations accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	+ 0,3	—	+ 0,5	—	- 0,1	+ 0,9	—	—	—	+ 1,7		
Réserves de sécurité sociale		+ 4,4	—	—	—	—	—	+ 0,4 ²	—	—	—	—	—	—	+ 4,8		
Divers	+ 13,8	—	- 0,2	—	—	—	+ 4,9	—	- 0,8	+ 0,9	- 0,1	+ 4,0	—	+ 22,5			
		Total ...	+ 18,2	—	- 0,2	—	+ 0,3	+ 0,4	+ 3,6	—	- 0,9	+ 1,7	- 0,1	+ 4,0	+ 27,0		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,2		
Acceptations, effets commerciaux et promesses		—	—	—	—	—	—	+ 0,9	+ 5,8	—	+ 1,2	—	+ 4,0	- 0,2	+ 11,7		
Engagements en comptes courants ou d'avances		—	—	—	—	—	—	—	+ 24,8	—	—	—	—	—	+ 24,8		
Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ³		—	—	—	—	—	—	—	+ 82,9	—	—	—	—	—	+ 82,9		
Autres dépôts en devises à un an au plus		+ 7,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,5		
Autres dépôts en francs belges à un an au plus		+ 40,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,8		
Obligations		+ 13,4 ⁴	—	—	+ 0,1	—	—	+ 5,6	—	+ 0,3	+ 0,2	—	—	—	+ 19,6		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	- 0,8	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	- 0,7	- 0,6		
Divers	+ 25,3	+ 0,9	+ 1,4	—	+ 0,2	—	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	+ 28,8			
(Actions et parts)	(+ 2,0) ⁴	(...)	(...)	—	—	(-)	(+ 1,0)	(-)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(+ 3,1)			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	+32,8	+ 0,6	- 5,0	+ 4,1	- 0,5	—	—	—	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,1	—	+ 32,5
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,7	+ 2,2	—	+ 0,6	—	+ 8,7
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+136,0	—	—	—	—	—	+ 2,8	+13 8,8
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 5,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,6
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+12,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+12,9
	Autres dépôts à un an au plus	+32,4	+ 0,8	—	—	+ 0,1	—	—	—	- 0,6	- 0,3	- 2,3	—	+30,0
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	+14,7	—	—	—	—	—	+14,7
	Dépôts à plus d'un an	- 3,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 3,8
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,9
	Divers	—	—	—	—	—	—	- 6,6	—	- 4,2	- 0,2	- 1,8	+12,6	+ 0,3
(Actions et parts)	(+ 1,4)	—	(...)	—	—	—	(+0,3)	—	(+ 0,1)	(+ 0,1)	—	—	(+ 1,8)	
Total ...	+87,0	+ 1,4	- 5,0	+ 4,1	- 0,4	+139,5	+ 9,7	+ 0,7	- 3,1	—	- 3,4	+15,4	+246,0	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	- 3,5	- 1,2	—	- 2,3	—	- 0,8	- 0,1	- 8,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Certificats à un an au plus	—	—	—	+ 0,2	—	+ 0,1	+ 2,4	—	+ 0,8	—	+ 1,8	—	+ 5,3
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	+ 0,2
Total ...	—	—	—	+ 0,2	—	- 3,4	+ 1,2	—	- 1,5	—	+ 1,0	+ 0,1	- 2,5	
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	+ 3,8	+ 0,2	—	- 0,3	+ 1,8	—	—	—	—	+ 1,9	- 0,4	+ 0,1	+ 7,1
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,9	—	—	—	—	—	- 0,9
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+31,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+31,3
	Autres dépôts à un an au plus	+ 6,2	+ 0,1	—	- 0,4	- 3,1	- 0,9	—	—	—	- 1,8	+ 0,6	—	+ 0,7
	Dépôts à plus d'un an	+ 2,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,6
	Bons de caisse à un an au plus	+ 3,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,8
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+18,8	—	—	—	—	—	+ 0,4	—	+ 0,2	+ 0,1	—	—	+19,5
	Réserves mathématiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	+ 2,9	—	—	+ 2,4	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,8	+ 9,1	
(Actions et parts)	(- 0,2)	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,5)	(...)	—	—	(+ 0,3)	
Total ...	+69,5	+ 0,3	+ 0,1	+ 1,7	- 1,4	- 0,9	- 0,6	—	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 3,9	+ 73,2	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Réserves de sécurité sociale	+ 8,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,9
	Réserves mathématiques	+17,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+17,7
	Divers	+ 5,4	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,2	+ 5,5
(Actions et parts)	(...)	—	—	—	—	—	—	(-)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	
Total ...	+32,0	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,2	+ 32,1	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	+ 0,7	—	—	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 2,1	- 0,1	—	+ 0,6	—	+ 0,1	+ 0,1	+ 2,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,1	+ 0,1	+ 1,0	—	+ 2,1
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 7,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,0
	Autres dépôts à un an au plus	+ 3,3	+ 0,5	—	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,3	+ 1,1	—	+ 0,1	+ 1,1	—	—	+11,9
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 2,6	—	—	—	—	—	- 0,2	—	—	—	- 0,3	—	+ 2,0
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	—	+ 0,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+30,9	+ 0,1	—	+ 0,3	- 0,3	—	+ 6,1	+ 0,4	+ 4,0	- 0,3	+ 0,9	—	+42,1
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	—	—	—	+ 0,4	- 1,0	+ 1,5	—	+ 2,8	- 1,6	—	+ 0,9	+ 3,0
	Divers	- 0,9	—	+ 0,5	—	—	+ 1,2	—	—	—	—	+ 0,2	+ 4,5	+ 5,6
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	+43,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 2,6	+ 2,9	+ 2,6	+ 8,3	+ 0,4	+ 8,6	- 0,6	+ 2,4	+ 5,6	+ 77,4	
Secteurs indus-triels et ali-men-taires (12)		—	+ 1,3	—	—	+ 1,4	- 0,7	+25,3	+ 0,2	+ 4,0	+ 3,7	- 0,3	—	+ 35,0
	Total des créances	+359,5	+ 2,7	- 3,9	+ 6,3	+24,7	+183,2	+247,1	- 2,7	+71,1	+30,4	+76,8	+14,5	+1.009,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubrique 4.821 du tableau IX-1.

2 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

3 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

4 Cf. rubrique 4.811 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermé- diaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	58,8	6,5	9,4	...	50,6	125,3	0,3	369,1	—	284,2	116,5	266,1	1.035,8	0,6	1.162,1
2. Organismes publics d'exploitation	37,7	2,6	7,2	1,0	0,4	48,9	8,3	20,5	1,9	23,6	14,6	47,3	107,9	6,7	171,7
3. Etat (Trésor)	195,4	6,3	—	7,3	8,9	217,9	22,5	329,9	17,6	98,0	68,8	44,4	558,6	17,9	817,0
4. Secteur public non compris ailleurs	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	70,9	0,3	53,4	4,1	47,7	14,7	140,8	260,7	10,5	342,3
5. Sécurité sociale	71,5	...	2,7	...	0,1	74,3	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	9,3	9,9	103,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	419,7	24,2	24,8	8,4	60,2	537,3	41,4	776,0	23,6	454,6	219,1	499,0	1.972,3	45,6	2.596,6
7. Etranger	13,0	3,4	26,7	...	1,6	44,7	0,4	708,5	...	6,1	5,2	6,1	725,9	0,4	771,4
8. Organismes principalement moné- taires	858,0	4,3	6,4	26,2	2,5	897,4	556,6	124,9	...	22,4	2,3	8,5	158,1	62,4	1.674,5
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	3,5	9,6	—	6,6	—	0,8	17,0	0,3	23,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	484,0	2,1	0,5	5,2	9,3	501,1	2,8	2,0	...	0,1	13,0	2,0	17,1	13,4	534,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	321,3	...	0,4	...	...	321,7	...	...	...	0,2	...	...	0,2	2,0	323,9
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	281,4	4,0	18,8	14,4	19,1	337,7	8,0	43,6	1,2	54,8	50,8	10,6	161,0	22,5	529,2
13. Total des intermédiaires financiers	1.944,7	10,4	23,9	45,9	30,9	2.060,9	570,9	180,1	1,2	84,1	66,1	21,9	353,4	100,6	3.085,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	8,5	...	...	4,3	12,9	.....	44,0	1,2	15,0	6,9	6,7	73,8	—	86,6
15. Total des créances	2.377,5	46,5	80,4	54,4	97,0	2.655,8	612,8	1.708,7	26,0	559,7	297,3	533,7	3.125,4	146,6	6.540,6
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.215,4	- 125,2	- 736,6	- 287,9	- 6,5	+ 59,2	- 158,6	+ 34,2	+ 2,2	+ 25,2	- 26,6	+ 4,5	+ 39,5	+ 60,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1974

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermé- diaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	63,2	5,9	8,3	...	68,4	145,8	6,3	406,8	—	326,9	130,9	300,0	1.164,6	1,6	1.318,2
2. Organismes publics d'exploitation	44,3	2,4	7,4	0,9	0,3	55,3	9,5	27,9	1,4	25,4	15,2	54,9	124,8	6,7	196,3
3. Etat (Trésor)	209,4	5,2	—	4,7	12,9	232,2	20,3	354,7	14,3	111,8	77,6	48,1	606,5	13,5	872,4
4. Secteur public non compris ailleurs	53,7	8,9	6,5	0,5	0,2	69,8	0,3	62,7	3,9	51,7	16,0	168,6	302,9	0,4	373,4
5. Sécurité sociale	89,7	...	2,6	...	0,4	92,7	10,5	6,7	...	0,2	6,3	0,4	13,6	13,8	130,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	460,3	22,4	24,8	6,1	82,2	595,7	46,9	858,8	19,6	516,0	246,0	572,0	2.212,4	36,0	2.890,9
7. Etranger	14,8	4,3	26,6	0,1	1,8	47,5	1,3	831,5	...	7,6	5,4	10,1	854,6	0,2	903,6
8. Organismes principalement moné- taires	945,0	5,8	1,5	30,4	2,0	984,7	699,0	134,6	0,7	19,3	2,3	5,0	161,9	74,9	1.920,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,3	—	3,1	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	17,7	0,4	21,3
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	553,5	2,4	0,7	6,9	7,9	571,4	1,9	1,4	...	0,3	13,3	2,2	17,2	17,3	607,7
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	353,3	...	0,4	...	...	353,7	...	...	...	0,1	...	...	0,1	2,2	356,0
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	325,0	4,6	19,2	17,1	22,0	387,9	10,6	51,9	1,6	63,4	50,1	13,0	180,0	28,0	606,5
13. Total des intermédiaires financiers	2.176,8	12,8	24,6	54,7	31,9	2.300,8	711,6	198,7	2,3	88,2	65,7	22,0	376,9	122,8	3.512,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	9,8	...	...	5,7	15,5	.....	66,7	1,4	19,0	10,5	6,5	104,1	—	119,6
15. Total des créances	2.651,9	49,2	75,9	60,8	121,6	2.959,4	759,7	1.955,7	23,4	630,8	327,6	610,6	3.548,1	159,0	7.426,2
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.333,7	— 147,1	— 796,5	— 312,6	— 9,0	+ 68,5	— 143,9	+ 35,1	+ 2,1	+ 23,1	— 28,4	+ 4,1	+ 36,0	+ 39,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1974

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermé- diaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 4,2	- 0,6	- 1,0	...	+ 17,8	+ 20,4	+ 45,0	+ 36,8	—	+ 42,7	+ 14,3	+ 33,9	+ 127,7	+ 0,9	+ 194,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 6,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	...	+ 6,4	+ 1,2	+ 7,5	- 0,5	+ 1,8	+ 0,6	+ 7,5	+ 16,9	...	+ 24,6
3. Etat (Trésor)	+ 14,0	- 1,1	—	- 2,7	+ 4,0	+ 14,2	- 1,5	+ 24,8	- 3,3	+ 13,8	+ 8,9	+ 3,7	+ 47,9	- 4,5	+ 56,0
4. Secteur public non compris ailleurs	- 2,6	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	...	- 1,1	...	+ 9,3	- 0,2	+ 4,1	+ 1,3	+ 27,9	+ 42,4	- 10,1	+ 31,1
5. Sécurité sociale	+ 18,2	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 18,3	+ 0,4	+ 3,6	...	- 0,9	+ 1,7	- 0,1	+ 4,3	+ 4,0	+ 27,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 40,3	- 1,8	...	- 2,4	+ 22,1	+ 58,2	+ 45,1	+ 81,9	- 4,0	+ 61,5	+ 26,8	+ 72,9	+ 239,2	- 9,7	+ 332,7
7. Etranger	+ 87,0	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,2	+ 88,8	+ 0,9	+ 121,3	...	+ 1,5	+ 0,2	+ 4,0	+ 127,0	- 0,9	+ 215,8
8. Organismes principalement moné- taires	+ 87,0	+ 1,4	- 5,0	+ 4,1	- 0,4	+ 87,1	+ 139,5	+ 9,7	+ 0,7	- 3,1	...	- 3,4	+ 3,9	+ 15,4	+ 246,0
9. Fonds des Rentes	—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,2	- 3,4	+ 1,2	—	- 1,5	—	+ 1,0	+ 0,7	+ 0,1	- 2,5
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 69,5	+ 0,3	+ 0,1	+ 1,7	- 1,4	+ 70,2	- 0,9	- 0,6	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	...	+ 3,9	+ 73,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 32,0	...	...	...	...	+ 32,0	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	+ 0,2	+ 32,1
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 43,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 2,6	+ 2,9	+ 50,1	+ 2,6	+ 8,3	+ 0,4	+ 8,6	- 0,6	+ 2,4	+ 19,1	+ 5,6	+ 77,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 232,2	+ 2,2	- 4,4	+ 8,6	+ 1,1	+ 239,6	+ 137,8	+ 18,6	+ 1,1	+ 4,1	- 0,4	+ 0,2	+ 23,6	+ 25,2	+ 426,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 1,3	...	...	+ 1,4	+ 2,7	- 0,7	+ 25,3	+ 0,2	+ 4,0	+ 3,7	- 0,3	+ 32,9	—	+ 35,0
15. Total des créances	+ 359,6	+ 2,7	- 3,9	+ 6,3	+ 24,7	+ 389,4	+ 183,2	+ 247,1	- 2,7	+ 71,1	+ 30,4	+ 76,8	+ 422,7	+ 14,5	+ 1.009,7
16. Solde des créances et des dettes ...	+ 165,6	- 21,9	- 59,9	- 24,8	- 2,3	+ 56,7	- 32,6	+ 1,1	- 0,2	- 2,1	- 1,7	- 0,6	- 3,5	- 20,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVII^e année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, n^o 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1977. — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Statistiques financières de l'O.C.D.E.*

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (14)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9		Divers 12 (14)
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus) (4)			Etat 3 (7)	Autres pouvoirs publics 4 (8)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations 8 (11)	Fonds des Rentes 10 (12)	Autres intermédiaires financiers 11 (13)	
		A un an au plus (dépôts) (2)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations) (3)						Financés par les organismes principalement monétaires 6 (9)	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires 7 (10)				
1969	353,7	159,8	31,8	14,7	560,0	93,6	243,2	18,9	195,9	206,5	10,8	5,4	28,1	- 35,9
1970	378,2	178,5	39,9	11,4	608,0	104,7	247,3	26,0	218,0	231,2	15,2	5,4	37,0	- 45,6
1971 (ancienne série)	416,1	208,4	52,4	9,7	686,6	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	- 49,0
1971 (nouvelle série) 13	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	- 44,7
1972	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	8,5	38,6	- 51,8
1973	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	9,6	32,4	- 53,3
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	10,1	44,3	- 45,1
1975 Mars	565,7	374,7	74,8	18,0	1.033,2	144,6	369,7	69,5	393,1	420,1	40,9	6,0	57,2	- 47,8
Juin	624,2	370,3	81,4	19,9	1.095,8	153,1	399,1	71,6	418,9	436,2	41,1	5,0	59,9	- 52,9
Septembre	608,3	390,1	86,4	21,9	1.106,7	145,5	412,5	66,5	432,4	447,8	40,7	6,3	61,1	- 58,3
Décembre	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	9,2	57,1	- 47,4
1976 Mars	634,5	426,6	96,5	31,7	1.189,3	130,9	432,8	74,5	487,0	504,3	42,5	13,6	61,2	- 53,2
Juin	692,1	437,0	100,1	28,7	1.257,9	136,4	458,5	76,7	515,4	527,9	42,6	17,7	64,7	- 54,1
Septembre	661,2	470,7	102,7	30,0	1.264,6	115,5	455,4	73,7	543,5	549,8	42,9	40,0	66,4	- 72,8
Décembre	684,1	488,5	104,6	31,4	1.308,6	145,5	449,9	86,3	554,8	568,4	48,2	13,9	64,1	- 54,1
1977 Mars	689,4	498,3	120,0	37,1	1.344,8	147,9	p 476,2	p 82,8	p 557,0	p 575,7	p 48,8	19,1	p 71,3	p - 58,3

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

2 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

3 Y compris le Fonds des Routes (voir l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) et (12).

7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).

8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.

10 Sous déduction du solde créateur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949; XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955; XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976; LIII^e année, tome I, no 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1
2. F.M.I. — Participation	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	25,6	26,4	26,3	27,0	28,7	29,5	29,9	29,5	30,1
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8
— Droits de tirage spéciaux	—	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	27,4	19,9	19,3	19,3	19,8
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	4,9	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,4	0,7
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	3,5	...	3,6	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	9,8	1,9	5,8	16,5	16,9	12,0	0,7	1,3	11,9	17,8	14,9	15,0	13,7	5,9	p 12,0
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	106,8	106,3	107,2	87,2	79,3	64,5	84,1	94,2	99,9
b) en francs belges .....	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	129,2	144,4	168,3	196,3	222,6	232,2	245,0	244,7	256,1	245,2	238,3	217,2	235,2	238,4	252,0
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5	2,5	2,3	2,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	2,2	0,1	...	0,1	2,3	1,7	0,1	...	5,2
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	15,5	13,2	4,9	1,1	0,5	5,1	20,5	11,5	4,2	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,7	3,0	3,0	3,0	3,2	3,3	3,3	3,2	3,8	3,8
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,1	38,1	38,1
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,9	1,5	4,5	6,3	7,9	5,2	0,1	0,9	...	5,9	5,1	7,4	5,4	1,2	3,4
b) effets commerciaux	6,9	3,2	4,8	10,6	15,2	14,9	3,4	1,6	10,3	23,8	19,8	24,3	26,2	11,4	p 19,2
c) avances .....	...	0,2	0,3	0,2	0,3	0,5	...	...	0,4	...	...	0,2	0,4	...	0,4
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	2,5	...	...	1,2	0,9	2,9	5,9	4,8	24,5	3,6	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,9	0,9	...	0,2	0,2
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	58,4	55,9	41,9	28,3	37,8	24,2	24,7	25,3	23,3	20,8	18,7	21,9	12,1	26,9	p 29,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	325,6	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5	365,2	349,7	345,3	376,8

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	...	...	...	...	...	33,1	...	19,0	...	...	...
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	1,0	3,5	1,7	2,3	3,0	2,2	3,4	3,6	4,3	3,3	3,4	3,3	3,3	3,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	1,3	3,8	2,0	3,5	3,4	2,3	3,5	3,7	37,5	3,4	22,5	3,4	3,4	3,3
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	4,9	5,0	5,4	5,8	7,0	7,2	8,3	7,4	7,2	7,7	8,4	7,4	7,7	8,1	p 8,2
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	14,7	5,8	—	—	—	...	...	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	...	0,1	0,7	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	p ...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	178,1	183,2	196,4	216,8	231,5	248,9	274,0	267,7	281,2	276,2	299,7	292,0	299,5	293,9	p322,0
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,3	0,6	0,6	0,9	0,7	1,0	0,4	1,2	0,7	0,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	0,5	0,3	...	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	4,0	11,8	5,7	1,9	—	—	—	...	...	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,4	65,1	55,5	46,4	54,3	44,2	47,8	49,3	47,1	44,2	43,9	42,8	37,2	39,1	p 42,6
TOTAL DU PASSIF ...	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	325,6	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5	365,2	349,7	345,3	376,8

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

3 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

4 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

5 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

6 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-76	30-9-76	31-10-76	30-11-76	31-12-76	31-1-77	28-2-77	31-3-77	30-4-77	31-5-77	30-6-77	31-7-77	31-8-77
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1
2. F.M.I. — Participation	29,5	29,5	29,6	30,3	29,9	29,4	29,5	29,5	29,5	30,4	30,1	30,1	29,0
— Prêts	—	—	—	—	—	0,8	0,8	0,8	0,8	1,2	1,2	1,2	1,5
— Droits de tirage spéciaux	27,4	19,9	19,9	19,3	19,3	19,3	19,3	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8
— Autres	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,5	0,1	0,4	0,3	0,4	0,7	0,1	0,5
4. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	15,8	15,0	17,5	12,6	13,7	4,7	9,5	5,9	7,6	10,8	12,0	p 15,9	p 7,8
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères	70,7	64,5	64,2	70,9	84,1	87,5	91,0	94,2	96,8	98,6	99,9	102,5	103,8
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	231,6	217,2	219,3	221,3	235,2	230,5	238,5	238,4	242,6	249,5	252,0	258,0	250,7
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	2,4	2,3
c) sur les banques de dépôts	4,4	1,7	4,7	0,5	0,1	0,1	0,1	...	6,0	1,4	5,2	...	5,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	25,2	31,6
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2	3,2	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8
— autres	38,3	38,3	38,3	38,3	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	8,2	7,4	8,8	6,9	5,4	1,5	3,3	1,2	2,2	2,2	3,4	4,2	1,4
b) effets commerciaux	27,0	24,3	25,9	21,7	26,2	20,3	19,8	11,4	15,7	16,8	19,2	p 20,8	p 15,0
c) avances	0,3	0,2	...	...	0,4	0,3	0,3	...	0,4	0,1	0,4	0,2	0,4
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	14,1	24,5	10,6	6,9	3,6	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,9	0,9	1,0	0,1	...	...	...	0,2	1,5	1,4	0,2	...	...
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	16,5	21,9	16,5	15,1	12,1	19,3	13,6	26,9	18,3	29,3	29,4	15,2	15,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	371,0	365,2	353,8	339,6	349,7	338,6	342,8	345,3	353,9	367,8	376,8	370,2	367,0

1 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX. Balance des Paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII année, vol. II, no 3, septembre 1968).

2 Y compris les organismes de sécurité sociale.

3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

4 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-76	30-9-76	31-10-76	30-11-76	31-12-76	31-1-77	28-2-77	31-3-77	30-4-77	31-5-77	30-6-77	31-7-77	31-8-77
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M.	25,8	19,0	8,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,6	3,4	3,3	3,4	3,3	3,6	2,9	3,3	3,1	3,6	3,2	3,6	3,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg													
Total des engagements envers l'étranger ...	29,5	22,5	12,1	3,5	3,4	3,7	3,0	3,4	3,2	3,7	3,3	3,7	3,9
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	7,3	7,4	6,9	7,9	7,7	8,1	7,8	8,1	7,5	9,0	8,7	p 8,7	p 8,7
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	...	...	0,7	0,1	0,1	0,1	...	p ...	p ...	p ...	p ...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	290,9	292,0	292,2	286,8	299,5	289,0	291,7	293,9	304,0	312,0	321,5	p314,3	p310,0
— monnaie scripturale ⁵	0,7	0,4	0,4	0,9	1,2	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,7	0,5	0,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	42,5	42,8	42,2	40,5	37,2	37,1	39,5	39,1	38,6	42,6	42,6	p 43,0	p 43,7
TOTAL DU PASSIF ...	371,0	365,2	353,8	339,6	349,7	338,6	342,8	345,3	353,9	367,8	376,8	370,2	367,0

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
 2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

3 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

4 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

5 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

6 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif ¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77
A. Créances sur l'étranger :														
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	1,9	3,5	3,2	...	...	0,4	0,1	1,9	0,8	...	...	0,5	0,3	1,5
8. Autres :														
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	1,9	3,5	3,2	...	...	0,4	0,1	1,9	0,8	...	...	0,5	0,3	1,5
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	1,1	0,5	0,1	0,4	0,1	1,0	0,3	0,8
2. Autres :														
a) sur la B.N.B. :														
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	0,4	0,8	1,0	0,6	1,0	1,8	1,1	0,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	0,1	0,5	...	...	0,6	...	0,9	2,2	3,3	1,4	...
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :														
1. Sur l'Etat ² :														
a) à un an au plus	51,8	55,4	55,9	64,4	64,0	65,0	72,0	68,9	70,1	73,3	78,7	75,9	77,5	p 81,8
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	6,7	6,9	7,1	7,6	8,1	8,3	8,4	8,9	8,7	9,1	9,3	10,1	10,0	p 10,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :														
a) à un an au plus	9,9	10,6	12,4	16,5	19,5	21,8	21,3	15,7	25,7	20,9	23,1	18,8	28,3	p 22,8
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :														
a) acceptations bancaires	1,5	0,9	0,1	0,2	...	0,7	...	0,9	3,0	...	...	0,3	1,1	1,5
b) effets commerciaux	0,9	0,7	0,2	0,2	...	1,9	0,2	3,1	3,6	0,5	...	0,9	2,0	1,7
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	2,9	0,4	...	...	...	0,1	...	...	0,6	0,1	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :														
a) à un an au plus :														
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,2	0,3	0,6	...	...	1,1	...	0,1	...	...	0,9	...	...
b) à plus d'un an :														
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,4	1,5	8,8 ⁶	7,3	11,1	14,0	18,7	18,2	18,1	18,4	23,3	24,1	23,1	15,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	76,6	80,6	89,0 ⁶	101,2	104,7	114,0	123,8	120,0	131,8	124,6	138,2	138,6	145,7	136,6

1 O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

2 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, VIII, 1969).

3 Y compris les organismes de sécurité sociale.

4 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

5 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

6 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,6 et pour le total de l'actif à 84,8.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77
A. Engagements envers l'étranger :														
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :														
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,4	1,3	0,5	...	0,2	...	...	0,1	...	...	...	0,5	...	...
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,4	1,3	0,5	...	0,2	...	...	0,1	...	...	...	0,5	...	...
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,7	0,3	0,4	0,4	0,4	1,2	0,6	0,7	0,5	0,4	0,6
2. Autres :														
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5	2,5	2,3
b) envers les organismes publics	0,1	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	0,4	0,8	1,0	0,5	1,0	1,8	1,1	0,1
c) envers les banques de dépôts :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	10,1	7,2	8,5	6,2	1,3	3,9	1,8	3,9	6,5	2,6	2,2	5,0	6,2	7,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :														
1. Stock monétaire :														
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :														
— monnaie fiduciaire ⁴	7,0	7,5	8,1	8,5	9,1	9,5	9,8	9,9	10,1	10,2	10,8	11,1	11,3	11,2
— monnaie scripturale	44,5	50,1	51,5	63,2	65,7	67,5	76,6	73,3	75,0	77,5	81,6	77,8	80,4	p85,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	14,1	12,3	19,6 ⁵	21,8	27,6	31,5	34,8	29,6	35,9	33,2	39,8	39,4	43,8	p30,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :														
a) en francs belges :														
— à un an au plus :														
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :														
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :														
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :														
— le Fonds des Rentes .....	...	1,1	...	...	...	...	...	2,0	2,1	...	...	...	...	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres														

TOTAL DU PASSIF ...	76,6	80,6	89,0⁵	101,2	104,7	114,0	123,8	120,0	131,8	124,6	138,2	138,6	145,7	136,6

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 84,8.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77
A. Créances sur l'étranger :														
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	40,0	40,7	39,6	38,9	37,1	35,4	35,5	36,1
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	6,5	12,6	13,9	11,8	11,1	17,0	20,3	19,3	17,2	15,2	15,0	17,5	16,6	21,3
8. Autres :														
a) en monnaies étrangères	134,4	198,1	235,3	297,0	391,4	489,5	536,1	591,0	596,1	648,2	618,8	647,5	656,7	693,2
b) en francs belges	19,9	20,8	22,3	27,1	35,4	38,6	44,6	44,4	49,8	51,5	51,9	61,4	65,0	64,6
Total des créances sur l'étranger ...	168,1	246,1	296,3	367,8	486,0	598,8	641,0	695,4	702,7	753,8	722,8	761,8	773,8	815,2
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	4,8	5,0	5,3	5,7	6,9	7,0	8,2	7,3	7,1	7,6	8,3	7,2	7,7	8,0
2. Autres :														
a) sur la B.N.B. :														
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	14,7	5,7	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	...	0,1	0,7	...	0,1	0,1	0,7	0,1
b) sur les organismes publics	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	4,0	1,9	3,9	6,5	2,6	2,2	5,1	6,2	9,1
c) sur les banques de dépôts	18,8	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	99,1	99,6	106,0	127,6	118,7	132,8	135,6	159,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :														
1. Sur l'Etat ¹ :														
a) à un an au plus	37,1	28,0	17,8	9,4	10,0	8,4	10,3	31,7	10,0	11,9	27,4	28,5	28,6	42,1
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	63,1	73,7	106,1	140,0	173,8	194,3	214,0	218,9	226,3	247,2	252,7	251,2	247,0	p 255,8
— autres	32,5	33,8	29,7	32,5	31,1	32,6	32,6	31,3	30,0	29,2	28,2	27,5	24,9	p 23,9
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :														
a) à un an au plus	1,5	3,1	2,3	3,2	4,7	9,8	8,6	9,2	11,6	13,3	10,8	11,2	12,7	p 12,4
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	4,6	9,3	12,3	15,5	24,7	29,1	31,9	31,4	29,8	29,5	29,2	29,4	31,7	p 33,6
— autres	2,3	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	8,8	9,2	9,1	9,8	12,6	13,3	12,6	p 13,0
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :														
a) acceptations bancaires	3,9	6,3	8,6	9,1	5,9	7,9	16,3	14,1	10,9	14,4	16,5	17,0	11,9	16,5
b) effets commerciaux	82,3	91,6	93,5	106,2	116,0	116,3	123,1	120,3	128,6	122,0	134,3	135,7	136,1	p 146,9
c) avances	98,5	113,7	139,9	172,3	219,4	252,3	275,9	291,5	309,5	320,3	339,8	357,7	371,7	p 377,9
d) autres créances à un an au plus	1,5	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	3,4	3,6	4,5	5,8	3,0	3,8	9,1	7,7
e) autres créances à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	4,4	6,7	8,9	11,5	12,2	14,7	15,8	15,7	14,7	14,9	14,7	14,5	15,4	17,1
— autres	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	20,9	20,5	23,0	21,0	24,0	23,8	22,8	23,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	5,4	6,4	4,4	5,6	9,2	10,8	3,8	10,0	9,0	7,7	12,9	14,9	10,2	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :														
a) à un an au plus :														
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,3	0,8	0,6	1,9	0,2	0,7	1,4	2,5	2,1	1,6	1,7	0,4	0,4	p 0,2
— autres	3,3	3,6	4,4	2,9	4,1	4,7	7,7	8,9	10,3	9,6	10,0	10,5	13,7	p 9,5
b) à plus d'un an :														
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	19,9	27,3	31,8	31,6	30,0	34,4	37,9	36,1	34,3	32,2	33,7	34,9	33,9	p 42,7
— autres	4,5	6,0	4,6	5,2	9,7	12,9	14,6	13,9	13,4	18,1	18,5	18,6	18,2	p 18,3
D. Autres	60,7	68,6	84,0	87,6	99,5	129,9	128,9	144,1	133,5	132,9	140,3	140,2	139,1	p 151,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.933,0	1.962,4	2.039,9	2.064,0	2.184,7

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation; intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77
A. Engagements envers l'étranger :														
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :														
a) en monnaies étrangères	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	567,0	630,3	633,9	669,6	648,1	667,4	680,6	720,1
b) en francs belges ¹	34,7	50,2	64,0	80,1	118,6	169,6	163,7	162,6	162,5	160,9	173,2	173,6	179,8	183,7
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	204,3	286,7	331,0	413,3	552,9	695,5	730,7	792,9	796,4	830,5	821,3	841,0	860,4	903,8
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :														
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	2,2	0,1	...	0,1	2,3	1,7	0,1	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,5	0,1	0,5	...	0,1	0,6	0,1	1,0	2,2	3,3	1,4	2,2
c) envers les banques de dépôts :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	18,8	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	99,0	99,5	105,9	127,5	118,6	132,8	135,5	159,6
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :														
1. Stock monétaire :														
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :														
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	109,4	124,5	144,0	173,3	185,9	195,1	229,3	227,5	236,3	236,1	258,9	241,2	248,1	268,9
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	...	...	...	0,1	0,2	...	0,1	0,1	0,9	0,1	0,1	0,1	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :														
a) en francs belges :														
— à un an au plus :														
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	192,3	205,0	220,4	235,7	241,3	246,0	253,9	258,7
— autres dépôts	88,3	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	178,0	185,1	182,3	190,9	195,7	224,7	234,6	239,5
— à plus d'un an :														
— dépôts	10,8	14,4	22,0	26,9	27,2	23,3	28,1	29,9	31,5	33,7	32,6	31,7	30,2	31,9
— bons de caisse et obligations	21,0	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	53,3	56,6	58,2	62,8	67,5	71,0	74,4	88,2
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	14,7	11,4	9,7	9,2	11,7	17,5	19,9	21,9	23,0	31,7	28,7	30,0	31,4	37,1
3. Autres engagements :														
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
c) envers les intermédiaires financiers :														
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	2,5	...	0,7	...	2,6	0,7	...	...	...	...	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,3	1,2	0,4	...	0,3	3,1	1,2	0,7	3,4	0,8	0,4	...	2,5	...
D. Autres	93,6	106,5	123,9	128,7	147,0	168,8	177,5	196,5	175,1	181,1	192,6	216,2	191,2	194,6
TOTAL DU PASSIF ...	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.933,0	1.962,4	2.039,9	2.064,0	2.184,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.
² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 3).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	
2. F.M.I. — Participation	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	25,6	26,4	26,3	27,0	28,7	29,5	29,9	29,5	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	
— Droits de tirage spéciaux	—	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	27,4	19,9	19,3	19,3	
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	4,9	9,7	9,7	9,7	9,7	
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,4	
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	3,5	...	3,6	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	
6. Obligations	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	40,0	40,7	39,6	38,9	37,1	35,4	35,5	36,1	
7. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation	18,2	18,0	22,9	28,3	28,0	29,4	21,1	22,5	29,9	33,0	29,9	33,0	30,6	28,7	
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères	170,0	237,1	270,3	349,4	467,3	578,1	642,9	697,3	703,3	735,4	698,1	712,0	740,8	787,4	
b) en francs belges	19,9	21,0	22,3	27,1	35,4	38,6	44,6	44,4	49,8	51,5	51,9	61,4	65,0	64,6	
Total des créances sur l'étranger ...	299,2	394,0	467,8	564,1	708,6	831,4	886,1	942,0	959,6	999,0	961,1	979,5	1.009,3	1.055,1	(6)
B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	7,6	9,7	8,2	7,6	8,6	8,8	8,7	8,4	9,3	(1)
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	14,7	5,7	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	...	0,1	0,7	...	0,1	0,1	0,7	0,1	
b) sur les organismes publics	10,2	7,8	8,8	7,0	1,8	5,2	2,3	4,7	7,5	3,2	5,3	9,4	9,8	11,5	
c) sur les banques de dépôts	18,8	27,6	45,2	59,6	93,7	105,7	101,3	100,4	106,0	128,6	123,2	137,8	137,1	159,7	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	104,4	96,6	78,6	74,9	74,5	78,5	102,8	112,1	84,3	105,8	126,7	125,0	126,7	144,5	(7)
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	72,3	82,9	115,1	149,6	184,1	205,3	225,4	230,8	238,0	259,5	265,3	264,6	260,2	269,7	(7)
— autres	66,5	67,8	63,7	66,5	71,3	70,9	70,9	69,6	68,3	67,5	66,5	65,8	63,0	61,9	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	11,4	13,7	14,7	19,7	24,2	31,6	29,9	24,9	37,3	34,2	33,9	30,0	41,0	35,2	(8)
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	5,2	9,9	13,3	16,6	25,8	30,2	33,0	32,5	30,9	30,6	30,3	30,5	32,8	34,7	(8)
— autres	2,3	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	8,8	9,2	9,1	9,8	12,6	13,3	12,6	13,0	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,3	8,7	13,2	15,6	13,8	13,8	16,4	15,9	13,9	20,3	21,6	24,7	18,4	19,2	(9)
b) effets commerciaux	90,1	95,5	98,5	117,0	131,2	133,1	126,7	125,0	142,5	146,3	154,1	160,9	164,3	160,0	(9)
c) avances	98,5	113,9	140,2	172,5	219,7	252,8	275,9	291,5	309,9	320,3	339,8	357,9	372,1	377,9	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,5	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	3,4	3,6	4,5	5,8	3,0	3,8	9,1	7,7	(11)
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	4,7	7,2	9,4	12,4	13,1	15,6	16,7	16,5	15,6	15,8	15,6	15,3	16,3	18,0	(11)
— autres	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	20,9	20,5	23,0	21,0	24,0	23,8	22,8	23,2	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes ⁴ : à un an au plus	5,4	6,4	4,4	11,0	9,6	10,8	5,0	10,9	12,0	13,6	17,7	40,0	13,9	—	(12)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,3	0,8	0,5	1,9	0,2	0,7	1,4	2,5	2,1	1,6	1,7	0,4	0,4	0,2	(13)
— autres	3,5	3,8	4,8	3,5	4,1	4,7	8,8	8,9	10,4	9,7	10,9	12,3	13,7	9,7	(13)
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur	20,0	27,5	32,1	31,9	30,3	34,7	38,2	36,4	34,6	32,5	34,0	35,2	34,2	43,0	(13)
— autres	4,6	6,1	4,7	5,3	9,8	13,0	14,7	14,0	13,5	18,2	18,6	18,7	18,3	18,4	(13)
D. Autres	122,5	126,0	134,7 ⁶	123,2	148,4	168,1	172,3	187,6	174,9	172,1	182,3	186,2	174,3	194,5	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	959,5	1.113,1	1.266,7	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.176,3	2.267,8	2.306,2	2.424,0	2.457,1	2.543,7	2.559,4	2.666,6	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

1 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balances des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).
2 Y compris les organismes de sécurité sociale.
3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres; les créances sur celui-ci sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».
5 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.
6 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 180,5 et pour le total de l'actif à 1.262,5.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	...	...	...	...	...	33,1	...	19,0	...	...
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	567,0	630,3	637,5	669,6	648,1	667,4	680,6	720,1	
b) en francs belges ¹	35,8	52,5	68,0	81,8	121,1	172,6	165,9	166,1	162,5	165,2	176,5	177,5	183,1	187,0	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	205,6	289,3	335,3	415,3	556,6	698,9	733,0	796,5	800,1	868,0	824,7	864,0	863,8	907,2	(6)
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,3	5,4	5,9	6,5	7,3	7,6	8,7	7,8	8,4	8,3	9,1	7,9	8,1	8,7	(1)
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	2,2	0,1	...	0,1	4,4	4,2	2,6	2,3	
b) envers les organismes publics	0,1	0,7	0,8	0,9	1,0	1,2	0,4	1,4	1,1	1,5	3,2	5,1	2,5	2,3	
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	14,7	5,8	—	—	—	...	...	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
— autres	29,9	36,0	54,2	65,9	93,0	110,3	100,8	103,5	113,1	130,2	120,9	137,9	142,4	166,7	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	185,1	190,7	204,5	225,3	240,6	258,4	233,8	277,6	291,3	286,4	310,5	303,1	310,8	305,1	(1)
— monnaie scripturale ³	154,3	175,0	196,1	237,1	252,1	262,9	306,5	301,4	312,2	314,3	341,5	319,4	329,7	355,0	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴	14,1	12,3	19,6	21,8	27,7	31,7	34,8	29,7	36,0	34,1	39,9	39,5	43,9	30,0	(1)
2. Autres engagem. envers les entreprises et particuliers ⁵ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	192,3	205,0	220,4	235,7	241,3	246,0	253,9	258,7	(2)
— autres dépôts	88,3	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	178,0	185,1	182,3	190,9	195,7	224,7	234,6	239,5	(2)
— à plus d'un an :															
— dépôts	10,8	14,4	22,0	26,9	27,0	23,3	28,1	29,9	31,5	33,7	32,6	31,7	30,2	31,9	(3)
— bons de caisse et obligations	21,0	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	53,3	56,6	58,2	62,8	67,5	71,0	74,4	83,2	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	14,7	11,4	9,7	9,2	11,9	17,5	20,0	21,9	23,0	31,7	28,7	30,0	31,4	37,1	(4)
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor															
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)															
...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes ⁶															
...	...	1,1	...	2,5	...	0,7	...	4,6	2,8	...	...	...	...	...	(12)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire															
...	...	...	...	...	0,5	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	(14)
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire															
...	...	...	...	4,0	11,8	5,7	1,9	...	...	...	...	...	...	...	(13)
— autres ⁷	0,3	1,2	0,4	...	0,3	3,1	1,2	0,7	3,4	0,8	0,4	...	2,5	...	(13)
D. Autres															
158,4	171,6	179,4 ⁸	175,1	201,3	213,0	225,3	245,8	222,2	225,3	236,5	259,0	228,4	233,7	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...															
959,5	1.113,1	1.266,7 ⁸	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.176,3	2.267,8	2.306,2	2.424,0	2.457,1	2.543,7	2.559,4	2.666,6		

Colonne du tableau XIII.
« Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

⁴ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

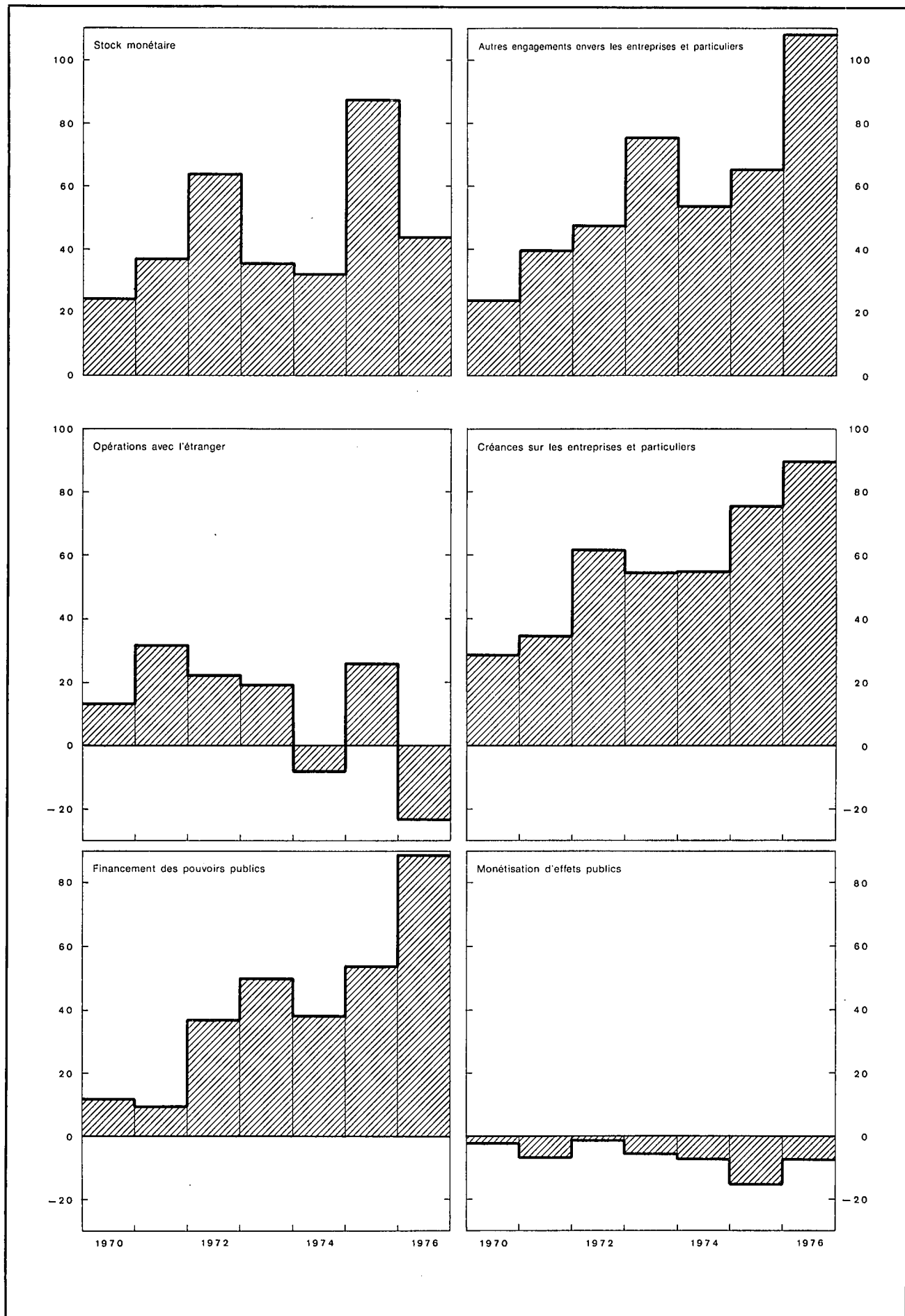
⁵ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁶ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers celui-ci sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁷ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

⁸ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 1.262,5.

**XIII - 3. — Origines des variations du stock monétaire
auprès des organismes principalement monétaires**
(variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Période	Stock monétaire (1)	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers) (6)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9 (15)	Divers (16)
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus) (4)			Orédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4 (7)	Obligations 5 (8)	de créances commerciales sur l'étranger (9)	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers (10)	Etat 7 (11)	Autres pouvoirs publics 8 (12)	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires (13)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (14)		
		A un an au plus (dépôts) (2)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations) (3)													
1970	+24,5	+18,7	+ 8,1	- 3,3	+ 48,0	+13,5	+24,7	+ 4,6	- 4,8	- 2,6	+ 6,1	+ 6,5	- 1,1	- 1,2	+ 8,4	- 6,1
1971	+37,9	+30,0	+12,4	- 1,7	+ 78,6	+32,1	+35,1	+ 1,6	+ 3,0	- 1,3	+ 5,2	+ 5,0	- 1,2	- 5,9	+ 4,6	+ 0,4
1972	+64,2 ¹⁰	+39,3	+10,2	- 0,5	+113,2 ¹⁰	+22,6	+52,1	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+28,2	+ 8,7	- 1,7	+ 0,3	- 2,9	- 3,7 ¹⁰
1973	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+19,7 ¹¹	+56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+34,9 ¹²	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 ¹³
1974	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 ¹⁴	+43,1	+ 9,7	- 5,9	- 9,0	+27,8	+12,9	- 6,3	- 1,1	+12,4	+ 8,1 ¹⁵
1975	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+26,4	+66,3	+ 9,3	- 0,7	...	+44,5	+ 9,2	-15,0	- 0,3	+13,1	+ 2,5
1976	+43,8	+85,8	+14,9	+ 8,4	+152,9	-23,5	+84,6	+ 5,6	- 2,7	+ 4,1	+85,1	+10,3	-15,5	+ 0,6	+ 7,1	- 2,8
1975 1 ^{er} trimestre	+12,8	+16,7	+ 2,8	+ 0,5	+ 32,8	+18,1	+ 2,6	+ 5,9	- 2,8	- 9,2	+14,5	...	+ 0,7	- 5,0	+12,8	- 4,8
2 ^e trimestre	+58,5	- 4,4	+ 6,6	+ 1,9	+ 62,6	+ 3,3	+16,0	+ 0,3	- 1,0	+ 9,7	+27,3	+ 1,7	- 0,2	- 2,8	+ 2,3	+ 6,0
3 ^e trimestre	-15,9	+19,8	+ 5,0	+ 2,0	+ 10,9	- 8,0	+11,6	+ 0,3	...	+ 1,7	+21,1	- 5,0	- 5,3	+ 4,9	+ 1,9	-12,3
4 ^e trimestre	+32,0	+12,6	+ 3,3	+ 1,1	+ 49,0	+13,0	+36,1	+ 2,8	+ 3,1	- 2,2	-18,4	+12,5	-10,2	+ 2,6	- 3,9	+13,6
1976 1 ^{er} trimestre	- 5,8	+23,9	+ 6,8	+ 8,7	+ 33,6	-29,2	+20,5	- 0,6	- 1,8	+ 0,2	+53,7	- 2,4	- 4,3	- 3,1	+ 4,0	- 3,4
2 ^e trimestre	+57,6	+10,4	+ 3,6	- 3,0	+ 68,6	+ 3,6	+23,7	+ 0,2	+ 0,7	+ 4,9	+36,0	+ 2,3	- 3,6	- 0,4	+ 4,2	- 3,0
3 ^e trimestre	-30,9	+33,7	+ 2,6	+ 1,3	+ 6,7	-15,4	+21,7	+ 0,5	- 0,8	+ 6,3	+12,8	- 2,6	- 3,1	- 0,1	+ 1,2	-13,8
4 ^e trimestre	+22,9	+17,8	+ 1,9	+ 1,4	+ 44,0	+17,5	+18,7	+ 5,5	- 0,8	- 7,3	-17,4	+13,0	- 4,5	+ 4,2	- 2,3	+17,4
1977 1 ^{er} trimestre	+ 5,4	+ 9,8	+15,4	+ 5,7	+ 36,3	p+ 1,6	+ 7,2	p+ 0,7	- 0,9	- 5,1	p+43,8	p- 1,2	p- 0,7	-11,1	p+ 7,4	p- 5,4

N. B. Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publiques qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

7 Y compris le Fonds des Rentes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.

¹⁰ A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

¹¹ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹² A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹³ A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,8 milliard).

¹⁴ Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹⁵ Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics 6	Total général (10) = (8) + (9)
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total (8) = (8) + (7)		
	Billets et pièces du Trésor 2 (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire 3 (3)	Auprès de la Banque Nationale de Belgique 4 (4)	Auprès des organismes publics 5 (5)	Auprès des banques (6)	Total (7) = (4) + (5) + (6) (7)			
1969	7,0	183,0	185,3	0,4	44,5	109,4	154,3	339,6	14,1	353,7
1970	7,5	188,2	190,8	0,4	50,1	124,5	175,0	365,8	12,4	378,2
1971 (ancienne série)	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	15,4	416,1
1971 (nouvelle série) 7	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975 Mars	9,5	255,3	257,1	0,6	70,5	205,3	276,4	533,5	32,2	565,7
Juin	9,8	282,3	282,8	0,6	76,6	229,4	306,6	589,4	34,8	624,2
Septembre	9,9	275,1	277,2	0,6	73,2	227,6	301,4	578,6	29,7	608,3
Décembre	10,2	288,4	292,1	0,9	75,0	236,3	312,2	604,3	36,0	640,3
1976 Janvier	10,1	281,2	284,5	0,3	85,3	231,6	317,2	601,7	30,7	632,4
Février	10,1	282,9	285,5	0,7	76,2	222,6	299,5	585,0	29,2	614,2
Mars	10,2	283,9	286,0	0,7	77,6	236,1	314,4	600,4	34,1	634,5
Avril	10,6	292,2	294,8	0,6	91,8	239,7	332,1	626,9	38,0	664,9
Mai	10,7	299,6	301,4	1,6	80,7	245,7	328,0	629,4	33,3	662,7
Juin	10,8	308,1	310,7	1,0	81,6	258,9	341,5	652,2	39,9	692,1
Juillet	11,0	302,1	305,4	0,5	88,6	249,2	338,3	643,7	34,8	678,5
Août	11,1	298,2	301,4	0,7	79,9	239,0	319,6	621,0	31,9	652,9
Septembre	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	661,2
Octobre	11,1	299,0	302,3	0,4	81,4	229,5	311,3	613,6	31,5	645,1
Novembre	11,1	294,7	297,4	0,9	78,0	235,4	314,3	611,7	38,2	649,9
Décembre	11,3	307,2	310,5	1,1	81,1	248,1	330,3	640,8	43,3	684,1
1977 Janvier	11,2	297,1	298,8	0,6	92,3	258,5	351,4	650,2	34,8	685,0
Février	11,2	299,5	302,3	0,7	87,5	244,5	332,7	635,0	38,9	673,9
Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	p 85,1	268,6	p 354,4	p 658,8	p 30,6	p 689,4
Avril	11,3	311,5	314,3	0,5	p 98,8	260,7	p 360,0	p 674,3	p 30,7	p 705,0
Mai	11,4	321,0	322,3	0,4	p 87,8	274,9	p 363,1	p 685,4	p 30,5	p 715,9
Juin	11,5	330,2	331,8	p 0,6	p 91,6	p 277,8	p 370,0	p 701,8	p 30,4	p 732,2

1 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

3 Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

4 Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

5 O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

6 Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

7 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1969	183,4	152,6	7,5	160,1	343,5	14,1	3,4	17,5	361,0
1970	188,4	173,4	11,4	184,8	373,2	12,4	4,2	16,6	389,8
1971 (anc. série)	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	15,4	3,9	19,3	428,3
(nouv. série) ³	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975 Mars	254,2	271,3	28,7	300,0	554,2	32,2	4,9	37,1	591,3
Juin	279,2	301,1	32,4	333,5	612,7	34,8	6,1	40,9	653,6
Septembre	274,2	296,4	35,9	332,3	606,5	29,7	6,4	36,1	642,6
Décembre	288,1	306,1	37,0	343,1	631,2	36,0	5,1	41,1	672,3
1976 Mars	282,5	309,2	35,8	345,0	627,5	34,1	6,6	40,7	668,2
Juin	306,5	335,0	39,3	374,3	680,8	39,9	8,0	47,9	728,7
Septembre	299,0	313,9	40,9	354,8	653,8	39,5	6,3	45,8	699,6
Décembre	305,8	324,2	<i>p</i> 39,3	<i>p</i> 363,5	<i>p</i> 669,3	43,2	<i>p</i> 7,1	<i>p</i> 50,3	<i>p</i> 719,6
1977 Mars <i>p</i>	300,8	350,9	42,8	393,7	694,5	30,7	6,3	37,0	731,5

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (8) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Période	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (8) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements (col. (12)) et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Etat	Autres ²					(7)	(8)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁷	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁷⁸	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁷	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,5 ⁹	-21,4	+14,1	- 4,6	...	- 1,0	+19,7	+19,2	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,1	-26,4	-18,3	- 3,7	...	- 5,9	- 8,7 ¹⁰	+42,9	+24,6
1975	252,4	-92,9	159,5	+18,5 ¹¹	+ 3,6	+22,1	- 3,6	...	- 0,7	+26,4	+ 2,3	+24,4
1976	231,8	-86,3	145,5	-22,7 ¹²	+ 4,7	-18,0	+ 8,2	...	- 2,7	-23,5	+12,6	- 5,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	-95,9	144,6	+10,1	+ 4,1	+14,2	- 1,1	...	- 2,8	+18,1	+ 8,7	+17,9
2 ^e trimestre ..	242,7	-89,6	153,1	+ 1,0	+ 0,7	+ 1,7	- 0,6	...	- 1,0	+ 3,3	- 8,1	- 1,4
3 ^e trimestre ..	241,1	-95,7	145,4	- 1,7	- 6,8	- 8,5	- 0,5	...	...	- 8,0	+ 5,5	- 3,0
4 ^e trimestre ..	252,4	-92,9	159,5	+ 9,1 ¹¹	+ 5,6	+14,7	- 1,4	...	+ 3,1	+13,0	- 8,8	+10,9
1976 1 ^{er} trimestre ..	207,7	-76,8	130,9	-45,4 ¹²	+14,4	-31,0	...	...	- 1,8	-29,2	+ 4,7	-26,3
2 ^e trimestre ..	234,8	-98,5	136,3	+27,5 ¹²	-21,4	+ 6,1	+ 1,8	...	+ 0,7	+ 3,6	+ 8,1	+ 9,2
3 ^e trimestre ..	194,7	-79,2	115,5	-35,1 ¹²	+16,9	-18,2	- 2,0	...	- 0,8	-15,4	+ 5,1	-13,1
4 ^e trimestre ..	231,8	-86,3	145,5	+30,3 ¹²	- 5,2	+25,1	+ 8,4	...	- 0,8	+17,5	- 0,3	+24,8
1977 1 ^{er} trimestre ..	235,0	p-87,1	p147,9	+ 2,4 ¹²	p- 0,4	p+ 2,0	p+ 1,3	p ...	- 0,9	p+ 1,6	p+ 9,6	p+11,6

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX-1, 2 et 3, rubrique 6.2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 ju'n 1969).

7 Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

8 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

9 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

10 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

11 A l'exclusion d'une augmentation de 2,2 milliards résultant de l'ajustement des montants reflétant les engagements réciproques subsistant dans le cadre de l'arrangement de SWAP avec la Federal Reserve Bank of New York.

12 Compte tenu d'un ajustement résultant d'opérations entre les organismes principalement monétaires qui ne sont pas comptabilisés au cours de la même période à la B.N.B. et dans les autres organismes.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques					Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée 5			Crédits de caisse 4	Autres 9		
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 (Ancienne série)	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1969 (Nouvelle série) * ...	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975 Mars ⁵	45,2	36,6	43,3	23,1	269,3	417,5	72,6	117,4	1,6	191,6	609,1
Juin	45,7	41,0	43,4	24,0	280,7	434,8	70,3	128,4	2,4	201,1	635,9
Septembre	46,8	42,0	46,0	24,8	287,6	447,2	70,7	141,5	4,1	216,3	663,5
Décembre	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976 Mars	48,0	50,8	53,9	29,5	320,8	503,0	79,8	150,4	3,6	233,8	736,8
Juin	49,4	55,7	58,8	29,5	333,8	527,2	78,7	153,2	2,1	234,0	761,2
Septembre	49,6	58,6	64,1	35,7	341,0	549,0	82,6	153,9	4,0	240,5	789,5
Décembre	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	83,9	156,1	6,8	246,8	814,0
1977 Mars	50,7	65,4	78,2	30,2	351,6	576,1	84,6	164,5	5,7	254,8	830,9

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus avant 1969) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. Jusqu'en 1968 la colonne (1) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. A partir de 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Jusqu'en 1968, une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Depuis 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3). A partir de 1978 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 (Anc. série) ...	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1969 (Nouv. série) 4	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975 Mars 3	19,8	143,2	254,5	417,5	9,7	24,5	34,2	10,1	118,7	254,5	383,3	0,1
Juin	22,4	136,5	275,9	434,8	6,0	13,6	19,6	16,4	122,9	275,9	415,2	...
Septembre ...	24,0	131,8	291,4	447,2	9,9	11,6	21,5	14,1	120,2	291,4	425,7	0,2
Décembre ...	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Mars	26,3	156,4	320,3	503,0	11,9	34,5	46,4	14,4	121,9	320,3	456,6	0,1
Juin	27,3	160,1	339,8	527,2	10,9	26,1	37,0	16,4	134,0	339,8	490,2	0,3
Septembre ...	29,5	161,8	357,7	549,0	12,5	26,2	38,7	17,0	135,6	357,7	510,3	0,1
Décembre ...	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 Mars	25,0	171,9	379,2	576,1	8,5	25,1	33,6	16,5	146,8	379,2	542,5	0,1

B. Crédits à l'étranger

1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975 Mars 3	34,5	36,2	120,9	191,6	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	120,9	165,5	0,8
Juin	31,5	36,8	132,8	201,1	10,8	10,7	21,5	20,7	26,1	132,8	179,6	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	146,9	216,3	11,5	12,3	23,8	19,6	26,0	146,9	192,5	0,7
Décembre ...	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	154,1	233,8	18,8	18,4	37,2	15,7	26,8	154,1	196,6	0,8
Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	14,1	19,4	33,5	15,6	28,3	156,6	200,5	0,6
Septembre ...	31,7	51,5	157,3	240,5	14,0	20,5	34,5	17,7	31,0	157,3	206,0	0,5
Décembre ...	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	7,7	20,9	28,6	21,4	35,8	169,0	226,2	0,2

C. Total

1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 (Anc. série) ...	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1969 (Nouv. série) 4	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975 Mars 3	54,3	179,4	375,4	609,1	23,8	36,5	60,3	30,5	142,9	375,4	548,8	0,9
Juin	53,9	173,3	408,7	635,9	16,8	24,3	41,1	37,1	149,0	408,7	594,8	0,3
Septembre ...	55,1	170,1	438,3	663,5	21,4	23,9	45,3	33,7	146,2	438,3	618,2	0,9
Décembre ...	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976 Mars	60,8	201,6	474,4	736,8	30,7	52,9	83,6	30,1	148,7	474,4	653,2	0,9
Juin	57,0	207,8	496,4	761,2	25,0	45,5	70,5	32,0	162,3	496,4	690,7	0,9
Septembre ...	61,2	213,3	515,0	789,5	26,5	46,7	73,2	34,7	166,6	515,0	716,3	0,6
Décembre ...	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 Mars	54,1	228,6	548,2	830,9	16,2	46,0	62,2	37,9	182,6	548,2	768,7	0,3

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

4 Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIIe année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (8) + (6)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3	0,6
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975 Mars ¹	2,6	...	2,6	1,6	0,5	2,1	1,6	3,1	...	4,7	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,1	2,0	2,1	0,1	3,4	...	3,5	...
Septembre	0,5	...	0,5	0,9	1,1	2,0	0,9	1,6	...	2,5	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3
1976 Mars	1,2	...	1,2	5,9	19,8	25,7	5,9	21,0	...	26,9	2,8
Juin	0,8	...	0,8	5,1	16,7	21,8	5,1	17,5	...	22,6	2,3
Septembre	0,4	0,3	0,7	7,4	20,7	28,1	7,4	21,1	0,3	28,8	3,0
Décembre	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 Mars	0,9	...	0,9	1,2	9,5	10,7	1,2	10,4	...	11,6	1,0

B. Crédits à l'étranger

1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2	...
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 Mars ¹	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6	...
Juin	...	...	...	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	...	0,7	...
Septembre	...	...	...	1,1	0,1	1,2	1,1	0,1	...	1,2	...
Décembre	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 Mars	...	...	...	11,9	5,9	17,8	11,9	5,9	...	17,8	...
Juin	...	...	...	9,2	5,7	14,9	9,2	5,7	...	14,9	...
Septembre	...	...	...	10,0	5,0	15,0	10,0	5,0	...	15,0	...
Décembre	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...
1977 Mars	...	...	...	3,4	2,6	6,0	3,4	2,6	...	6,0	...

C. Total

1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5	0,6
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975 Mars ¹	2,6	...	2,6	5,8	0,9	6,7	5,8	3,5	...	9,3	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,6	2,2	2,8	0,6	3,6	...	4,2	...
Septembre	0,5	...	0,5	2,0	1,2	3,2	2,0	1,7	...	3,7	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976 Mars	1,2	...	1,2	17,8	25,7	43,5	17,8	26,9	...	44,7	2,8
Juin	0,8	...	0,8	14,3	22,4	36,7	14,3	23,2	...	37,5	2,3
Septembre	0,4	0,3	0,7	17,4	25,7	43,1	17,4	26,1	0,3	43,8	3,0
Décembre	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 Mars	0,9	...	0,9	4,6	12,1	16,7	4,6	13,0	...	17,6	1,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)	(11)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 (Anc. série) ...	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1969 (Nouv. série) ⁴	10,2	97,8	98,5	206,5	2,9	8,2	11,1	7,3	89,6	98,5	195,4	0,5
1970	14,2	103,2	113,8	231,2	5,5	7,9	13,4	8,7	95,3	113,8	217,8	0,2
1971	20,7	105,4	140,2	266,3	7,5	7,0	14,5	13,2	98,4	140,2	251,8	0,1
1972	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975 Mars ³	19,8	145,8	254,5	420,1	7,6	19,9	27,5	12,2	125,9	254,5	392,6	0,5
Juin	22,4	137,9	275,9	436,2	5,9	11,4	17,3	16,5	126,5	275,9	418,9	...
Septembre	24,0	132,3	291,5	447,8	8,1	7,5	15,6	15,9	124,8	291,5	432,2	0,2
Décembre	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976 Mars	26,3	157,7	320,3	504,3	6,0	14,2	20,2	20,3	143,5	320,3	484,1	2,9
Juin	27,3	160,9	339,7	527,9	5,8	9,3	15,1	21,5	151,6	339,7	512,8	2,6
Septembre	29,5	162,3	358,0	549,8	4,8	4,6	9,4	24,7	157,7	358,0	540,4	3,1
Décembre	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 Mars	25,0	172,7	379,2	576,9	5,8	13,9	19,7	19,2	158,8	379,2	557,2	1,1

B. Crédits à l'étranger

1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975 Mars ³	34,5	36,2	120,9	191,6	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	120,9	171,9	0,8
Juin	31,5	36,8	132,8	201,1	10,3	10,4	20,7	21,2	26,4	132,8	180,4	0,3
Septembre	31,1	38,3	146,9	216,3	9,1	11,6	20,7	22,0	26,7	146,9	195,6	0,7
Décembre	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	154,1	233,8	6,9	12,5	19,4	27,6	32,7	154,1	214,4	0,8
Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	4,9	13,7	18,6	24,8	34,0	156,6	215,4	0,6
Septembre	31,7	51,5	157,3	240,5	4,0	15,5	19,5	27,7	36,0	157,3	221,0	0,5
Décembre	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	4,0	17,1	21,1	25,1	39,6	169,0	233,7	0,2

C. Total

1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 (Anc. série) ...	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1969 (Nouv. série) ⁴	29,3	113,7	116,6	259,6	6,0	14,1	20,1	23,3	99,6	116,6	239,5	0,5
1970	37,2	123,4	156,9	317,5	11,8	15,5	27,3	25,4	107,9	156,9	290,2	0,5
1971	45,5	128,0	198,5	372,0	11,3	14,0	25,3	34,2	114,0	198,5	346,7	0,6
1972	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975 Mars ³	54,3	182,0	375,4	611,7	16,3	30,9	47,2	38,0	151,1	375,4	564,5	1,3
Juin	53,9	174,7	408,7	637,3	16,2	21,8	38,0	37,7	152,9	408,7	599,3	0,3
Septembre	55,1	170,6	438,4	664,1	17,2	19,1	36,3	37,9	151,5	438,4	627,8	0,9
Décembre	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976 Mars	60,8	202,9	474,4	738,1	12,9	26,7	39,6	47,9	176,2	474,4	698,5	3,7
Juin	57,0	208,6	496,3	761,9	10,7	23,0	33,7	46,3	185,6	496,3	728,2	3,2
Septembre	61,2	213,8	515,3	790,3	8,8	20,1	28,9	52,4	193,7	515,3	761,4	3,6
Décembre	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 Mars	54,1	229,4	548,2	831,7	9,8	31,0	40,8	44,3	198,4	548,2	790,9	1,3

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIe année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1968 81 décembre	1969 81 décembre	1970 81 décembre	1971 81 décembre	1972 81 décembre	1973 81 décembre	1974 81 décembre	1975 81 décembre	1976 81 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation		7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9
Prêts .....		...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....		...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1	121,0
Monnaies étrangères	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...	...	...
Accords internationaux	15,4	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	2,4	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	3,5	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	...
Effets de commerce	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2	45,3
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale .	...	0,1	0,2	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1
Banques	0,5	...	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1
Entreprises et particuliers	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets publics :									
Effets publics belges	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2	20,6
Effets publics luxembourgeois	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,5
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	2,8	0,9	0,8	0,6
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	1,0	0,9	1,2	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9
Fonds publics	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	2,6	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8
Comptes transitoires	0,9	0,8	0,8	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,9
	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7

PASSIF

Billets en circulation	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2
Comptes courants et divers :									
Trésor public { compte ordinaire ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjoncture ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Organismes régis par une loi spéciale .	0,5	0,3	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3
Banques en Belgique	0,9	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6
Entreprises et particuliers	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6
Valeurs à payer	0,8	3,1	2,6	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1
Accords internationaux	0,5	0,4	0,7	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2	...
Accord d'aide financière .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,5
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4
<i>Total des engagements à vue</i> ...	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0	314,6
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ² :									
Belgique	—	—	—	—	11,8	33,6	20,7	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	0,9	0,3	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1	...
Caisse de Pensions du Personnel	2,6	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7
Comptes transitoires	2,5	2,6	2,9	3,0	3,7	5,0	7,5	9,9	10,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3
Réserve extraordinaire	0,5	0,5	0,5	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	1,9	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1
Bénéfice net à répartir	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts

de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaires.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1976 4 juin	1977 6 juin	1976 5 juillet	1977 4 juillet	1976 9 août	1977 8 août	1976 6 septembre	1977 5 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	72,1	71,8	72,1	71,8	72,1	71,8	72,1
Fonds Monétaire International :								
Participation	28,5	30,4	28,5	30,1	29,7	29,6	29,5	29,0
Prêts .....	...	1,2	...	1,2	...	1,2	...	1,4
Droits de tirage spéciaux	27,4	19,8	27,4	19,8	27,4	19,8	27,4	19,8
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	127,7	123,5	127,7	123,2	128,9	122,7	128,7	122,3
Monnaies étrangères	79,8	98,8	79,6	100,7	71,8	103,7	70,7	104,4
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux	0,1	0,5	...	0,5	0,1	0,6	0,3	0,7
Avance au F.M.I.	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	5,6	...	5,6	...	3,8	...	3,0	...
Effets de commerce	34,8	27,1	38,6	34,7	47,3	36,3	50,3	25,8
Avances sur nantissement	6,8	22,8	15,1	26,1	9,1	0,2	25,1	3,5
Effets publics :								
Effets publics belges	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	28,7	20,6	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	—	—	—	—	—	—	—	1,8
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2,2	2,2	2,1	2,2	2,4	2,4	2,4	2,3
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,8	0,6	0,8	0,6	0,8	0,6	0,8	0,6
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	5,5	6,1	5,5	6,1	5,5	6,1	5,5	6,1
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	7,1	8,6	7,2	8,6	7,2	8,6	7,2	8,6
Divers	2,9	3,0	3,4	3,8	4,4	3,9	3,9	4,0
Compte d'ordre :	350,2	370,1	362,5	383,4	358,3	370,1	374,9	373,5
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	11,3	13,7	10,6	12,9	9,9	12,1	9,5	11,4
PASSIF								
Billets en circulation	303,7	324,8	314,3	335,8	301,5	322,9	302,7	324,2
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,5	0,4	0,4	0,8	0,3	0,8	0,3	0,8
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,4	1,8	2,3	2,4	3,1	1,3	1,5	2,7
Accords internationaux	2,6	2,4	2,5	2,5	2,8	2,7	2,9	2,8
<i>Total des engagements à vue</i> ...	308,2	329,4	319,5	341,5	307,7	327,7	307,4	330,5
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire :								
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	5,7	...	5,7	...	3,9	...	3,1	...
Caisse de Pensions du Personnel	7,2	8,6	7,2	8,6	7,2	8,6	7,2	8,5
Divers	13,4	15,8	14,4	17,0	14,7	17,5	15,7	18,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	5,1	5,7	5,1	5,7	5,1	5,7	5,1	5,7
Compte d'ordre :	350,2	370,1	362,5	383,4	358,3	370,1	374,9	373,5
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	11,3	13,7	10,6	12,9	9,9	12,1	9,5	11,4

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyenne journalière) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyenne journalière) 3	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)					
(milliards de francs)									
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1975 2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
3 ^e trimestre	1.110	132,7	66,4	233,5	419,2	234,9	419,2	1.306,8	95
4 ^e trimestre	1.116	145,3	66,4	266,8	473,3	259,2	473,3	1.472,6	96
1976 1 ^{er} trimestre	1.113	148,4	68,6	262,1	503,7	265,5	503,7	1.532,9	96
2 ^e trimestre	1.110	162,6	74,3	287,4	500,5	284,4	500,5	1.572,8	95
3 ^e trimestre	1.114	151,9	74,2	265,8	478,5	267,8	478,5	1.490,6	95
4 ^e trimestre	1.112	167,8	73,1	292,5	526,3	288,6	526,3	1.633,7	96
1977 1 ^{er} trimestre	1.110	197,1	77,9	294,0	568,1	277,3	568,1	1.707,7	96
2 ^e trimestre	1.108	219,5	79,9	318,1	574,6	322,8	574,6	1.790,1	94
1976 Juin	1.110	173,6	75,0	284,2	478,6	300,7	478,6	1.542,0	94
Juillet	1.111	164,4	75,3	292,3	510,9	293,6	510,9	1.607,7	95
Août	1.112	146,7	72,4	241,4	437,4	251,0	437,4	1.367,4	95
Septembre	1.114	144,3	74,9	263,6	487,2	258,7	487,2	1.496,7	95
Octobre	1.114	164,5	73,8	290,8	519,9	276,8	519,9	1.607,4	96
Novembre	1.113	166,5	72,4	272,4	498,9	276,9	498,9	1.547,1	96
Décembre	1.112	172,4	73,0	314,3	560,1	312,0	560,1	1.746,5	95
1977 Janvier	1.112	158,9	74,7	296,1	550,1	229,4	550,1	1.625,8	96
Février	1.110	221,0	80,7	293,1	571,0	305,3	571,0	1.740,4	96
Mars	1.110	213,6	78,6	292,8	583,5	300,3	583,5	1.760,0	96
Avril	1.109	218,5	78,8	315,5	579,8	291,7	579,8	1.766,8	94
Mai	1.109	224,8	80,7	314,8	574,5	338,5	574,5	1.802,3	92
Juin	1.108	214,9	80,1	324,0	569,6	338,1	569,6	1.801,3	95

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-B).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1976 31 mai	1977 31 mai	1976 30 juin	1977 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	31,3	25,5	10,6	11,0	11,0	11,3	11,2	11,8
Prêts au jour le jour	11,4	26,9	21,5	27,2	24,9	43,4	24,1	18,4
Banquiers	341,4	336,0	393,9	473,3	436,5	488,2	422,3	513,1
Maison-mère, succursales et filiales	71,8	143,4	162,1	161,5	149,3	171,3	153,9	168,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	23,4	26,7	29,3	31,5	35,5	39,8	37,0	38,4
Portefeuille-effets	158,9	183,1	209,5	250,8	232,1	266,8	236,6	268,0
a) Effets publics	21,0	32,0	40,0	65,3	59,7	67,0	57,8	64,6
b) Effets commerciaux *	137,9	151,1	169,5	185,5	172,4	199,8	178,8	203,4
Reports et avances sur titres	2,5	1,4	1,8	3,5	3,0	5,8	2,8	5,9
Débiteurs par acceptations	45,9	52,2	56,3	54,9	57,8	54,5	57,0	55,8
Débiteurs divers	296,8	358,0	461,0	533,7	487,6	586,0	498,4	589,1
Valeurs mobilières	343,8	386,0	412,2	433,7	450,5	465,0	443,3	480,5
a) Fonds publics belges	285,8	320,4	356,2	382,1	397,8	417,5	390,5	433,1
b) Autres titres d'emprunt	56,9	64,8	54,8	50,6	51,9	46,5	51,8	46,4
c) Actions et parts de sociétés	0,9	0,6	1,0	0,9	0,8	0,9	1,0	0,9
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	0,1
Valeurs de la réserve légale	1,4	1,5	1,5	1,7	1,6	1,8	1,7	1,8
Participations	11,0	12,6	12,6	12,5	13,0	12,9	13,0	13,1
a) Filiales	4,1	5,0	4,9	4,7	4,8	4,7	4,8	4,8
b) Autres participations	6,9	7,6	7,7	7,8	8,2	8,2	8,2	8,3
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,5
Immeubles	9,3	11,2	14,0	16,7	15,3	18,3	15,6	18,6
Participations dans les filiales immobilières	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	1,3	1,6	2,1	2,5	2,5	2,7	2,5	2,7
Divers	26,1	49,6	44,1	48,3	41,0	42,6	42,0	46,3
Total de l'actif ...	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	1.962,7	2.211,7	1.963,5	2.233,0
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	31,9	42,9	40,6	60,3	48,8	58,3	50,0	59,7
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	2,3	1,6	3,1	2,5	1,2	2,5	1,3

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

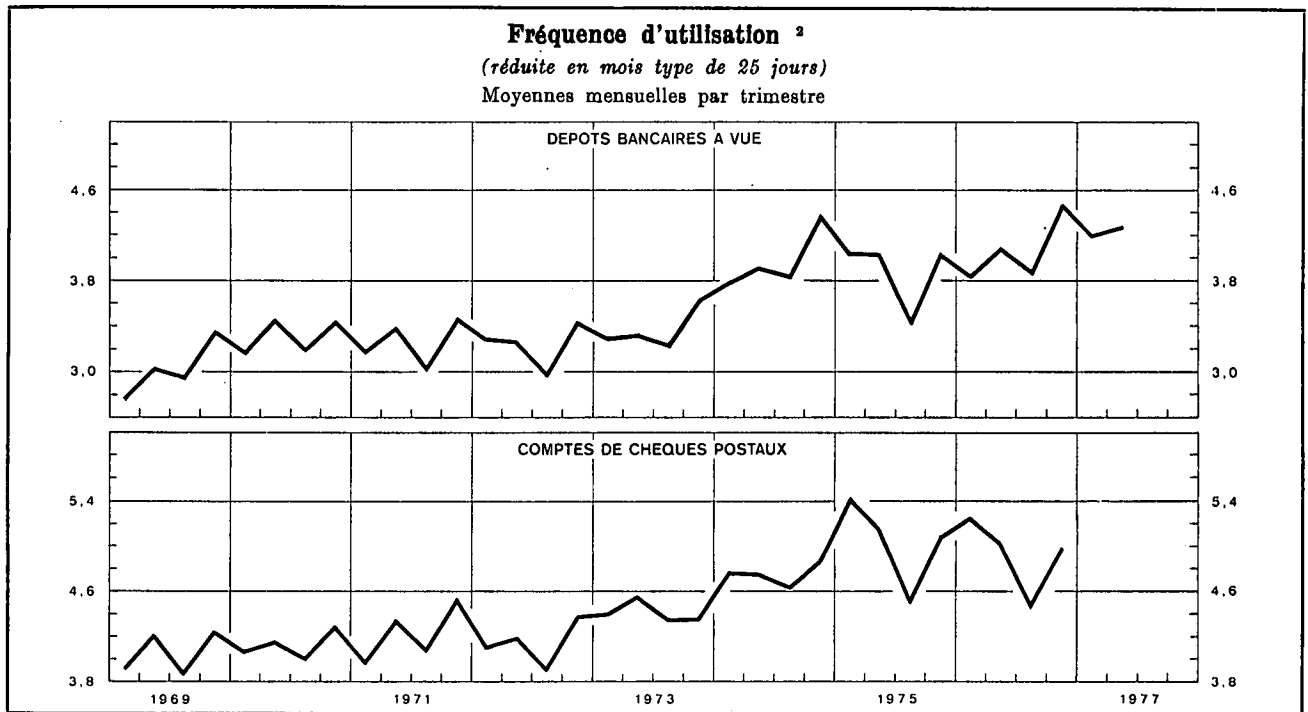
Passif

Rubriques	1973	1974	1975	1976	1976	1977	1976	1977
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 mai	31 mai	30 juin	30 juin
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	3,9	2,4	2,4	2,9	12,4	11,6	4,0	9,1
a) Créanciers garantis par des privilèges	1,3	1,9	2,1	2,4	1,6	2,0	1,6	1,9
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	2,6	0,5	0,3	0,5	10,8	9,6	2,4	7,2
Emprunts au jour le jour	22,1	43,9	36,7	40,0	30,7	26,6	33,1	33,5
a) Couverts par des sûretés réelles	4,4	8,5	4,7	8,7	3,7	2,4	5,4	6,5
b) Non couverts par des sûretés réelles	17,7	35,4	32,0	31,3	27,0	24,2	27,7	27,0
Banquiers	511,0	599,5	673,0	731,8	694,3	795,5	686,6	806,1
Maison-mère, succursales et filiales	49,5	86,7	99,5	101,7	104,5	112,7	100,3	110,3
Acceptations	45,9	52,2	56,3	54,9	57,8	54,6	57,0	55,8
Autres valeurs à payer à court terme	10,2	9,3	13,8	14,4	24,4	24,0	16,6	16,8
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2,5	6,3	2,7	3,0	2,7	3,4	3,3	3,5
Dépôts et comptes courants	605,1	665,8	783,0	916,0	853,3	965,7	870,7	972,1
a) A vue	208,0	221,2	268,7	292,1	292,2	326,5	303,9	327,9
b) A un mois au plus	51,4	74,3	77,4	111,0	93,0	117,5	90,1	114,8
c) A plus d'un mois	151,1	169,0	177,0	221,3	187,9	212,6	195,1	215,5
d) A plus d'un an	17,5	13,9	17,7	15,2	17,6	16,6	17,3	16,6
e) A plus de deux ans	17,3	14,9	17,7	18,2	18,8	19,3	18,8	19,7
f) Carnets de dépôts	157,6	170,5	221,8	255,6	241,2	265,8	242,9	274,4
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,2	2,0	2,7	2,6	2,6	7,4	2,6	3,2
Obligations et bons de caisse	40,2	47,2	54,8	70,3	62,0	87,0	63,4	90,4
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,7	1,7	1,5	1,6	1,4	1,6	1,5
Divers	37,8	49,9	50,9	63,5	56,8	62,1	62,7	65,5
Total de l'exigible ...	1.329,6	1.564,9	1.774,8	2.000,0	1.900,5	2.144,6	1.899,3	2.164,6
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	3,3	3,6	8,4	9,0	9,1	7,1	9,2	7,1
Non exigible :								
Capital	25,4	27,2	28,1	31,0	29,6	34,4	30,0	34,7
Fonds indisponible par prime d'émission	5,6	5,7	3,2	3,1	3,1	3,7	3,1	3,5
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,4	1,5	1,5	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
Réserve disponible	11,1	12,2	12,0	13,3	12,8	14,0	13,4	15,2
Autres réserves ²	—	—	4,8	5,1	5,0	5,1	5,0	5,1
Provisions	0,6	1,6	0,8	0,8	0,9	1,0	0,8	1,0
Total du non exigible ...	44,1	48,2	50,4	55,0	53,1	60,0	54,0	61,3
Total du passif ...	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	1.962,7	2.211,7	1.962,5	2.233,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Nouvelle rubrique. Avant le 31 octobre 1975, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduite en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		avoirs à l'O.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	réduite en mois type de 25 jours dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1975 2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	5,15
3 ^e trimestre	658,6	370,9	1.029,5	3,44	3,44	4,53
4 ^e trimestre	767,7	416,1	1.183,8	4,12	4,06	5,10
1976 1 ^{er} trimestre	752,1	445,2	1.197,3	3,96	3,85	5,27
2 ^e trimestre	843,1	470,8	1.313,9	4,04	4,09	5,04
3 ^e trimestre	813,7	420,5	1.234,2	3,99	3,88	4,49
4 ^e trimestre	905,5	460,4	1.365,9	4,54	4,48	5,00
1977 1 ^{er} trimestre	896,0	517,4	1.413,4	4,26	4,20	5,33
2 ^e trimestre	990,5	554,9	1.545,4	4,23	4,29	6,05
1976 Juillet	800,1	430,6	1.230,7	3,83	3,69	4,51
Août	806,5	399,0	1.205,5	3,88	3,88	4,41
Septembre	834,5	431,9	1.266,4	4,25	4,09	4,56
Octobre	832,7	440,4	1.273,1	4,37	4,20	4,76
Novembre	878,5	464,3	1.342,8	4,25	4,42	5,15
Décembre	1.005,2	476,4	1.481,6	5,00	4,80	5,08
1977 Janvier	891,2	508,4	1.399,6	4,18	4,18	.....
Février	887,6	568,9	1.456,5	4,06	4,23	.....
Mars	909,2	474,8	1.384,0	4,54	4,20	.....
Avril	948,4	568,9	1.517,3	4,19	4,19	.....
Mai	1.018,2	591,9	1.610,1	4,12	4,47	.....
Juin	1.004,9	503,9	1.508,8	4,37	4,21	.....
Juillet	873,9	468,4	1.342,3	3,69	3,69	.....

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1960, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

**XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs				Passifs			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prête d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975 Mars	10,0	9,1	...	...	1,2	16,3	...	...
Juin	9,2	6,0	4,6	...	...	14,8	...	1,2
Septembre	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9
Décembre	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9
1976 Janvier	17,4	...	...	1,7	2,5	18,1	...	...
Février	18,0	6,0	...	...	...	19,7	0,8	...
Mars	18,6	6,0	6,6	...	...	21,6	...	5,9
Avril	17,9	6,0	8,8	...	...	17,5	...	11,5
Mai	18,7	6,0	11,9	...	...	23,9	...	8,3
Juin	17,0	6,0	9,6	0,6	...	24,8	...	4,8
Juillet	15,3	6,0	13,0	...	...	28,9	0,6	1,1
Août	15,7	6,0	23,0	...	...	26,4	...	14,1
Septembre	15,6	6,0	31,9	...	...	23,3	2,1	24,5
Octobre	15,7	6,0	11,2	...	...	18,6	...	10,7
Novembre	15,4	6,0	3,3	2,4	...	16,0	...	7,0
Décembre	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6

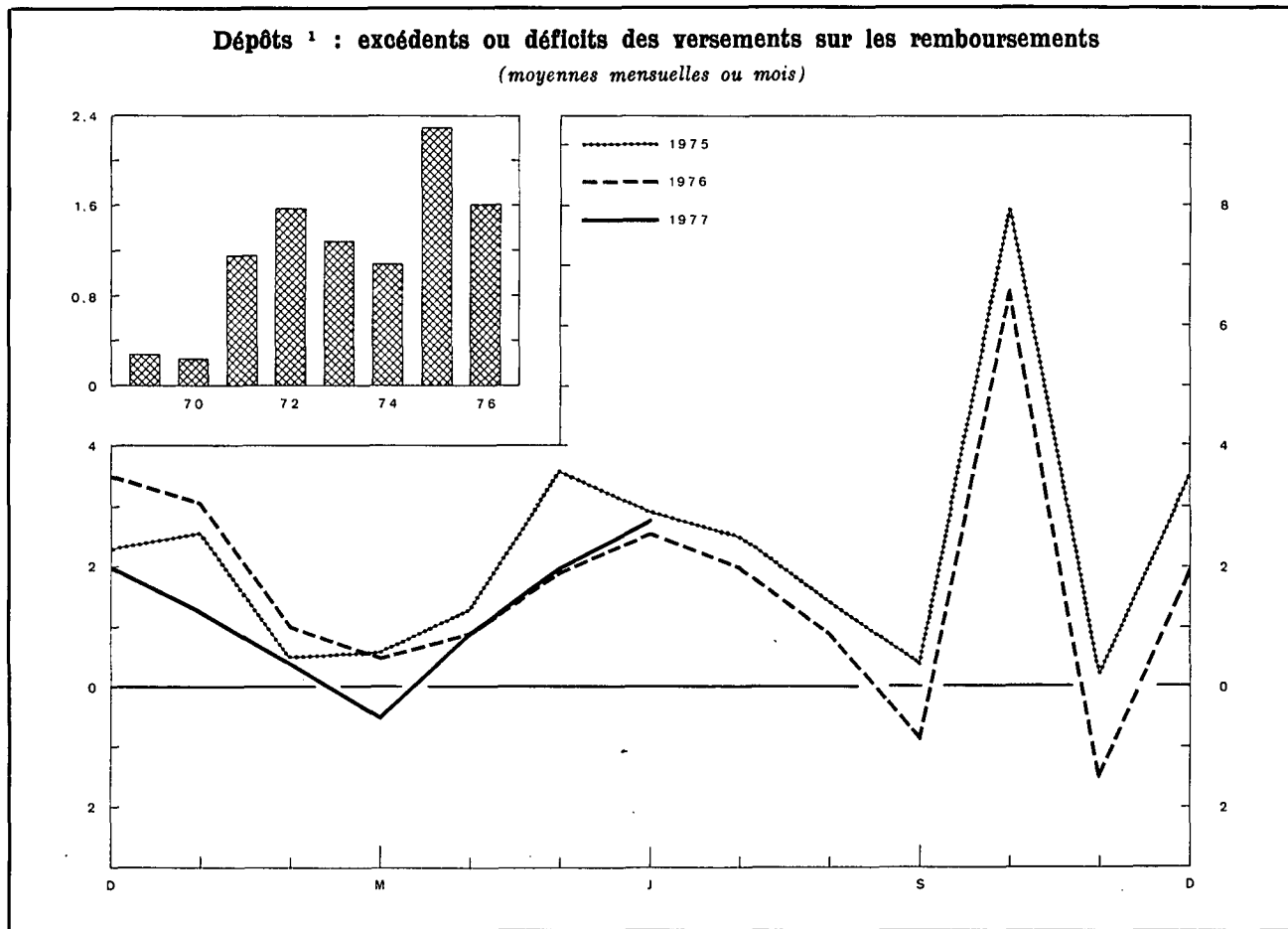
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.



Périodes	Dépôts ¹			Bons d'épargne ²	Total	
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Montant en circulation		
						Solde ⁴
	à fin de période					
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1975 2 ^e trimestre	60,6	52,8	7,8	260,1	37,8	297,9
3 ^e trimestre	56,4	52,1	4,3	264,4	39,2	303,6
4 ^e trimestre	73,6	62,0	11,6	287,5	39,9	327,4
1976 1 ^{er} trimestre	69,3	64,7	4,6	292,1	42,3	334,4
2 ^e trimestre	76,3	70,9	5,4	297,5	45,2	342,7
3 ^e trimestre	69,4	67,3	2,1	299,6	47,2	346,8
4 ^e trimestre	87,4	80,2	7,2	319,5	49,5	369,0
1977 1 ^{er} trimestre	86,3	85,0	1,3	320,8	54,5	375,3
2 ^e trimestre	95,9	90,2	5,7	326,5	57,4	383,9
1976 Juin	27,8	25,2	2,6	297,5	45,2	342,7
Juillet	24,8	22,8	2,0	299,5	46,0	345,5
Août	21,6	20,7	0,9	300,4	46,9	347,3
Septembre	23,0	23,8	- 0,8	299,6	47,2	346,8
Octobre	34,2	27,6	6,6	306,2	47,8	354,0
Novembre	24,1	25,5	- 1,4	304,8	48,6	353,4
Décembre	29,1	27,1	2,0	319,5	49,5	369,0
1977 Janvier	29,3	28,0	1,3	320,8	51,6	372,4
Février	27,2	26,4	0,8	321,6	53,3	374,9
Mars	29,8	30,6	- 0,8	320,8	54,5	375,3
Avril	29,0	28,1	0,9	321,7	55,6	377,3
Mai	31,0	29,0	2,0	323,7	56,5	380,2
Juin	35,9	33,1	2,8	326,5	57,4	383,9

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1976, les intérêts capitalisés s'élevaient à 12,7 milliards.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9
Avances à l'industrie	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0
Crédit agricole	0,5	0,4	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0
Acceptations bancaires	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2
Prêts au jour le jour .....	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4
Total ...	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2
Prêts hypothécaires	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1
Crédit agricole	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4
Total ...	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1
Valeurs échues du portefeuille	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—	—
Divers	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7
Total de l'actif ...	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2
Etablissements publics et autres	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7
Total ...	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9
Dépôts en comptes courants ²	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7
Divers	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5
Total du passif ...	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ³	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2
Réserves mathématiques ²	9,8	9,8	10,3		0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Fonds de réserve	—	—	—						
Total ...	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2
Total ...	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1
Fonds de réserve et de répartition	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6
Total ...	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8	50,1
2. garantis par banques et organismes financiers .	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2
3. dont le risque est à charge de l'Institution	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3	66,9
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3	0,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3	13,0
Placements divers à court terme	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1	16,2
Divers	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1	7,4
Total de l'actif ...	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1

PASSIF

Obligations	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6
Bons de caisse	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4	28,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9	11,4
Divers	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9	22,2
Total du passif ...	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1976 31 mai	1977 31 mai	1976 30 juin	1977 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	4,3	3,0	1,5	1,7	1,0	1,4	1,1	1,5
Prêts au jour le jour	0,4	0,4	1,0	1,3	0,6	0,6	0,6	0,5
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	7,8	7,7	11,9	10,7	13,3	9,7	12,6	9,0
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,6	1,7	1,8	2,1	2,0	2,2	2,3	2,8
Effets de commerce et factures	1,4	3,6	2,1	3,4	4,0	3,5	3,6	3,6
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	12,2	16,5	21,0	30,9	23,4	34,9	24,4	35,7
Portefeuille-titres et participations	93,1	103,0	131,7	151,0	140,6	156,8	145,0	162,2
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(0,8)	(1,8)	(1,6)	(1,9)	(0,7)	(1,3)	(1,7)	(1,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordon- nées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(34,0)	(37,2)	(48,9)	(58,1)	(54,8)	(59,9)	(57,3)	(63,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(47,1)	(51,3)	(61,8)	(70,2)	(65,2)	(74,0)	(66,1)	(75,8)
c) Obligations de sociétés belges	(7,4)	(8,0)	(13,2)	(14,4)	(13,6)	(15,0)	(13,5)	(15,0)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(1,6)	(2,4)	(3,1)	(3,3)	(3,3)	(3,5)	(3,3)	(3,5)
e) Autres valeurs	(2,2)	(2,3)	(3,1)	(3,1)	(3,0)	(3,1)	(3,1)	(3,1)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	110,8	127,3	143,4	166,7	152,9	172,6	155,8	175,3
Actionnaires ou sociétaires	1,6	1,9	2,4	3,1	2,7	3,2	2,7	3,3
Débiteurs divers	0,7	0,9	1,4	2,0	1,4	2,4	2,0	2,4
Divers	1,1	1,0	1,1	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6
Total du disponible et réalisable ...	235,0	267,0	319,3	373,5	342,9	387,9	351,1	396,9
Frais d'établissement et autres immobilisations incorpo- relles .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	3,0	3,3	3,0	3,5	3,0	3,6	3,2	3,7
Leasing immobilier	0,2	0,3	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Matériel et mobilier	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Leasing mobilier	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	—	—	—	—	—
Total de l'immobilisé ...	3,5	4,1	4,5	5,1	4,6	5,3	4,8	5,3
Comptes transitoires ¹	5,2	6,3	8,3	9,7	7,7	10,2	8,3	9,0
Total de l'actif ...	243,7	277,4	332,1	388,3	355,2	403,4	364,2	411,2
dont : affectés par privilège à la garantie du rembour- sement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	224,5	256,9	306,9	359,8	329,6	372,6	336,9	381,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	221,3	253,4	302,6	354,5	324,4	366,6	331,5	375,4

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

source : *Crédit Communal de Belgique.*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Versements					Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs (12)			débiteurs (13)		
	Solde disponible au début de la période (1)	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)	Total (6) + (7) = (8)							
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)		Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)													
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6	
1976	18,4	42,1	6,0	12,1	60,2	1,5	56,5	58,0	20,6	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3	
1975 2 ^e trimestre	15,5	10,0	1,2	2,4	13,6	0,2	11,3	11,5	17,6	217,1	22,6	8,0	22,6	43,8	
3 ^e trimestre	17,6	9,6	1,4	2,3	13,3	0,3	11,9	12,2	18,7	227,2	23,2	5,9	29,1	47,3	
4 ^e trimestre	18,7	9,6	1,5	2,9	14,0	0,3	14,0	14,3	19,4	234,5	24,0	8,0	27,4	48,6	
1976 1 ^{er} trimestre	18,4	8,8	1,4	3,3	13,5	0,2	13,0	13,2	18,7	241,5	27,4	8,8	29,9	63,4	
2 ^e trimestre	18,6	11,4	1,6	3,2	16,2	0,2	13,9	14,1	20,7	253,7	27,4	9,3	31,2	49,8	
3 ^e trimestre	20,6	11,9	1,8	2,4	16,1	0,5	13,7	14,2	22,5	264,3	27,3	7,1	33,0	61,4	
4 ^e trimestre	22,4	10,0	1,2	3,2	14,4	0,6	15,9	16,5	20,3	272,0	25,1	8,8	30,2	53,7	
1977 1 ^{er} trimestre	20,2	8,8	2,3	3,5	14,6	0,3	14,2	14,5	20,3	276,0	25,7	10,7	31,8	72,8	
2 ^e trimestre	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2	
1976 Juin	20,5	3,9	0,7	1,1	5,7	0,1	5,5	5,6	20,6	253,7	27,4	8,4	32,1	15,2	
Juillet	20,6	4,2	0,8	0,6	5,6	0,2	5,1	5,3	20,9	255,9	28,3	6,8	35,1	31,4	
Août	20,9	3,4	0,6	0,8	4,8	0,2	4,4	4,6	21,1	259,7	28,6	7,4	32,0	15,3	
Septembre	21,1	4,3	0,4	1,0	5,7	0,1	4,2	4,3	22,5	264,3	27,3	7,1	32,0	14,7	
Octobre	22,4	2,8	0,3	1,2	4,3	0,2	4,8	5,0	21,7	264,4	26,7	7,1	32,5	20,6	
Novembre	21,7	2,8	0,5	0,8	4,1	0,1	4,5	4,6	21,2	265,8	25,4	8,2	29,8	15,7	
Décembre	21,2	4,4	0,4	1,2	6,0	0,3	6,6	6,9	20,2	272,0	25,1	11,1	28,4	17,4	
1977 Janvier	20,2	3,8	0,8	1,3	5,9	0,1	4,4	4,5	21,6	272,8	26,3	10,9	33,6	25,0	
Février	21,6	2,5	0,7	0,8	4,0	0,1	4,2	4,3	21,3	276,2	26,8	10,5	32,2	26,8	
Mars	21,3	2,5	0,8	1,4	4,7	0,1	5,6	5,7	20,3	276,0	25,7	10,7	29,6	21,0	
Avril	20,3	2,3	0,5	1,8	4,6	...	3,2	3,2	21,7	283,7	23,9	8,0	31,9	25,6	
Mai	21,7	1,9	0,8	1,1	3,8	0,1	4,4	4,5	21,0	287,0	23,4	6,9	26,5	26,0	
Juin	21,0	3,0	0,7	1,1	4,8	0,1	5,1	5,2	20,6	290,6	25,7	6,6	28,0	20,6	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ACTIF									
Immeubles	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1
Prêts hypothécaires	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8
Prêts sur polices	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	7,7	8,4	8,2	21,6	23,3	24,5	26,7	28,8	31,4
Titres des organismes parastataux de crédit	6,9	8,1	8,2						
Titres des autres organismes parastataux	2,6	2,5	2,5						
Titres des provinces et communes	1,9	2,3	1,9						
Valeurs étrangères	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7
Obligations de sociétés belges	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6
Actions de sociétés belges	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4
Total des valeurs mobilières ...	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0
Réserves mathématiques ¹	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5

Sociétés étrangères

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ACTIF									
Immeubles	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2
Prêts hypothécaires	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	4,7	5,0	5,0	8,4	8,9	9,2	9,3	9,9	10,4
Titres des organismes parastataux de crédit	1,4	1,5	1,5						
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,0	1,1						
Titres des provinces et communes	0,4	0,5	0,4						
Valeurs étrangères	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0
Obligations de sociétés belges	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8
Actions de sociétés belges	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6
Total des valeurs mobilières ...	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Réserves mathématiques ¹	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ⁶	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ³	Autres actifs à un an au plus ⁴			Actifs à plus d'un an ⁴	Total		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁵	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total (4) = (2) + (3)				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1970	- 0,9	+ 3,3	...	+ 3,3	+ 0,5	+ 2,9	+ 162,0	+ 164,9
1971	+ 2,7	+ 3,0	...	+ 3,0	+ 2,0	+ 7,7	+ 205,5	+ 213,2
1972	+ 1,3	+ 3,8	...	+ 3,8	+ 1,6	+ 6,7	+ 281,8	+ 288,5
1973	+ 5,8	+ 7,1	...	+ 7,1	+ 2,6	+ 15,5	+ 284,3	+ 299,8
1974	+ 5,6	+ 1,5	- 0,2	+ 1,3	+ 2,3	+ 9,2	p+ 301,3	p+ 310,5
1975	+ 4,9	- 1,5	+ 0,3	- 1,2	- 0,7	+ 3,0	p+ 373,9	p+ 376,9
1976	p+ 9,2	- 2,1	- 0,3	- 2,4	+ 1,9	p+ 8,7	p+ 441,4	p+ 450,1
1975 1 ^{er} trimestre	+ 0,9	+ 11,0	...	+ 11,0	- 0,7	+ 11,2	p+ 98,1	p+ 109,3
2 ^e trimestre	+ 3,8	- 8,6	+ 0,2	- 8,4	- 0,1	- 4,7	p+ 119,1	p+ 114,4
3 ^e trimestre	- 4,8	- 8,8	...	- 8,8	+ 0,3	- 13,3	p+ 59,3	p+ 46,0
4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 4,9	+ 0,1	+ 5,0	- 0,2	+ 9,8	p+ 97,4	p+ 107,2
1976 1 ^{er} trimestre	- 0,4	+ 6,5	- 0,2	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,3	p+ 135,2	p+ 141,5
2 ^e trimestre	+ 7,2	- 6,4	+ 0,1	- 6,3	- 0,2	+ 0,7	p+ 129,4	p+ 130,1
3 ^e trimestre	- 2,1	- 3,9	- 0,1	- 4,0	+ 1,6	- 4,5	p+ 76,3	p+ 71,8
4 ^e trimestre	p+ 4,5	+ 1,7	- 0,1	+ 1,6	+ 0,1	p+ 6,2	p+ 100,5	p+ 106,7
1977 1 ^{er} trimestre p	- 13,3	+ 14,7	+ 0,3	+ 15,0	+ 0,7	+ 2,4	+ 135,9	+ 138,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁴ Durée à l'origine.

⁵ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XV-2.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs ⁸	Total général (⁹) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires ² (1)	Autres actifs à un an au plus ^{3 4} (2)	Actifs à plus d'un an ^{3 5} (3)	Total (⁴) = (1) + (3)	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁶ (5)	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁷ (6)	Total (⁷) = (5) + (6)		
1970	+ 29,7	+ 45,6	+ 56,0	+131,3	+ 3,3	+ 14,4	+ 17,7	+ 13,0	+162,0
1971	+ 35,8	+ 78,1	+ 68,4	+182,3	- 2,8	+ 21,6	+ 18,8	+ 4,4	+205,5
1972	+ 64,7	+103,6	+ 64,3	+232,6	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 18,1	+281,8
1973	+ 31,9	+139,2	+ 82,8	+253,9	+ 5,5	+ 25,4	+ 30,9	- 0,5	+284,3
1974	+ 34,4	+141,4	p+ 93,6	p+269,4	+ 13,1	+ 15,0	+ 28,1	+ 3,8	p+301,3
1975	+ 91,2	+126,2	p+114,2	p+331,6	+ 8,1	+ 31,8	+ 39,9	p+ 2,4	p+373,9
1976	+ 38,1	p+198,3	p+151,8	p+388,2	+ 11,9	+ 12,8	+ 24,7	p+ 28,5	p+441,4
1975 1 ^{er} trimestre	+ 14,2	+ 35,9	p+ 47,0	p+ 97,1	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	p- 5,6	p+ 98,1
2 ^e trimestre	+ 58,5	+ 4,3	p+ 30,7	p+ 93,5	+ 0,5	+ 9,5	+ 10,0	p+ 15,6	p+119,1
3 ^e trimestre	- 6,2	+ 29,8	p+ 11,9	p+ 35,5	+ 5,5	+ 4,2	+ 9,7	p+ 14,1	p+ 59,3
4 ^e trimestre	+ 24,7	+ 56,2	p+ 24,6	p+105,5	+ 4,3	+ 9,3	+ 13,6	p- 21,7	p+ 97,4
1976 1 ^{er} trimestre	- 3,7	+ 57,2	p+ 38,2	p+ 91,7	+ 4,3	+ 10,3	+ 14,6	p+ 28,9	p+135,2
2 ^e trimestre	+ 53,3	+ 21,6	p+ 48,8	p+123,7	+ 0,3	- 3,5	- 3,2	p+ 8,9	p+129,4
3 ^e trimestre	- 27,0	+ 49,8	p+ 28,4	p+ 51,2	+ 6,5	+ 2,4	+ 8,9	p+ 16,2	p+ 76,3
4 ^e trimestre	+ 15,5	p+ 69,7	p+ 36,4	p+121,6	+ 0,8	+ 3,6	+ 4,4	p- 25,5	p+100,5
1977 1 ^{er} trimestre	p+ 25,2	p+ 20,4	p+ 67,3	p+112,9	+ 4,8	+ 2,2	+ 7,0	p+ 16,0	p+135,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

³ Durée à l'origine.

⁴ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁵ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (7).

⁸ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges							En monnaies étrangères			Total général (12) = (8) + (11)	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{3 4}						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger (7)	Total (8) = (5) + (7)	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{3 6}	A l'étranger (10)		Total (11) = (9) + (10)
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁵ (6)						
1970	+ 7,5	+ 25,4	+ 11,3	+ 0,7	+ 44,9	+ 19,7	+ 0,7	+ 45,6	- 3,3	+ 6,6	+ 3,3	+ 48,9
1971	+ 54,2	+ 13,0	+ 10,5	+ 0,5	+ 78,2	+ 27,0	- 0,1	+ 78,1	- 1,7	- 1,1	- 2,8	+ 75,3
1972	+ 88,0	+ 3,9	+ 4,9	+ 1,4	+ 98,2	+ 37,7	+ 5,4	+103,6	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+101,4
1973	+ 70,2	+ 48,8	+ 7,6	+ 0,5	+127,1	+ 65,2	+ 12,1	+139,2	+ 2,7	+ 2,8	+ 5,5	+144,7
1974	+ 51,2	+ 42,3	+ 7,0	+ 0,4	+100,9	+ 45,7	+ 40,5	+141,4	+ 5,6	+ 7,5	+ 13,1	+154,5
1975	+136,7	- 2,2	+ 9,7	+ 1,8	+146,0	+ 42,2	- 19,8	+126,2	+ 5,6	+ 2,5	+ 8,1	+134,3
1976	+106,0	p+ 70,1	p+ 3,7	- 4,2	p+175,6	+ 87,9	+ 22,7	p+198,3	+ 8,3	+ 3,6	+ 11,9	p+210,2
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 3,2	- 1,1	+ 33,2	+ 13,8	+ 2,7	+ 35,9	+ 0,5	- 2,7	- 2,2	+ 33,7
2 ^e trimestre	+ 28,9	- 18,7	+ 2,6	+ 2,1	+ 14,9	- 3,4	- 10,6	+ 4,3	+ 1,9	- 1,4	+ 0,5	+ 4,8
3 ^e trimestre	+ 27,2	+ 6,8	+ 1,9	- 0,5	+ 35,4	+ 20,9	- 5,6	+ 29,8	+ 2,0	+ 3,5	+ 5,5	+ 35,3
4 ^e trimestre	+ 62,8	- 3,6	+ 2,0	+ 1,3	+ 62,5	+ 10,9	- 6,3	+ 56,2	+ 1,2	+ 3,1	+ 4,3	+ 60,5
1976 1 ^{er} trimestre	+ 32,9	+ 17,0	+ 4,3	- 1,2	+ 53,0	+ 24,0	+ 4,2	+ 57,2	+ 8,6	- 4,3	+ 4,3	+ 61,5
2 ^e trimestre	+ 13,2	+ 3,4	- 1,4	+ 1,9	+ 17,1	+ 10,6	+ 4,5	+ 21,6	- 2,9	+ 3,2	+ 0,3	+ 21,9
3 ^e trimestre	+ 12,0	+ 32,6	- 0,7	- 0,1	+ 43,8	+ 34,6	+ 6,0	+ 49,8	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,5	+ 56,3
4 ^e trimestre	+ 47,9	p+ 17,1	p+ 1,5	- 4,8	p+ 61,7	+ 18,7	+ 8,0	p+ 69,7	+ 1,3	- 0,5	+ 0,8	p+ 70,5
1977 1 ^{er} trimestre	+ 6,7	p+ 9,7	p- 2,5	+ 2,8	p+ 16,7	+ 9,0	+ 3,7	p+ 20,4	+ 5,7	- 0,9	+ 4,8	p+ 25,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁵ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ² AUPRES DES
INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴ (6)		
1969	270,8	110,6	18,8	2,5	402,7	156,8	14,7	417,4
1970	278,3	136,0	30,1	3,2	447,6	176,5	11,4	459,0
1971	332,5	149,0	40,6	3,7	525,8	203,5	9,7	535,5
1972	420,5	152,9	45,5	5,1	624,0	241,2	9,2	633,2
1973	490,7	201,7	53,1	5,6	751,1	306,4	11,9	763,0
1974	541,9	244,0	60,1	6,0	852,0	352,1	17,5	869,5
1975 Mars	559,7	257,3	63,3	4,9	885,2	365,9	18,0	903,2
Juin	588,6	238,6	65,9	7,0	900,1	362,5	19,9	920,0
Septembre	615,8	245,4	67,8	6,5	935,5	383,4	21,9	957,4
Décembre	678,6	241,8	69,8	7,8	998,0	394,3	23,1	1.021,1
1976 Mars	711,5	258,8	74,1	6,6	1.051,0	418,8	31,7	1.082,7
Juin	724,7	262,2	72,7	8,5	1.068,1	428,9	28,8	1.096,9
Septembre	736,7	294,8	72,0	8,4	1.111,9	463,5	30,1	1.142,0
Décembre	784,6	p 311,9	p 74,4	3,6	p1.174,5	482,2	31,4	p1.205,9
1977 Mars	787,0	p 325,9	p 71,9	6,4	p1.191,2	491,2	37,1	p1.228,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges				En monnaies étrangères ³			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁴ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1970	+ 47,5	+ 7,5	+ 1,0	+ 56,0	-----	-----	+14,4	+ 70,4
1971	+ 53,8	+11,2	+ 3,4	+ 68,4	-----	-----	+21,6	+ 90,0
1972	+ 55,2	+ 8,0	+ 1,1	+ 64,3	-----	-----	+33,3	+ 97,6
1973	+ 77,0	+ 3,5	+ 2,3	+ 82,8	+ 7,1	+18,3	+25,4	+108,2
1974	p+ 88,1	- 1,1	+ 6,6	p+ 93,6	+13,0	+ 2,0	+15,0	p+108,6
1975	p+ 96,9	+12,8	+ 4,5	p+114,2	+22,4	+ 9,4	+31,8	p+146,0
1976	p+146,5	+ 3,1	+ 2,2	p+151,8	+12,1	+ 0,7	+12,8	p+164,6
1975 1 ^{er} trimestre	p+ 44,8	+ 2,0	+ 0,2	p+ 47,0	+ 7,5	+ 1,3	+ 8,8	p+ 55,8
2 ^e trimestre	p+ 24,8	+ 4,6	+ 1,3	p+ 30,7	+ 7,2	+ 2,3	+ 9,5	p+ 40,2
3 ^e trimestre	p+ 8,0	+ 2,6	+ 1,3	p+ 11,9	+ 2,0	+ 2,2	+ 4,2	p+ 16,1
4 ^e trimestre	p+ 19,3	+ 3,6	+ 1,7	p+ 24,6	+ 5,7	+ 3,6	+ 9,3	p+ 33,9
1976 1 ^{er} trimestre	p+ 36,4	+ 2,0	- 0,2	p+ 38,2	+ 8,8	+ 1,5	+10,3	p+ 48,5
2 ^e trimestre	p+ 47,4	+ 0,2	+ 1,2	p+ 48,8	- 2,2	- 1,3	- 3,5	p+ 45,3
3 ^e trimestre	p+ 27,6	+ 0,3	+ 0,5	p+ 28,4	+ 3,1	- 0,7	+ 2,4	p+ 30,8
4 ^e trimestre	p+ 35,1	+ 0,6	+ 0,7	p+ 36,4	+ 2,4	+ 1,2	+ 3,6	p+ 40,0
1977 1 ^{er} trimestre	p+ 64,3	+ 2,6	+ 0,4	p+ 67,3	+ 2,3	- 0,1	+ 2,2	p+ 69,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

**XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²**

(variations en milliards de francs)

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	Banque Nationale de Belgique	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an à plus	Actifs à plus d'un an	Total général
			Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à plus d'un an			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)	
1970	+ 4,7	+ 6,0	+ 31,5	+ 8,1	+ 19,1	+ 22,2	+ 10,1	+ 5,8	+ 0,6	+ 71,4	+ 36,7	+108,1
1971	+ 13,8	+ 1,9	+ 44,1	+ 12,4	+ 34,1	+ 22,6	+ 18,3	+ 6,2	+ 1,2	+112,2	+ 42,4	+154,6
1972	+ 19,5	+ 11,9	+ 66,2	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,5	+ 2,7	+162,5	+ 32,3	+194,8
1973	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,7	+ 6,1	+ 40,9	+ 30,9	+ 24,9	+ 8,0	+ 1,1	+162,3	+ 46,1	+208,4
1974	+ 16,8	+ 2,8	+ 60,0	+ 3,2	+ 39,9	+ 38,2	+ 20,8	+ 9,5	+ 2,6	+140,3	+ 53,5	+193,8
1975	+ 33,1	+ 7,5	+ 87,8	+ 16,8	+ 77,2	+ 35,3	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+242,7	+ 66,2	+308,9
1976	+ 16,9	+ 8,0	p+107,4	+ 14,0	p+ 55,0	p+ 54,4	+ 35,8	+ 13,7	p+ 2,6	p+222,9	p+ 84,7	p+307,6
1975 1 ^{er} trimestre	- 0,4	+ 2,4	+ 24,2	+ 2,8	+ 17,7	+ 21,8	+ 3,9	+ 5,2	+ 0,6	+ 47,8	+ 30,4	+ 78,2
2 ^e trimestre	+ 24,7	+ 6,6	+ 22,2	+ 6,1	+ 12,2	+ 0,6	+ 9,7	+ 3,1	+ 0,3	+ 75,4	+ 10,1	+ 85,5
3 ^e trimestre	- 5,2	- 2,6	+ 20,7	+ 4,8	+ 11,5	+ 5,3	+ 6,6	+ 1,7	+ 0,5	+ 31,0	+ 12,3	+ 43,3
4 ^e trimestre	+ 14,0	+ 1,1	+ 20,7	+ 3,1	+ 35,8	+ 7,6	+ 16,9	+ 2,2	+ 0,5	+ 88,5	+ 13,4	+101,9
1976 1 ^{er} trimestre	- 5,8	+ 3,2	+ 32,7	+ 5,9	+ 19,3	p+ 12,8	+ 8,6	+ 2,0	p+ 0,5	+ 58,0	p+ 21,2	p+ 79,2
2 ^e trimestre	+ 23,7	+ 4,7	+ 29,2	+ 3,3	+ 1,5	p+ 17,3	+ 8,3	+ 4,5	p+ 0,8	+ 67,4	p+ 25,9	p+ 93,3
3 ^e trimestre	- 8,4	- 3,0	+ 18,6	+ 2,7	+ 7,3	p+ 11,7	+ 3,6	+ 3,1	p+ 0,7	+ 18,1	p+ 18,2	p+ 36,3
4 ^e trimestre	+ 7,4	+ 3,1	p+ 26,9	+ 2,1	p+ 26,9	p+ 12,6	+ 15,3	+ 4,1	p+ 0,6	p+ 79,4	p+ 19,4	p+ 98,8
1977 1 ^{er} trimestre	- 5,4	+ 4,1	p+ 33,3	+ 15,3	p+ 14,9	p+ 36,5	+ 0,8	+ 5,9	p+ 0,6	p+ 47,7	p+ 58,3	p+106,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (8) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1969	176,6	50,9	280,0	31,8	184,8	190,0	68,6	46,2	5,3	760,9	273,8	1.034,2
1970	181,3	56,9	311,5	39,9	203,9	212,2	78,7	52,0	5,9	832,3	310,0	1.142,3
1971	195,1	58,8	355,6	52,3	238,0	234,8	97,0	58,2	7,1	944,5	352,4	1.296,9
1972	214,6	70,7	421,8	62,5	276,8	249,7	123,1	62,7	9,8	1.107,0	384,7	1.491,7
1973	228,9	72,2	502,5	68,6	317,7	280,6	148,0	70,7	10,9	1.269,3	430,8	1.700,1
1974	245,7	75,0	562,5	71,8	357,6	318,8	168,8	80,2	13,5	1.409,6	484,3	1.893,9
1975 Mars	245,3	77,4	586,7	74,6	375,3	340,6	172,7	85,4	14,1	1.457,4	514,7	1.972,1
Juin	270,0	84,0	608,9	80,7	387,5	341,2	182,4	88,5	14,4	1.532,8	524,8	2.057,6
Septembre	264,8	81,4	629,6	85,5	399,0	346,5	189,0	90,2	14,9	1.563,8	537,1	2.100,9
Décembre	278,8	82,5	650,3	88,6	434,8	354,1	205,9	92,4	15,4	1.652,3	550,5	2.202,8
1976 Mars	273,0	85,7	683,0	94,5	454,1	p 366,9	214,5	94,4	p 15,9	1.710,3	p 571,7	p 2.282,0
Juin	296,7	90,4	712,2	97,8	455,6	p 384,2	222,8	98,9	p 16,7	1.777,7	p 597,6	p 2.375,3
Septembre	288,3	87,4	730,8	100,5	462,9	p 395,9	226,4	102,0	p 17,4	1.795,8	p 615,8	p 2.411,6
Décembre	295,7	90,5	p 757,5	102,6	p 489,8	p 408,5	241,7	106,1	p 18,0	p 1.875,2	p 635,2	p 2.510,4
1977 Mars	290,3	94,6	p 795,1	117,9	p 504,7	p 445,0	238,2	112,0	p 18,6	p 1.922,9	p 693,5	p 2.616,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	23,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans

une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	p 1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	- 3,6	65,8
	p 1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	—	5,4	- 5,4	66,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,6	7,3	1,3	- 2,5
	1974	—	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	p 1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
	p 1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	12,2	1,8	10,4	21,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	p 1975	—	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
	p 1976	—	2,1	- 2,1	33,1	31,0	11,4	5,2	6,2	37,2
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	p 1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3
	p 1976	21,0	8,5	12,5	28,1	40,6	0,1	0,6	- 0,5	40,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	p 1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0
	p 1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,4	3,2	3,2	19,1
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	p 1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3
	p 1976	196,0	87,2	108,8	61,2	170,0	30,1	16,2	13,9	183,9

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 8,7; en 1974 : 3,5; en 1975 : 16,9 milliards, en 1976 : 53,0 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années, 1969; 1970; 1971; 1972; 1973; 1974; 1975 et 1976 : « Intermédiaires financiers publics » : - 2,3, 3,9, 3,7, 1,0, 0,7, 0,6, 7,0 et - 4,9 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 2,4, 5,9, 4,9; 3,7, 3,7, 4,5, 4,7 et 1,9 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC 1

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 2 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 3 4	Rendement pour le porteur 4		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Intercom. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
						151.200				
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	8,77	—	8,69
						175.100				
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	9,19	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	10,00	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	10,00	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	10,06	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	10,06	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	10,02	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	10,11	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	10,26	—	10,24
						196.000				
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56.000	10,00	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5.000	9,96	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16.500	9,96	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16.500 ⁶	9,75	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6.000	9,93	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2.000	9,93	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4.000	9,93	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50.300	9,81	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6.000	9,70	—	9,71
	Septembre	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61.500	9,47	—	9,48

1 Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

2 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

3 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

4 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

5 Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

6 Dont 16.000 millions de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dette reprise de la République du Zaïre 3	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1)+(4)	(6)	(7)	(8) = (6)+(7)						(9) = (5)+(8)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
Septembre	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	85,4	933,7	0,5	934,2
Décembre	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976 Mars	715,3	16,4	96,2	72,6	900,5	3,7	...	3,7	904,2	106,6	1.010,8	0,3	1.011,1
Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7
Juillet	742,5	14,9	113,3	84,7	955,4	3,2	...	3,2	958,6	99,2	1.057,8	0,3	1.058,1
Août	739,0	14,9	123,7	76,9	954,5	3,2	...	3,2	957,7	98,7	1.056,4	0,3	1.056,7
Septembre	751,4	14,7	134,2	75,4	975,7	3,1	...	3,1	978,8	98,2	1.077,0	0,2	1.077,2
Octobre	760,2	14,4	114,1	78,8	967,5	3,1	...	3,1	970,6	97,9	1.068,5	0,2	1.068,7
Novembre	756,6	14,0	122,7	75,2	968,5	3,0	...	3,0	971,5	97,5	1.069,0	0,2	1.069,2
Décembre	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977 Janvier	739,0	13,0	150,2	87,9	990,1	2,9	...	2,9	993,0	96,0	1.089,0	0,1	1.089,1
Février	789,7	12,5	143,8	83,1	1.029,1	2,9	...	2,9	1.032,0	95,9	1.127,9	0,1	1.128,0
Mars	786,8	12,0	187,6	81,0	1.067,4	2,9	...	2,9	1.070,3	95,4	1.165,7	0,1	1.165,8
Avril	784,3	11,4	190,9	93,8	1.080,4	2,9	...	2,9	1.083,3	95,7	1.179,0	0,1	1.179,1
Mai	780,9	10,7	223,3	82,7	1.097,6	2,8	...	2,8	1.100,4	95,1	1.195,5	0,1	1.195,6
Juin	826,3	13,4	199,2	83,6	1.122,5	2,7	...	2,7	1.125,2	94,3	1.219,5	0,1	1.219,6
Juillet	823,2	6,4	190,5	86,9	1.107,0	2,7	...	2,7	1.109,7	93,8	1.203,5	0,1	1.203,6

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dette reprise de la République du Zaïre 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat de la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers				
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4	...
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3	...
1976	+ 130,1	- 0,2	+ 129,9	- 3,2	...	...	...	+ 133,1	...	+ 133,1	...
1976 7 premiers mois	+ 129,4	- 0,1	+ 129,3	- 2,2	...	...	...	+ 131,5	...	+ 131,5	...
1977 7 premiers mois	+ 145,0	- 0,1	+ 144,9	- 0,3	...	...	...	+ 145,2	...	+ 145,2	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1978, l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (8) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-8.

8 Réévaluation du mark allemand.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D.

11 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paratâtiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974	611,1	71,2	—	124,4 ⁵	406,4	1.213,1 ⁵	—
1975 p	705,4	72,1	—	126,9 ⁵	460,5	1.364,9 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1968	67,0	11,9	4,2	16,5	34,8	134,4	—
1969	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973	76,1	27,3	3,2	22,9	59,8	189,3	—
1974	80,1	30,9	3,2	27,1	63,1	204,4	—
1975 p	77,8	35,9	5,7	28,0	75,3	222,7	—

Total

1968	389,7	49,9	4,2	63,1	225,8	732,7	11,0
1969	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972	576,3	84,2	3,9	122,8 ⁵	370,9	1.158,1 ⁵	—
1973	636,6	91,0	3,2	143,8 ⁵	412,4	1.287,0 ⁵	—
1974	691,2	102,1	3,2	151,5 ⁵	469,5	1.417,5 ⁵	—
1975 p	783,2	108,0	5,7	154,9 ⁵	535,8	1.587,6 ⁵	—

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI · 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

Titres accessibles à tout placeur¹

1968	319,3	4,4	3,0	6,7	91,0	7,1	61,4	87,7	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	7,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	385,7	4,7	2,9	7,6	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	428,9	5,1	2,6	9,4	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 ⁴	471,9	6,2	2,7	11,2	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 ⁴	520,4	6,6	3,0	13,1	254,0	15,7	129,8	113,1	42,0	1.097,7
1974 ⁴	578,7	6,6	3,7	13,8	283,9	12,1	146,9	123,4	44,0	1.213,1
1975 ⁴ p	643,5	6,8	4,5	12,6	322,6	17,9	173,8	130,7	52,5	1.364,9

Titres non accessibles à tout placeur

1968	6,4	0,2	0,2	2,1	64,4	—	25,8	34,1	1,2	134,4
1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,3	32,8	11,6	189,3
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,1	32,9	15,6	204,4
1975 p	10,1	0,3	0,2	3,7	92,6	—	68,6	31,7	15,5	222,7

Total

1968	325,7	4,6	3,2	8,8	155,4	7,1	87,2	121,8	18,9	732,7
1969	353,0	4,7	3,2	9,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	395,1	5,1	3,2	10,0	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	438,1	5,4	2,9	12,2	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 ⁴	480,9	6,5	2,9	14,0	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 ⁴	528,8	6,8	3,2	16,3	335,6	15,7	181,1	145,9	53,6	1.287,0
1974 ⁴	587,4	6,9	3,9	17,7	369,6	12,1	204,0	156,3	59,6	1.417,5
1975 ⁴ p	653,6	7,1	4,7	16,3	415,2	17,9	242,4	162,4	68,0	1.587,6

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

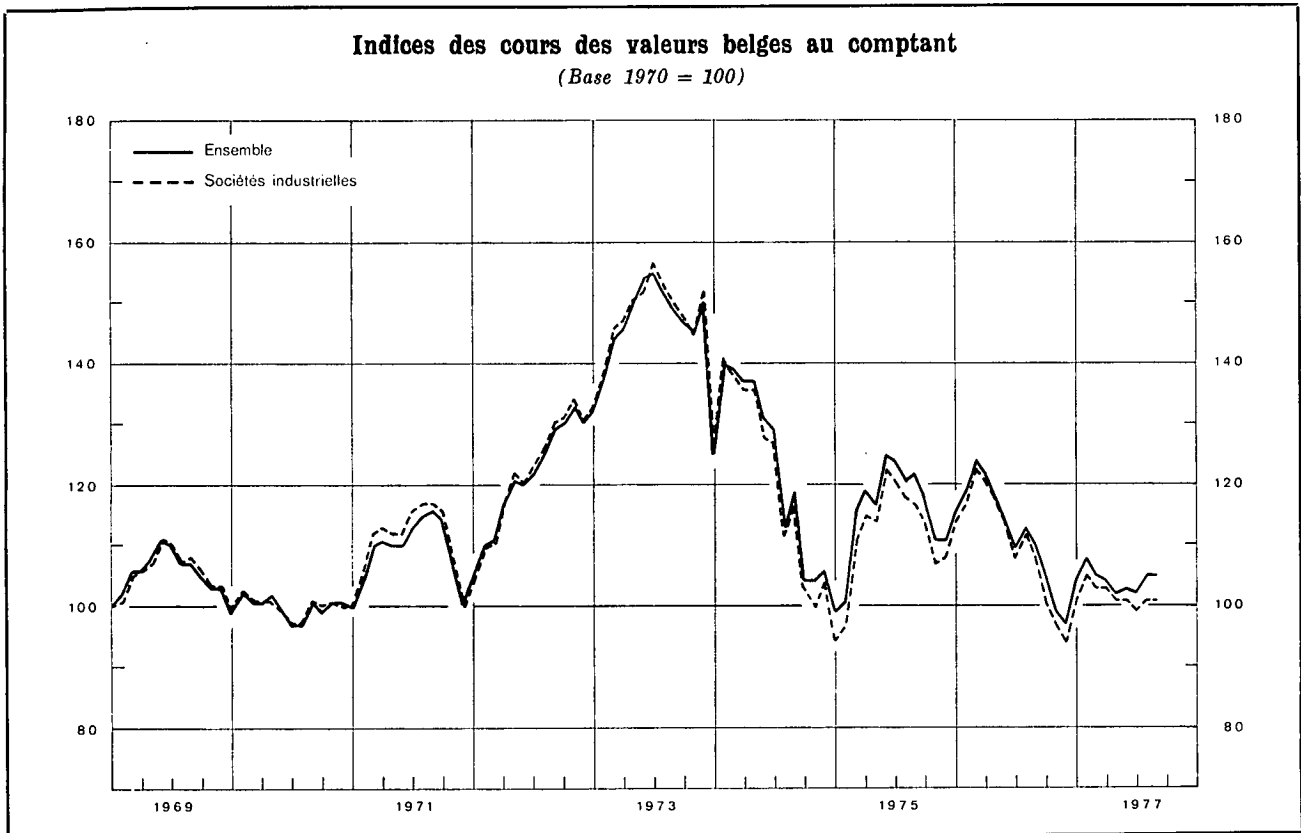
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I,

no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, no 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges												
	moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 2								Taux de rendement 3					
		Au comptant				A terme				Ensemble		Sociétés industrielles			
		Ensemble		Sociétés industrielles		Ensemble		Sociétés industrielles		Ensemble		Sociétés industrielles			
(Base 1970 = 100)												en p.c.			
1969	149	105	106	105	3,7	3,4									
1970	112	100	100	100	4,9	5,2									
1971	169	110	111	103	5,2	5,9									
1972	199	123	124	118	4,1	3,9									
1973	276	147	148	144	3,8	3,7									
1974	185	121	119	125	5,3	5,4									
1975	205	117	113	123	5,8 ⁴	5,8 ⁴									
1976	230	111	110	116	5,5	4,9									
		1976	1977	1976	1977	1976	1977	1976	1977	1976	1977	1976	1977		
Janvier	316	197	119	108	117	105	125	110	5,5	5,4	5,3	4,7			
Février	331	179	124	105	123	103	131	105	5,5	5,5	5,5	4,7			
Mars	294	168	122	104	121	103	127	103	5,7	5,5	5,7	4,9			
Avril	226	213	118	102	118	101	122	101	5,8	5,5	5,7	4,9			
Mai	253	189	114	103	114	101	118	102	5,3	5,8	4,5	4,9			
Juin	200	153	110	102	108	99	114	101	5,3	6,0	4,4	5,5			
Juillet	179	151	113	105	112	101	119	103	5,3	6,0	4,3	5,6			
Août	195		110	105	108	101	116	101	5,5	6,1	4,5	5,7			
Septembre	188		105		101		109		5,6		4,6				
Octobre	203		99		97		103		5,9		4,9				
Novembre	186		97		94		97		5,6		4,8				
Décembre	184		104		101		107		5,5		4,7				

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

4 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,1	3,8

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
Industrie chimique									
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
Electricité									
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
Industrie du charbon									
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,2	10,4

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,0	10,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970 12 mois	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 12 mois	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973 1 ^{er} mois	193	3,8	2,6	0,6	0,2	0,2	0,6
2 premiers mois	441	16,7	14,4	3,8	0,4	1,6	1,3
3 premiers mois	1.987	45,1	35,5	8,7	0,9	4,1	2,1
4 premiers mois	5.340	119,7	76,1	20,2	3,0	8,7	2,8
5 premiers mois	10.743	267,0	145,5	39,0	7,1	17,5	3,6
6 premiers mois	14.214	365,4	210,1	54,5	9,0	25,5	4,3
7 premiers mois	15.031	380,2	217,5	56,2	9,6	26,2	5,2
8 premiers mois	15.307	391,1	232,3	57,2	9,7	26,7	5,7
9 premiers mois	15.782	395,3	236,7	58,0	10,0	26,9	6,4
10 premiers mois	16.328	405,0	245,8	59,6	10,3	27,6	7,0
11 premiers mois	16.701	410,2	250,7	60,7	10,4	27,9	7,7
12 mois	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7

Notes voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970 12 mois	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 12 mois	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973 1 ^{er} mois	6	1,4	0,3	0,1	...	0,1	...
2 premiers mois	8	1,4	0,3	0,1	...	0,1	0,2
3 premiers mois	19	1,7	0,5	0,2	...	0,1	0,2
4 premiers mois	35	2,2	1,0	0,2	0,1	0,1	0,2
5 premiers mois	79	21,9	12,2	2,9	0,1	2,0	0,3
6 premiers mois	152	37,0	27,3	4,9	0,2	3,4	0,3
7 premiers mois	176	39,6	29,3	5,0	0,3	3,5	0,3
8 premiers mois	179	40,1	29,6	5,0	0,3	3,5	0,3
9 premiers mois	182	40,2	29,7	5,0	0,3	3,5	0,3
10 premiers mois	195	41,5	30,3	5,1	0,3	3,6	0,4
11 premiers mois	200	41,8	30,9	5,1	0,4	3,6	0,4
12 mois	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4

C. — Total général ⁴

1970 12 mois	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 12 mois	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973 1 ^{er} mois	199	5,2	2,9	0,7	0,2	0,3	0,6
2 premiers mois	449	18,1	14,7	3,9	0,4	1,7	1,5
3 premiers mois	2.006	46,8	36,0	8,9	0,9	4,2	2,3
4 premiers mois	5.375	121,9	77,1	20,4	3,1	8,8	3,0
5 premiers mois	10.822	288,9	157,7	41,9	7,2	19,5	3,9
6 premiers mois	14.366	402,4	237,4	59,4	9,2	28,9	4,6
7 premiers mois	15.207	419,8	246,8	61,2	9,9	29,7	5,5
8 premiers mois	15.486	431,2	261,9	62,2	10,0	30,2	6,0
9 premiers mois	15.964	435,5	266,4	63,0	10,3	30,4	6,7
10 premiers mois	16.523	446,5	276,1	64,7	10,6	31,2	7,4
11 premiers mois	16.901	452,0	281,6	65,8	10,8	31,5	8,1
12 mois	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (8) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	p 13,6	p 3,2	p 10,4	p 6,3	p 16,7	p 36,4	p 38,8

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	p ...	p 0,1	p -0,1	p ...	p -0,1	p 0,2	p 0,2

Total général

1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	p 13,6	p 3,3	p 10,3	p 6,3	p 16,6	p 36,6	p 39,0

1 Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

2 Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)
1974 9 premiers mois	31,1	12,9	4,3	17,2	0,5	...	...	...
12 mois	49,4	19,3	p 9,3	p 28,6	0,7	0,2	p ...	p 0,2
1975 3 premiers mois	6,9	3,1	p 0,8	p 3,9	...	...	...	...
6 premiers mois .. p	17,8	6,2	14,6	20,8	...	...	...	...
9 premiers mois .. p	25,3	10,3	17,6	27,9	...	...	...	...
12 mois	39,2	17,4	24,7	42,1	...	...	...	...
1976 3 premiers mois .. p	9,9	4,7	0,4	5,1	...	...	...	...
6 premiers mois .. p	20,9	9,6	2,4	12,0	1,2	...	...	...
9 premiers mois .. p	29,6	13,6	4,5	18,1	1,2	...	...	...
1975 Novembre	3,7	1,1	0,2	1,3	...	...	...	...
Décembre	7,1	2,9	5,1	8,0	...	...	...	...
1976 Janvier	4,5	1,3	0,2	1,5	...	...	...	...
Février	2,5	1,9	...	1,9	...	...	...	...
Mars	2,9	1,5	0,2	1,7	...	...	...	...
Avril	3,5	1,2	1,5	2,7	...	...	...	...
Mai	2,7	1,4	0,4	1,8	1,2	...	...	...
Juin	4,8	2,3	0,1	2,4	...	...	...	...
Juillet	2,8	0,9	1,8	2,7	...	...	...	...
Août	2,9	1,4	...	1,4	...	...	...	...
Septembre	3,0	1,7	0,3	2,0	...	...	...	...
Octobre	7,8	1,7	3,5	5,2	...	...	...	...
Novembre	2,8	1,2	...	1,2	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

ENVERS LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁵
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1969	2,8	...	214,5	217,3	149,3	57,0	107,3	80,4	0,9	394,9	612,2	24,0
1970	2,8	...	243,6	246,4	170,7	62,6	112,4	90,9	0,7	437,3	683,7	29,1
1971	3,7	...	279,4	283,1	184,3	71,0	120,9	100,6	1,0	477,8	760,9	38,1
1972	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,3	1.138,8	58,4
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976	1,7	0,4	614,6	616,7	313,4	129,0	233,3	220,0	1,9	897,6	1.514,3	69,9
1975 Mars ⁴	3,1	0,4	457,5	461,0	249,9	101,6	183,7	160,9	1,1	697,2	1.158,2	63,0
Juin	1,9	0,4	475,0	477,3	259,6	104,9	187,2	167,8	1,0	720,5	1.197,8	67,3
Septembre .	1,0	0,4	487,0	488,4	266,8	107,7	192,2	173,6	1,3	741,6	1.230,0	68,2
Décembre .	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976 Mars	1,7	0,4	544,7	546,8	288,7	114,7	207,3	190,8	1,8	803,3	1.350,1	73,7
Juin	1,2	0,4	569,0	570,6	295,4	120,3	215,5	200,4	1,8	833,4	1.404,0	69,1
Septembre .	1,2	0,4	591,7	593,3	301,3	124,8	223,4	207,5	1,8	858,8	1.452,1	68,9
Décembre p	1,7	0,4	614,6	616,7	313,4	129,0	233,3	220,0	1,9	897,6	1.514,3	69,9
1977 Mars ... p	1,3	0,4	624,0	625,7	317,8	134,9	240,9	225,3	1,4	920,3	1.546,0	70,6

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁵ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

N. B. — Les données publiées dans ce tableau forment une nouvelle série non comparable à celle publiée avant janvier 1976 (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIX année, tome I, n° 1, janvier 1976).

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1976	14,7
1975 2 ^e trimestre ..	8,0
3 ^e trimestre ..	10,7
4 ^e trimestre ..	13,0
1976 1 ^{er} trimestre ..	13,8
2 ^e trimestre ..	15,8
3 ^e trimestre ..	14,7
4 ^e trimestre ..	14,3
1977 1 ^{er} trimestre ..	14,3
2 ^e trimestre ..	15,7

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles).

— *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1)+(2)+(3) ou (4) + (5)+(6)+(7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1975 2 ^e trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
3 ^e trimestre	5,8	5,0	3,5	4,1	0,5	8,9	0,8	14,3
4 ^e trimestre	6,5	7,5	3,2	4,0	...	12,1	1,1	17,2
1976 1 ^{er} trimestre	6,2	1,5	3,7	4,1	0,4	5,9	1,0	11,4
2 ^e trimestre	7,7	0,3	3,9	4,5	0,2	6,5	0,7	11,9
3 ^e trimestre	6,9	0,1	3,2	4,1	3,6	1,8	0,7	10,2
4 ^e trimestre	6,3	1,3	3,6	4,9	0,6	4,2	1,5	11,2
1977 1 ^{er} trimestre	7,3	0,8	3,5	4,5	0,2	5,5	1,4	11,6
2 ^e trimestre	6,8	0,2	3,6	4,4	3,3	1,8	1,1	10,6
1976 Août	3,6	...	3,6	5,2	0,1	1,1	0,8	7,2
Septembre	10,7	...	3,4	2,4	10,8	0,6	0,3	14,1
Octobre	3,9	...	3,8	5,1	1,9	0,2	0,5	7,7
Novembre	6,8	0,7	2,9	3,9	0,2	4,6	1,7	10,4
Décembre	8,3	3,1	4,1	5,5	...	7,9	2,1	15,5
1977 Janvier	8,8	0,1	3,5	3,9	0,1	7,7	0,7	12,4
Février	4,2	2,3	4,2	6,2	0,1	3,4	1,0	10,7
Mars	8,4	0,2	2,9	3,7	0,4	5,1	2,3	11,5
Avril	5,5	0,4	2,9	4,7	0,5	2,5	1,1	8,8
Mai	7,3	...	4,2	3,9	5,1	1,7	0,8	11,5
Juin	7,5	...	3,9	4,5	4,1	1,2	1,6	11,4
Juillet	7,4	0,2	3,5	4,8	...	5,1	1,2	11,1
Août	5,9	...	3,6	4,8	0,2	3,2	1,3	9,5

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1975 2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0
3 ^e trimestre	175,4	9,2	30,1	7,9	222,6
4 ^e trimestre	170,8	12,8	31,8	12,8	228,2
1976 1 ^{er} trimestre	179,9	7,7	39,3	22,7	249,6
2 ^e trimestre	178,1	5,7	37,0	33,4	254,2
3 ^e trimestre	188,8	1,5	29,5	43,6	263,4
4 ^e trimestre	192,8	2,4	29,5	43,3	268,0
1977 1 ^{er} trimestre	196,2	7,2	35,1	28,3	266,8
2 ^e trimestre	210,4	2,5	37,6	25,7	276,2

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptées au taux normal	
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
					Effets visés 2	Effets non visés rées- comptés 3	Total				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6) = (2) - (5)	(7)	(milliards de francs)				
1969	12,00	44,0	29,7	4,2	33,9	10,1				—	
1970	9,00	38,0	20,7	6,2	26,9	11,1				—	
1971	9,00	43,9	19,0	9,4	28,4	15,5				—	
1972	8,00	46,2	20,4	14,6	35,0	11,2				—	
1973	5,50	37,8	14,4	18,0	32,4	5,4				—	
							Sous-plafond A 4	Sous-plafond B 4	Total		
							(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(8) = (6a) + (6b) - (2) - (5)	
1974	4,00	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4,25	24,1 ⁵	10,3 ⁵	34,4 ⁵	14,8 ⁵	6,3 ⁵	21,1 ⁵	9,3 ⁵	4,0 ⁵	13,3 ⁵	21,2
Juin	4,75	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,2
Septembre	5,25	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Décembre	5,25	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Mars	4,75	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Juin	4,75	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Août	4,25	23,0	23,0	46,0	22,0	20,9	42,9	1,0	2,1	3,1	27,2
Septembre	4,25	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Octobre	4,25	23,0 ⁶	23,0 ⁶	46,0 ⁶	22,0 ⁶	20,9 ⁶	42,9 ⁶	1,0 ⁶	2,1 ⁶	3,1 ⁶	27,2
Novembre	4,25	24,4	24,4	48,8	20,6	13,4	34,0	3,8	11,0	14,8	27,2
Décembre	4,675	—	—	53,8	—	—	40,8	—	—	13,0	28,9
1977 Janvier	5,1425	—	—	59,2	—	—	32,8	—	—	26,4	28,9
Février	5,25	—	—	59,9	—	—	38,4	—	—	21,5	28,9
Mars	5,25	—	—	59,9	—	—	29,5	—	—	30,4	29,8
Avril	5,25	—	—	59,9 ⁷	—	—	26,9 ⁷	—	—	33,0 ⁷	30,3
Mai	5,25	—	—	59,8	—	—	37,9	—	—	21,9	30,3
Juin	5,25	—	—	59,8	—	—	35,7	—	—	24,1	30,3
Juillet	5,25	—	—	59,8 ⁸	—	—	40,0 ⁸	—	—	19,8 ⁸	30,3
Août	5,25	—	—	59,5	—	—	27,7	—	—	31,8	30,3

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :

- a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);
- b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;
- c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du 23 juillet au 19 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

- par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligi-

bilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1er avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafonds A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

- soit directement à la B.N.B. d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir;
- soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

5 Situation au 28 mars 1975.

6 Situation au 29 octobre 1976.

7 Situation au 29 avril 1977.

8 Situation au 29 juillet 1977.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1980 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVI^e année, tome I, no 1,

janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le année, tome I, no 8, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, no 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, no 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LI^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux intermédiaires financiers publics de crédit 7	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 1 ou certifiées 2 représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 3	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours 3	autres effets publics 4	Dates des changements	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1969	7,50	9,50	9,00	9,25	9,50	1974 8 juillet	13,25
1970 22 octobre	7,00	9,00	8,50	8,75	9,00	15 juillet	14,00
10 décembre	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50	16 juillet	13,75
1971 25 mars	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50	17 juillet	13,50
23 septembre ...	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00	23 juillet	13,00
1972 6 janvier	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50	14 août	13,25
3 février	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00	19 août	13,00
2 mars	4,00	5,00		5,00		22 août	12,75
23 novembre	4,50	5,50		5,50		3 septembre ...	12,50
21 décembre	5,00	6,00		6,00		6 septembre ...	12,00
1973 10 mai	5,50	7,00		7,00		18 septembre ...	11,75
5 juillet	6,00	7,50		7,50		10 octobre	11,50
2 août	6,50	8,00		8,00		21 octobre	11,25
4 octobre	7,00	8,50		8,50		29 octobre	11,00
29 novembre	7,75	8,50		8,50		30 octobre	10,75
1974 1 ^{er} février	8,75	9,50		9,50		4 novembre	10,50
	5	5		5		5 novembre	10,25
8 juillet	8,75	9,50		9,50		1975 10 janvier	10,00
1975 30 janvier	8,25	9,00		9,00		13 janvier	9,75
13 mars	7,50	8,00		8,00		30 janvier	9,25
24 avril	7,00	7,50		7,50		13 mars	8,25
29 mai	6,50	6,50		6,50		15 avril	8,00
21 août	6,00	6,00		6,00		25 avril	7,75
1976 18 mars	7,00	7,00		7,00		16 mai	7,50
23 juillet	8,00	8,00		8,00		29 mai	7,00
13 août	9,00	9,00		9,00		17 juin	6,75
1 ^{er} octobre	9,00	9,00		12,50		9 juillet	7,00
20 octobre	9,00	9,00		12,00		21 août	6,50
18 novembre	9,00	9,00		11,00		1976 30 janvier	7,50
9 décembre	9,00	9,00		10,00		11 février	8,00
1977 6 janvier	8,00	8,00		8,00		24 février	7,50
17 février	7,00	7,00		7,00		15 mars	8,00
5 mai	6,50	6,50		6,50		17 mars	9,00
23 juin	6,00	6,00		6,00		19 mars	10,00
						21 avril	9,00
						19 mai	8,00
						23 juillet	9,50
						30 juillet	10,50
						13 août	11,50
						27 août	13,00
						6 septembre ...	13,50
						1 ^{er} octobre	15,00
						20 octobre	14,00
						26 octobre	13,00
						2 novembre ...	12,00
						9 décembre	11,00
						17 décembre	10,50
						1977 6 janvier	8,50
						17 février	7,25
						5 mai	6,75
						23 juin	6,25

1 Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

2 La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

3 Quotité maximum : 95 p.c.

4 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
Quotité maximum : 80 p.c.

5 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, et

du 23 juillet au 19 décembre 1976, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les intermédiaires financiers publics de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVII-3).

6 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les intermédiaires financiers publics de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué.

7 Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Période	Moyennes ¹
1969	5,40
1970	6,25
1971	3,70
1972	2,48
1973	4,81
1974	9,25
1975	4,63
1976	8,38
1975 2 ^e trimestre	4,55
3 ^e trimestre	4,79
4 ^e trimestre	4,11
1976 1 ^{er} trimestre	5,48
2 ^e trimestre	7,10
3 ^e trimestre	10,41
4 ^e trimestre	10,15
1977 1 ^{er} trimestre	6,07
2 ^e trimestre	5,97
1976 Août	10,28
Septembre	12,18
Octobre	15,52
Novembre	8,86
Décembre	7,37
1977 Janvier	6,14
Février	6,69
Mars	5,46
Avril	6,18
Mai	5,93
Juin	5,87
Juillet	4,49
Août	4,91

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats du Fonds des Rentes ³ (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶		
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)			4	5				
1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1973 11 déc.	*	*	8,10
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1974 10 déc.	*	*	*
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 10 juin	6,50	6,75	*
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	9 sept.	6,75	7,00	*
1975 2 ^e trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	9 déc.	6,75	*	*
3 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,32	1976 9 mars	7,10	*	*
4 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	8 juin	10,00	*	*
1976 1 ^{er} trim.	9,00	9,00	9,00	9,25	6,87	10 août	10,50	*	*
2 ^e trim.	8,50	8,75	9,00	9,50	9,80	14 sept.	*	*	*
3 ^e trim.	13,00	13,00	13,00	13,25	10,91	12 oct.	10,50	*	*
4 ^e trim.	10,00	10,00	10,00	10,50	12,69	9 nov.	12,50	*	*
1977 1 ^{er} trim.	6,75	7,00	7,25	7,75	8,35	14 déc.	10,75	*	10,50
2 ^e trim.	6,25	6,50	6,75	7,00	7,51	1977 11 janv.	9,00	*	*
1976 Août ...	11,00	11,25	11,50	11,75	11,62	8 févr.	8,75	9,00	9,25
Sept. ...	13,00	13,00	13,00	13,25	13,15	8 mars	8,00	8,25	8,50
Oct. ...	13,50	13,50	13,50	13,75	13,74	12 avril	8,00	8,25	8,50
Nov. ...	11,00	11,25	11,50	11,50	12,64	10 mai	7,75	*	8,25
Déc. ...	10,00	10,00	10,00	10,50	10,88	14 juin	7,65	7,75	8,00
1977 Janv. ...	8,00	8,00	8,25	9,00	9,36	12 juill.	7,50	7,65	7,75
Févr. ...	7,00	7,25	7,50	7,75	8,28	9 août	7,00	7,25	7,50
Mars ...	6,75	7,00	7,25	7,75	7,75	13 sept.	6,75	7,00	7,25
Avril ...	6,75	7,00	7,25	7,50	7,72				
Mai ...	6,50	6,75	7,00	7,50	7,50				
Juin ...	6,25	6,50	6,75	7,00	7,35				
Juillet ...	6,15	6,40	6,65	6,90	6,99				
Août ...	5,75	6,00	6,25	6,25	6,42				

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles).

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions finan-

cières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitaton. Les taux indiqués étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1972	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1972	3,25	0,75	2,25	0,75
1973 1 ^{er} juin	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre	4,00	0,75	3,00	0,75
1974 1 ^{er} janvier	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 ^{er} janvier	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1975 Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53
1976 Janvier	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
Avril	8,34	8,89	9,00	9,01	11,21	8,94
Juillet	8,97	9,16	8,94	9,41	11,65	9,10
Septembre	9,43	9,21	9,21	9,41	11,98	9,32
Octobre	9,31	9,25	9,11	9,36	11,99	9,24
Novembre	9,43	9,35	9,17	9,50	12,07	9,34
Décembre	9,45	9,40	9,30	9,61	11,88	9,42
1977 Janvier	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
Février	9,12	9,19	9,24	9,50	11,14	9,29
Mars	9,07	9,04	9,08	9,29	10,73	9,13
Avril	9,14	9,04	9,06	9,21	10,82	9,11
Mai	8,93	8,85	8,94	9,20	10,47	9,00
Juin	9,17	8,87	8,93	9,29	10,42	9,05
Juillet	8,77	8,52	8,61	8,98	10,13	8,72
Août	8,66	8,28	8,62	8,73	9,99	8,63
Septembre	8,88	8,53	8,68	8,89	10,04	8,75

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1974 .		6,00		7,75		13,00		11,50		11,00		7,00		8,75		5,50
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25					13	8,25		
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75	27	11,00	7	10,75								
Février ...							14	10,50								
Mars	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars							21	10,00								
Avril					10	10,00	18	9,75								
Mai	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					20	4,50
Juin					5	9,50										
Juillet							25	11,00								
Août	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre .	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50	3	9,00	29	3,50
Octobre ..							3	12,00							29	3,00
Novembre .							14	11,75								
Novembre .							28	11,50								
Décembre ..							24	11,25								
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril							23	10,50								
Mai							21	11,50								
Juin											1	4,50			8	2,00
Juin											18	5,00				
Juillet					22	9,50										
Août											2	5,50				
Août											16	6,50				
Août											20	7,00				
Septembre .					23	10,50	10	13,00								
Octobre ...							7	15,00	4	18,00						
Novembre ..			22	5,25			19	14,75			29	6,00	22	9,00		
Décembre ..							17	14,50					22	8,50		
Décembre ..							24	14,25								
1977 Janvier ...							7	14,00			7	5,00				
Janvier ...							21	13,25								
Janvier ...							28	12,25								
Février ...							3	12,00					1	8,00		
Mars							10	11,00								
Mars							18	10,50								
Mars							31	9,50								
Avril							7	9,25								
Avril							15	9,00			18	4,50				
Avril							22	8,75								
Avril							29	8,25								
Mai							13	8,00			6	3,50 ⁶	9	7,50		
Juin									13	16,00						
Juillet ...															15	1,50
Août							5	7,50								
Août			31	5,75	31	9,50	12	7,00	29	14,50						
Septembre .							9	6,50								
Septembre .							16	6,00								

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 Jusqu'au 2 février 1977, il s'agit d'un taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 4,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1976 8 juillet	1977 7 juillet	1976 5 août	1977 4 août
ACTIF							
Or et créances sur l'étranger	42.896	100.098	92.854	87.804	105.948	88.016	103.850
Or	} 35.230	63.168	63.661	60.300	73.125	60.327	73.125
Disponibilités à vue à l'étranger		31.898	20.176	19.814	22.401	18.515	20.631
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}		7.324	4.856	8.973	7.607	10.422	9.091	10.094
Annuités de prêt de la B.I.R.D.	342	176	44	83	—	83	—
Créances sur le Trésor	6.944	10.697	13.382	18.604	20.125	17.439	19.640
Monnaies divisionnaires	110	71	171	211	302	173	133
Comptes courants postaux	134	43	487	110	179	193	203
Concours au Trésor Public ^{3 4}	6.700	9.650	11.495	17.199	18.271	15.976	17.932
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁵	—	933	1.229	1.084	1.373	1.097	1.372
Créances provenant d'opérations de refi- nancement	111.710	68.745	80.872	62.866	70.311	67.682	70.579
Effets escomptés ⁶	14.032	18.262	26.059	21.215	29.942	21.938	31.038
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁶	81.785	38.035	36.926	34.120	33.019	39.334	31.745
Avances sur titres	58	40	46	52	56	44	58
Effets en cours de recouvrement	15.835	12.408	17.841	7.479	7.294	6.366	7.738
Divers	2.600	3.304	4.165	3.455	3.484	3.222	3.163
Total ...	164.150	182.844	191.273	172.729	199.868	176.359	197.232

PASSIF

Billets en circulation	96.955	106.742	115.405	112.762	120.125	114.443	121.831
Comptes créditeurs extérieurs	5.270	6.814	7.522	5.756	7.632	5.892	5.075
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1.195	922	513	513	689	649	619
Compte spécial du Fonds de Stabilisa- tion des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spé- ciaux	2.694	2.540	2.794	2.635	2.780	2.635	2.780
Dépôts en devises des banques et insti- tutions étrangères	1.381	3.352	4.215	2.608	4.163	2.608	1.676
Compte courant du Trésor public	3.022	4.719	1	...	...	1	1
Comptes créditeurs des agents économi- ques et financiers	47.720	12.767	15.435	7.936	11.515	8.695	8.594
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	44.801	10.175	12.783	6.085	9.338	6.970	6.781
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.919	2.592	2.652	1.851	2.177	1.725	1.813
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	43.553	43.997	40.663	53.399	40.663	53.399
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.368	1.368	1.444	1.368	1.444
Divers	10.162	7.006	7.545	4.244	5.753	5.297	6.888
Total ...	164.150	182.844	191.273	172.729	199.868	176.359	197.232

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire	2.487	3.348	4.945	4.349	4.909	4.271	4.568
Acquisition de droits de tirage spéciaux ..	1.123	1.280	1.806	1.041	1.936	1.041	1.339
Autres opérations	3.714	228	2.722	2.217	4.177	3.779	4.187

³ Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

⁴ Montant maximum des concours au Trésor public : 19,96 milliards de F, dont 9,96 milliards de F non rémunérés.

⁵ Loi du 27 décembre 1974.

⁶ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	2.682	20.328	26.812	19.384	7.395	26.321	8.490
Obligations	21	15	14	14	12	14	12
Bons à moyen terme	5.037	699	1.203	1.215	352	1.469	110
Crédits à moyen terme	24.957	22.208	20.284	23.838	32.293	25.548	33.072
— Prêts spéciaux à la construction ..	90	26	68	25	68	25	68
— Crédits à l'exportation	14.033	18.262	26.059	21.215	20.942	21.938	31.037
— Autres crédits	10.834	3.920	3.156	2.698	2.283	3.595	1.967
Crédits à court terme	63.120	13.047	5.673	10.784	22.409	7.920	21.099
— Crédits à l'exportation	11.401	4.005	1.542	4.017	5.509	3.635	6.845
— Autres crédits	51.719	9.042	4.131	6.767	16.900	4.285	14.254

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1974 February 28	1975 February 28	1976 February 29	1977 February 28	1976 July 7	1977 July 6	1976 August 4	1977 August 10
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.513	4.625	5.234	5.540	5.787	6.362	6.052	6.311
Other Securities	1.076	739	805	1.224	752	877	712	1.003
Total ...	4.600	5.375	6.050	6.775	6.550	7.250	6.775	7.325

Notes Issued :								
In Circulation	4.573	5.355	6.042	6.758	6.534	7.234	6.748	7.321
In Banking Department	27	20	8	17	16	16	27	4
Total ...	4.600	5.375	6.050	6.775	6.550	7.250	6.775	7.325

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	1.645	1.017	1.243	833	1.478	1.525	1.616	1.501
Advances and Other Accounts	155	452	274	641	235	258	220	252
Premises, Equipment and Other Securities	188	132	157	257	84	86	84	151
Notes	27	20	8	17	16	16	27	4
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.015	1.621	1.682	1.748	1.813	1.885	1.947	1.908

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	82	64	85	112	19	20	18	18
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	1.368	936	980	712	999	1.055	1.008	1.069
Bankers Deposits	250	217	228	372	312	261	357	263
Reserves and Other Accounts	300	389	374	537	468	534	549	543
Total ...	2.015	1.621	1.682	1.748	1.813	1.885	1.947	1.908

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1975 December 31	1976 July 7	1977 July 6	1976 August 4	1977 August 10
ASSETS								
Gold certificate account	10.303	11.460	11.652	11.599	11.598	11.620	11.598	11.595
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	500	700	1.200	700	1.200
Coin	313	271	240	347	336	303	351	299
Discounts and advances	1.981	1.258	298	229	70	184	769	916
Acceptances :								
Bought outright	70	68	579	741	351	41	320	9
Held under repurchase agreement	36	...	430	385	209	...	479	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	1.311	1.937	4.702	6.072	6.805	7.423	6.805	7.411
Held under repurchase agreement	13	42	511	118	...	...	166	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	29.664	36.897	36.765	37.207	38.334	39.359	36.690	34.727
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	36.681	38.412	40.009	43.989	45.749	49.088	45.749	49.088
Bonds	3.463	3.149	3.284	5.521	6.097	8.248	6.097	8.248
Total bought outright ...	69.808	78.458	80.058	86.717	90.180	96.695	88.536	92.063
Held under repurchase agreement	98	58	443	1.217	1.401	...	4.753	...
Total U.S. Government securities ...	69.906	78.516	80.501	87.934	91.581	96.695	93.291	92.063
Total loans and securities	73.317	81.821	87.011	95.479	99.016	104.343	101.830	100.399
Cash items in process of collection	9.172	7.954	8.312	9.210	9.459	11.080	8.839	9.334
Bank premises	194	223	263	319	345	372	347	375
Operating equipment	—	—	—	13	18	—	18	—
Other assets	1.066	929	2.932	2.980	4.175	2.795	3.723	2.929
Total assets ...	94.765	103.058	110.810	120.447	125.647	131.713	127.456	126.131
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	58.757	64.262	70.916	77.159	80.201	87.590	79.773	87.897
Deposits :								
Member bank reserves	25.647	27.060	25.825	26.097	27.203	23.265	31.811	24.291
U.S. Treasurer - general account	1.855	2.542	3.113	7.285	7.478	9.647	5.856	4.523
Foreign	325	251	418	353	260	372	264	250
Other	840	1.419	1.275	1.090	800	607	1.063	560
Total deposits :	28.667	31.272	30.631	34.825	35.741	33.891	38.994	29.624
Deferred availability cash items	5.198	4.855	6.328	5.495	6.571	7.073	5.543	5.436
Other liabilities and accrued dividends ...	557	981	1.141	1.110	1.100	1.051	1.163	992
Total liabilities ...	93.179	101.370	109.016	118.589	123.613	129.605	125.473	123.949
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	793	844	897	929	959	1.002	959	1.008
Surplus	793	844	897	929	929	983	929	983
Other capital accounts .....	...	...	...	...	146	123	95	191
Total liabilities and capital accounts ...	94.765	103.058	110.810	120.447	125.647	131.713	127.456	126.131
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	179	581	981	...	...	...	...	...

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1973 dicembre	1974 dicembre	1975 dicembre	1976 dicembre	1976 marzo	1977 marzo	1976 aprile	1977 aprile
ATTIVO								
Oro	1.804	1.804	1.804	6.429	1.804	7.105	1.804	7.105
Cassa ¹	76	107	255	441	242	318	159	212
Portafoglio	93	156	13	17	24	21	45	18
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	1.142	1.178	1.216	1.259	1.232	1.275	1.231	1.275
Anticipazioni ³	2.033	3.058	769	1.018	1.128	1.218	1.165	880
Attività verso l'estero in valuta	3	6	3	4	7	13	8	18
Ufficio italiano dei cambi	5.655	7.696	9.538	9.744	10.505	9.839	10.959	9.809
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	6.251	10.677	18.226	28.027	19.927	26.101	20.004	26.395
Certificati di credito del Tesoro	—	1.748	40	17	165	364	165	362
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵	525	556	682	825	692	837	694	838
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	...	339	...
C/c servizio tesoreria	2.913	2.962	3.522	5.216	4.106	5.909	4.507	5.930
Servizi diversi per conto dello Stato	650	747	64	92	64	70	64	70
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	292	317	515	1.240	492	1.138	415	1.138
Spese	429	508	1.061	1.808	53	61	61	75
Totale attivo ...	22.205	31.859	38.047	56.476	40.780	54.269	41.620	54.125
PASSIVO								
Circolazione dei biglietti ⁶	10.029	11.190	12.921	14.590	12.319	13.603	12.572	13.862
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷ ..	148	178	134	89	56	76	62	124
Conti correnti liberi ⁸	650	547	2.040	718	395	238	201	179
Conti correnti vincolati	5.384	6.639	11.682	16.748	14.499	18.530	14.814	18.925
Conti speciali	—	1.748	51	50	419	392	324	388
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	3.858	7.743	7.825	9.439	10.340	9.578	11.001	9.497
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	—	165	...	42	...	46	64	...
Servizi diversi per conto dello Stato	194	171	116	917	46	81	46	81
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	158	91	145	130	126	37	38	45
Fondi accantonati	815	845	1.179	6.342	1.179	7.019	1.180	7.019
Partite varie	453	1.955	758	5.438	1.243	4.431	1.149	3.749
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	29	37	49	60	49	60	49	60
Fondo di riserva straordinario	28	37	47	60	47	60	47	60
Rendite	459	543	1.100	1.853	62	73	73	91
Utile netto da ripartire	—	—	—	—	—	45	—	45
Totale passivo e patrimonio ...	22.205	31.859	38.047	56.476	40.780	54.269	41.620	54.125
Depositanti di titoli e valori	14.386	20.708	18.222	86.119	21.700	206.093	40.122	192.772
¹ Di cui : biglietti e monete di Stato	23	24	22	35	27	30	31	27
² » aziende di credito	711	734	757	784	767	794	767	794
istituti speciali	431	444	459	475	465	481	464	481
³ » aziende di credito	2.019	1.953	746	1.011	923	741	1.096	879
istituti speciali	—	10	18	7	9	2	14	1
altri	14	1	...	...	...	...	...	...
anticipazioni a scadenza fissa	—	1.094	5	...	196	475	55	...
⁴ » titoli di stato e ob- } BOT e titoli bligaz. p/c Tesoro } a breve ... altri	1.669	6.162	9.915	17.648	10.927	14.925	10.983	15.224
altri	4.395	4.072	7.971	10.056	8.667	10.858	8.690	10.854
⁵ » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ..	295	325	443	535	439	544	430	544
⁶ » biglietti presso il Tesoro	15	11	13	15	12	...	13	...
⁷ » vaglia cambiari	45	57	75	89	56	76	61	102
⁸ » aziende di credito	227	491	1.380	293	336	207	153	136
istituti speciali	475	43	638	399	49	21	41	19
⁹ » depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di : aziende di credito istituti speciali	152	338	239	306	294	288	314	288
altri enti non statali	2.322	3.747	3.241	3.839	3.900	3.817	4.163	3.775
altri enti non statali	589	97	102	88	126	67	134	44

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1976 31. Dez.	1976 7. Juli	1977 7. Juli	1976 7. August	1977 7. August
AKTIVA								
Währungsreserven	88.179	71.805	74.614	76.656	78.181	75.120	78.239	77.212
Gold	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.034	14.002	14.034
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	8.354	8.055	9.309	10.650	11.483	10.889	11.456	5.883
Devisen und Sorten	65.824	49.748	51.303	52.004	52.696	50.197	52.781	52.295
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.279	11.636	11.804	11.848	14.191	12.083	14.385	11.760
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	11.216	15.516	8.521	19.517	11.605	20.915	14.233	20.784
Inlandswechsel	10.435	12.305	5.910	12.185	10.262	16.123	13.193	14.540
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	2.763	...	4.547
Auslandswechsel	460	877	903	1.223	799	1.464	988	1.579
Lombardforderungen	321	2.334	1.703	6.109	544	565	52	118
Kredite und forderungen an öffentliche Haushalte	11.535	9.915	9.044	10.479	8.788	9.497	8.702	8.926
Kassenkredite (Buchkredite)	2.852	1.232	361	1.796	105	814	19	243
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite)	300	...	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	300	...	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere	25	469	7.953	1.419	6.239	823	6.218	746
Deutsche Scheidemünzen	584	423	946	720	694	757	700	778
Postcheckguthaben	466	647	358	271	281	218	178	181
Sonstige Aktiva	4.882	7.115	8.139	4.546	4.984	4.642	4.116	4.183
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	10.279	14.004	8.931	7.489	—	3.045	—	3.045
Ingesamt ...	131.745	131.530	130.310	132.945	124.963	127.100	126.771	127.615

PASSIVA								
Banknotenumlauf	46.247	50.273	55.143	59.038	56.389	62.923	57.581	63.405
Einlagen von Kreditinstituten	51.913	46.504	44.591	51.298	47.930	43.902	46.856	44.189
auf Girokonten	51.892	46.483	44.563	51.270	47.897	43.873	46.831	44.162
sonstige	21	21	28	28	33	29	25	27
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	11.298	11.742	8.256	2.939	7.161	4.679	7.905	4.402
Bund	204	139	2.291	272	1.890	241	2.614	1.296
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	174	163	358	304	134	532	391	609
Länder	2.403	643	2.106	2.094	3.450	3.867	3.634	2.474
Andere öffentliche Einleger	51	44	46	59	33	39	27	23
Sondereinlagen	8.466	10.753	3.455	210	1.654	—	1.239	—
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.932	2.739	2.502	2.588	2.089	2.208	2.191	2.163
Bundesbahn	16	5	5	4	7	6	3	3
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	2.455	2.227	1.962	2.070	1.624	1.700	1.751	1.661
Sonstige Einleger	461	507	535	514	458	502	437	499
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	244	127	256	58	226	345	141	442
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	918	1.284	840	1.097	456	328	1.039	402
Einlagen ausländischer Einleger	735	1.268	828	779	445	305	709	360
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	...	306	...	...	...	...
Sonstige	183	16	12	12	11	23	330	42
Ausgleichsposten für zugeweilte Sonder- ziehungsrechte	1.747	1.600	1.665	1.489	1.665	1.489	1.665	1.489
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs und Liquiditätspapieren ...	9.860	8.867	4.173	6.476	4.290	6.385	4.159	5.830
Rückstellungen	1.296	1.485	1.670	1.835	1.835	1.885	1.835	1.885
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	929	929	929	1.099	1.100	1.100	1.099	1.099
Sonstige Passiva	4.071	5.690	9.995	4.738	1.532	1.566	2.010	2.019
Ingesamt ...	131.745	131.530	130.310	132.945	124.963	127.100	126.771	127.615

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1976 7 juillet	1977 7 juillet	1976 6 août	1977 5 août
ACTIF								
Encaisse or	11.893	11.893	11.893	11.904	11.897	11.904	11.897	11.904
Devises	12.520	11.571	14.706	20.426	13.710	13.305	13.978	12.880
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.613	5.403	5.403	5.222	5.403	4.624	5.403	4.532
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	898	2.210	1.712	926	274	378	282	375
Bons du Trésor de la Confédération ...	200	484	227	375	...	...	...	...
Avances sur nantissement	558	700	200	157	27	35	26	18
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	—	...	...	...	...	...	...	...
autres	—	92	3	64	53	606	64	606
Correspondants en Suisse	282	167	136	160	36	24	7	42
Correspondants à l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.243	622	622	—	622	—	622	—
Autres postes de l'actif	66	94	64	65	95	80	92	101
Total ...	32.273	33.236	34.966	39.299	32.117	30.956	32.371	30.458

PASSIF

Fonds propres	65	66	67	68	68	69	68	69
Billets en circulation	18.296	19.436	19.128	19.731	17.699	18.769	17.468	18.426
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	8.235	9.505	11.479	12.644	6.212	6.695	5.829	6.009
Autres engagements à vue	801	862	1.817	4.005	3.955	2.471	4.345	2.915
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	1.600	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	1.272	348	165	246	231	...	656	...
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	121	247	380	955	1.580	1.094	1.580	1.094
Comptes spéciaux	83	986	...	...	5	...	...	...
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	26	—	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	1.774	1.786	1.930	1.650	2.367	1.858	2.425	1.945
Total ...	32.273	33.236	34.966	39.299	32.117	30.956	32.371	30.458

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX
Situation en millions de francs or
 [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1976 30 juin	1977 30 juin	1976 31 juillet	1977 31 juillet
I. Or	3.917	3.876	4.117	4.306	4.103	4.529
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	83	72	38	56	64	47
III. Bons du Trésor	363	105	164	116	164	250
IV. Dépôts à terme et avances	32.432	39.252	32.324	47.579	33.228	47.389
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	76	45	10	35	45	35
b) à plus de 3 mois .....	...	35	35	...	...	...
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	25.291	30.940	25.837	36.075	26.049	34.852
b) à plus de 3 mois	7.065	8.232	6.442	11.469	7.134	12.502
V. Titres à terme	5.761	5.044	4.389	3.256	4.399	2.816
a) à 3 mois au maximum	4.991	4.664	4.029	2.941	3.938	2.491
b) à plus de 3 mois	770	380	360	315	461	325
VI. Divers	159	32	297	486	353	688
<i>Total de l'actif</i> ...	42.715	48.381	41.329	55.799	42.311	55.719

XX · 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1976 30 juin	1977 30 juin	1976 31 juillet	1977 31 juillet
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	821	952	952	1.072	952	1.072
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	371	424	424	472	424	472
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	345	423	423	495	423	495
III. Dépôts (or)	3.370	3.466	3.426	3.767	3.392	3.803
1. Banques centrales :						
a) à vue	2.993	3.134	2.803	2.216	2.938	2.194
b) à 3 mois au maximum	345	273	590	1.123	421	1.301
c) à plus de 3 mois	—	26	—	395	—	275
2. Autres déposants :						
a) à vue	33	33	33	7	33	7
b) à plus de 3 mois	—	—	—	26	—	26
IV. Dépôts (monnaies)	37.064	43.037	36.146	50.061	37.194	49.964
1. Banques centrales :						
a) à vue	266	584	371	70	452	778
b) à 3 mois au maximum	31.807	37.571	29.795	41.075	30.603	40.369
c) à plus de 3 mois	3.298	3.498	4.059	7.077	4.269	7.921
2. Autres déposants :						
a) à vue	24	35	43	28	41	29
b) à 3 mois au maximum	1.515	1.158	1.374	1.004	1.535	705
c) à plus de 3 mois	154	191	504	170	294	162
Y. Effets	641	—	—	—	—	—
a) à 3 mois au maximum	641	—	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Divers	451	582	396	522	415	556
VII. Dividende payable au 1^{er} juillet 1976	—	—	48	—	—	—
VIII. Dividende payable au 1^{er} juillet 1977	—	—	—	48	—	—
IX. Provisions	67	43	60	28	57	23
<i>Total du passif ...</i>	42.715	48.381	41.329	55.799	42.311	55.719

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 8 juillet 1977

modifiant la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes (Moniteur du 30 août 1977, p. 10643.)

Article unique. — L'article 9 de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, modifié notamment par la loi du 5 décembre 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. L'en-cours des engagements du Fonds est fixé à onze milliards de francs; cette limite peut être augmentée par arrêté royal de quatre tranches de un milliard de francs chacune. »

Loi du 22 juillet 1977

relative aux contributions de la Belgique au Compte de subvention du Fonds monétaire international et au Fonds de bonification d'intérêt de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (Moniteur du 6 août 1977, p. 10003).

Article 1^{er}. — Le Roi est autorisé à consentir au nom de la Belgique une contribution d'un montant maximum correspondant à la contre-valeur en francs belges de 5,6 millions de droits de tirage spéciaux au Compte de subvention du Fonds monétaire international (F.M.I.), créé par la Décision n° 4773 (75/136) du 1^{er} août 1975 du conseil d'administration du F.M.I.

Art. 2. — Le Roi est autorisé à consentir au nom de la Belgique une contribution d'un montant maximum correspondant à la contre-valeur en francs belges de 3,8 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique au Fonds de bonification d'intérêt de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.) créé par la Résolution n° 75-111 du 29 juillet 1975 du conseil d'administration de la B.I.R.D.

Arrêté royal du 1^{er} août 1977

autorisant la Société nationale d'Investissement à procéder à une augmentation de capital à concurrence de 1 milliard de francs et déterminant les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat pour chacune des tranches (Moniteur du 11 août 1977, p. 10136).

Article 1^{er}. — La Société nationale d'Investissement est autorisée à procéder à une augmentation de capital à concurrence de 1 milliard de francs.

Art. 2. — La souscription immédiate de l'Etat s'élève à 847.432.000 F. A l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur l'augmentation du capital de la S.N.I. de 7 à 8 milliards de francs, l'Etat libérera 50 p.c. de sa souscription, soit 423.716.000 F.

Art. 3. — Les institutions financières d'intérêt public ont décidé de souscrire à cette augmentation de capital dans les limites suivantes

- Banque nationale de Belgique 50.000.000 F;
- Caisse générale d'Epargne et de Retraite 50.000.000 F;
- Société nationale de Crédit à l'Industrie 35.900.000 F;
- Crédit communal de Belgique 16.668.000 F.

Art. 4. — L'Etat garantit la bonne fin de l'augmentation de capital d'un milliard de francs et tout particulièrement la libération des souscriptions des institutions financières d'intérêt public mentionnées à l'article précédent.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 20 juin 1977

contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 31 août 1977, p. 10685).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses à charge du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones et afférentes à l'année budgétaire 1977, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	15.781,4	—	—
.....			

Loi du 27 juin 1977

ajustant le budget du Ministère des Communications de l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 17 août 1977, p. 10251).

Loi du 27 juin 1977

contenant le budget du Ministère des Communications pour l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 11 août 1977, p. 10090).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère des Communications afférentes à l'année budgétaire 1977, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	54.240,0	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	7.792,0	15.390,0	11.426,5
Total (Titres I et II) ...	62.032,0	15.390,0	11.426,5
Amortissements de la Dette publique (Titre III)	1.500,0	—	—
Total général (Titres I + II + III)	63.532,0	15.390,0	11.426,5
.....			

Loi du 20 juillet 1977

ajustant le budget des Dotations pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 12 août 1977, p. 10154).

Loi du 20 juillet 1977

contenant le budget des Dotations pour l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 12 août 1977, p. 10156).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1977 afférentes au budget des Dotations et énumérées au tableau ci-annexé, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	2.632,2	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	4,0	—	—
Total ...	2.636,2	—	—

Loi du 20 juillet 1977

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1977, et destinés à assurer la marche des services publics durant le deuxième trimestre de 1977 (Moniteur du 24 août 1977, p. 10427).

Arrêtés royal et ministériel du 26 août 1977

relatifs à l'émission de l'emprunt 9,50 p.c. 1977-1987 (Moniteur du 30 août 1977, pp. 10643 et 10645).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 9,50 p.c. 1977-1987 ».

Art. 2.

Les obligations portent intérêt au taux de 9,50 p.c. l'an à partir du 20 septembre 1977. Les intérêts sont payables le 20 mars des années 1978 à 1987.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.

Les fonds destinés aux amortissements annuels sont mis à la disposition de la Caisse d'amortissement, à partir du 20 mars de chacune des années 1979 à 1986 au fur et à mesure des besoins qu'elle aura notifiés au Service de la Dette publique.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 20 mars 1987 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt, amortissables selon les mêmes modalités et remboursables au pair à la même échéance.

.....
*
**

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 9,50 p.c. 1977-1987 sera ouverte le 5 septembre 1977; elle sera close le 19 septembre 1977. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

.....
Art. 3. — Le prix d'émission, payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions, sera fixé au plus tard le 30 août 1977.

.....
Art. 7. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

.....
Arrêté ministériel du 30 août 1977

relatif à l'émission de l'emprunt 9,50 p.c. 1977-1987 (Moniteur du 31 août 1977, p. 10722).

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 9,50 p.c. 1977-1987 est fixé à 100,25 p.c. de leur valeur nominale.

.....
4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 16 mai 1977

prescrivant le recensement agricole et horticole en 1977 (Moniteur du 19 août 1977, p. 10323).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 25 mars 1977

modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 1970, prescrivant l'élaboration d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques (Moniteur du 2 août 1977, p. 9778).

(Nouvelle liste des produits à déclarer).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 5 juillet 1977

modifiant l'arrêté ministériel du 23 janvier 1976 fixant les prix maximums de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides (Moniteur du 11 août 1977, p. 10135).

Arrêté ministériel du 2 août 1977

réglementant les prix des lampes à incandescence (Moniteur du 12 août 1977, p. 10160).

Arrêté ministériel du 19 août 1977

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 26 août 1977, p. 10510).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Recommandation de la Commission du 25 juillet 1977 (77/534/CEE)

portant sur un code de conduite européenne concernant les transactions relatives aux valeurs mobilières (Journal officiel du 20 août 1977, n° L 212, p. 37).

BIBLIOGRAPHIE

RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juillet-août 1977. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaumont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

*
**

DELEECK, H.

L'apport de la recherche socio-scientifique à l'élaboration de la politique sociale.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 290-297.*)

BELG. 141

VAN ELSLANDE, R.

La politique étrangère de la Belgique 1976.

(In : *Textes et Documents, Bruxelles, n° 310, 1977, 204 p.*)

BELG. 2 A

202. - 330.581.

330.52 - 332.18

MALDAGUE, R.

La planification sociale.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 298-306.*)

BELG. 141

SCHOUTEN, D.B.J.

Monopoliekapitalisme versus een stelsel van arbeidszelfbestuur.

(In : *Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, Gent, n° 2, april-juni 1977, blz. 129-144.*)

BELG. 149 C

311.2

330.580. - 338.40 - 321.2

MORELAND, R.S. et BEUTHE, M.V.

Une analyse économique de la natalité en Belgique.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain-la-Neuve, n° 1, 1977, pp. 33-51.*)

BELG. 34

CARTELIER, L.

Planification — politique industrielle et Etat capitaliste.

(In : *Contradictions, Bruxelles, n° 12-13, juin-septembre 1977, pp. 135-154.*)

BELG. 56

321.2

331.01

FRYDMAN, R.

Peut-on rationaliser l'action économique de l'Etat ?

(In : *Contradictions, Bruxelles, n° 12-13, juin-septembre 1977, pp. 193-211.*)

BELG. 56

TINDEMANS, L.

Crise économique et crise de société.

(In : *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1977, pp. 5-15.*)

BELG. 99

331.30

332.221. - 339.325.1

GHYMERS, Chr.

Conjoncture de l'économie belge. Persistance des problèmes structurels.

(In : *SEDEIS-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 12, 1^{er} juillet 1977, pp. 513-533.*)

FR. 10 B

DE GEYNDT, M. en VAN EECKHOUDT, M.

Werkt het Belgisch indexeringsstelsel koopkrachtherverdelend ?

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3, juni 1977, blz. 331-350.*)

BELG. 64 B

331.31

332.221. - 333.482.

MOREL, J.C. et ANDRE, Ch.

La politique économique à moyen terme de la Communauté.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 207, mai 1977, pp. 227-232.*)

FR. 58

THIRION, E.

Liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 33-59.*)

BELG. 99

332.10

332.620.

DE BROECK, G.

La politique en matière de relations professionnelles.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 268-277.*)

BELG. 141

Le chômage en Belgique (I).

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 22, 3 juin 1977, pp. 1-6.*)

BELG. 33

332.10

332.620.

Est-ce la fin des temps modernes ? Du taylorisme aux nouvelles formes d'organisation du travail.

(In : *Bulletin de la Fondation André Renard, Liège, n° 78-79-80, mai-juin 1977, 136 p.*)

BELG. 17

Le chômage en Belgique. (II).

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 23, 10 juin 1977, pp. 1-5+10.*)

BELG. 33

FRIEDMAN, M.

Nobel Lecture : Inflation and Unemployment.

(In : *Journal of Political Economy*, Chicago, No. 3, June 1977, pp. 451-472.)

USA. 30

DELCOURT, J.

Développement de l'emploi et éducation : pistes pour la recherche.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale*, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 252-267.)

BELG. 141

332.620.

332.71

PETITH, H.C.

Employment and the Balance of Trade for a Small Open Economy with a Phillips Curve.

(In : *Recherches Economiques de Louvain*, Louvain-la-Neuve, n° 1, 1977, pp. 67-73.)

BELG. 34

CLAEYS-LEBOUCQ, E.

Le statut des jeunes dans le droit du travail.

(In : *Revue du Travail*, Bruxelles, n° 3/4, mars-avril 1977, pp. 165-184.)

BELG. 153

332.630.

332.71

DE KONING, C.J.

Werkgelegenheidscreatie : een hoofdoorzaak van conjunctuurschommelingen ? (I).

(In : *Economisch Statistische Berichten*, Rotterdam, n° 3109, 22 juni 1977, blz. 591-597.)

NED. 10

LEROY, R.

Indicateurs pour une politique du travail au féminin.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale*, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 278-289.)

BELG. 141

332.630.

332.811.

DE KONING, C.J.

Werkgelegenheidscreatie : een hoofdoorzaak van conjunctuurschommelingen ? (II).

(In : *Economisch Statistische Berichten*, Rotterdam, n° 3110, 29 juni 1977, blz. 620-622.)

NED. 10

CLAEYE, E. e.a.

Werktijdverkorting en derde arbeidscircuit. Kritische bedenkingen bij mogelijke oplossingen.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management*, Leuven, n° 1, 1977, blz. 87-105.)

BELG. 171

TROCLET, L.-E.

Front commun syndical et nouveau pacte social.
(In : *Res Publica, Bruxelles*, n° 2, 1977, pp. 247-268.)
BELG. 131

GOLDSMITH, M.E.

Un mode de financement en devises : les crédits roll-over en eurodollars.
(In : *Droit et pratique du commerce international, Paris*, n° 3, juillet 1977, pp. 341-367.)

333.101. - 333.137.

333.138.1

Les activités internationales de la Société Générale de Banque.
(In : *Société Générale de Banque - Bulletin d'information, Bruxelles*, n° 29, juin 1977, pp. 5-8.)
BELG. 158 A

Les fonds communs de placement.
(In : *Bulletin Financier - Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles*, n° 25, juillet 1977, pp. 1-3.)
BELG. 34 A

333.101. - 333.130.1

333.402. - 382.20

Aspects et évolution du système bancaire belge.
(Traduction de l'allocution prononcée par M. Gaston Eyskens, Président du Conseil d'Administration de la Kredietbank, à l'Assemblée générale des actionnaires à Anvers, le 18 juin 1977.)
(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 25, 24 juin 1977, pp. 1-3.)
BELG. 33

PARGUEZ, A.

Monnaie et balance des paiements : essai d'interprétation du système actuel.
(In : *Cahiers de l'ISMEA - Economies et Sociétés, Paris*, n° 1-2, janvier-février 1977, pp. 103-138.)
FR. 14

333.111.42 - 382.257.

333.403.

International Reserves : Worrying Implications of Unchecked International Liquidity Creation Process.
(In : *International Currency Review, London*, No. 3, 1977, pp. 9-15.)
G.B. 26 D

COLLIN, F.

Monetair evenwicht.
(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven*, n° 2, 1977, blz. 205-226.)
BELG. 171

333.403.

333.432.7 - 333.432.8

FROWEN, S.F. and MOURIS, G.

The Existence of a World Demand for Money Function : Preliminary Results.

(In : *Kredit und Kapital*, Berlin, Nr 1, 1977, S. 1-17.)

DEUTSCHL. 16 F

LELART, M.

Le système de Bretton-Woods et la pratique monétaire internationale.

(In : *Revue de Science Financière*, Paris, n° 1, janvier-mars 1977, pp. 361-395.)

FR. 53

333.403. - 333.846.0 - 333.428.

333.432.7

NEUBAUER, W.

Über die Unmöglichkeit einer monetaristischen Geldpolitik.

(In : *Kredit und Kapital*, Berlin, Nr 1, 1977, S. 65-90.)

DEUTSCHL. 16 F

TUROT, P.

Fiabilités du nouveau système monétaire et intérêts de l'Europe.

(In : *Eurépargne*, Luxembourg, n° 6, juin 1977, pp. 6-10.)

LUX. 4

333.431.0 - 334.151.2

333.432.8

SAINT MARC, M.

Les critères d'appartenance à une union monétaire. Le cas de la C.E.E.

(In : *Cahiers de l'ISMEA - Economies et Sociétés*, Paris, n° 1-2, janvier-février 1977, pp. 195-203.)

FR. 14

BROWN, B.

New Tasks for the IMF.

(In : *The Banker*, London, No. 617, July 1977, pp. 37-40.)

G.B. 3

333.432.7

333.432.8

BURNS, A.F.

The Need for Order in International Finance.

(In : *Federal Reserve Bulletin*, Washington, No. 5, May 1977, pp. 456-462.)

USA. 22

EHRBAR, A.F.

The IMF Lays Down the Law.

(In : *Fortune*, Chicago, July 1977, pp. 98-112.)

USA. 21

HABERLER, G.

The International Monetary System after Jamaica and Manila.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr. 1, 1977, S. 1-27.*)

DEUTSCHL. 29

Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge.

(In : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, Bruxelles, n° 5, tome I, mai 1977, pp. 3-49.*)

BELG. 16

333.432.8

333.451.7 - 333.831.0

HULTMAN, Ch. W. and JOHNSON, R.S.

A Note on Special Drawing Rights and Reserve Value Stability - The Importance of the Dollar.

(In : *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Padova, No. 4, Aprile 1977, pp. 326-338.*)

ITAL. 22 B

OWEN, V.L.

International Speculation on Interest Rates.

(In : *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Padova, No. 4, Aprile 1977, pp. 354-360.*)

ITAL. 22 B

333.432.8 - 333.451.0 - 382.254.

333.52 - 368.03

VON ROSEN, R.

Die Rolle des Internationalen Währungsfonds nach der Teilreform des Währungssystems.

(In : *Kredit und Kapital, Berlin, Nr. 1, 1977, S. 117-141.*)

DEUTSCHL. 16 F

Les fonds de Pension : un nouveau départ.

(In : *Bulletin Financier-Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 26, 15 juillet 1977, pp. 1-3.*)

BELG. 34 A

333.451.1 - 333.451.6 - 333.825.

333.632.1

DE GRAUWE, P.

De wisselkoers en structuurprobleem in België gedurende 1970-76.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 1, 1977, blz. 107-120.*)

BELG. 171

Les emprunts obligataires à taux d'intérêt variable, une formule de placement encore peu connue.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 24, 17 juin 1977, pp. 1-4+9.*)

BELG. 33

333.633.9

333.741.

Les certificats de participation immobilière.

(In : *Banque de Paris et des Pays-Bas — Notes Economiques, Bruxelles, n° 14, juillet 1977, pp. 2-6.*)

BELG. 64 D

NOLS, P.

Chronique du marché monétaire vu de l'Institut de Réécompte et de Garantie. D'octobre 1976 à mai 1977.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, 1977, pp. 261-268.*)

BELG. 134

333.662.

333.771.1 - 333.736.

BEKERMAN, G.

Le marché euro-obligataire. (I).

(In : *Banque, Paris, n° 362, mai 1977, pp. 540-545.*)

FR. 6

BAISE, M.

Lettre de change et crédit documentaire.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, 1977, pp. 289-303.*)

BELG. 134

333.662.

333.841. - 333.451.6

BEKERMAN, G.

Le marché euro-obligataire. (II).

(In : *Banque, Paris, n° 363, juin 1977, pp. 645-654.*)

FR. 6

CLAASSEN, E.M.

Weltinflation bei flexiblen Wechselkursen.

(In : *Kredit und Kapital, Berlin, Nr 1, 1977, S. 18-44.*)

DEUTSCHL. 16 F

333.662.

333.841.

Euromarkets : International Institutions Compete Among Themselves to Monitor and Report on Euro-lending.

(In : *International Currency Review, London, No. 3, 1977, pp. 16-21.*)

G.B. 26 D

DAEMS, H. and DE GEYNDT, M.

A Critical Look at Some Statistical Tests of the Monetary Explanation of Inflation.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 2, 1977, blz. 173-184.*)

BELG. 171

333.841.

334.151.20

DE LHONEUX, E. et HARMEL, J.

Les instruments juridiques de la lutte contre l'inflation.
(In : *Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 5001, 11 juin 1977, pp. 398-399.*)

ORTOLI, Fr.X.

Nutzen und Grenzen monetärer Mechanismen für die EG.
(In : *Wirtschaftsdienst, Hamburg, Nr 7, Juli 1977, S. 335-337.*)

DEUTSCHL. 30 A

334.150.0

334.151.22 - 333.451.6

The European Economic Community 1975-1976.

(In : *The Irish Banking Review, Dublin, June 1977, pp. 3-8.*)

IRL. 2

COHEN, B.J.

Zur Steuerung floatender Wechselkurse.

(In : *Wirtschaftsdienst, Hamburg, Nr 7, Juli 1977, S. 331-335.*)

DEUTSCHL. 30 A

334.150.0

334.151.3 - 336.225.

THOMSON (Lord).

The European Community — the Tortoise that Moves.
(In : *Lloyds Bank Review, London, No. 125, July 1977, pp. 1-11.*)

G.B. 31

BETTE, A.

La T.V.A. communautaire, état des travaux. La sixième directive du Conseil en matière de T.V.A.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 207, mai 1977, pp. 233-238.*)

FR. 58

334.150.0

334.151.3 - 336.401. - 336.61

THORN, G.

L'Europe entre l'intégration et l'élargissement.
(In : *Etudes et Expansion, Liège, n° 272, avril-mai-juin 1977, pp. 279-289.*)

BELG. 157

VAN DEN BEMPT, P.

La politique budgétaire dans le contexte européen.

(In : *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1977, pp. 17-38.*)

BELG. 99

334.151.50

336.00 - 333.44

DEGIMBE, J.

Le budget social européen.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 180-195.*)

BELG. 141

DUMOULIN, A.

Tendances séculaires en finances publiques.

(In : *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1977, pp. 39-58.*)

BELG. 99

334.151.50

336.024. - 339.325.5 - 338.754.12

WIEBRINGHAUS, H.

La Charte Sociale Européenne. Des travaux préparatoires aux premiers résultats pratiques.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 196-205.*)

BELG. 141

Les dépenses pharmaceutiques : possibilités d'économie.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 4-5, avril-mai 1977, pp. 327-523.*)

BELG. 141

334.151.6

336.212.3

BAUDIN, P.

La fixation des prix agricoles pour 1977-78.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 207, mai 1977, pp. 213-226.*)

FR. 58

TERROIR, R.

A propos de la révision cadastrale et du revenu cadastral.

(In : *Revue Belge des Sciences Commerciales, Bruxelles, n° 5, 1977, pp. 265-270.*)

BELG. 140

334.151.6

336.214. - 336.204.

MURPHY, G.F.

Monetary Compensatory Amounts in the Common Agricultural Policy of the European Community.

(In : *The Irish Banking Review, Dublin, June 1977, pp. 9-16.*)

IRL. 2

NEDEE, F.

Rendabiliteitsbeleid en fiscale druk.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3, juni 1977, blz. 315-329.*)

BELG. 64 B

SIMONET, L. et ELOY, M.

Le régime fiscal des associations sans but lucratif et de certains autres groupements et institutions. Les modifications apportées par la loi du 3 novembre 1976.

(In : *Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 5002, 18 juin 1977, pp. 405-409.*)

DE RAEDT, K.

Enkele elementen bij het fiskale luik van de budgettaire situatie.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 6-7, juni-juli 1977, blz. 549-559.*)

BELG. 71

336.225. - 339.312.5

336.61 - 339.312.7 - 336.020.

Le chiffre d'affaires des entreprises et leurs achats de biens d'investissement durant l'année 1976 sur base des données relatives à la taxe sur la valeur ajoutée.

(In : *Bulletin de Statistique - I.N.S., Bruxelles, n° 4, avril 1977, pp. 249-255.*)

BELG. 44

SJAASTAD, L.A. and WISECARVER, D.L.

The Social Cost of Public Finance.

(In : *Journal of Political Economy, Chicago, No. 3, June 1977, pp. 513-547.*)

USA. 30

336.32

338.012.

VUCHELEN, J.

Het beheer van de Belgische staatsschuld : een vergelijking van twee benaderingen.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 74, 2° trimestre 1977, pp. 269-290.*)

BELG. 44 E

CYPRES, R.

Les problèmes de l'énergie et le rapport de la Commission des Sages.

(In : *Res Publica, Bruxelles, n° 2, 1977, pp. 323-344.*)

BELG. 131

336.52

338.030. - 321.2

CARBONNELLE, J.E.

Centralisation et décentralisation dans les finances publiques de l'agglomération bruxelloise.

(In : *Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, n° 120, avril 1977, pp. 123-132.*)

BELG. 61 A

HOLLOWAY, J. and PICCIOTTO, S.

Capital, the State and European Integration.

(In : *Contradictions, Bruxelles, n° 12-13, juin-septembre 1977, pp. 23-65.*)

BELG. 56

DEFAY, J.

Initiative industrielle publique et politique scientifique.
(In : *Wallonie 77, Namur, n° 3-4, 1977, pp. 169-187.*)

BELG. 186

Mémorandum du Conseil Economique Régional de
Wallonie au Formateur du Gouvernement.

(In : *Wallonie 77, Namur, supplément au numéro 3-4, 1977, 40 p.*)

BELG. 186

338.43

338.43

BIRON, A.

Réflexion concernant le développement industriel.
(In : *Wallonie 77, Namur, n° 3-4, 1977, pp. 165-168.*)

BELG. 186

ROGISSART, G.

Wallonie 1978.

(In : *Wallonie 77, Namur, n° 3-4, 1977, pp. 151-160.*)

BELG. 186

338.43

338.720.

Een economisch programma voor Vlaanderen.

(In : *Beleid, Antwerpen, n° 2, juni 1977, 40 blz.*)

BELG. 179

PORTUGAL, L. et DEGAND, J.

Les effets « région » et « temps » sur la valeur de la
production agricole. Approche méthodologique appli-
quée au cas de l'agriculture belge.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain-la-
Neuve, n° 1, 1977, pp. 13-32.*)

BELG. 34

338.43

338.731.

LITT, J.-L.

Analyse économique de Bastogne et de sa région.
(In : *Wallonie 77, Namur, n° 3-4, 1977, pp. 194-216.*)

BELG. 186

KORTLEVEN, J.

Beschouwingen bij de recente olieprijsverhogingen.

(In : *Bulletin de Documentation — Ministère des Finances, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 71-77.*)

BELG. 99

338.751.1

339.21 - 339.230.

GAZON, J.

La relance à base d'acier ou comment se dégager de la sidérurgie ?

(In : *Socialisme, Bruxelles*, n° 140, avril 1977, pp. 95-104.)

BELG. 155 C

KIRSCHEN, E.S.

Les revenus des groupes socio-professionnels avant et après redistribution. Une méthode d'analyse.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 74, 2^e trimestre 1977, pp. 167-188.)

BELG. 44 E

338.754.12

339.230. - 333.112.0

QUINTENS, L.

Globale analyse van een aantal farmaceutische bedrijven in België.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel*, n° 5, mei 1977, blz. 389-411.)

BELG. 71

PRAET, P.

Les revenus élargis aux variations du patrimoine des particuliers.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 74, 2^e trimestre 1977, pp. 235-266.)

BELG. 44 E

338.758.

339.232.

Le secteur cinématographique en Belgique (I).

(In : *Courrier Hebdomadaire du CRISP, Bruxelles*, n° 768-769, 1^{er} juillet 1977, 47 p.)

BELG. 28 E

Les bénéficiaires des entreprises belges en 1976.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 27, 8 juillet 1977, pp. 1-5.)

BELG. 33

338.758.

339.234.

Le secteur cinématographique en Belgique (II).

(In : *Courrier Hebdomadaire du CRISP, Bruxelles*, n° 770, 8 juillet 1977, 40 p.)

BELG. 28 E

BERCKMANS, A.

Evolution des revenus des ouvriers après redistribution par l'impôt et la sécurité sociale (1958-1975).

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 74, 2^e trimestre 1977, pp. 191-233.)

BELG. 44 E

339.237.

341.242. - 334.150.0

MOREAU-MARGREVE, I.

La législation des baux à loyer en 1977. Essai de compréhension.

(In : *Annales de la Faculté de Droit, d'Economie et de Sciences sociales de Liège, Liège, n° 1-2, 1977, pp. 73-107.*)

SNOY et d'OPPUERS, J. Ch.

Les Traités de Rome au fil de l'histoire.

(In : *A.E. Revue du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, Bruxelles, n° 9, 1977, pp. 5-12.*)

BELG. 2

339.312.3

347.728.1 - 347.728.3

Le financement de l'entreprise par des fonds propres ou des fonds de tiers.

(In : *Kredietbank — Bulletin hebdomadaire, Bruxelles, n° 28, août 1977, pp. 1-5.*)

BELG. 33

ROCHETTE, J.

Le droit comptable, innovation capitale.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 2, mai 1977, pp. 79-97.*)

BELG. 131 A

339.312.5 - 338.43 - 307.38

347.743.0

Investeringsen in Vlaanderen.

(In : *G.E.R.V.-Berichten, Brussel, n° 11, juni 1977, blz. 83-124.*)

BELG. 62 C

HEENEN, J.

Propos sur le droit cambiaire et sur la motivation des arrêts de la Cour de cassation.

(In : *Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 5001, 11 juin 1977, pp. 385-387.*)

339.312.7

347.771. - 334.154.34

Le coût du capital à risques.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 21, 27 mai 1977, pp. 1-6.*)

BELG. 33

SCORDAMAGLIA, V.

Evolution du droit en matière de brevets d'invention.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 2, mai 1977, pp. 99-113.*)

BELG. 131 A

LATOUR, G.

Le rôle économique des nouvelles communes.

(In : Mouvement Communal, Bruxelles, n° 520, juin-juillet 1977, pp. 180-186.)

BELG. 107

ERDILEK, A.

The Problem of Deadweight Loss in the International Trade of Growing Capitalist Economies.

(In : Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, Bâle, Nr 2, Juni 1977, S. 171-190.)

SCHWEIZ. 17

368.40

382.11

PERRIN, G.

Les nouvelles frontières de la sécurité sociale.

(In : Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 3, mars 1977, pp. 214-231.)

BELG. 141

GRUBEL, H.G.

The Case against the New International Economic Order.

(In : Weltwirtschaftliches Archiv, Kiel, Nr 2, Juni 1977, S. 284-306.)

DEUTSCHL. 29

368.611.

382.242.4

MEIJS, C.G.A.

De internationale consensus en de kredietverzekering op middellange termijn.

(In : Nederlandsche Credietverzekering Maatschappij - Kwartaalbericht, Amsterdam, n° 1, 1977, blz. 22-25.)

NED. 17 D

FEDER, G. and JUST, R.E.

An Analysis of Credit Terms in the Eurodollar Market.

(In : European Economic Review, Bruxelles, No. 2, May 1977, pp. 221-243.)

GEN. 5 B

368.611.

382.242.4

NAARDING, J.W.

Internationale samenwerking op het gebied van de kredietverzekering.

(In : Nederlandsche Credietverzekering Maatschappij - Kwartaalbericht, Amsterdam, n° 1, 1977, blz. 5-21.)

NED. 17 D

GHESQUIERE, R.

Eurocurrency Markets : A Critical Survey.

(In : Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 1, 1977, blz. 9-49.)

BELG. 171

LITTLE, J.S.

The Euro-Currency Market and the Growth of International Reserves.

(In : *New England Economic Review*, Boston, May-June 1977, pp. 9-23.)

USA. 34 A

KERVYN de LETTENHOVE, A. et THOULEN, M.

Exportation, spécialisation et emploi.

(In : *Bulletin de l'IREES*, Louvain, n° 38, 1977, 31 p.)

BELG. 33 Z

382.250.

382.501. - 338.43

LAMFALUSSY, A.

Les déséquilibres dans les paiements internationaux « financement » ou « ajustement » ?

(In : *Recherches Economiques de Louvain*, Louvain-la-Neuve, n° 1, 1977, pp. 3-12.)

BELG. 34

CRACCO, E. e.a.

Le commerce extérieur de la Wallonie.

(In : *Etudes et Expansion*, Liège, n° 272, avril-mai-juin 1977, pp. 325-332.)

BELG. 157

382.254.

382.51

Le « filet de sécurité » pour les balances sterling : une solution définitive aux problèmes de la livre ?

(In : *Banque Bruxelles Lambert — Bulletin de Conjoncture*, Bruxelles, mai-juin 1977, pp. 7-17.)

BELG. 34 E

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1976.

(In : *Bulletin de Statistique - I.N.S.*, Bruxelles, n° 4, avril 1977, pp. 233-248.)

BELG. 44

382.50 - 332.630.

382.51

KENNES, W.

Some Further Thoughts on the Labor Content of Belgian Exports.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management*, Leuven, n° 2, 1977, blz. 185-203.)

BELG. 171

L'exportation d'usines clefs sur porte. 7^e session des Journées post-universitaires des Ingénieurs commerciaux H.E.C.-Liège.

(In : *Etudes et Expansion*, Liège, n° 272, avril-mai-juin 1977, pp. 347-396.)

BELG. 157

382.51

657.2

HASENPFLUG, H. und LEFELDT, M.

Die Welthandelsstruktur seit der Ölkrise.

(In : *Wirtschaftsdienst Hamburg*, Nr 7, Juli 1977, S. 356-360.)

DEUTSCHL. 30 A

MUSIN, H.

Le plan comptable normalisé.

(In : *Revue Belge des Sciences Commerciales, Bruxelles*, n° 5, 1977, pp. 243-252.)

BELG. 140

385.221.

657.2

Le transport professionnel de marchandises par route.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 26, 1^{er} juillet 1977, pp. 1-5.)

BELG. 33

Plan comptable minimum normalisé.

(In : *Revue Belge des Sciences Commerciales, Bruxelles*, n° 5, 1977, pp. 253-263.)

BELG. 140

385.311. - 341.243.

93

Het Belgisch-Nederlands ontwerp-verdrag over de verdeling en de kwaliteit van het water van de Maas.

(In : *G.E.R.V.-Berichten, Brussel*, n° 11, juni 1977, blz. 55-81.)

BELG. 62 C

Faits et documents 1976.

(In : *Documents-CEPESS, Bruxelles*, n° 1, 1977, 171 p.)

BELG. 149 B

385.311.

93

VANDERSTEEN, C.

Kosten- en batenanalyse van de modernisering van de waterwegen in Noord-Limburg.

(In : *Economie in Limburg, Hasselt*, n° 2, 2^e kwartaal 1977, blz. 6-26.)

BELG. 93

Principaux faits économiques dans le domaine international (1^{er} avril 1976-31 mars 1977).

(In : *Ministère des Affaires Economiques - Aperçu de l'évolution économique*, Bruxelles, annexe au n° 6, fin mai 1977, pp. 1-84.)

BELG. 98 C

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
